

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1910.

Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

I. — Faits et chiffres.

Nous entendons par *travailleur à domicile* ⁽¹⁾ l'ouvrier ou l'ouvrière produisant des marchandises dans la fabrique dispersée ⁽²⁾.

L'artisan n'est pas un ouvrier à domicile. Il produit et il vend sa marchandise.

La ménagère qui revoit son linge et fait de la couture n'est pas une ouvrière à domicile. Elle produit *pour son propre usage*. Sa chambre de travail n'est pas un atelier domestique.

Il ne faut donc confondre, avec la production industrielle de la fabrique décentralisée, ni la petite industrie, ni le travail familial.

La confusion des termes est due surtout à la complexité des phénomènes. Elle a également sa source dans le fait que l'industrie à domicile, malgré sa forme de production capitaliste, présente tous les caractères techniques de

(1) Voir à ce sujet : SCHMOLLER, *Grundriss*, t. I, p. 425. — PHILIPPOVICH, *Grundriss*, 7^e édit., t. I, p. 187. — MARX, *Das Kapital*, 5^e édit., t. I, p. 427, appelle le travail à domicile : le département extérieur de la fabrique, de la manufacture, du magasin. Et il ajoute : A côté des ouvriers de fabrique, des ouvriers de manufacture et des artisans, qu'il a concentrés en grandes masses au point de vue des locaux et qu'il commande directement, le capital met, par des fils invisibles, une autre armée, celle de travailleurs à domicile dispersés dans les grandes villes et à la campagne.

(2) L'expression se trouve déjà dans la *Grande Encyclopédie de Diderot*. (Voir article MANUFACTURE.)

la petite industrie. En néerlandais, les mots *huisarbeid* et *huishijverheid* s'opposent nettement à *huiselijk* (travail familial). En Allemagne, les mêmes mots n'ont pas la signification qu'on leur donne en Autriche et en Suisse. En Allemagne, le travailleur de la *Hausindustrie* est un artisan et l'ouvrier de la *Heimarbeit* est travailleur à domicile. En Autriche, l'on renverse la signification de ces termes ⁽¹⁾.

Les mots *travail* ou *industrie* « à domicile » sont également inexacts, tout au moins en partie. En effet, le travail à demeure ne constitue pas un signe distinctif de toutes les industries dites à domicile. Il est des ouvriers de cette catégorie qui, comme les façonniers de Verviers, travaillent dans un « atelier public » et louent un coin dans un grenier d'usine, bénéficiant ainsi d'un raccordement électrique qui activera leur métier mécanique. Il en est, comme les recoupeurs de Liège, qui travaillent dans l'atelier d'un intermédiaire ou, comme les reforeurs de la même ville, qui s'installent dans une fabrique ou, comme certains chaisiers de Malines, qui passent une partie de leur journée dans l'atelier de l'entrepreneur ou, enfin, comme certains cloutiers de Bohan, qui, par économie, utilisent l'atelier d'un autre ouvrier ⁽²⁾.

Comme le dit avec sa précision accoutumée M. Armand Julin, directeur à l'Office du Travail, un de nos compatriotes qui connaissent le mieux la question ⁽³⁾ : *La nature capitaliste de la direction de l'entreprise, la subordination économique du producteur, la dépossession du marché commercial réalisé au détriment des organes de la production, la division des tâches, l'éparpillement des ateliers apparaissent sous ce régime avec une importance autrement considérable que la fabrication domiciliaire.*

Ce qui distingue l'ouvrier de la fabrique de l'ouvrier à domicile, c'est que ce dernier n'est pas lié au patronat par un contrat juridique permanent. Son lien est un simple contrat de louage d'ouvrage. Il lui est loisible, comme à la tresseuse de paille par exemple, de travailler pour plusieurs patrons à la fois et de renouveler son contrat dix fois par jour.

L'ouvrier de la fabrique centralisée est un chaînon dans une production collective, conjoncture dont il tire des avantages économiques et sociaux. Il peut bénéficier du perfectionnement technique et il réalise plus facilement l'entente avec ses camarades de labeur. Le travailleur de la fabrique dispersée est également un chaînon dans une production collective, mais il lui est extrêmement difficile de profiter de l'amélioration de l'outillage et du

(1) HECTOR LAMBRECHTS, *Le travail des couturières en chambre et sa réglementation*, 1893, pp. 8 et 9. Schepens, Bruxelles. — Il est également des sociologues suisses qui renversent les termes et rattachent à l'industrie à domicile (*Hausindustrie*) l'artisan et au travail à domicile (*Heimarbeit*) notre travailleur à domicile. (Voir JAC. LORENZ, *Die wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse in der Schweiz. Heimarbeit*, 1910, p. 4 Zürich, Grütlibuchhandlung.)

(2) J. LEWINSKI, *L'évolution industrielle de la Belgique*, 1910, pp. 261 et suiv. Misch et Thron, Bruxelles.

(3) *Les industries à domicile en Belgique vis-à-vis de la concurrence étrangère*, 1908, p. 7. Bénard, Liège.

droit de coalition. La machine moderne présuppose le travail en commun, et, pour rivaliser avec elle, l'ouvrier à domicile est obligé d'ouvrir plus longtemps, de vendre son travail à meilleur compte, de se contenter d'un salaire généralement médiocre et de diminuer son niveau de vie, parce qu'il lutte contre une organisation économique supérieure et qu'il est rivé, soit à des méthodes d'habileté professionnelle, soit à des traditions routinières ⁽¹⁾.

Le problème de l'exploitation du travail à domicile présente un caractère international. Le *Sweating* n'a disparu nulle part en Europe, bien que l'industrie à domicile soit en recul ⁽²⁾. Si l'on rencontre partout les mêmes misères, le pourcentage du nombre des travailleurs à domicile sur l'ensemble des ouvriers est fort différent. En Suisse, les ouvriers à domicile constituent 17 % (Lorenz), en Allemagne 15 % (Schmoller), en Autriche 31 % (Stephan Bauer) du nombre total des ouvriers industriels. Mais dans tous les pays, les enquêtes publiques et privées ont révélé des abus dont les principaux étaient et sont encore l'insuffisance des salaires, les excès de la durée et de l'intensité du travail, l'insalubrité des locaux, l'extension de l'immoralité et le danger de la contamination.

Lors du dernier recensement général des industries et des métiers (31 octobre 1896), nous avons en Belgique, sur un ensemble de 824,877 travailleurs, 118,620 ouvriers des deux sexes (41,690 hommes plus 76,930 femmes) travaillant à domicile pour le compte de fabricants, y compris les personnes de leur famille, occupées avec eux et leurs ouvriers.

Il y avait, en outre, 5,540 ouvriers des deux sexes (4,033 hommes plus 1,507 femmes) occupés en atelier chez des fabricants et intermédiaires, ouvriers qui appartiennent en réalité à l'industrie domiciliaire en vertu de la définition que nous avons donnée plus haut. L'ensemble des ouvriers concernés s'élevait donc à 124,160, dont 45,723 hommes et 78,437 femmes contre 6,648 patrons faisant travailler à domicile (5,303 + 1,345) et 1,399 intermédiaires (612 + 787), appartenant presque tous à l'industrie dentellière.

Notre proposition de loi vise donc, au total, 132,207 individus.

*
* *

Notre industrie à domicile proprement dite apparaît dans 87,821 entreprises relevant des industries suivantes :

(1) Voir LEWINSKI, *Op. cit.*, pp. 261 et suiv.

(2) Voir les monographies de l'enquête gouvernementale belge, passim. — Il y avait 150.000 dentellières en 1850, 47,000 en 1896. — Il y avait 74,700 tisserands de lin en 1810, 10,000 en 1896. Recul analogue chez les tisseurs de laine et de coton, les armuriers, les cloutiers, les coutelliers, les cordiers, les tresseuses de paille, etc.

	Hommes.	Femmes.	Travailleurs.
a) Les industries textiles, comprenant . . .	18,720	+ 58,037	= 76,757
b) Id. du vêtement	5,409	+ 8,248	= 13,657
c) Id. des peaux et des cuirs	7,494	+ 4,916	= 12,410
d) Id. des métaux	7,303	+ 372	= 7,675
e) Id. spéciales	689	+ 3,720	= 4,409
f) Id. du bois et de l'ameublement.	1,529	+ 776	= 2,304
g) Id. des carrières	155	+ 375	= 530
h) Id. du tabac	181	+ 264	= 445
i) Id. d'art et de précision	146	+ 61	= 207
j) Id. du papier	45	+ 120	= 165
k) Id. céramiques, chimiques et alimentaires	20	+ 41	= 61

Ce sont donc les textiles avec le vêtement et la peau qui dominent. Les catégories spéciales ressortiront mieux encore dans le tableau suivant :

1. Dentellières ⁽¹⁾	47,490
2. Tisserands et tisserandes de lin ⁽²⁾	10,770
3. Cordonniers ⁽³⁾	8,415
4. Tisserands et tisserandes de laine ⁽⁴⁾	7,723
5. Tailleurs et tailleuses pour hommes ⁽⁵⁾	7,174
6. Armuriers et forgerons de canons de fusils ⁽⁶⁾	6,668

(1) VAN HOLSBECK, *L'industrie dentellière en Belgique* (1863, Bruxelles, Gerstmann).

G. DEGREEF, *L'industrie dentellière en Belgique* (1886, Bruxelles, Maheu).

A. CARLIER, *La Belgique dentellière* (1898, Société belge de Librairie, Bruxelles).

P. VERHAEGEN, *La dentelle et la broderie sur tulle*, deux volumes. (Office du Travail, 1902, vol. IV et V.)

A. CARLIER, *Les crises dentellières en Belgique*. (Musée social, 1901.)

A. CARLIER, *Les Valenciennes* (1902, Schepens, Bruxelles).

(2) E. DUBOIS, *L'industrie du tissage de lin dans les Flandres*. (Éd. Office du Travail, vol. II, 1899.)

(3) CH. GILLÈS DE PELICHY, *Le cordonnier d'Iseghem*. (Les ouvriers des deux mondes, 1899.)

IDEM, *L'industrie de la cordonnerie au pays flamand*. (Éd. Office du Travail, 1900, vol. II.)

CH. GÉNART, *La cordonnerie à Binche*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

M. DOUXCHAMPS, *L'industrie de la cordonnerie à Herve*. (Office du Travail, 1903, vol. VII.)

D^r MAURICE HÉGER, *Les maladies des cordonniers*. (Rapport au 1^{er} Congrès international du travail à domicile.)

(4) A. THONNAR, *L'industrie du tissage de la laine dans le pays de Verviers et dans le Brabant wallon*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

(5) CH. GÉNART, *Les industries de la confection de vêtements pour hommes*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

R. VERMAUT, *Les salaires dans l'industrie de la confection de vêtements pour hommes*. (Office du Travail, 1908, vol. IX.)

(6) A. JULIN, *L'industrie armurière liégeoise*. (La Réforme sociale, t. II, p. 599, 1893.)

M. ANCIAUX, *L'industrie armurière liégeoise*. (Éd. Office du Travail, 1899, vol. I.)

A. JULIN, *L'ouvrier garnisseur*. (Les ouvriers des deux mondes, 1899.)

7. Gantiers et gantières, couseurs et couseuses de gants ⁽¹⁾	3,917
8. Tisserands et tisserandes de coton ⁽²⁾	3,472
9. Tailleurs et tailleuses pour femmes ⁽³⁾	3,047
10. Bonnetiers et bonnetières ⁽⁴⁾	2,651
11. Tresseurs et tresseuses de paille ⁽⁵⁾	2,639
12. Brodeuses sur tulle ⁽⁶⁾	1,652
13. Lingères ⁽⁷⁾	1,322
14. Cordiers et cordières ⁽⁸⁾	1,253
15. Ébénistes-sculpteurs ⁽⁹⁾	947
16. Chaisiers et chaisières, rempailleurs et rempailleuses de chaises ⁽⁹⁾ .	891
17. Vanniers	591
18. Chemisières ⁽⁷⁾	550
19. Polisseurs et polisseuses de marbre ⁽¹⁰⁾	530
20. Bobineurs et bobineuses, brodeurs et brodeuses, épouleurs et épouleuses, tisserands et tisserandes de tissus d'ameublement.	459
21. Cloutiers et cloutières ⁽¹¹⁾	448
22. Cigariers et cigarières, cigarettières	445
23. Couseuses de sacs en toile	437
24. Planeurs, finisseurs et finisseuses de sabots	429
25. Casquettiers et casquettières ⁽¹²⁾	366
26. Brodeuses sur lingerie ⁽⁷⁾	304
27. Brossiers et brossières	290
28. Nettoyeuses d'étoffes (débarreuses, napeuses, rentrayeuses) . .	267
29. Tisserands et tisserandes de jute	242
30. Couteliers ⁽¹³⁾	238
31. Passementiers et passementières	237

(1) G. BEATSE, *L'industrie de la ganterie* (Brabant, Flandre orientale). (Office du Travail, 1900, vol. III.)

(2) G. BEATSE, *L'industrie du tissage de coton en Flandre et dans le Brabant*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

(3) CH. GÉNART, *L'industrie du vêtement confectionné pour femmes, à Bruxelles*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(4) E. DUBOIS, *L'industrie de la bonneterie*. (Office du Travail, 1903, vol. VII.)

(5) M. ANCIAUX, *L'industrie du tressage de la paille dans la vallée du Geer*. (Éd. Office du Travail, vol. II.)

(6) Voir note 1 de la page 4.

(7) R. VERMAUT, *L'industrie de la lingerie*. (Office du Travail, 1908, vol. IX.)

(8) CH. DE ZUTTERE, *L'industrie de la corderie*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(9) G. BEATSE, *L'industrie du meuble à Malines*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(10) RENÉ PAILLLOT, *Le polissage du marbre à domicile*. (Publié par l'Exposition belge du travail à domicile, 3 p., 1910.)

(11) CH. GÉNART, *L'industrie cloutière au pays wallon*. (Office du Travail, 1900, vol. III.)

(12) M. HAMBURGIN, *L'industrie de la casquette*. (Publié par l'Exposition belge du travail à domicile, 1910, 4 p.)

(13) CH. GÉNART, *Le coutelier*. (Ouvriers des deux mondes, 2^e sér., t. III, 1892.)

CH. GÉNART, *L'industrie coutelière de Gembloux*. (Éd. Office du Travail, 1899, vol. I.)

32. Confectionneuses de cols et cravates ⁽¹⁾	211
33. Chainetiers-ferronniers ⁽²⁾	195
34. Fleuristes	179
35. Confectionneuses de corsets et jupons ⁽³⁾	176
36. Modistes	160
37. Tisserands et tisserandes de soie	112
38. Nattiers et nattières	110
39. Carcassiers, couturières en parapluiés	109
40. Bijoutiers-joailliers, sertisseurs	107
41. Trieuses, effilocheuses de laine	99
42. Coupeurs et coupeuses de poils ⁽⁴⁾	90
43. Frangeuses de tissus de laine (châles)	84
44. Colleurs et colleuses de sacs en papier ⁽⁵⁾	83
45. Cartonnières et cartonnières ⁽⁶⁾	68
46. Confectionneurs de balles à jouer	60
47. Fileurs et fileuses de jute	58
48. Brodeurs et brodeuses d'art	58
49. Chapeliers	57
50. Tresseurs et tresseuses de joncs pour vannerie	49
51. Confectionneurs et confectionneuses de boîtes d'allumettes	46
52. Confectionneurs et confectionneuses d'articles en jais et d'ornements divers pour modes	41
53. Constructeurs de pièces détachées de vélocipèdes	36
54. Couseurs et couseuses, garnisseurs et garnisseuses de fourrures et pelleteries ⁽⁷⁾	35
55. Boulonniers	34
56. Confectionneurs et confectionneuses de chapeaux de paille	34
57. Selliers, bourrelliers	30
58. Couseuses de serviettes pour filtres-presses	29
59. Crocheteuses	25
60. Sculpteurs, finisseurs en marbre pour pendules, bronzes, ciseleurs de garnitures de pendules	25
61. Boutonniers et boutonnières	22

(1) Voir la note 7 de la page 5.

(2) Voir la note 11 de la page 5.

(3) R. VERNAUT, *La broderie sur linge et l'industrie du col, du corset, de la cravate et de la chemise*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(4) A. DEWINNE, *L'industrie des matières premières pour chapellerie*. (Publication de l'Exposition belge du travail à domicile, 3 p.)

(5) O. DE SPOELBERCH, *Les colleurs et colleuses de sacs en papier dans l'agglomération bruxelloise*. (Publication de l'Exposition belge du travail à domicile, 1 p.)

(6) R. PAILLOT, *Le petit cartonnage à Bruxelles*. (Publication de l'Exposition belge du travail à domicile, 1 p.)

(7) Dr F. FRÈRE, *Les garnisseurs de fourrures*. (Publication de l'Exposition belge du travail à domicile, 2 p.)

62. Argenteurs de dragées, confectionneurs et confectionneuses de jouets, de cages, de carcasses d'abat-jour; coupeuses de bouchons, de baleines; fileteuses, peigneuses, pipiers, tabletiers, tailleurs de cristaux ⁽¹⁾	24
63. Épouleurs et épouleuses, dévideurs et dévideuses de fils de soie	24
64. Garnisseurs et garnisseuses, couturières en stores et articles divers d'ameublement	19
65. Boisseliers	18
66. Portefeuellistes	17
67. Bordeurs et bordenses de papier de deuil ⁽²⁾	16
68. Quincailliers	16
69. Confectionneurs d'articles en cuir pour équipement militaire.	16
70. Malletiers	25
71. Prépareurs et prépareuses de déchets de lin et coton	13
72. Plumassières	13
73. Couseuses de bretelles	12
74. Confectionneurs d'instruments de musique	12
75. Trimeuses de pipes en terre	11
76. Bobineurs et bobineuses, épouleurs et épouleuses de fils de chanvre et de jute	11
77. Bandagistes	10
78. Confectionneurs de jeux de société	10
79. Raccommodeuses de tulle	8
80. Tisserands et tisserandes, bobineurs et bobineuses, frangeurs et frangeuses de tapis et carpettes.	7
81. Confectionneurs d'articles de chapellerie militaire	5
82. Confectionneuses de sous-bras.	5
83. Monteurs de manches de parapluies	4
84. Sculpteurs en ivoire.	3
85. Plieuses de caramels ⁽¹⁾	2
86. Orfèvres	2
87. Filleur de poils	1

Ces chiffres ne sont évidemment qu'une approximation. Des secrétaires techniques de l'Exposition du travail à domicile ont constaté que certaines catégories d'ouvriers, même au moment de l'enquête, étaient plus nombreuses que ne l'indique le relevé officiel. De pareilles erreurs sont inévitables dans un grand travail et ne diminuent en rien la valeur sociologique des documents.

D'ailleurs, depuis 1896, le nombre des ouvriers a augmenté d'une manière considérable dans certaines industries, notamment dans l'industrie

(1) Dr A. STIÉVENARD, *L'emballage et l'ornementation en confiserie*. (Publication de l'Exposition belge du travail à domicile, 3 p.)

(2) O. DE SPOELBERCH, *Les bordeurs et bordeuses de papier de deuil dans l'agglomération bruxelloise*. (Publication de l'Exposition belge du travail à domicile, 1 p.)

des peaux pour chapellerie, où les 500 travailleurs d'il y a quatorze ans se sont quasi décuplés.

Le travail à domicile, comme partout, renseigne une majorité d'ouvrières. En voici la répartition par industrie :

	Hommes	Femmes.
Spéciales	15 %	85 %
Textiles.	24 %	76 %
Papier	28 %	72 %
Carrières	29 %	71 %
Céramiques	33 %	67 %
Vêtements	39 %	61 %
Tabac	40 %	60 %
Peaux	61 %	39 %
Bois.	70 %	30 %
Art	71 %	29 %
Métaux	95 %	5 %
	36 %	64 %

Les deux tiers des travailleurs à domicile sont des femmes (1).

Au point de vue de la *localisation*, les travailleurs à domicile sont disséminés dans les *localités urbaines* (grandes villes 12.26 % et villes 9 92 %) à concurrence de 22.18 %; dans les *localités mixtes* (petites villes 13.62 % et grosses communes 18.99 %) à concurrence de 32.61 %; dans les *localités rurales* (moyennes 34.68 % et petites communes 10.53 %) à concurrence de 45.21 %.

La majorité des travailleurs à domicile habite des communes qui ne sont pas à proprement parler urbaines, et l'on peut dire que près des neuf dixièmes des travailleurs à domicile appartiennent aux arrondissements flamands (105,795 contre 14,825, soit 87.50 % contre 12.50 %).

Cette constatation est mise en lumière par le tableau suivant indiquant la *Répartition des ouvriers par arrondissements et provinces* :

	Entreprises en activité.	Ouvriers.	Ouvrières.	Total.
Anvers	1,128	912	452	1,364
Malines	2,753	1,240	2,134	3,374
Turnhout	1,666	289	1,782	2,071
Bruxelles	7,872	4,281	5,684	9,965
Louvain	1,142	860	579	1,439
Nivelles.	704	662	144	806

(1) Voir *Les industries à domicile*, vol. X, pp. LXXI et suiv.

	Entreprises en activité.	Ouvriers.	Ouvrières.	Total.
Bruges	5,219	585	6,495	7,080
Courtrai	7,685	5,145	5,456	10,601
Dixmude	2,170	17	3,260	3,277
Furnes	119	1	122	123
Ostende.	270	34	293	327
Roulers.	6,523	3,218	5,508	8,726
Thielt	6,543	2,002	7,145	9,147
Ypres	1,907	292	2,252	2,544
Alost	8,755	1,488	11,889	13,377
Audenarde	4,224	2,914	3,213	6,127
Eecloo	537	296	397	693
Gand	3,547	1,303	3,429	4,732
Saint-Nicolas	3,997	1,326	3,854	5,180
Termonde	4,404	1,802	4,516	6,318
Ath	882	488	642	1,130
Charleroi	486	490	98	588
Mons	412	271	189	460
Soignies	69	30	55	85
Thuin	1,893	2,549	1,064	2,613
Tournai.	733	400	461	861
Huy	76	46	40	86
Liège	7,234	7,434	2,756	10,190
Verviers	2,107	1,448	946	2,394
Waremmes	4	4	0	4
Hasselt	111	12	117	129
Maeseyck	7	8	2	10
Tongres	940	171	1,283	1,454
Arlon	31	26	13	39
Bastogne	2	1	1	2
Neufchâteau	30	22	10	32
Marche	274	32	324	356
Virton	16	10	6	16
Dinant	112	123	12	135
Namur	361	398	87	485
Philippeville	240	60	220	280
TOTAUX.	87,185	41,690	76,930	118,620

Enfin, l'industrie à domicile est une occupation d'ouvriers âgés. En effet, l'industrie en fabrique comptait, en 1896, 12.71. % d'hommes âgés de plus de 50 ans. La proportion correspondante pour l'industrie à domicile était de 22.88 %. L'industrie en fabrique comptait 2.63 % de femmes âgées de plus de 50 ans; l'industrie à domicile 13.77 %. Comparativement à l'industrie en fabrique, l'industrie à domicile proprement dite comptait donc

proportionnellement environ deux fois plus d'hommes et quatre fois plus de femmes dont l'âge dépassait 50 ans ⁽¹⁾.

En résumé, l'industrie à domicile est, avant tout, un travail de femmes, d'enfants et de personnes âgées, — triple catégorie de faibles qui ont droit à la protection de la loi.

*
* * *

Ces quelques indications nous paraissent nécessaires, non pour faire découvrir des aperçus nouveaux, mais pour rappeler des données utiles à l'appréciation d'une proposition portant réglementation du travail à domicile en Belgique.

Quant aux *abus de l'industrie à domicile*, nous n'avons pas non plus l'intention d'en refaire ici l'exposé. Au point de vue de l'insuffisance des salaires, l'exposition récente a fait une démonstration qui a convaincu de la nécessité d'une réglementation le public et, croyons-nous, le Gouvernement. Les enquêtes de l'Office du travail, complétées par les monographies publiées par l'exposition du travail à domicile, avaient d'ailleurs documenté surabondamment le législateur qui, malheureusement, n'a pas encore trouvé le temps de se préoccuper sérieusement du sort des plus « humbles ».

Nous avons nous-mêmes contrôlé les cas nombreux de dentellières gagnant 5 centimes et même moins par heure, de tresseuses de paille gagnant 4 centimes par heure, de lingères gagnant 3 centimes par heure, d'ornemanistes en confiserie gagnant 2 centimes par heure. Des salaires précis ont été relevés pour les centaines d'objets que l'on pouvait voir à l'exposition, et nous en avons fait faire le calcul par heure. Le tableau en était navrant.

La durée des heures de travail n'est pas moins excessive. On a signalé des journées habituelles de 13, 14, 15 heures et plus. Dans certains métiers, le surmenage est encore aggravé par le chômage et la morte saison.

Ajoutez à ces constatations, déjà lamentables par elles-mêmes, l'obligation pour certains ouvriers de posséder un matériel qui coûte souvent très cher, de devoir payer des fournitures à des prix généralement exagérés, de perdre un temps précieux à la livraison de l'ouvrage et à la prise de la matière à ouvrir ⁽²⁾, de rester, malgré la loi, victimes du truck-système, de devoir exploiter, pour parvenir à nouer les deux bouts, la force-travail de leurs propres enfants ⁽³⁾.

(1) Cf. LEWINSKI, *Op. cit.*, p. 287.

(2) Voir à ce sujet le rapport adressé au Congrès international de Bruxelles par M. Neukens, qui lui-même est travailleur à domicile.

(3) Si l'on range les industries dans l'ordre croissant des personnes occupées, âgées de moins de 16 ans, on obtient le classement ci-après : cloutiers, 25,67; brodeuses sur lingerie, 25,91; tailleurs de vêtements pour femmes, 26,23; armuriers, 30,01; lingères, 30,08; bonnetiers, 30,42; tresseurs de paille, 31,38; couteliers, 31,52; cols et cravates, 32,85; tisserands de laine, 32,90; chemisières, 33,13; tailleurs de vêtements pour hommes, 34,13; dentellières, 35,42; gantiers, 36,45; corsets et jupons, 36,77; tisserands de coton, 37,46; cordonniers, 37,89; tisserands de lin, 38,28; ébénistes-sculpteurs, 40,98; cordiers, 42,64; brodeurs sur tulle, 43,01; chaisiers, 45,69.

C'est l'exploitation de l'industrie à domicile qui, chaque année, renforce l'armée toujours considérable des illettrés (1).

Qu'arrive-t-il encore?

Lorsqu'elle constate que le vice est mieux payé que le travail et qu'on lui paie fr. 0.60 par jour alors qu'elle a besoin de 3 francs pour vivre, l'ouvrière ne tarde pas à reconnaître l'illusion du « foyer moral ». Un salaire meilleur, gagné à la fabrique, aurait été cent fois plus moral que la misère à domicile. Mais comme son travail ne s'exécute pas dans la production centralisée, ou bien, que la place y fait défaut, la malheureuse se laisse entraîner sur la pente fatale et, de chute en chute, elle roule dans le ruisseau (2).

Un des fondements de la morale, c'est le bien-être.

Mais tout cela a été dit et redit, prouvé et démontré. Nous nous contenterons donc, pour plus ample documentation, de renvoyer aux travaux catalogués par la Bibliographie générale des industries à domicile (3).

Un document qui est moins connu parce qu'il n'a pas encore été publié, c'est l'étude faite par les membres du comité technique médical (4) de l'exposition du travail à domicile sur les maladies professionnelles d'un certain nombre de métiers. Cette enquête est à la disposition de tous ceux qui s'intéressent à la question et on y trouvera des indications utiles, justifiant notre point de vue. Nous nous contenterons de reproduire ci-après le résumé de ces travaux, résumé qui a été affiché au premier étage du hall de l'exposition. On n'en a pas encore contesté la valeur scientifique :

Les coupeurs de poils. — La matière première produit une grande quantité de poussières organiques et parfois des odeurs pestilentielles.

Les peaux qui ont subi le secrétage au nitrate de mercure présentent le danger de l'intoxication par ce métal. Ces inconvénients sont d'autant plus graves que le travail se fait fréquemment dans la chambre à coucher ou dans la cuisine.

Les poussières de poils provoquent des inflammations des yeux, du nez, de la gorge et des bronches. Dans l'intoxication mercurielle, les dents noircissent et tombent; parfois le corps entier est secoué d'un tremblement nerveux.

On rencontre à l'ouvrage des enfants de 8 à 9 ans. Ils arrachent violemment le poil des peaux de lapins ou coupent des déchets au moyen de lourds ciseaux. Ces besognes, longues et pénibles, produisent sur les doigts des indurations caractéristiques. Pour expliquer cette exploitation des enfants par les parents, il faut probablement incriminer la misère dans des familles très nombreuses et l'alcoolisme qui sévit particulièrement à Lokeren.

L'extension en Flandre du travail des peaux de lapins et de lièvres, ainsi que

(1) A Hamme, en 1900, le nombre des personnes ne sachant ni lire ni écrire était de 7,424, soit 54 % de la population (CH. DEZUTTERE, *La corderie à domicile*, p. 4.)

(2) L. BONNEVAY, *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile* (1896, Guillaumin, p. 87).

(3) Bibliographie générale des industries à domicile. (Supplément à la publication : *Les industries à domicile en Belgique*, éd. de l'Office du Travail.)

(4) Le Comité était présidé par M. le Prof^r De Rechter et M. le Dr Glibert. M. le Dr Capart fils en était le secrétaire.

l'emploi abusif d'enfants trop jeunes dans cette industrie, réclament, au point de vue hygiénique, des remèdes prompts et énergiques.

D^r CAPART. (Bruxelles).

Les cordiers. — A Hamme, on rencontre au travail des enfants beaucoup trop jeunes. On en a vu parfois commencer le métier, ce qui est à peine croyable, à 4 ou 5 ans.

Insuffisamment protégés contre les intempéries par des guérites rudimentaires en planches mal jointes, ces petits tournent la roue, inlassablement par tous les temps. Les hommes, du matin au soir, sont debout, en marche sur les pistes en plein air. Le travail au moyen du linge humide est des plus pénibles en hiver. Le frottement de la corde produit sur les mains des durillons caractéristiques.

Les femmes à la maison sont dans une étable spéciale appelée « hekelstal », cardent le chanvre en le jetant sur des peignes métalliques. Ce travail, qui dure également depuis le lever du jour jusque tard dans la nuit, se pratique dans une poussière que l'habitude seule permet de supporter. Les yeux et les muqueuses respiratoires sont très sensibles à cette atmosphère.

La mortalité infantile, surtout celle de 0 à 1 an, est considérable dans le village des cordiers et s'accroît d'année en année (en 1909 plus de 33 %).

Il n'y a à Hamme ni eau potable ni égouts.

Par contre, il y a dix-huit brasseries pour 15,000 habitants.

D^r FRANSMAN (Hamme).

Les tisserands. — La plupart des enfants des tisserands embrassent la carrière du père et luttent avec entêtement contre la concurrence du métier mécanique de la fabrique.

L'ouvrier est agile et d'une grande dextérité manuelle; il travaille avec activité pour suffire à ses besoins.

La Commission d'hygiène et le Comité de patronage des habitations ouvrières ont amélioré les conditions de logement.

Toutes les maisons nouvelles ou transformées sont à étages.

Environ un quart des habitations en sont encore dépourvues.

Le métier se trouve dans la place donnant sur le jardin; c'est là aussi que l'on fait la cuisine en hiver.

La nourriture est assez bonne; la plupart des ouvriers louent une pièce de terre et ont potager et basse-cour.

L'ouvrier tisserand ne connaît quasi pas les boissons spiritueuses; il consomme généralement la bière du pays.

Presque toutes les eaux sont contaminées, et on ne peut en faire usage qu'après ébullition.

Il n'y a rien de particulier à signaler à propos des maladies professionnelles proprement dites.

La mortalité infantile tend à diminuer un peu.

D^r BURCHGRAEVE (Bruxelles).

Les couteliers. — Les yeux des couteliers s'affaiblissent prématurément à cause de la délicatesse de certains travaux, et sont fréquemment atteints par des étincelles, des poussières métalliques et d'autres corps étrangers.

Une conjonctivite intense peut être causée par le travail des manches, faits en un bois appelé cochenille.

L'oreille est parfois gravement atteinte chez les forgerons de lames.

Les scieurs et poseurs de manches travaillent dans une poussière abondante, qui favorise la formation de bouchons cireux dans le conduit auditif.

La tuberculose pulmonaire que l'on rencontre chez certains couteliers, paraît plutôt due aux causes banales, telles que la prédisposition héréditaire, l'alcoolisme, l'alimentation insuffisante et le surmenage, qu'au métier lui-même.

Les poussières de la meule, du métal et surtout des manches (corne, bois, ivoire et écaille) paraissent jouer un rôle manifeste dans la production de l'asthme.

La station debout favorise l'apparition des varices des jambes.

L'alcoolisme n'exerce pas de grands ravages chez les couteliers. Les cas observés sont dus à des causes d'ordre social, nullement inhérentes à la profession elle-même.

D^r LEFÈVRE (Gembloux).

Les dentellières. — Le travail de la dentellière à la campagne se fait le plus souvent en plein air : il est interrompu pendant la bonne saison par les travaux des champs.

En ville, les circonstances sont beaucoup plus défavorables au point de vue du logement et de l'éclairage.

La durée du travail, qui atteint souvent douze à quatorze heures, est exagérée. La propreté des dentellières est souvent fort relative.

L'attitude courbée, surtout quand le carreau n'est pas suffisamment élevé, prédispose aux déviations de la colonne vertébrale et l'on constate de la cyphose.

Le thorax écrasé ne permet pas une respiration profonde, et des affections de la poitrine se déclarent. L'apprentissage se fait très jeune et les enfants sont souvent enrhumés de longues heures dans des locaux tout à fait insuffisants au point de vue d'air et de lumière. Jusque vers 1890, toutes les dentelles de Bruxelles étaient blanchies avec du blanc de céruse et l'on constatait des empoisonnements par le plomb. A présent cette coutume a disparu.

D^r CAPART (Bruxelles).

Les cordonniers. — L'attitude professionnelle du cordonnier (la position assise et l'inclinaison du thorax en avant) occasionne la compression des viscères abdominaux, ralentit la circulation abdominale et provoque des stases sanguines dans les organes digestifs, dyspepsie, gastralgie, constipation.

La déformation de la poitrine, l'aplatissement du thorax et la voussure du dos sont la conséquence de la pression de la forme sur le sternum.

L'effort répété entrave la circulation, le fonctionnement du cœur et le jeu normal de la respiration.

Le milieu confiné, une atmosphère viciée, le travail de nuit, une hygiène déplorable augmentent les troubles de l'hématose et provoquent l'anémie générale.

Les bras et les lombes sont le siège de douleurs musculaires et de crampes.

Les blessures des doigts et leurs inflammations consécutives sont fréquentes — doigts blancs, panaris. Le pouce et l'index portent des durillons, des callosités et des crevasses dus à l'usage d'instruments de travail et du fil. De même la peau de la partie antéro-interne de la cuisse est souvent indurée.

D^r VANDERMIEDEN.

Les lingères. — Le travail des diverses variétés d'ouvrières lingères dans la plupart des cas est antihygiénique.

1° POUR L'OUVRIÈRE ELLE-MÊME.

a) Ce travail s'exécute dans une place qui sert en même temps de cuisine, de chambre d'habitation et même de chambre à coucher.

Ce local, étant continuellement habité, n'est pas aéré et laisse souvent à désirer au point de vue de la propreté.

b) Le travail prolongé dans la position assise, le buste courbé sur l'ouvrage, n'est pas favorable au bon fonctionnement des organes respiratoires et circulatoires. Cette condition s'ajoute aux autres (c'est-à-dire l'alimentation insuffisante, etc.) et explique la forte proportion de tuberculeuses rencontrées dans cette industrie.

c) Les conditions défectueuses de l'éclairage naturel et artificiel sont prédisposantes aux affections des yeux et aux troubles de la vue.

2° POUR LES CONSOMMATEURS.

Certains objets de lingerie, travaillés à domicile, peuvent être des agents de dissémination de maladies infectieuses.

Passant directement dans les mains des consommateurs, sans avoir subi une stérilisation suffisante, ils constituent un danger indéniable de contamination.

D^r TERLINCK (Bruxelles).

Les tailleurs. — Les tailleurs représentent le type de l'ouvrier à domicile avec petits salaires, journées de travail interminables ou parfois longues périodes de chômage.

Nous rencontrons ici les inconvénients liés au travail sédentaire avec une activité musculaire insuffisante.

Les muscles sont atrophiés et le teint est pâle.

L'apparition de la maladie est favorisée encore par le séjour dans des taudis étroits, mal ventilés, dont l'atmosphère est souillée par l'air aspiré, par les gaz et les vapeurs provenant du chauffage ou des usages domestiques, par les poussières et les microbes qui accompagnent les vêtements usagés.

Déjà à l'âge de la conscription, on constate chez les tailleurs une tendance à la déformation du corps avec un développement insuffisant de la poitrine.

La hernie est très fréquente dans ce métier, mais cette infirmité diminue en Angleterre, parce que les jeunes tailleurs renoncent à l'ancienne attitude, caractéristique mais tout à fait défavorable.

Cette pose qui, aux dires des intéressés, aurait l'avantage de tenir les pieds chauds en hiver, présente entre autres inconvénients celui de relâcher les articulations du genou.

Comme maladie professionnelle, on peut encore signaler les crampes musculaires et la tétanie.

On constate parfois la présence d'un paquet de vêtements confectionnés sur le lit d'un enfant atteint de rougeole, de scarlatine ou de diphtérie. La déclaration et l'affichage obligatoires de toutes les maladies contagieuses nous semblent désirables pour diminuer ces risques pour la santé publique.

D^r CAPART (Bruxelles).

Les ornemanistes en confiserie. — L'enquête a porté sur une quarantaine de travailleurs, à Bruxelles, répartis en quelques ateliers familiaux. En général, la mère, chef d'atelier, travaille avec son mari et ses enfants.

Une petite fille de 4 ans travaille depuis deux ans; le plus âgé des ouvriers a 69 ans.

Les ateliers sont souvent encombrés et sales, servent de cuisine, salle à manger, chambre de famille; quatre ateliers servaient en même temps de chambres à coucher.

Dans trois ateliers travaillaient des ouvriers atteints de maladies essentiellement contagieuses.

La moitié des sujets présentait des troubles anémiques, suites de surmenage, mauvaise nutrition. Un quart (dont un enfant de 5 ans) souffrait de crampes musculaires de l'avant-bras et de la main, avec fourmillements, troubles de la sensibilité, sensation de doigts morts, maladie purement professionnelle.

L'aération, dans tous les ateliers, est insuffisante, le soir, quand tous sont occupés.

Le nombre d'heures de travail varie de 8 à 16 heures quand l'ouvrière ne fait pas d'autre besogne, de 5 à 8 heures pour les enfants après l'école et pour les adultes après la journée de travail.

D^r STIÉVENARD (Bruxelles).

Les cigariers. — Les ouvriers et ouvrières à domicile, qui fabriquent des cigares, travaillent toujours à la pièce. Cette circonstance explique l'enfièvrement avec lequel le travailleur accomplit son labeur.

Il importe de remarquer que les ouvriers et ouvrières de fabrique pratiquent également le travail à domicile. Ils continuent généralement la besogne chez eux, après les heures réglementaires, ce qui a pour conséquence de faire prolonger démesurément la journée de travail.

La position penchée, les poussières (le tabac se travaille humide, mais les

déchets se pulvérisent sur le plancher) expliquent la fréquence des affections pulmonaires. Aussi la tuberculose est-elle relativement fréquente.

Signalons encore la sclérose précoce des artères et l'anémie spéciale des téguments.

La manipulation du tabac n'est pas seule en cause ici. Il faut y ajouter les influences combinées des poussières, de l'air confiné et de l'attitude antihygiénique de l'ouvrier au travail.

D^r VAN BOCKSTAELE (Grammont).

Les brossiers. — Ce sont surtout les femmes qui exercent cette industrie, où l'élément masculin n'est que de 5 %.

A la sortie de la classe, les enfants aident à la besogne.

La seule maladie professionnelle observée chez nos brossiers est le charbon externe ou la pustule charbonneuse.

Pendant ces vingt-cinq dernières années, on a observé 13 cas à la fabrique et 4 parmi les ouvrières à domicile. Parmi ces dernières, trois de 19, 20 et 22 ans ont échappé à la mort. La quatrième, âgée de 27 ans, a succombé très rapidement, malgré les interventions chirurgicales les plus énergiques.

Le charbon est dû à la présence sur les crins d'un microbe spécial, la bactérie charbonneuse, dont les spores sont très résistantes.

En désinfectant les crins par la chaleur humide, on évite sûrement la maladie.

Un arrêté royal du 20 août 1908 prescrit cette désinfection, mais, jusqu'à présent, il n'a malheureusement pas été appliqué. Cette mesure est cependant d'autant plus indispensable que la maladie peut également se transmettre au consommateur, par l'emploi d'une brosse à cheveux, par exemple. Les enfants sont encore nombreux chez les brossières à domicile, bien que la mortalité infantile soit considérable. L'allaitement maternel est de plus en plus négligé par les mères, qui ne quittent cependant pas leur habitation de toute la journée.

D^r VANDEWALLE (Iseghem).

Les ouvrières de la fourrure. — Les couseuses et les garnisseuses de fourrures se surmènent pour la plupart pendant une grande partie de l'année.

Travaillant d'une façon fébrile pour abattre beaucoup de besogne, toujours assises, courbées sur leur pièce, elles passent de longues heures dans un local exigü servant souvent d'atelier et de cuisine, où l'air est vicié par les odeurs et les poussières des fourrures accumulées dans un coin.

Le temps consacré à la propreté corporelle, au nettoyage du logis et à la préparation des aliments étant considéré par l'ouvrière comme temps perdu pour la production, les conditions hygiéniques dans lesquelles s'exerce le travail sont déplorables.

La vie sédentaire dans un air confiné et poussiéreux amène la diminution de l'appétit et de la ration alimentaire.

Les couseuses et les garnisseuses de fourrures souffrent souvent des appareils respiratoires et digestifs, se trouvent dans de mauvaises conditions de résistance au bacille de Koch. Aussi le nombre de tuberculeuses est-il fort élevé parmi elles.

D^r F. FRÈRE (Anderlecht).

Les modistes. — L'enquête a porté sur 52 modistes de l'agglomération bruxelloise, réparties en 26 ateliers (1 de sept, 2 de quatre, 2 de trois, 10 de deux ouvrières; 11 modistes travaillaient seules).

11 ateliers sur 26 étaient ou trop petits, ou insuffisamment aérés, ou mal éclairés; 26 ouvrières travaillaient dans ces locaux insalubres.

4 ouvrières travaillaient dans une cave aérée et éclairée par un soupirail.

Chez deux travailleuses seulement, une pièce était spécialement réservée à un atelier.

16 ateliers servaient en même temps de cuisine, 4 servaient de chambre à coucher; 2 de chambre à coucher et de cuisine.

Dans trois ateliers, occupant 9 modistes, des ouvrières étaient atteintes de maladies éminemment contagieuses.

5 modistes étaient atteintes de chloro-anémie caractérisée, due au surmenage.

2 modistes étaient atteintes de neurasthénie, causée par le surmenage et la misère.

10 modistes souffraient de douleurs gastriques qu'elles attribuaient au travail repris immédiatement après les repas.

6 modistes souffraient de troubles de l'estomac et, consécutivement, de malaises neurasthéniques, le tout provoqué par la misère et le surmenage, comme par la nécessité de travailler en position défectueuse aussitôt après les repas.

D^r STIEVENARD (Bruxelles).

Les gantiers. — De l'enquête médicale faite à domicile concernant les gantiers, on peut en tirer les conclusions suivantes :

1° Il n'existe pas de maladie professionnelle appartenant en propre aux coupeurs, aux fourchetteuses et aux piqueuses de gants;

2° Les maladies respiratoires qui sont, de toutes les maladies, les plus fréquentes, semblent bien l'être, comme dans beaucoup d'autres professions, proportionnellement aux conditions hygiéniques générales dans lesquelles vivent les ouvriers (logement, aération, nourriture, etc.);

3° Ces conditions hygiéniques sont souvent réglées par l'importance du salaire. Les gantiers, travaillant à la pièce, sont d'autant mieux rémunérés qu'ils peuvent fournir un travail plus important. Comme les ouvriers qui ont atteint 55 à 60 ans sont moins habiles et moins rapides au travail, il s'ensuit que, leur salaire diminuant, ils se logent dans des chambres très modestes, souvent insalubres;

4° En général, le gantier occupe deux chambres (parfois plus), assez vastes, bien aérées, très propres. Le métier par lui-même est d'ailleurs propre. Une des chambres sert habituellement d'atelier et de cuisine et de chambre de famille, l'autre servant de chambre à coucher;

5° Le métier de gantier n'exerce aucune influence fâcheuse sur la mortalité infantile des descendants des ouvriers et ouvrières;

6° L'alcoolisme chronique est très peu répandu dans cette profession.

D^r L. CUVELIER (Bruxelles).

II. — Résolutions relatives à la législation sur les industries à domicile.

Nous reproduisons ci-après, le texte des résolutions votées par des organisations, belges et étrangères, — groupes, associations, unions, congrès, conférences — appartenant à toutes les nuances politiques. Nous les avons empruntées aux documents originaux ainsi qu'aux publications de l'Office international de législation protectrice du travail. La tendance de ces textes indique suffisamment que la presque unanimité de ces groupes très divers s'est prononcée en faveur des idées que nous avons essayé de formuler dans notre proposition de loi.

I. — *Résolution du VI^e Congrès ouvrier scandinave, tenu à Copenhague, du 22 au 24 août 1901 :*

« Le Congrès reconnaît qu'il est du devoir du parti ouvrier d'agir au sein des corps législatifs afin que, provisoirement, chaque industrie domestique, qu'elle soit exercée pour le compte d'autrui ou non et quelle que soit son importance, soit soumise au contrôle des inspecteurs des fabriques. »

II. — *Pétition des ouvriers et ouvrières en confection de Berlin au Reichstag, du mois de décembre 1901 et demandant que le programme minimum suivant soit réalisé dans le plus bref délai possible par voie législative.*

1° Interdiction d'emporter du travail à domicile à la sortie de l'atelier;

2° Distribution du travail directement par l'employeur et non pas par des intermédiaires, aux ouvriers et ouvrières de l'industrie domestique;

3° Séparation des locaux de travail des locaux d'habitation; dans les ateliers ainsi que les locaux de l'industrie domestique chaque personne employée devra disposer de 15 mètres cubes d'air;

4° Extension des dispositions de la loi sur l'exercice des métiers relatives au repos du dimanche (§ 105b), à l'interdiction du travail des enfants (§ 135), à la limitation de la durée du travail des jeunes ouvriers (§ 136), des femme (§ 137 et 13a, al. 1), à la surveillance des métiers (§ 139b) — en particulier par les inspectrices — à la promulgation de règlements de travail (§ 134a-134g), enfin à l'extension à l'industrie domestique et au travail à domicile du signalement des exploitations (§ 14);

5° Extension à l'industrie domestique de la législation sur l'assurance ouvrière;

6° Les autorités de l'Empire, des États et des communes ne doivent donner en soumission des ouvrages de tailleur qu'à la condition que les pièces de vêtements ne seront fabriquées que dans les ateliers soumis à la loi sur l'exercice des métiers et à l'inspection des métiers et que le tarif des salaires établi de concert par les organisations des patrons et des ouvriers, sera la mesure minima de rétribution.

III. — *Pétition de la Fédération des tailleurs et couturiers chrétiens, adressée en février 1902 au Reichstag et demandant :*

1° La soumission de l'industrie à domicile à l'inspection du travail et la soumission des litiges entre ouvriers travaillant à domicile et leurs patrons à la juridiction des conseils de prud'hommes ;

2° Application de la loi sur les assurances ouvrières aux personnes travaillant à domicile ;

3° Défense de travailler à domicile les dimanches et jours fériés légaux ainsi que la nuit entre 8 heures du soir et 6 heures du matin ;

4° Défense de faire travailler à domicile des enfants soumis à l'obligation scolaire ;

5° Edition de prescriptions sévères pour réglementer l'installation des ateliers de famille ainsi que de prescriptions de transition en vue de la suppression de ces ateliers ;

6° Défense du marchandage ; le travail doit être donné par les entrepreneurs directement aux ouvriers ;

7° Obligation pour les patrons d'établir une liste des ouvriers travaillant en dehors de la fabrique, avec indication de leurs adresses. Cette liste doit être tenue à la disposition de l'inspection des fabriques à toute requête ;

8° En cas de maladie dans les maisons et ateliers où s'effectue le travail à domicile, les médecins consultés sont tenus d'en aviser la police qui devra interdire le travail pendant toute la durée de la maladie. En outre, sur les rapports des inspecteurs du travail, des prescriptions sociales doivent être édictées chaque fois que le travail se fera dans des conditions contraires à l'hygiène et aux bonnes mœurs.

VI. — *Résolution du IV^e Congrès des Associations professionnelles allemandes tenu à Stuttgart du 16 au 21 juin 1902 :*

IV. Considérant que l'industrie à domicile avec sa durée du travail illimitée, ses salaires inférieurs et ses ateliers malsains, n'est bonne qu'à amener la ruine économique et morale des ouvriers qui s'y livrent ; qu'elle permet au patronat de se désintéresser de toute mesure protectrice du travail et que, par suite, elle recèle un danger permanent, à savoir l'avilissement jusqu'au plus infime degré de la situation sociale des ouvriers et ouvrières occupés dans les fabriques, les ateliers, etc., le Congrès déclare que seule l'interdiction radicale de l'industrie à domicile peut en faire disparaître tous les inconvénients.

A titre de mesures transitoires, le Congrès demande :

1° L'extension des lois sur la protection et l'assurance des ouvriers à l'ensemble des travailleurs à domicile ;

2° L'interdiction pleine et entière du travail des enfants ;

3° L'assujettissement du travail à domicile en général à la surveillance par l'inspection des fabriques ;

4° L'établissement des prescriptions rigoureuses sur l'installation des ateliers dans le travail à domicile ;

5° L'obligation, pour les patrons et les sous-entrepreneurs, de tenir un état

exact des personnes par eux occupées, avec l'indication de leur demeure et de le produire en tout temps aux fonctionnaires de l'inspection des fabriques ;

6° L'interdiction du travail à domicile, les dimanches et jours de fêtes légales, et du travail de nuit ;

7° L'interdiction du travail à domicile dans les maisons et ateliers où s'est déclarée une maladie contagieuse ;

8° L'attribution aux Conseils de prud'hommes de la connaissance des différends s'élevant entre les ouvriers à domicile et leurs patrons ou selon le cas les sous-entrepreneurs, au sujet des conditions du travail ;

9° La promulgation de dispositions protectrices et de prescriptions spéciales, suivant la nature des diverses branches du travail à domicile ;

10° L'établissement de pénalités rigoureuses pour infraction aux prescriptions légales, de l'observation desquelles patrons et sous-entrepreneurs sont responsables au premier chef.

Afin d'appuyer ces demandes dans la mesure nécessaire et d'appeler l'attention de toute la population ouvrière sur les dangers de l'industrie à domicile, le Congrès charge la Commission générale de réunir à Berlin, pendant la prochaine session du Reichstag, un congrès pour la protection universelle des ouvriers à domicile et d'y inviter le Gouvernement impérial et les différents partis du Reichstag.

V. — *Pétition de l'Union des sociétés féministes allemandes au Reichstag, en date du 8 février 1902.*

L'Union des sociétés féministes allemandes, embrassant 139 associations avec un total de plus de 71,000 membres, se permet se soumettre à la Haute Assemblée du Reichstag l'humble requête ci-après :

1° Plaise à la Haute Assemblée poursuivre vigoureusement et de toute façon, dès la présente session, la réglementation légale du travail des enfants dans l'industrie, en dehors des fabriques.

VI. — *Résolution du IV^e Congrès des Associations professionnelles chrétiennes de l'Allemagne, tenu à Munich, du 29 juin au 2 juillet 1902.*

Les dispositions de la *Gewerbeordnung* et toute la législation protectrice des ouvriers sont à appliquer, dans la mesure du possible, à l'industrie à domicile. En outre, il y a lieu de défendre aux patrons de donner aux ouvrières de l'industrie, une fois la journée de travail achevée, encore de la besogne à emporter chez elles.

VII. — *Résolution de la II^e Assemblée générale des catholiques allemands, tenue à Mannheim, du 25 au 28 août 1902.*

Industrie à domicile et travail industriel des enfants. — Une œuvre à réaliser d'urgence par la législation tendant à protéger les travailleurs, et dont l'accomplissement se fait cependant encore attendre, consiste dans l'extension de

l'ensemble des mesures protectrices aux groupes non protégés jusqu'ici de l'industrie à domicile et des enfants employés industriellement en dehors des fabriques.

Aussi la II^e Assemblée des catholiques allemands se plait-elle à espérer :

1^o Eu égard aux graves inconvénients qui résultent pour l'enfance elle-même et partant pour l'ensemble du peuple, aux points de vue religieux, moral et physique, du travail industriel des enfants, sa réglementation et sa limitation par voie législative; elle accueille avec un vif plaisir le projet de loi déposé à ce sujet sur le bureau du Reichstag par les Gouvernements alliés, en tant qu'il réalise un pas en avant vers la suppression des états des choses les plus défectueux qui existent dans ce domaine;

2^o Elle espère de plus qu'il sera remédié le plus tôt possible, par voie législative, aux inconvénients que présente l'industrie à domicile, au moyen de l'extension à cette forme du travail industriel, dans une mesure convenable, des lois relatives à la protection et à l'assurance ouvrières.

Raisons à l'appui de l'alinéa 1. De l'avis unanime des ecclésiastiques, des instituteurs et des médecins, le travail industriel des enfants exerce une action extrêmement nuisible sur le développement de leur corps, entrave leur éducation religieuse et morale dans la famille ainsi que l'œuvre de l'école qui s'applique à cultiver leur esprit; il ravit de plus aux enfants les menues joies du jeune âge. Les salaires infimes, et qui la plupart représentent une rémunération insuffisante du travail fourni, font naître une concurrence malsaine pour les autres ouvriers.

Les enquêtes officielles de 1898 ont établi que des seuls enfants astreints à la fréquentation scolaire, en exceptant ceux occupés dans l'agriculture et les travaux domestiques, 544,283 sont employés par l'industrie. Ainsi, les 6 % de la totalité des enfants soumis à la loi scolaire doivent accomplir, en dehors des heures de classe, un travail industriel salarié, sans compter ceux occupés aux besognes agricoles et domestiques. Les salaires des enfants sont absolument misérables; souvent ceux-ci ne travaillent que pour la nourriture et le logement. Les temps de travail sont d'une durée excessive. En Prusse, 41 %, soit 110,682 enfants travaillent en dehors des heures de classe plus de trois heures par jour. Ce travail des enfants, qui prédomine de plus en plus, recèle forcément un grave danger pour le bien-être général, attendu qu'avec ces enfants épuisés par une occupation de longue durée il ne peut être question d'une instruction pas plus que d'une éducation religieuse et morale, poursuivies d'une façon systématique et régulière.

Raisons à l'appui de l'alinéa 2. Déjà lors de la promulgation des lois de protection ouvrière de 1890, l'exposé des motifs avait reconnu nécessaire l'extension de cette législation protectrice à l'industrie à domicile et fait entrevoir la réalisation prochaine de ce perfectionnement. Depuis, les grands inconvénients de l'industrie à domicile ont été maintes fois signalés au Reichstag. En 1897 est survenue l'ordonnance royale assujettissant la lingerie aux dispositions les plus essentielles de la Gewerbeordnung et élaborant des mesures protectrices à l'égard des enfants et des ouvrières. Mais pour toutes les autres branches de l'industrie à domicile, aucune réglementation normale et effective n'a été établie, bien que l'industrie à domicile présente de plus en plus manifestement, dans mainte catégorie, des côtés défectueux.

Les rapports des Inspecteurs de travail, les enquêtes, les pétitions des organisations ouvrières ont signalé bien souvent ces déficiences en demandant avec instance qu'il y soit remédié. Les informations recueillies ont montré à l'évidence combien, en travaillant par trop longtemps dans des locaux matériellement mal organisés et insalubres pour des salaires médiocres, l'ouvrier à domicile mène péniblement une existence misérable et, en même temps, par ses prix bon marché, avilit les salaires et rend pires les conditions de travail des ouvriers en fabrique. La place exceptionnelle qu'occupe l'industrie à domicile dans la législation sociale sous plus d'un rapport favorise le développement de cette forme absolument surannée de la production et entrave les progrès techniques de l'industrie. Par là, l'élaboration complète des lois protectrices du travail est dans l'ensemble rendue fort malaisée, en ce sens que les patrons, pour échapper aux restrictions et aux charges de la protection et de l'assurance ouvrière, substituent le travail à domicile au travail en fabrique ou donnent pour le moins la préférence au premier. Si, d'autre part, une interdiction complète du travail à domicile apparaît impraticable, il faut toutefois remédier aux abus qui règnent par l'extension de l'assurance ouvrière au travail à domicile, son assujettissement à l'inspection des fabriques, la mise en vigueur de dispositions protectrices du travail touchant les conditions d'établissement salubre des ateliers, la durée du travail, etc. Ces mesures sont d'autant plus nécessaires que l'industrie à domicile occupe dans une mesure prépondérante des femmes et des enfants, qui, du fait de journées d'une durée excessive fournies dans des locaux insalubres, contre de maigres salaires, en arrivent à un état maladif permanent et deviennent phthisiques. Il y a surtout nécessité à réglementer de plus près le travail à domicile dans la confection, conformément aux vœux exprimés par les ouvriers de la partie dans des pétitions et des mémoires. En outre, la réglementation du travail des enfants et du travail à domicile en usage dans l'industrie cigarière, et dont les États alliés ont fait entrevoir la perspective depuis longtemps déjà, doit être réalisée le plus promptement possible, de même que la proposition Bassermann soumise au Reichstag allemand et appuyée par des députés de divers partis, d'interdire de donner aux ouvrières et jeunes ouvriers des besognes à faire chez eux, après le temps de travail normal dans les fabriques.

VIII. — *Résolutions du Congrès du parti socialiste allemand, tenu à Munich du 14 au 20 septembre 1902*

La fraction socialiste du Reichstag est priée de chercher à obtenir que tous les ouvriers à domicile, occupés exclusivement contre paiement d'un salaire, jouissent des avantages que comporte l'amendement à la Gewerbeordnung, au même titre que les ouvriers de fabriques.

La fraction socialiste du Reichstag reçoit mandat d'interpeller, lors de la discussion du budget de la marine, le Gouvernement impérial sur l'interprétation qu'il a faite de l'article 616 du B. G. B. dans les chantiers maritimes de l'État et de réclamer l'application de ces mêmes dispositions de l'article 616.

IX. — *Résolution du Congrès annuel des Associations professionnelles anglaises, tenu à Londres du 1^{er} au 6 septembre 1902.*

Le Congrès est d'avis que le travail à domicile, aujourd'hui encore autorisé par la loi, et le « sweating-system », sont contraires à l'esprit et aux intentions de la législation protectrice ouvrière et renferment un grand péril social; spécialement, la diffusion de ces formes du travail entrave dans les contrées fortement peuplées l'action efficace de toutes les mesures de salubrité, d'ordre législatif et administratif et rend énormément ardue la solution de la question des logements ouvriers. En se déclarant partisan, dans le principe, de l'interdiction de ces méthodes de travail, le Congrès exprime le désir que pour le moment on n'occupe aucun ouvrier à domicile dont la demeure n'ait pas été visitée par un inspecteur des fabriques ou un fonctionnaire de l'autorité sanitaire, et qui ne puisse produire un certificat où l'un des deux agents précités atteste que l'habitation remplit les conditions à exiger d'un atelier.

X. — *Résolution du VII^e Congrès des couturiers et couturières d'Allemagne, tenu à Munich le 25 août 1902.*

Le Congrès déclare qu'il est d'une urgente nécessité d'étendre à l'industrie domestique l'ensemble des lois d'assurance. Comme première mesure dans ce domaine, le Congrès attend du Conseil Fédéral qu'il fasse usage en faveur de l'industrie domestique du droit que le § 2, alinéas 3 et 4 de la loi sur l'assurance contre les accidents, ainsi que le § 2 de la loi sur l'assurance des invalides, lui confèrent de régler l'obligation d'assurance de sorte que les personnes, sur la commande ou pour le compte desquels les ouvriers fabriquent des produits industriels, soient appelées à fournir, dans la mesure la plus complète, les subsides qu'il leur incombe de payer.

En outre, le Congrès exprime le vœu qu'il soit soumis au Reichstag, dans le plus bref délai possible, un projet qui, supprimant tous les privilèges de corporation en la matière, ait pour but l'unification des différentes lois d'assurance, ce qui permettra d'étendre aussi l'obligation de l'assurance aux membres des familles des ouvriers de l'industrie domestique. Le Congrès prend la liberté d'adresser au Reichstag la présente résolution et ses motifs, pour qu'il l'examine.

XI. — *Résolutions votées par la Fédération des associations féministes allemandes dans son assemblée générale de Wiesbaden des 3-7 octobre 1902.*

Décision de l'Assemblée convoquée par la Commission pour la protection des ouvrières :

1° Pour supprimer les inconvénients, patents et connus de chacun, dont les ouvriers de la confection ont à souffrir, il y a lieu de s'efforcer d'obtenir le plus rapidement possible le développement de la législation sur la protection des travailleurs. Il faut demander :

a) L'extension de la décision du Conseil fédéral du 31 mai 1897 à tous les

ateliers de l'industrie de l'habillement, dans lesquels sont occupées contre salaire des personnes ne faisant pas partie de la famille;

b) L'interdiction de donner du travail à faire à domicile aux ouvrières des ateliers;

c) La tenue des listes officielles des ouvriers de l'industrie domestique, l'obligation pour l'ouvrier, ainsi que pour son employeur direct, de s'inscrire;

d) Le concessionnement des ateliers de famille et le contrôle sanitaire de ces ateliers;

e) L'extension de l'assurance pour les invalides et de l'assurance contre les accidents aux ouvriers de l'industrie domestique;

f) L'extension de l'inspection industrielle aux ouvriers de l'industrie domestique, avec augmentation du nombre des fonctionnaires féminins et en faisant appel à des auxiliaires choisis parmi les ouvrières et ouvriers organisés.

2° Voir plus bas.

3° Il y a lieu de recommander aux associations qui font partie de la Fédération et, en particulier, aux membres de la Commission de chercher à se mettre en contact et à s'entendre avec toutes les associations et corporations qui s'efforcent d'obtenir une protection légale des ouvrières de la confection et de prendre part, par la parole et par la plume, à la propagande en faveur de la protection des ouvrières de l'industrie de la confection.

4° L'Assemblée décide de proposer au comité de la Fédération de se faire représenter par un délégué au Congrès pour la protection des ouvrières convoqué par la Commission générale et de recommander aux associations qui font partie de la Fédération d'y envoyer de leur côté des délégués.

En lieu et place d'une thèse 2, présentée par la Commission, déclarant nécessaire l'introduction de salaires minima légaux pour l'industrie de la confection, salaires devant être appliqués par des offices des salaires obligatoires, la thèse suivante, émanant de l'Assemblée, a été adoptée : il faut considérer l'organisation professionnelle comme un moyen important pour réaliser une élévation des salaires, qui sont tombés souvent au-dessous du minimum nécessaire à la vie, ainsi que pour mettre les ouvriers de l'industrie domestique en état de veiller eux-mêmes à l'application des prescriptions légales destinées à les protéger. L'organisation professionnelle doit être encouragée par une collaboration active des associations qui font partie de la Fédération.

XII. — *Décision prise dans la réunion des tailleurs pour l'armée et similaires par voie d'adjudication de fournitures publiques, tenue à Berlin les 8 et 9 février 1903.*

Les adjudicataires de travaux pour tailleurs sont tenus de faire exécuter les ouvrages entrepris, dans des ateliers à eux, qui satisfassent à toutes les exigences de l'hygiène moderne et qui soient placés sous le contrôle de l'inspection industrielle.

XIII. — *Le quatrième Congrès des Syndicats de l'Autriche, réuni du 8 au 10 juin 1903.*

Considérant que le travail à domicile, sous forme actuelle, avilit les taux des salaires, pour le plus grand détriment de tous les ouvriers en ateliers, en forçant d'ailleurs l'ouvrier à domicile, pour travailler extraordinairement bon marché à produire des articles bousillés, d'où cette autre conséquence que la concurrence avec l'industrie étrangère est rendue extrêmement difficile; considérant, en outre, que les ouvriers à domicile sont absolument livrés à la merci des patrons et ne participent, du reste, pour la majorité, aux avantages d'aucune espèce de protection ouvrière, tels que l'assurance contre la maladie et les accidents; considérant enfin qu'en suite de salaires infimes, d'un temps de travail illimité, et d'un défaut total de protection, les ouvriers à domicile courent risque d'aller avec leurs familles, lentement mais inévitablement, vers la déchéance complète, le quatrième Congrès des Syndicats autrichiens demande instamment :

Que, en attendant la réorganisation, sur des bases légales, du travail à domicile, les divers Ministères en cause procèdent au préalable dans ce sens par voies d'arrêtés, qui viseront, au surplus, les points suivants :

1° Entière participation des ouvriers à domicile aux avantages et aux charges de toutes les lois protectrices des travailleurs, par exemple, sur l'assurance-maladie, etc.

2° Extension au travail à domicile des attributions de l'Inspection industrielle, avec adjonction de représentants ouvriers.

3° Obligation pour les patrons et les « sous-entrepreneurs » de tenir une liste exacte des personnes par eux occupées, avec l'indication du domicile et qui sera produite en tout temps aux fonctionnaires de l'Inspection industrielle.

4° Défense du travail du dimanche et de nuit; mise en vigueur de prescriptions spéciales en rapport avec les besoins particuliers des diverses branches du travail à domicile.

5° Établissement de pénalités sévères, comportant si possible la prison, à raison des contraventions aux prescriptions légales, que sont tenus d'observer fabricants, sous-entrepreneurs et aussi commerçants.

En outre, le Congrès recommande à toutes les organisations syndicales de se préoccuper d'organiser une campagne énergique dans le monde des ouvriers à domicile et de les engager à faire partie des Syndicats.

XIV. — *Résolutions de la commission du comité de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs des 10 et 11 septembre 1903.*

La Commission s'inspirant des discussions sur l'interdiction du travail de nuit des femmes, tient pour nécessaire qu'une enquête soit établie dans les divers pays concernant le travail industriel à domicile, et en particulier concernant l'influence de la législation actuelle pour la protection des travailleurs.

Elle prie le Bureau à faire une proposition dans ce sens à la prochaine réunion du Comité de l'Association.

XV. — *Thèses émises à l'Assemblée générale de la Fédération des Associations féministes progressistes, tenue à Hambourg, les 27-29 septembre 1903.*

1° Pour préserver la santé de la femme de graves atteintes comme celles qui sont dues fréquemment au manque de repos et de soins avant et après l'accouchement, de même que pour combattre la grande mortalité des nourrissons, il faut absolument, à côté des autres réformes sociales, instituer des mesures spéciales de protection à l'égard des femmes enceintes et accouchées. — 2° Dans la Gewerbeordnung de l'Empire, il convient de donner plus d'ampleur aux dispositions du § 137, sur la protection des accouchées, en lui faisant stipuler la défense de travailler, pour les accouchées, au moins huit semaines après la délivrance et, quant aux besognes industrielles qui compromettent le fœtus, même pendant un certain temps avant la délivrance. Du reste, cette interdiction du travail ne devrait pas frapper seulement l'ouvrière en fabrique, mais aussi l'ouvrière à domicile.

XVI. — *Résolution du Congrès féministe autrichien tenu à Vienne le 9 novembre 1903.*

Le Congrès féministe, attachant une importance particulière à la réclamation inscrite dans le programme socialiste et qui poursuit la défense absolue du travail de nuit des femmes et des jeunes ouvriers, demande qu'on interdise à tous les patrons, sous peine d'emprisonnement, de donner aux ouvrières occupées tout le jour dans la fabrique ou l'atelier, de la besogne à emporter chez elles.

XVII. — *Résolution du premier Congrès pour la protection du travail à domicile, tenu à Berlin du 7 au 9 mars 1903.*

Dans le système actuel de la production, l'industrie à domicile est une forme d'exploitation qui, du fait des faibles salaires et des longs temps de travail pratiqués, comporte pour les ouvriers et ouvrières les inconvénients les plus graves aux points de vue économique et sanitaire, et permet aux patrons de tourner les lois sur la protection et l'assurance ouvrières. C'est, en raison des lieux de travail malsains, un foyer de maladies infectieuses, tant pour les producteurs que pour les consommateurs; partant un danger pour la santé de tout le monde. Devant ce péril général, le législateur a le devoir d'interdire le travail à domicile dans les industries particulièrement dangereuses, et, en outre, de s'employer, par des mesures appropriées, à relever la situation économique des ouvriers et ouvrières à domicile; à les préserver, avec l'ensemble du public, des dangers d'ordre sanitaire qu'offre cette forme d'exploitation, et à provoquer sa limitation progressive jusqu'à disparition complète. Aussi, le Congrès réclame-t-il l'élaboration immédiate d'une loi protectrice des travailleurs à domicile, sur les bases suivantes :

1° Sur la proposition des ouvriers ou de leurs organisations syndicales, établissement, par le Conseil de prud'hommes érigé en comité de conciliation

dans son ressort, de taux de salaires applicables pendant une période déterminée à la branche pour laquelle on aurait fait appel à cette juridiction. Dans les localités sans Conseil de prud'hommes, instituer pour la même fin des commissions spéciales formées d'un nombre égal de représentants ouvriers et patronaux avec un délégué de l'inspection du travail, président. Les taux de salaires ainsi arrêtés ne seraient pas inférieurs à ceux pratiqués dans les fabriques et ateliers et auraient, aussitôt publiés, un caractère impératif pour les parties ;

2° Édictation de prescriptions rigoureuses sur l'aménagement et l'état matériel des lieux de travail dans l'industrie à domicile, visant en particulier à obtenir qu'ils soient clairs, secs, faciles à chauffer et aérer et qu'ils présentent aussi un volume d'air d'au moins 15 mètres cubes par personne y occupée. De plus, les lieux de travail ne doivent pas faire office de pièces d'habitation, de chambres à coucher ni de cuisines. On défendra l'utilisation, comme ateliers, de locaux immédiatement sous les toits ou bien en sous-sol ;

3° Obligation pour tout industriel ou travailleur à domicile qui veut faire usage de locaux de la nature précitée, d'en aviser les autorités de l'endroit en leur fournissant un état descriptif des dits lieux. Elles délivreront dans les trois jours en double exemplaire et sans frais, une pièce donnant acte de la déclaration et attestant de plus que les locaux se trouvent dans un état conforme aux dispositions légales. Cette attestation indiquera le cube du local à utiliser et le nombre des personnes qui pourront y être employées ;

4° Interdiction du travail à domicile dans des logements et des ateliers où se tiennent des personnes atteintes de maladies contagieuses ;

5° Désinfection et, si nécessaire, destruction des matériaux et marchandises qui, malgré cette défense, sont entreposés ou travaillés dans des logements ou des ateliers où se tiennent des personnes atteintes de maladies contagieuses, les frais de ces opérations de salubrité étant supportés par le patron pour le compte de qui les matériaux et les marchandises sont mis en œuvre ;

6° Assujettissement des lieux où se pratique le travail à domicile, au contrôle de l'inspection du travail, dont les attributions seront, en l'espèce, déléguées à des agents spéciaux de l'un ou l'autre sexe, pourvus de pleins pouvoirs et surtout recrutés, dans une proportion suffisante, parmi les ouvriers et ouvrières syndiqués ;

7° Obligation pour les entrepreneurs et sous-traitants de tenir une liste exacte des personnes par eux occupées comme ouvriers ou petits industriels à domicile, avec indication de leur demeure ; de mettre cet état constamment à jour et de le produire en tout temps aux agents de l'inspection du travail ;

8° Adoption d'une marque distincte convenable, que tout le monde puisse voir, pour toute marchandise même fabriquée partiellement par l'industrie à domicile. Cette marque distinctive ne pourra être enlevée qu'une fois la marchandise parvenue entre les mains du dernier acheteur ;

9° Extension à toute l'industrie à domicile des lois sur l'assurance contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité et les accidents, et, en outre, des dispositions de la *Gewerbordnung* touchant la durée du travail, le travail de nuit, le repos dominical, la protection des femmes en couches, le travail des enfants et les règlements d'ateliers ;

10° Assujettissement, non pas seulement des ouvriers à domicile, mais aussi

des industriels exerçant chez eux, à la juridiction des Conseils de prud'hommes, pour les différends qui s'élèvent entre eux et les entrepreneurs (ou commerçants), au sujet des conditions du travail ;

11° Mise en usage de livres de comptes mentionnant la nature et l'étendue du travail, ainsi que les taux de salaires fixés quand la besogne a été donnée ;

12° Défense de faire emporter aux ouvriers et ouvrières en atelier du travail à exécuter chez eux.

Les travaux de l'Empire, des divers États et des communes ne seront adjugés qu'aux entrepreneurs qui les font exécuter dans des exploitations leur appartenant en propre (à l'exclusion de tout sous-traitant) et qui observent les conditions de salaire et de travail fixées soit par des conventions de tarifs, soit par les organisations professionnelles ouvrières, soit par les commissions prévues sous 1°. Les entrepreneurs contrevenant aux présentes dispositions seront exclus des marchés de fournitures ;

13° Établissement de pénalités efficaces pour infraction aux prescriptions légales, dont la non observation engage, en première ligne la responsabilité des entrepreneurs et sous-traitants.

Vu le danger que l'industrie à domicile présente à un degré également élevé pour tous les États civilisés, le Congrès invite le Gouvernement allemand à prendre l'initiative de conférences internationales.

Le premier congrès général pour la protection du travail à domicile demande instamment au Conseil fédéral d'user, sans retard et dans une large mesure, de son pouvoir d'étendre à toutes les branches de l'industrie à domicile la législation en matière de protection ouvrière et d'assurance.

Le Congrès invite de plus l'Empire, les États alliés et les communes à ne prendre en considération, lors de l'adjudication de travaux de fournitures, que les offres des entrepreneurs faisant travailler dans des ateliers à eux et entretenus par leurs soins.

XVIII. — *Résolutions de la quinzième assemblée corporative des Associations ouvrières allemandes, tenue du 23 au 30 mai 1904, à Hanovre.*

Le travail à domicile entrave les efforts des ouvriers et ouvrières en fabriques et en ateliers vers une amélioration de leur état et empêche l'établissement de conditions normales de salaires et de travail par voie de conventions de tarifs. Beaucoup de patrons ne favorisent le travail à domicile que pour se soustraire aux exigences de la *Gewerbeordnung* et des lois sur l'assurance ouvrière ; et ceux qui remplissent leurs obligations sociales éprouvent, du fait du travail à domicile, plus de peines à concurrencer leurs rivaux dans la lutte des affaires. Pour supprimer et compenser le plus possible les effets nuisibles du contre-coup de ce travail à domicile sur le travail de l'atelier et de la fabrique, l'assemblée corporative réclame les mesures législatives suivantes :

a) Extension de l'assurance ouvrière et de la législation protectrice des travailleurs, y compris les Conseils de prud'hommes, à l'ensemble de l'industrie du travail à domicile ;

b) Assujettissement du travail à domicile au contrôle des inspecteurs de l'industrie;

c) Édition de prescriptions sur l'état matériel et l'installation des ateliers, le service de vérification nécessaire faisant partie intégrante de l'inspection des habitations;

d) Défense aux patrons de donner aux ouvriers des fabriques et des ateliers du travail à emporter chez eux;

e) Au sujet de tous les ouvriers à domicile, le patron et le contremaître tiendront une liste avec indication du domicile des travailleurs, pour les besoins de l'inspection industrielle.

En outre, l'assemblée corporative prie les autorités de l'État et des communes d'obliger dans les adjudications, de par les termes du marché, les entrepreneurs à payer leurs ouvriers au moins sur la base des taux de salaires couramment pratiqués dans les ateliers de l'État et des communes, et à ne pas faire exécuter les travaux à domicile par l'entremise des sous-traitants.

XIX. — Résolution de l'assemblée tenue le 24 mai 1904, à Schmalkalden, par les délégués de l'Union générale des Associations ouvrières protestantes de l'Allemagne.

L'Union générale voudra bien faire les démarches convenables pour ménager dans la mesure la plus large possible aux ouvriers et ouvrières de l'industrie à domicile :

1° Les bienfaits des lois d'assurance, surtout de l'assurance-maladie;

2° La sollicitude de la législation protectrice des travailleurs;

Puis, pour provoquer tout spécialement, dans ce même but, de la part des pouvoirs compétents :

a) L'extension de l'inspection industrielle au travail à domicile et la nomination d'inspectrices adjointes;

b) La mise en vigueur progressive de conventions de tarifs, tendant à l'augmentation des salaires.

Enfin, les délégués estiment que les efforts tentés pour syndiquer les ouvriers et ouvrières doivent être soutenus par tous les moyens.

XX. — Résolutions du cinquième Congrès des syndicats ouvriers chrétiens de l'Allemagne, tenu du 17 au 19 juillet 1904.

1. Le cinquième Congrès des syndicats ouvriers chrétiens constate que l'industrie à domicile accuse un état de choses d'une certaine gravité, qui a pris corps avec le temps et dont il faut certes voir la cause, d'un côté, dans le mode particulier de l'exploitation et l'avilissement connexe des prix de la main-d'œuvre, mais aussi et principalement dans ce fait que, à l'encontre de l'industrie en fabriques et en ateliers, l'industrie à domicile est privée presque totalement de la protection légale, et que les avantages de la législation sociale ne profitent que dans la mesure la plus infime aux travailleurs à domicile. C'est pourquoi le congrès regarde l'élaboration d'une réglementation législative de l'industrie à

domicile et d'une protection suffisante pour les ouvriers et ouvrières y occupés comme un des devoirs les plus immédiats et les plus essentiels du législateur en matière de réforme sociale, et réclame :

1° L'extension, dans le plus bref délai, de la législation de l'assurance ouvrière à l'ensemble de l'industrie à domicile, avec incorporation dans les cadres actuels de l'assurance ;

2° L'édiction de dispositions protectrices et l'assujettissement de l'industrie à domicile, dans son ensemble, à l'inspection du travail ; il conviendrait, le cas échéant, de créer un corps spécial d'inspecteurs et d'inspectrices pour examiner les conditions de travail et de logement dans l'industrie à domicile ;

3° L'obligation, pour les entrepreneurs et sous-entrepreneurs, de tenir la liste des petits industriels à domicile occupés par eux et d'instituer des livrets de salaires pour toutes les branches de l'industrie à domicile, permettant de voir la nature et l'étendue du travail, les taux de salaires convenus et le gain du sous-entrepreneur. Sur réquisition de l'autorité locale ou de l'inspection du travail, les listes seront produites par les entrepreneurs et sous-entrepreneurs, et les livrets, par les petits industriels à domicile ;

4° Des prescriptions légales sur les conditions matérielles des habitations et ateliers des petits industriels à domicile, conformément aux règles générales de l'hygiène en matière d'habitations et de concert avec l'inspection des habitations, et d'ailleurs sous réserve de l'exercice d'un contrôle régulier ;

5° La défense de donner de la besogne à emporter aux ouvriers et ouvrières fournissant dans des fabriques et ateliers une journée de travail régulière et d'une durée normale ;

6° L'institution — pour enrayer l'avilissement des salaires, d'un côté par les entrepreneurs, et de l'autre, du fait même de la concurrence des ouvriers et ouvrières à domicile entre eux — de comités (avec rattachement éventuel aux Conseils de prud'hommes) où employeurs et employés seraient représentés dans la même mesure et par les soins desquels le salaire minimum et les autres conditions de travail se trouveraient réglées avec force de loi pour certains districts et certaines branches ;

7° Le transfert de l'industrie à domicile dans des ateliers et des fabriques, partout où elle s'exerce en compromettant gravement la santé des producteurs ou consommateurs ;

Pour le temps qui s'écoulera jusqu'à ce que les améliorations ici réclamées soient réalisées par la législation, le Congrès demande :

1° Que le Conseil fédéral use le plus tôt possible de la faculté qu'il possède d'étendre l'ensemble des dispositions protectrices des ouvriers, et, spécialement, le bénéfice de l'assurance ouvrière, au travail à domicile ;

2° Que lors de la conclusion de conventions de salaires entre les syndicats ouvriers et les patrons, on songe à fixer davantage que par le passé les conditions du travail à domicile, tel qu'il existe dans la branche en question ;

3° Puis aussi, le Congrès invite les travailleurs chrétiens à s'employer tous ensemble, de toutes leurs forces, à l'organisation en syndicats chrétiens des ouvriers et ouvrières à domicile ; car il y a lieu d'espérer, naturellement, une réalisation d'autant plus prompte et plus rationnelle des postulats formulés que

les ouvriers à domicile y coopéreront eux-mêmes. Aussi toutes les organisations dont l'action importe ici doivent-elles être soutenues en tous lieux, tant dans leur propagande que dans leurs efforts pour procurer aux ouvriers à domicile les avantages de la législation sociale, surtout de l'assurance-invalidité et maladie, dans la mesure où le permet l'état actuel de cette législation.

XXI. — *Résolution de la troisième assemblée des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (Bâle, 25-28 septembre 1904).*

ARTICLE PREMIER. — Les sections nationales seront invitées par le bureau de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs à ouvrir, dans les conditions qu'elles détermineront et suivant un programme dont le détail est laissé à leur libre appréciation, une enquête sur les deux points suivants :

1° Quelle a été l'influence de la législation protectrice du travail sur le développement du travail à domicile, en ce qui concerne spécialement les femmes et les jeunes ouvriers?

2° Quels sont les principaux abus résultant soit de l'absence, soit de l'insuffisance de réglementation de ce mode de travail, tant au point de vue de la durée du travail de ces catégories de travailleurs que de l'hygiène et de la sécurité des locaux de travail?

ART. 2. — Les sections devront appliquer autant que possible la méthode monographique, c'est-à-dire faire porter leur enquête non sur l'ensemble des industries du pays, mais sur certaines industries choisies par elles à dessein.

ART. 3. — Le domaine de l'enquête comprend :

1° Le travail à domicile proprement dit, c'est-à-dire le travail exécuté chez lui par l'ouvrier, avec ou sans le concours d'un ou de plusieurs auxiliaires, pour le compte d'un entrepreneur. Il y a lieu de faire entrer dans cette catégorie certains travailleurs dont l'indépendance n'est qu'apparente et qui sont en réalité sous la dépendance étroite des fabricants ou des grands magasins;

2° Le travail effectué dans les ateliers affranchis en tout ou partie de la réglementation légale, soit en tant qu'ateliers de famille, soit à raison du petit nombre de travailleurs régulièrement employés, soit à raison de la nature de l'industrie ou pour toute autre cause.

XXII. — *Résolution du trente-septième Congrès des Trades-Unions de l'Angleterre.*

Le Congrès exprime le vœu de voir amender les lois sur les fabriques en vue de faire disparaître le *Sweating system* dans le vêtement. Il signale ce fait que le travail emporté à la maison est exécuté à toutes heures du jour et de nuit, et jusque par des enfants, avant ou après l'école.

XXIII. — *Résolution de la deuxième Assemblée générale, tenue les 21 et 22 mars 1905, par le Syndicat des ouvrières à domicile en Allemagne.*

La deuxième Assemblée générale du Syndicat des ouvrières à domicile ne considère point, certes, l'édiction de prescriptions spéciales sur l'utilisation industrielle de locaux d'habitation comme une mesure radicale contre la plaie du travail à domicile, mais du moins, en tous cas, comme une intervention nécessaire et urgente de l'hygiéniste dans l'intérêt des familles d'ouvriers à domicile et du peuple tout entier. Aussi attend-elle de la législation en matière d'habitations que, loin de ne pas se préoccuper du travail à domicile, elle détermine le minimum des diverses conditions que doivent remplir les habitations à usage d'ateliers, selon le degré d'insalubrité des différentes industries, ménageant ainsi leur gagne-pain aux personnes forcées encore actuellement de travailler chez elles. L'État voudra bien concurremment décréter d'utilité publique et provoquer la construction de petites habitations à bon marché et satisfaisant aux exigences de la morale et de l'hygiène, dans l'intérêt des prolétaires, en général, et des ouvrières à domicile, en particulier.

XXIV. — *Résolutions* du Congrès des ouvriers suisses, tenu à Olten, le 24 avril 1905.*

Mais, d'ailleurs, on ne peut concevoir pourquoi seul l'ouvrier de fabrique doit être protégé, et non aussi le travailleur qui, dans les métiers d'artisan et les petites exploitations, *dans l'industrie à domicile* et dans les hôtels ainsi que chez les particuliers, effectue des besognes identiques ou analogues.

Voilà pourquoi, au surplus, les législations étrangères et notre législation cantonale ont déjà étendu la protection ouvrière à d'autres catégories de travailleurs.

Il y a donc lieu, de toute nécessité, de donner plus d'ampleur encore à la loi suisse sur les fabriques, pour en faire une loi protégeant la généralité des travailleurs.

Il faut réclamer une loi sur l'industrie à domicile. — Jusqu'à ce qu'elle soit promulguée, les agents de la Fédération ouvrière devront se documenter, par une étude pratique approfondie, sur l'importance, l'étendue et les conditions de l'industrie à domicile.

XXV. — *Résolutions de la douzième assemblée générale, tenue à Leipzig, du 4 au 7 octobre 1905, par l'Union allemande des ouvriers des tabacs.*

Considérant que le travail à domicile dans notre profession entraîne de graves inconvénients ; lieux de travail inappropriés, exécution pêle-mêle — chose inadmissible — des besognes domestiques et industrielles, effets nuisibles sur la vie de famille, isolement des ouvriers à domicile, éloignement des moyens de perfectionnement, irrégularité du temps de travail, surmenage, avilissement du salaire ; considérant, de plus, que les dispositions du Conseil fédéral sont rendues tout à fait illusoires par l'existence du travail à domicile et n'ont pro-

duit jusqu'ici d'autre résultat que de développer le travail à domicile individuel ; que la loi d'assurance-accidents est demeurée absolument lettre morte pour le grand nombre des ouvriers à domicile, chez qui, d'ailleurs, l'interdiction du travail des enfants ne se trouve point appliquée ; considérant, enfin, que toutes les lois restant encore à obtenir dans l'intérêt pressant de la protection du travail — notamment une loi pour la fixation d'une durée de travail maximum et la défense de travailler le dimanche — ne produiront jamais leurs fruits à cause de l'impossibilité d'un contrôle légal, le congrès estime :

1° Que seule l'interdiction législative absolue de l'industrie à domicile supprimera les inconvénients de ce mode de travail ;

2° Qu'il est d'une nécessité urgente, si les dispositions du Conseil fédéral doivent avoir une valeur et une utilité réelles pour les ouvriers des tabacs, qu'elles soient étendues également à l'industrie à domicile, spécialement au travail à domicile individuel, ainsi qu'aux ouvriers et ouvrières des tabacs travaillant pour leur propre compte ;

3° Que le travail à domicile doit être placé, de même que les plus petits établissements de l'industrie des tabacs, sous le contrôle des inspecteurs des fabriques.

XXVI. — *Députation du Conseil des industries féminines, de Londres, sur les salaires dans les adjudications de travaux publics, mars 1906.*

Les délégués de la Commission d'enquête du Conseil des industries féminines ont présenté au Ministre de la Guerre les résultats de leur enquête auprès des fournisseurs de broderies pour l'armée et auprès de leurs ouvriers. Il en ressort que la clause stipulant le paiement du salaire courant dans la localité n'est pas appliquée et que personne d'ailleurs n'est chargé d'en assurer l'application. Aucun compte n'est tenu de l'interdiction des sous-adjudications et du travail à domicile. Dans beaucoup d'industries on paye des salaires extrêmement bas ; comme l'on y remplace, toutes les fois que faire se peut, les ouvriers qualifiés par des apprentis, on empêche les bons ouvriers de gagner leur vie.

Le Ministre de la Guerre a assuré la députation de toute sa bienveillance et a promis de préparer un projet de loi sur l'inspection des salaires payés par les fournisseurs de l'État.

XXVII. — *Résolutions de la quatrième assemblée générale de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, tenue à Genève du 27 au 29 septembre 1906.*

L'Association estime que les abus et les inconvénients, déjà constatés, auxquels donne lieu le travail à domicile rendent nécessaire l'action des pouvoirs publics.

Elle invite les sections nationales :

A. a) A réclamer de leurs gouvernements respectifs des mesures légales édictant l'obligation pour les employeurs et entrepreneurs quelconques (entrepreneurs et sous-entrepreneurs) :

1° De tenir à jour un registre des personnes qu'ils occupent aux travaux de

leur industrie en dehors de leur établissement ou de ses dépendances directes et de le tenir à la disposition des autorités de surveillance ;

2° De remettre à chacune de ces personnes, au moment de la commande, un bulletin indiquant exactement tant le prix de façon que le prix des fournitures, et d'afficher dans les bureaux de paye un tarif général des prix de façon en usage dans l'établissement ;

b) A étudier les moyens d'assurer une large publicité aux renseignements sur les salaires obtenus par les mesures légales préconisées par l'article précédent.

B. A poursuivre l'extension aux travailleurs à domicile de l'inspection du travail et des assurances sociales.

C. A réclamer, tant dans l'intérêt du public que des travailleurs, l'application rigoureuse, aux locaux insalubres où s'effectue le travail à domicile, des lois et règlements sanitaires généraux, et à poursuivre l'établissement de prescriptions analogues s'il n'en existe pas.

D. Pour rendre plus efficace l'initiative privée, à faciliter et, au besoin, provoquer la constitution et l'action d'organisation telles que syndicats professionnels, ligues sociales d'acheteurs, etc.

E. Le bureau est chargé de désigner, d'accord avec une sous-commission :

a) Les branches de l'industrie à domicile de chaque pays dont les produits entrent en concurrence sur le marché mondial avec ceux des autres pays ; ces pays de concurrence ; les conditions du travail et de production de cette concurrence ;

b) Dans quelles industries à domicile l'absence d'une assurance-maladie, les longues journées de travail, surtout des femmes et des enfants, l'insuffisance des salaires, le chômage périodique appellent de la façon la plus urgente des mesures de protection ouvrière.

XXVIII. — *Résolutions adoptées par le IX^e Congrès des tailleurs, tailleuses et professionnelles connexes, tenu à Berlin les 1^{er} et 2 mars 1907.*

Le Congrès s'est prononcé de la façon suivante à propos de l'état actuel de la protection légale des travailleurs à domicile :

En présence de la situation misérable que l'on constate dans l'industrie à domicile, situation révélée notamment au cours de la grève des ouvriers de la confection en 1896, par le Congrès pour la protection des ouvriers à domicile tenu du 7 au 9 mars 1904 et par l'Exposition du travail à domicile organisée à Berlin de janvier à février 1906, le Congrès de l'Union des tailleurs, tailleuses et ouvriers des professions connexes d'Allemagne considère comme absolument insuffisantes les dispositions actuellement contenues dans la *Gewerbeordnung*, dans la loi sur la protection des enfants et dans les ordonnances fédérales qui la complètent, et réclame, des diverses assemblées législatives de l'Empire, l'élaboration immédiate d'une loi complète pour la protection des travailleurs à domicile et basée sur le projet présenté au Reichstag par les députés démocrates-socialistes.

XXIX. — *Résolutions de la première Conférence allemande pour le développement des intérêts des ouvrières, tenue à Berlin les 1^{er} et 2 mars 1907.*

Protection des ouvrières dans l'industrie à domicile, notamment : 1^o par l'introduction de salaires minima; 2^o par l'assujettissement de l'industrie à domicile à l'inspection du travail et 3^o par l'extension de l'assurance-maladie et invalidité aux travailleurs à domicile.

XXX. — *Résolution adoptée au Congrès du travail à domicile (Amsterdam, 9-10 septembre 1909).*

Le Congrès pour la protection du travail à domicile déclare :

1^o Que l'état des choses existant dans le travail à domicile dans les Pays-Bas, principalement en ce qui concerne le travail des enfants et des adolescents, la durée du travail, les locaux de travail et les salaires, est tellement criant qu'une amélioration s'impose avec urgence.

2^o Que des mesures doivent émaner aussi bien des ouvriers à domicile eux-mêmes que d'autres personnes intéressées.

3^o Que cependant il est nécessaire que le patron dirige son attention :

a) Sur l'application, l'extension et l'exécution des dispositions légales sur la protection ouvrière, les mesures sanitaires et de sûreté dans les locaux du travail à domicile ;

b) Sur la réglementation des salaires et la prise des mesures légales après consultation des organisations tant patronales qu'ouvrières.

XXXI. — *Résolutions de la septième Conférence annuelle du parti du travail britannique, tenue à Belfast du 24 au 26 janvier 1907.*

En présence de l'extension que le *sweating-system* dans la confection, notamment par le travail donné à domicile, et parce que ce travail est effectué à toute heure du jour et de la nuit et, dans beaucoup de cas, par des enfants avant et après l'école, ou par des ouvriers qui ont déjà fait leur journée autorisée par la loi sur les fabriques, la Conférence est d'avis qu'il doit être mis fin à cette situation et charge le Parti du travail du Parlement d'apporter les modifications nécessaires aux lois sur les fabriques.

XXXII. — *Résolutions de la 54^e Assemblée générale des catholiques allemands, septembre 1907.*

1^o Considérant la triste condition économique et sociale de beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières à domicile, ainsi qu'il ressort des plaintes sans cesse reçues des divers points de l'Allemagne; considérant, en outre, les dangers que présentent les produits fabriqués à domicile pour la santé d'innombrables consommateurs, la cinquante-quatrième Assemblée générale des catholiques allemands estime que la réforme des conditions du travail à domicile constitue l'un des devoirs les plus impérieux de la politique sociale actuelle;

2^o En conséquence, l'assemblée générale regrette que la protection légale des travailleurs à domicile, si souvent promise déjà par les représentants du Gouvernement, n'ait pour ainsi dire pas encore été assurée jusqu'ici; elle espère voir bientôt adopter une loi répondant à cette nécessité.

XXXIII. — *Résolutions du II^e Congrès ouvrier allemand, tenu à Berlin du 20 au 22 octobre 1907.*

II. Le deuxième Congrès ouvrier allemand, en vue d'améliorer les conditions du travail à domicile, invite le Reichstag et le Conseil fédéral :

- 1° A assujettir les ouvriers à domicile aux lois d'assurance ;
- 2° A soumettre le travail à domicile à l'inspection et à organiser l'inspection des domiciles tout en augmentant le nombre des inspectrices ;
- 3° A créer avant tout des conseils de conciliation ou de tarifs pour régler les salaires et les conditions du travail dans l'industrie à domicile, conseils qui devront fonctionner obligatoirement pour les deux catégories dont il est ici question.

XXXIV. — *Résolutions du V^e Congrès corporatif autrichien, tenu à Vienne du 21 au 25 octobre 1907.*

Le travail à domicile constitue la pire espèce d'exploitation de l'homme par l'homme. Il permet à l'entrepreneur de faire supporter à l'ouvrier toutes les charges et une grande partie du risque de l'entreprise.

L'ouvrier isolé de ses camarades de travail ne peut obtenir le même salaire qu'eux, ni même le salaire courant; un patron sans conscience peut réduire à leur minimum les salaires et, par suite, les conditions d'existence des ouvriers.

Il en résulte que des milliers et des milliers de personnes travaillant à domicile sont réduites à la misère.

Le Congrès corporatif considère que le Gouvernement et le Parlement ont l'impérieux devoir de prendre les mesures légales nécessaires susceptibles de faire disparaître complètement le travail à domicile. C'est uniquement par la suppression absolue du travail à domicile qu'il sera possible d'en finir absolument avec les conséquences inhérentes au système.

Le Congrès déclare en outre que le projet du Gouvernement, tendant à régler le travail à domicile dans la confection des vêtements, la lingerie et la chaussure, a besoin d'être sérieusement modifié en vue de répondre aux revendications énumérées ci-dessus; il compte que le Parlement et le Gouvernement, considérant l'importance que présente cette question pour la classe ouvrière, donneront suite aux réclamations des intéressés.

XXXV. — *Résolutions du Congrès des Trades Unions d'Irlande, tenu à Bath du 2 au 7 septembre 1907.*

Convaincu que les bas salaires dans les industries où sévit le *Sweating-System* constitue une menace permanente pour les métiers organisés, le Congrès invite le Gouvernement à proposer l'établissement d'un salaire minimum légal dans certaines industries, sur les principes adoptés par M. Arthur Henderson dans le *bill* qu'il a présenté au Parlement (*Sweated industries bill*).

XXXVI. — *Pétition du Comité de l'Association suisse pour l'extension des Trades Unions de Grande-Bretagne et protection internationale des travailleurs, en date du 25 septembre 1907.*

Le Comité soussigné de l'Association suisse pour l'extension de la protection internationale des travailleurs a l'honneur, au nom de l'assemblée générale de l'Association, de vous soumettre une requête tendant à ce que vous fassiez procéder à une enquête approfondie sur les conditions du travail à domicile dans notre pays, en même temps, à ce que vous portiez votre attention sur la nécessité d'appliquer par une loi à cette industrie l'obligation de l'enregistrement.

Une action énergique de l'autorité fédérale pour la protection des travailleurs à domicile apparaît d'autant plus nécessaire que, d'après les calculs de feu l'excellent inspecteur des fabriques Schuler, le nombre de ces travailleurs à cette époque n'était pas inférieur à 130,000, soit 4 % de notre population totale et, par suite, plus de moitié aussi important que le nombre des travailleurs qui bénéficient de la loi fédérale sur les fabriques. Et la question apparaît comme plus importante encore du fait que toute une série d'industries d'exportation, telles que le tissage de soieries, de ruban, la broderie, l'empaillage de chaises et la fabrication des montres, sont, en tout ou en partie, exercées à domicile. Cependant aujourd'hui encore ces 130,000 travailleurs, au nombre desquels on compte beaucoup d'enfants et de jeunes gens, ne se trouvent protégés par aucune loi fédérale, alors que, d'après les indications fournies par des enquêtes privées dans certaines régions de notre pays, ils ont indubitablement grand besoin d'une telle protection.

XXXVII. — *Réunion de la Ligue contre le Sweating System (Londres, 28 janvier 1909).*

La réunion nationale de protestation appelle l'attention du Gouvernement de Sa Majesté sur les torts causés aux ouvriers par les bas salaires payés dans certaines professions et réclame l'institution, dans ces professions, de conseils de salaires, basés sur la proposition de loi Henderson sur l'industrie à domicile.

XXXVIII. — *Réunion publique des ouvrières à domicile, organisée par l'Association professionnelle des ouvrières à domicile, Gross-Berlin, 13 mars 1908.*

Les ouvrières à domicile considèrent les projets de loi concernant le droit d'association, les chambres de travail et la *Gewerbeordnung* comme la réalisation d'un progrès; ces trois projets font droit en principe à leurs revendications et reconnaissent, enfin, à la femme le droit de défendre elle-même ses intérêts professionnelles dans les syndicats et les réunions, tout aussi bien que dans les chambres de travail que l'on se propose d'instituer. Elles se réjouissent avant tout de voir que l'on s'efforce enfin de réglementer le travail à domicile et de lui appliquer tout au moins les dispositions de protection ouvrière. Elles savent cependant que cette simple mesure ne contribuera pas à l'amélioration immédiate

de leur sort, mais rendra plus difficile encore leur situation économique par suite de ce que l'on exigera des ateliers de famille. Les ouvrières réunies espèrent donc que la Commission du travail à domicile siégeant actuellement tiendra compte avant tout des revendications présentées depuis si longtemps, à savoir : 1° inscription obligatoire (registre) étendue à tous les ouvriers à domicile, leur soumission à l'inspection du travail et à l'inspection des logements, et nécessité d'augmenter le nombre des femmes chargées de ce contrôle; 2° carnets de salaires remplissant en même temps l'office de carnet de compte obligatoire pour tous; 3° interdiction de donner du travail à emporter à une ouvrière travaillant en atelier; 4° affichage obligatoire des tarifs dans les salles de livraison du travail; 5° création de conseils permanents de conciliation ou de conseils de tarifs pour régler les salaires et les conditions du travail dans l'industrie à domicile. Elles ont le ferme espoir que les chambres de travail projetées rempliront ce rôle et que, grâce à des conventions entre patrons et ouvriers, on adoptera le seul système susceptible d'améliorer la condition des faibles, à savoir le minimum de salaire obligatoire pour le travail aux pièces.

XXXIX. — *XI^e Congrès de la fédération des syndicats ouvriers catholiques, tenu à Berlin les 9 et 10 juin 1908.*

5° Les dispositions du projet qui, pour la première fois, tente de soumettre le travail à domicile à une réglementation légale sont de la plus haute importance.

6° Pour cette raison, il convient d'accueillir avec une joie particulière cette partie de loi dérogative.

7° Nous ne pouvons cependant nous défendre d'une certaine appréhension en présence des dispositions nouvelles.

8° L'interdiction absolue du travail à domicile est contraire aussi bien aux intérêts des ouvriers en chambre qu'à ceux de la collectivité.

9° Il ne peut donc être question que de limiter autant que possible, par voie légale, les maux causés par le travail à domicile, sans toutefois supprimer complètement ce dernier.

10° Nous reconnaissons que, en réglementant le travail à domicile, on doit, dans l'intérêt de la famille, procéder avec une prudence extrême.

11° Il y a lieu de se demander toutefois si, vu le caractère peu énergique du projet (art. 139 p à 139 s), on peut attendre de l'administration une collaboration efficace pour combattre le mal et si l'on doit compter sur l'application sérieuse des mesures de protection adoptées.

12° D'autre part, on peut craindre que, pour assurer un contrôle énergique et méthodique du travail à domicile (p. ex. travail des enfants, interdiction absolue du travail de nuit et du travail du dimanche, durée de la journée, contrôle du travail que les ouvrières et les jeunes ouvriers emportent à la maison), il ne soit nécessaire d'employer un nombre considérable et disproportionné d'agents ne pouvant, d'ailleurs, atteindre le but proposé qu'en pénétrant assez profondément dans le home familial.

13° On doit redouter également que, si l'on renforce la réglementation pro-

jetée, le travail à domicile ne soit rendu impossible à ceux qu'il fait vivre actuellement.

14° Pour légiférer une chance de succès en la matière, il faut se préoccuper avant tout d'améliorer la situation économique des ouvriers en chambre.

15° La question des salaires nous semble donc le nœud de la question.

16° Les livrets et les tableaux de salaires prévus aux articles 114a et 139p de la loi dérogative ont certainement quelque importance pour rendre les salaires plus réguliers et plus stables.

17° Toutefois, on ne peut espérer une amélioration sérieuse des salaires et des conditions du travail dans l'industrie à domicile que si l'on parvient à établir clairement et sans ambiguïté la situation économique et à fixer des minima de salaires uniformes.

18° Tout cela suppose l'organisation économique préalable des ouvriers en chambre.

19° Comme les ouvriers ne sauraient s'associer de leur propre initiative, la loi, semble-t-il, doit déclarer leur obligation obligatoire.

20° Or, une telle organisation n'est possible que si la loi décrète l'obligation d'inscrire sur un registre tous les ouvriers en chambre.

21° Le registre obligatoire est, en outre, indispensable si l'on veut soumettre à l'inspection le travail à domicile tout entier.

22° L'organisation légale du travail à domicile permettrait en même temps de constituer le collège électoral qui nommerait les représentants du travail à domicile aux chambres de travail.

23° L'extension si nécessaire des lois d'assurance ouvrière aux travailleurs à domicile doit être effectuée selon le mode requis par la situation particulière de cette catégorie de travailleurs.

PROJET DE LOI SUR LA FABRICATION DES CIGARES À DOMICILE. — Un projet de loi réglementant très minutieusement la fabrication des cigares à domicile a été soumis au Reichstag, le 23 avril 1907...

Comme le projet fait ordinairement une distinction entre les ateliers de famille (*Hausarbeiter*) et les ouvriers à domicile (*Heimarbeiter*), distinction établie par l'article 1 ainsi conçu :

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux ateliers dans lesquels :

- « 1° Le patron emploie exclusivement des membres de sa famille, ou
- » Une ou plusieurs personnes exécutent ces travaux sans être employées par un patron dirigeant l'atelier... »,

Il convient de faire figurer dans le préambule le terme « personne travaillant en atelier de famille » à côté du terme « ouvrier à domicile ».

Afin d'écartier toute ambiguïté sur le sens de l'article 1, il convient de le rédiger comme suit :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables aux ateliers à domicile et aux ateliers de famille dans lesquels on procède aux opérations inhérentes à la fabrication des cigares. »

Le deuxième alinéa de l'article 3, édictant rigoureusement que les locaux de

travail « doivent avoir au moins 2^m30 de hauteur », forcera les ouvriers à domicile à déménager constamment. Pour cette raison il convient de le supprimer.

Il faut applaudir à l'interdiction, portée par l'article 4, de faire dans les chambres à coucher aucun travail inhérent à la fabrication des cigares.

Comme le tabac ne peut être mélangé à l'état humide et comme, d'autre part, le mélange à l'état sec, en dégageant une poussière abondante, est dangereux pour l'ouvrier et pour les membres de sa famille, il convient de modifier l'article 5 qui prescrit le mélange à l'état humide et de le rédiger comme suit :

« Dans les chambres habitées et dans les cuisines servant de locaux de travail, on ne pourra mélanger le tabac et le sécher que... etc. »

Le projet de loi autorise les ouvriers à domicile à employer leurs propres enfants dès l'âge de 12 ans. Cette disposition doit s'appliquer également aux ouvriers travaillant en ateliers de famille. De même, les enfants étrangers faisant partie de la famille doivent pouvoir travailler.

On doit rendre responsable de l'observation des dispositions adoptées, non seulement la personne qui a le droit de disposer des ateliers, mais encore le patron intéressé.

On ne peut espérer voir disparaître les maux créés par les intermédiaires que si l'on affiche, dans tous les locaux affectés à la remise du travail, avec la liste des salaires courants dans la fabrique, le tableau des salaires prévu à l'article 139^p de la *Gewerbeordnungsnouvelle*. On tendra ainsi à supprimer les intermédiaires.

XL. — VI^e Congrès des syndicats allemands (Hambourg, 22-27 juin).

Le Congrès espère que, lors de la prochaine délibération de la *Gewerbeordnung*, le Reichstag et le Bundesrat adopteront, en ce qui concerne la protection du travail à domicile, une réglementation conforme au projet élaboré par le parti démocrate-socialiste, qui exprime la volonté du prolétariat organisé.

XLI. — Fédération des ouvrières des fleurs et feuillages d'Allemagne. Résolutions de l'assemblée générale à Chemnitz.

Il doit être pris en première ligne les mesures protectrices suivantes : 1° les travaux dits de préparation, comme le gaufrage, le passage à la presse, etc., ne peuvent être effectués dans des chambres servant au couchage et à l'habitation, ni dans les cuisines ; 2° les entrepreneuses doivent payer les salaires fixés pour les mêmes articles en fabrique ; 3° le temps passé à attendre aux lieux de livraison doit être compté dans la durée du travail quand il excède une demi-heure ; 4° tous les outils et instruments de travail doivent être fournis gratuitement par le fabricant ; 5° l'application des dispositions légales protégeant les enfants et les jeunes gens doit être surveillée plus strictement.

XLII. — Première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs, Genève, 24-26 septembre 1908.

Limitation légale des veillées et des heures supplémentaires. — Sièges pour les vendeuses. — Institution de listes blanches et de labels pour les marchan-

disques fabriquées dans de bonnes conditions pour les ouvriers. — Mesures à prendre en cas de conflits du travail. — Développement du groupement syndical des travailleurs à domicile; enquêtes et expositions sur le travail à domicile; réglementation légale du travail à domicile.

XLIII. — Cinquième assemblée de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (Lucerne, 20-30 septembre 1908).

1° L'assemblée des délégués rappelle d'abord, en les confirmant, les indications générales formulées, en 1906, à Genève. (Obligation des listes d'ouvriers, publicité des salaires, extension de l'inspection, des assurances sociales et des règles d'hygiène, encouragement des organisations professionnelles, des ligues d'acheteurs, etc.);

2° L'assemblée des délégués est d'avis que dans l'application de ces mesures, comme de celles proposées ci-après, il faudra tenir compte de la nature particulière des diverses industries;

3° L'assemblée des délégués estime que la mauvaise situation des travailleurs à domicile provient principalement de l'insuffisance des salaires et que, par conséquent, il faut d'abord chercher les moyens de les relever.

A cette fin :

a) L'assemblée des délégués recommande vivement l'organisation corporative des professions exercées à domicile, l'établissement de contrats collectifs et leur reconnaissance par la loi dans les pays où cette reconnaissance ne résulte pas du droit actuel;

b) L'assemblée des délégués prie les sections d'examiner dans quelle mesure efficace et pratique dans leurs pays respectifs une loi civile et pénale permettant aux juges d'annuler et de réprimer les contrats stipulant des salaires insuffisants et usuraires;

c) L'assemblée des délégués prie les sections :

α) D'étudier la question de l'organisation des comités de salaires;

β) Dans les cas où l'action professionnelle s'est montrée inefficace et où les circonstances le permettent, d'inviter leurs gouvernements à faire, en s'inspirant des propositions de loi britanniques, l'essai de l'application d'un minimum de salaire établi sous forme de séries de prix par des comités mixtes. Il y aurait lieu de commencer ces expériences par les industries où les applications paraissent le plus aisées et où le travail visé est pour le grand nombre des ouvriers la ressource principale;

γ) D'informer l'Association des résultats réalisés. En particulier, la Section britannique est priée de tenir l'Association au courant des expériences éventuelles qui pourraient être faites à ce sujet en Grande-Bretagne;

4° L'assemblée des délégués, jugeant la question du travail à domicile trop vaste pour étudier tous les autres remèdes proposés, et notamment l'extension de la réglementation du travail aux ouvriers à domicile, ajourne l'examen de ces points à une session ultérieure;

5° L'assemblée des délégués invite les sections nationales à étudier, en s'inspi-

quant de la législation en vigueur ou projetée et des nécessités pratiques, la mesure dans laquelle il paraît désirable et possible de soumettre les travailleurs à domicile aux lois de réglementation des fabriques (durée légale du travail, hygiène et sécurité des locaux de travail).

XLIV. — *Pétition de la Société de réforme sociale au Bundesrath et au Reichstag (9 janvier 1909).*

La Sous-Commission de la Société de réforme sociale, dite du travail à domicile, dont font partie des membres du Reichstag représentant des opinions diverses, des entrepreneurs et des hommes d'étude, après s'être adjoint des patrons, des ouvriers et des intermédiaires de l'industrie à domicile, a pris position vis-à-vis des divers projets actuels sur la question et recommande à la Commission générale de la Société la résolution suivante :

La Commission du travail à domicile de la Société de réforme sociale voit avec une joie profonde qu'un projet de loi portant modification de la *Gewerbeordnung* (t. VII a) vient enfin s'attaquer au problème du travail en chambre et que bientôt des dispositions importantes sauront protéger les travailleurs de cette catégorie, y compris les membres de la famille.

1. Elle considère le registre obligatoire pour tous, — registre dans lequel, grâce à la collaboration des patrons et des ouvriers, la police locale inscrira tous les travailleurs en chambre, pour en transmettre la liste à l'administration (service de l'inspection des fabriques) — comme la première condition d'une protection efficace et de l'extension future de l'assurance contre la maladie, l'invalidité et les accidents à tous les ouvriers de cette catégorie. En conséquence, elle réclame aussi bien le registre obligatoire pour tous que le principe de la soumission de tous les ouvriers en chambre à l'inspection du travail, inspection qui, dans ce but, doit être renforcée par l'adjonction d'agents spéciaux et de femmes.

2. Si l'on doit, en principe, par des lois ou des règlements du Conseil fédéral, réglementer, dans tout l'Empire, les diverses parties du travail à domicile, il semble juste que le projet de loi, en autorisant les autorités administratives à prendre les dispositions nécessaires, tienne compte de la diversité des conditions du travail en chambre dans les différentes localités. Mais, comme désormais la réglementation du travail à domicile dépend essentiellement du contrôle et du bon vouloir de l'administration, les obligations de cette dernière doivent être formulées d'une façon plus précise que ne le fait le projet (§§ 139q-139s); il importe également d'exiger impérieusement l'exécution stricte des mesures de protection adoptées.

La loi devrait s'exprimer plus nettement sur la suppression des abus actuels. Elle devrait notamment tendre à réduire la journée des jeunes ouvriers, des enfants (en tant que cette journée n'est pas déjà réglementée par la loi pour la protection des enfants) et des femmes; elle devrait interdire absolument le travail de nuit et du dimanche. L'absence de toute réglementation de la journée dans le projet de loi actuel est d'autant plus critiquable que le projet de loi sur la fabrication des cigares à domicile contient, dans ses articles 6 et 7, une réglemen-

tation de ce genre. On devrait, enfin, faire en sorte que les femmes et les jeunes ouvriers employés dans les ateliers du patron ne pussent emporter du travail à domicile.

3. D'après le projet, la question des salaires — le nœud de la question du travail en chambre — doit être résolue :

a) Par la substitution du carnet de compte au carnet de salaire que le Conseil fédéral peut prescrire dans diverses industries (§ 114a) ;

b) Par l'affichage de tableaux des salaires que le Conseil fédéral peut également prescrire dans certaines industries.

Ces deux dispositions sont susceptibles de jeter quelque lumière sur les salaires pratiqués dans l'industrie à domicile et — espérons-le — de contribuer indirectement à l'augmentation de ces salaires. Le nouveau carnet de compte qui, tout en indiquant la nature et l'importance du travail confié et le tarif convenu, doit mentionner désormais les dates de la remise et de la livraison du travail, le salaire payé et les retenues éventuelles, fera connaître plus exactement le salaire et la durée du travail des ouvriers, en particulier, et permettra, par suite, d'établir un certain contrôle sur la durée de la journée. Les tableaux de salaires permettront, en outre, d'unifier et de maintenir les salaires à domicile, tout au moins dans un même district.

4. A la vérité, nous ne considérons pas ces deux mesures comme susceptibles de résoudre convenablement la question des salaires dans le travail à domicile, même si, comme on doit le souhaiter sincèrement, le Conseil fédéral les applique dans un grand nombre d'industries. Nous aimons mieux croire que les chambres du travail que le Gouvernement se propose de créer auront ici un rôle important à jouer. Sans prendre, dès aujourd'hui, position vis-à-vis du projet de loi actuellement soumis au Conseil fédéral, nous demandons avant tout que, dans les chambres de travail futures — quelles que soient leur organisation et leur forme — tous les travailleurs en chambre soient toujours représentés dans des sections spéciales et que patrons et ouvriers de l'un et de l'autre sexe puissent nommer des délégués directement, au scrutin secret et selon le système de la représentation proportionnelle. Si l'on institue une section spéciale pour une industrie déterminée dans laquelle on travaille à la fois en fabrique et à domicile, on veillera à ce que le travail à domicile y soit représenté selon son importance.

Ces représentants permanents du travail à domicile dans les chambres de travail doivent, par leurs avis, pousser l'administration à user énergiquement des pouvoirs dont elle dispose en ce qui concerne le travail en chambre. Comme ils pourront, en outre, proposer des dispositions et des mesures susceptibles d'améliorer la situation économique et d'augmenter le bien-être des ouvriers, ils devront, avant tout, — comme le dit l'exposé des motifs du projet, — réglementer à fond les conditions du travail, pousser à la conclusion de conventions de tarifs ou si, faute d'une organisation convenable, la chose est impossible, chercher du moins à obtenir des tarifs satisfaisants.

La Commission espère enfin que la modification de la *Gewerbeordnung* actuellement proposée est le commencement d'une réforme plus radicale des conditions du travail à domicile; elle souhaite que l'on ne cherche pas uniquement —

comme on le fait actuellement — à défendre l'existence et la santé du consommateur, mais que l'on assure, autant que possible, une protection convenable à tous les travailleurs à domicile.

XLV. — *Congrès catholique de Paris, 1^{er}-3 mars 1909.*

Protection des travailleurs à domicile à l'aide des ligues d'acheteurs, des syndicats et de la création, par une loi, de tribunaux d'arbitrage et de comités de salaires.

XLVI. — *Neuvième Conférence annuelle du Parti Ouvrier anglais (Portsmouth, 27-29 janvier 1909).*

Comités de salaires. — Institution de comités de salaires chargés de fixer des minima de salaires pour les travailleurs à domicile et les travailleurs à atelier d'industries déterminées; prompt promulgation de la loi sur les industries comportant *sweating system*.

XLVII. — *Sixième assemblée annuelle des Centrales nationales corporatives. Paris, 30 août-1^{er} septembre 1909.*

Cartes d'identité obligatoires pour les ouvriers, en Prusse. — Réduction de la journée de travail. — *Réglementation légale du travail à domicile.*

XLVIII. — *Assemblée générale de l'Association suisse pour le développement de la protection ouvrière internationale (Zurich, 18 juin 1909).*

L'Assemblée charge le Comité central.

1° De demander au Conseil fédéral d'assurer, par la loi ou la législation industrielle, une protection efficace des jeunes ouvriers et des enfants contre le surmenage, en se préoccupant également du travail à domicile;

II. — *Résolution du premier Congrès général de la protection du travail à domicile. Zurich, 1909.*

L'ouvrier, tout en se défendant lui-même, doit être protégé par la législation fédérale et cantonale. Le législateur doit notamment s'efforcer :

a) D'instituer des bureaux de conciliation pour fixer le taux minimum obligatoire des salaires dans l'industrie à domicile;

b) D'interdire le *truksystem*, de prescrire la publication des taux de salaires avant l'acceptation des commandes, de réglementer et réduire les retenues;

c) D'interdire l'emploi d'enfants de moins de 12 ans, ainsi que le travail de nuit des femmes et des enfants; d'imposer un délai de repos pour les femmes en couches; d'interdire le travail du dimanche;

d) D'interdire, dans l'industrie à domicile, les procédés de travail et les manipulations nuisibles à la santé des ouvriers ;

e) De prendre les mesures nécessaires à empêcher la propagation des maladies contagieuses ;

f) De prendre les mesures susceptibles de prévenir le chômage ;

g) De prescrire la déclaration des marchandises confectionnées à domicile ;

h) D'améliorer les conditions du logement et d'instituer une inspection des habitations ; de créer des ateliers d'exploitation ;

i) D'étendre aux ouvriers à domicile l'assurance fédérale contre la maladie et les accidents, ainsi que l'assurance cantonale sur la vieillesse ;

j) D'adopter des mesures nécessaires pour assurer l'exécution des lois de protection, notamment : en imposant le registre obligatoire ; en complétant le service fédéral d'inspection des fabriques et le service cantonal de surveillance par l'adjonction d'inspecteurs et d'inspectrices du travail à domicile et d'agents auxiliaires techniques, versés dans la science sociale ; en invitant les autorités scolaires, les maîtres et les maîtresses à collaborer à l'application des dispositions légales tendant à la protection de l'enfance ;

k) En adoptant une procédure expéditive et peu coûteuse pour régler les différends survenus entre les ouvriers à domicile et leurs employeurs.

IV.

Les administrations de l'État et les communes doivent adopter les mesures propres à compléter les dispositions légales de protection ouvrière. Elle doivent notamment :

a) Donner directement aux ouvriers à domicile la commande des uniformes pour l'armée, les chemins de fer, les postes et télégraphes, les douanes, les tramways, la police et autres administrations, sans passer de contrat avec des employeurs, ou tout au moins en évitant de s'adresser à ceux qui ne paient pas le tarif ;

b) Payer des salaires correspondant à l'élévation des loyers et du coût de la vie ; faire notamment appliquer, par les cantons, le tarif fédéral pour les habillements militaires ;

c) Adopter les mesures susceptibles de faire disparaître les mauvaises conditions de logement, notamment en adoptant, au sujet des habitations, une politique communale énergique ; contribuer à l'installation de la force électrique dans les ateliers à domicile, en vue de réduire la durée du travail et de faire augmenter les salaires ;

d) Subventionner les « caisses de crise » administrées par les syndicats ; soutenir les associations pour la distribution du courant ;

e) Collaborer, avec les associations d'utilité publique, en vue d'assurer de nouveaux moyens de travail aux populations qui, par suite de la disparition de certaines industries à domicile, se trouvent actuellement incapables de gagner leur vie, notamment en les aidant à la culture intensive et rationnelle du sol.

1. — Le travail à domicile. — L'ordre du jour voté au Congrès syndical belge des 25-26 décembre 1909.

Considérant que le travail à domicile échappe à tout contrôle et favorise par conséquent l'exploitation des travailleurs ;

Considérant que les enquêtes officielles ont révélé des situations abominables auxquelles il importe de mettre fin ;

Considérant que le travail à domicile se caractérise par trois tares, — les salaires de famine et l'utilisation abusive de la femme et de l'enfant ;

Considérant que, à défaut de réglementation du travail domiciliaire, la loi favorise cette forme arriérée de travail, alors qu'elle devrait favoriser le travail en fabrique, forme moderne de la production ;

Le Congrès décide :

D'exiger de la législature le dépôt et le vote d'un projet de loi stipulant :

1° Que les patrons faisant exécuter du travail à domicile et les ouvriers travaillant à domicile soient tenus de demander l'autorisation à l'administration communale d'exécuter ou de faire exécuter du travail à domicile ;

2° Que les places servant au travail à domicile aient un cube d'air déterminé par la loi et soient soumises à l'inspection du travail ;

3° Que des comités composés mi-partie d'ouvriers et mi-partie des patrons, choisis par les intéressés, soient chargés, d'accord avec les associations ouvrières, de déterminer pour chaque profession à domicile un minimum de salaire.

Le Congrès charge les députés de déposer, au cours de la présente session, un projet de loi dans ce sens.

LI. — Résolutions votées par le premier Congrès international du travail à domicile des 15-16 septembre 1910.

Le Congrès, estimant que l'intervention du législateur s'impose pour remédier aux abus flagrants constatés, et sans préjudice d'une extension aussi large que possible des lois de protection ouvrière aux travailleurs à domicile, se rallie aux propositions suivantes :

1° Les employeurs (entrepreneurs, sous-entrepreneurs) seront astreints à l'enregistrement (noms et adresses) de leurs ouvriers et à la tenue à jour de livres contenant les renseignements relatifs aux salaires et la description du travail. Il sera remis à chaque ouvrier un carnet reproduisant les mêmes indications. Des inspecteurs et inspectrices du travail contrôleront la sincérité de ces documents ;

2° Des comités mixtes obligatoires fixeront pour un laps de temps restreint un minimum de salaire applicable à tout ouvrier normal. Les décisions de ces comités seront sanctionnées de pénalité. Il pourra en être appelé à un conseil supérieur ;

3° Les pouvoirs publics, après avoir dressé une échelle de salubrité des divers métiers, examineront quelles sont les industries à domicile qui doivent être réglementées au point de vue de l'hygiène et des locaux et quelles sont celles qui devront être radicalement supprimées. »

III. — Législation.

Nous ne discutons plus la question de principe : faut-il réglementer? Nous considérons ce débat comme clos. Il faut avoir visité l'enfer de Hamme pour se rendre compte de l'argument basé sur la liberté du père de famille. Mais, si la réglementation est permise, pour quelle raison la loi, protectrice du travail, s'arrête-t-elle au seuil de l'ouvrier à domicile? Pourquoi l'inspecteur du travail intervient-il en faveur de 51.38 % des ouvriers textiles, occupés dans les fabriques, et pourquoi lui est-il interdit de rien faire pour les 48.62 % des travailleurs en chambre? Pourquoi la loi refuse-t-elle aide et assistance à 41.37 % des ouvriers des peaux et cuirs, à 26.86 % du vêtement, à 24.40 % des industries spéciales, à 7.20 % des métaux, à 5.48 % du bois, à 4.37 % du tabac, à 3.09 % de la précision, à 1.93 % du papier, à 1.49 % des carrières, à 0.80 % des céramiques, en tout à 21.87 % de l'ensemble des ouvriers travaillant à domicile et en atelier? Ces 21.87 % sont-ils moins misérables que les 78.13 % restants? Non, au contraire. D'autre part, l'ouvrier a-t-il le droit, sous prétexte d'inviolabilité du domicile, de contaminer toute une population?

D'autres pays que le nôtre sont entrés franchement dans la voie de la réglementation. M. Pierre Verhaegen, dont on connaît le beau travail sur la dentelle, a écrit un excellent aperçu de cette législation nouvelle, et je renvoie à son rapport adressé au Congrès International du travail à domicile ⁽¹⁾. On pourrait le résumer comme suit :

États-Unis.

1891. — Loi votée dans l'État de *Massachusetts*, par laquelle l'inspection du département d'hygiène est étendue aux locaux de travail de ouvriers à domicile.

1892. — Loi du même Etat stipulant que les marchandises produites par le travail à domicile porteront une *étiquette spéciale* « Produit du travail à domicile », avec mention de l'adresse de l'ouvrier, et seront détruites dans le cas où elles auraient été confectionnées dans un local contaminé.

1892-1910. — Adoption d'une législation identique par les Etats de *New-York*, 1892; *New-Jersey*, 1893; *Illinois*, 1893; *Pennsylvanie*, 1891-1895; *Ohio*, 1895; *Maryland*, 1896; *Indiana*, 1897; *Missouri*, 1899; *Connecticut*, 1899; *Michigan*, 1901; *Wisconsin*, 1901.

(1) Voir aussi ÉMILE BRU, *Essai sur la réglementation du travail à domicile et spécialement la législation étrangère* (1903, Larose, Paris).

MISS S. SANGER, *Note in the British Trade Boards Act*. (Rapport au Congrès international du travail à domicile.)

Dr AUG. PIEPER, *Die Regelung der Hausarbeit in Deutschland*. (Rapport au Congrès international du travail à domicile.)

Pour les textes, voir l'*Annuaire de Législation*, *passim*.

1907. — Loi amendée par l'Etat de *New-York*, portant qu'à l'avenir, les noms de tous les ouvriers à domicile devront être enregistrés, que l'inspection du département d'hygiène sera renforcée et que, pour obtenir l'autorisation de travailler à domicile pour compte d'un patron, il faut préalablement avoir obtenu un certificat de l'autorité compétente.

Allemagne.

Ordonnances nombreuses (1888, 1893, 1905, 1907) relatives aux enfants et aux ouvriers du tabac. Les unes interdisent ou réglementent l'occupation des enfants dans certaines industries à domicile; les autres fixent le volume minimum que doit avoir la chambre où travaille l'ouvrier du tabac.

Australie.

1894-1895-1896. — Lois de la *Nouvelle-Zélande*, de *Victoria* et de l'*Australie du Sud*, relatives à la création de comités chargés de fixer un *minimum de salaire* pour les ouvriers à domicile.

Grande-Bretagne.

1891. — Loi imposant aux patrons la tenue d'une liste de leurs ouvriers à domicile.

1903. — Loi interdisant le travail des enfants entre 9 heures du soir et 6 heures du matin.

1909. — Loi portant création de comités chargés de fixer un *minimum de salaire*. La loi est applicable aux ouvriers de la confection et du cartonnage, aux chainetiers et aux dentellières travaillant à la machine, y compris les industries similaires.

Le Gouvernement peut étendre la loi aux autres industries.

Dans les autres pays, il n'existe pas de législation spéciale sur la matière. En France ⁽¹⁾ et en Suède, on étudie en ce moment la question.

Nous nous sommes inspirés, dans la rédaction de notre proposition, tout d'abord du principe de la loi anglaise ⁽²⁾ et australienne. Mais nous avons reproduit presque textuellement un certain nombre d'articles de l'excellente proposition formulée en France par M. De Mun, laquelle a été modelée sur le système anglo-saxon et surpasse de beaucoup la formule de M. Honoré, ainsi que l'avant-projet du gouvernement français, auquel nous avons cepen-

(1) Pour les propositions françaises, voir ROGER PICARD, *La question du travail à domicile; son état actuel en France*. (Rapport au premier Congrès international du travail à domicile.)

(2) Pour l'histoire de l'idée et de son application dans les pays anglo-saxons, voir *Bulletin de l'Office international du Travail*, nos 3 et 4, pp. xxvii et suiv. — Voir le texte de la loi anglaise dans le n° 1, pp. 25 et suiv. de la même année. Voir également un excellent exposé de la loi dans la revue *Vakbeweging* d'Amsterdam, 1910, nos 22 et 23.

dant fait un léger emprunt également. Mais nous repoussons le système américain, allemand et suédois, de même que l'avant-projet du gouvernement français, ainsi que la formule de M. Honoré, amendée ou non, pour toutes les raisons indiquées non seulement par nos amis, mais encore par des catholiques militants comme M. Charles Poisson, professeur à la Faculté libre de droit d'Angers (1). On ne nous accusera donc pas de faire œuvre subversive.

La partie la plus importante de la proposition, c'est évidemment la *fixation d'un minimum de salaire*. Notre ami Adolphe Smith, qui depuis tant d'années rédige avec sa maîtrise accoutumée *The Lancet*, justifia un jour cette conception en forme lapidaire dans une étude sur le *sweating system*. Il écrivait fort justement : « *Les ouvriers demandent du pain avant la canalisation d'égouts ou le dédoublement de closets.* »

L'expérience de l'Angleterre et des Etats-Unis a démontré d'ailleurs que l'arme de la publicité et de l'enregistrement est impuissante à réprimer les abus (2). Mais notre formule se distingue de nos modèles en un point que nous considérons comme fondamental. Là où faire se peut, c'est-à-dire là où il existe des industries similaires en fabrique et en chambre, nous basons le minimum de salaire sur le salaire minimum moyen gagné à l'usine. Nous considérons celui-ci comme le véritable mètre d'évaluation (3). En effet, n'est-il pas inouï que la loi protège la forme arriérée de la production au détriment de la forme progressive et moderne? La production dispersée n'a pas d'usine à créer; elle n'a ni frais d'éclairage ni de chauffage, ni frais d'outillage, ni frais de surveillance, ni frais d'assurance; elle n'a donc presque pas de capitaux à risquer. Elle gagne tout et ne perd rien, car l'ouvrier est encore, par dessus le marché, responsable de la malfaçon et du chômage. Elle exploite souvent sans vergogne en prétextant la concurrence ou l'ignorance, elle plaide l'irresponsabilité tout en bénéficiant de la situation, et la législation la favorise placidement.

En outre, elle se développe chaque fois que la législation atteint le travail en fabrique. M. P. Verhaegen le constate avec nous :

« *Chaque renforcement des lois protectrices du travail a pour première conséquence d'amener les patrons à rejeter un nombre plus grand d'ouvriers dans les ateliers de famille. On l'a vu notamment en France, lors de l'application de la loi Millerand-Colliard.* »

Le législateur n'a pas le droit de soutenir indirectement la cause d'un

(1) Voir son rapport adressé au Congrès international du travail à domicile, *La fixation des salaires dans l'industrie à domicile; les projets français*, pp. 8, 9 et 10.

(2) Voir à ce sujet *De Vakbeweging*, 1910, n° 23.

(3) M^{me} Pégard a émis une idée analogue dans son rapport au premier Congrès international du travail à domicile, *Travail à domicile et minimum de salaire*. Malheureusement, elle diminue d'un cinquième le salaire du travailleur à domicile comparativement au salaire de l'ouvrier de fabrique. Or, c'est le contraire qui devrait avoir lieu.

système nocif ⁽¹⁾. Il a pour devoir, tout au moins, de tenir la balance égale pour tous.

La formule anglaise stipule que dans les industries où coexistent le travail en fabrique et le travail à domicile la loi s'appréciera aux deux catégories d'ouvriers. Nous n'allons pas si loin. Nous basons le salaire des uns sur le salaire gagné par les autres, parce que ceux-ci peuvent s'organiser plus facilement et conquérir une condition de vie, digne d'être vécue, à la pointe de l'épée syndicale. Les travailleurs de la fabrique centralisée ne verront plus leurs efforts annihilés par la nature même de la fabrique dispersée et ils auront l'immense avantage moral de lutter pour toute la classe ouvrière, y compris les retardataires.

*
* *

ARTICLE PREMIER.

Nous avons essayé, dans notre premier article, de définir clairement la signification des mots *union professionnelle*, *employeur*, *ouvrier ou travailleur à domicile*. Ceci d'après le système des lois anglaises, américaines et australiennes qui, pour éviter des interprétations diverses, commencent par dire exactement ce que l'on entend par les expressions usitées dans le texte légal.

ART. 2.

Nous avons exposé plus haut combien il est difficile de faire entrer tous les éléments ouvriers dans la catégorie de ceux que l'on nomme les *travailleurs à domicile*. Nous avons donc, pour qu'aucun oubli ne soit commis, énuméré à l'article 2 les métiers divers qui tombent sous l'application de la loi. Nous avons, pour plus de concordance, repris la terminologie officielle et nous y avons ajouté un alinéa qui, dans l'hypothèse où de nouveaux métiers se créeraient, permet au Gouvernement de faire bénéficier éventuellement ces travailleurs des faveurs de la loi.

ART. 3.

Cet article formule la thèse générale : *il est interdit de donner de l'ouvrage à un ouvrier non enregistré*. Pourquoi? Nous ne punissons pas l'ouvrier : son salaire est déjà trop minime. Nous punissons l'employeur qui est responsable de la direction de son exploitation. Un des grands maux de l'industrie à domicile, c'est qu'on ne la connaît pas. On ne sait pas où se trouvent les travailleurs. La première chose à faire, c'est d'essayer de savoir.

(1) L'objection du *salaire d'appoint* n'a, à notre avis, pas la moindre valeur. Ce sont, au contraire, ces salaires d'appoint qui exercent une action déprimante sur le salaire des ouvriers, obligés de vivre exclusivement de leur travail domiciliaire.

Pour y arriver, il faut dire ce que l'on entend par enregistrement et comment l'ouvrier doit être enregistré.

ART. 4.

L'ouvrier devra d'abord se rendre à l'hôtel de ville de sa commune et réclamer un certificat d'inscription. L'inscription de l'ouvrier permet déjà de dresser une première liste de travailleurs à domicile. Mais cette liste doit être contrôlée. Il faut qu'il y ait concordance. A cet effet, l'employeur doit tenir un registre dont il doit envoyer copie à l'administration communale. Si l'employeur habite la commune où sont domiciliés tous ses employés, il lui suffira d'envoyer une seule liste. Si l'employeur occupe des employés de deux ou plusieurs communes, il faudra qu'il envoie la copie de son registre à l'administration de toutes les communes concernées. Enfin, pour toute garantie, — et cette clause est empruntée notamment à la proposition de M. De Mun, — l'employeur devra donner à chacun de ses ouvriers un carnet individuel, portant copie de toutes les indications de salaire et autres enregistrées au livre patronal. L'obligation de l'inscription de l'âge a été empruntée à la proposition récemment déposée au Parlement suédois.

ART. 5.

Article explicatif de l'article 4. Il indique en outre, pour l'administration communale, l'obligation de faire une enquête sur la condition hygiénique du local où l'ouvrier effectue son travail. Nous ne demandons pas plus à la commune, cela pour un motif d'expérience pratique. Certaines administrations communales n'osent sévir contre les propriétaires d'immeubles, qui menacent de contaminer tout le voisinage. Il est donc prudent de ne pas exiger plus que la transmission d'une enquête au pouvoir central, mieux armé pour intervenir ou *imposer* une intervention. La commune indiquera aussi l'âge des ouvriers — nous avons emprunté ce détail au projet suédois — dans le but de mettre fin à l'exploitation des enfants.

ART. 6 et 7.

Le libellé des détails d'inscription indique suffisamment la raison justificative de chaque mesure. Si l'employeur n'a pas à imposer à l'ouvrier un local hygiénique, il doit tout au moins savoir dans quelles conditions on travaille pour lui. Il ne doit pas ignorer ou laisser ignorer non plus quels intermédiaires il emploie.

ART. 8.

Le texte de cet article est partiellement emprunté à une résolution votée à l'unanimité par le Congrès international du travail à domicile. Il vise le

contrôle des documents précités, par l'inspection du travail ainsi que par les unions professionnelles. Le contrôle des ouvriers s'impose. Comme les travailleurs à domicile sont organiquement rebelles à l'organisation, il faut donc permettre aux autres unions professionnelles, directement intéressées à voir toute la classe ouvrière jouir d'un *standard of life* convenable, de *fair wages*, de consulter les documents pour qu'elles puissent agir. Et, par unions professionnelles, nous devons entendre non seulement les unions reconnues, mais celles qui ne le sont pas. On admet celles-ci dans les caisses de chômage. Il ne serait ni prudent ni équitable de les exclure d'un travail de conscience ouvrière. Et, nous entendons par *unions*, aussi bien les unions localistes à la manière de Verviers que les unions fédérées ou centralisées à la manière anglaise ou allemande.

ART. 9.

Cet article est fort important. Il traduit un vœu du Congrès international, vœu émis à la demande de tous les médecins présents et admis à l'unanimité. Il répond également au vœu du dernier Congrès national français d'assainissement et de salubrité de l'habitation, tenu à Paris en novembre 1909 ⁽¹⁾. Il vise les mesures d'hygiène qui peuvent être prises, par exemple sur le modèle de la législation américaine, et il s'inspire d'un certain nombre de résolutions de Congrès, dont on trouvera le texte plus haut. Cette intervention a été jugée nécessaire, surtout pour les industries du vêtement où l'on a constaté que l'acheteur inconscient achète la maladie avec la marchandise, contaminée par la maladie dont souffrent le tailleur ou les membres de sa famille ⁽²⁾. L'obligation de *label* a été demandée par les fabricants de dentelle belge, pour permettre de distinguer la dentelle faite à la main de la dentelle faite à la machine, et elle a été réclamée également par les associations ouvrières, dans l'intérêt du consommateur ⁽³⁾.

ART. 10.

Cet article porte l'interdiction de trois industries : l'alimentation, le travail des peaux pour chapellerie (coupage, éjarrage de poils, etc.) le filage et le tissage de jute. Les raisons justificatives de cet article se trouvent dans tous les documents spéciaux. L'exploitation à domicile des industries alimentaires peut être interdite sans grand inconvénient, tout d'abord à cause du petit nombre d'ouvriers employés. En outre, les raisons d'hygiène justifient

(1) Voir F. MARIE-DAVY, *Le travail à domicile et l'hygiène*. Rapport au premier Congrès international du travail à domicile, p. 6.)

(2) Voir rapport de l'Association des tailleurs, de Bruxelles, adressé au Congrès international, ainsi que le livre du Dr ADEN, *Sur l'hygiène dans l'industrie des tailleurs*.

(3) Rapport de M. KEUFEN à la Conférence internationale des Ligues d'acheteurs à Genève, 1908. Le label a été imposé récemment en Angleterre par la loi du 20 octobre 1909 aux articles fabriqués par les tisseurs à la main irlandais.

suffisamment la mesure. Il suffit de rappeler que nos médecins ont trouvé des enfants, atteints de lupus, et des femmes tuberculeuses, manipulant des sucreries. Quant au travail du poil et du jute, l'ensemble du Congrès international était d'avis que la seule mesure utile à prendre était la disparition pure et simple de cette forme d'exploitation, d'autant plus que ce travail en fabrique, entre autres à Lokeren, a déjà donné d'excellents résultats au point de vue comparatif ⁽¹⁾.

ART. 11 et 12.

L'article 11 fixe le principe de la constitution des comités de salaires. Le texte en est textuellement emprunté, comme le premier alinéa de l'article 12, à la loi sur les conseils de l'industrie et du travail, et cela, pour ne pas compliquer outre mesure les systèmes d'élections ouvrières.

ART. 13.

Le nombre maximum des membres du comité a été fixé à six. Ce nombre nous paraît suffisant, et, comme il découle de l'article suivant, la constitution du comité est à base paritaire.

ART. 14.

Nous avons stipulé expressément que les femmes doivent être admises à l'électorat et à l'éligibilité, car les deux tiers des travailleurs à domicile sont des ouvrières. Il aurait été injuste et dangereux d'exiger une durée d'exercice de la profession supérieure à un an, et, enfin, nous avons voulu éviter, comme M. De Mun, que des patrons ou des ouvriers ne rendent la proposition inopérante par l'abstention systématique.

ART. 15 à 18.

Articles de procédure, importants cependant. Il faut prévoir notamment les cas où l'on essaierait d'éluder les effets de la loi par la non-convocation des comités.

ART. 19.

Cet article renferme une idée qui nous paraît pratique au point de vue de la fixation du minimum. M. Honoré voudrait prendre comme base de salaire minimum le salaire des ouvriers non qualifiés. Ce taux nous paraît injuste. C'est le salaire de l'ouvrier de l'usine, fabriquant le même produit, qui doit

(1) Voir l'excellent rapport de M. AUG. DEWINNE, *L'industrie des matières premières pour chapellerie*. (Éd. de l'Exposition belge du travail à domicile.)

constituer la base du minimum. La première opération sera donc d'arrêter le montant des salaires minima sur cette base et par heure pour les ouvriers de capacité moyenne. Mais on objectera immédiatement la situation de l'ouvrier qui n'a plus de capacité moyenne. La difficulté sera aisément vaincue. Comme la plupart des ouvriers à domicile sont payés à la pièce, il faudra nécessairement calculer le temps employé pour la confection de chaque pièce et, sur la base du minimum à l'heure, fixer des séries de prix pour chaque opération. Cette idée est empruntée à la législation anglaise.

Mais supposons qu'un employeur utilise son ouvrier pour une opération non spécifiée aux séries de prix. L'ouvrier qui prétend que son salaire ne correspond pas au minimum fixé par le comité assignera le patron devant le juge. Il est présumé avoir raison. Comme le dit fort bien M. Poisson, dans son commentaire de la formule de Mun, la proposition, par une exception de droit commun, met la preuve à la charge du défendeur.

Nous entendons, en outre, par *charges imposées à l'ouvrier* les fournitures de toutes espèces, matières premières, outils, chauffage spécial, corvées, etc.

ART. 20 à 23.

Articles inspirés surtout par les propositions anglaises et françaises. L'article 20 a pour but de permettre la rédaction d'une liste de patrons, acceptant la loi de plein gré, « liste blanche », d'employeurs qui pourront être favorisés éventuellement par les pouvoirs publics, recourant aux adjudications. Cette idée, d'origine anglaise, est surtout recommandée par les ligues d'acheteurs.

ART. 24.

Article emprunté au projet du Gouvernement français.

ART. 25 et 26.

Ces articles visent les fédérations régionales de comités ainsi que la création d'un comité central. Le système du Gouvernement anglais était beaucoup plus rigide.

ART. 27 et 28.

On peut certes compter sur l'aide des patrons désireux de faire observer la loi pour empêcher la concurrence déloyale. Mais, en réalité, la loi ne sera véritablement opérante que si son application est contrôlée par l'inspection du travail, et la pénalité est suffisamment forte pour empêcher la tentation de la fraude dans cette matière complexe.

ART. 29.

Il nous a paru que l'exclusion des travailleurs à domicile des bénéfices

des lois protectrices du travail ne s'est jamais justifiée et c'est pourquoi nous rétablissons pour eux le droit commun. Nous n'ignorons pas que la loi sur le paiement des salaires est déjà applicable aux travailleurs à domicile, mais, comme la jurisprudence a décidé que les tresseuses de paille devaient être considérées comme appartenant à la catégorie des artisans, nous nous voyons obligé de faire néanmoins figurer cette loi au présent article.

CAM. HUYSMANS.

(36)

(4)

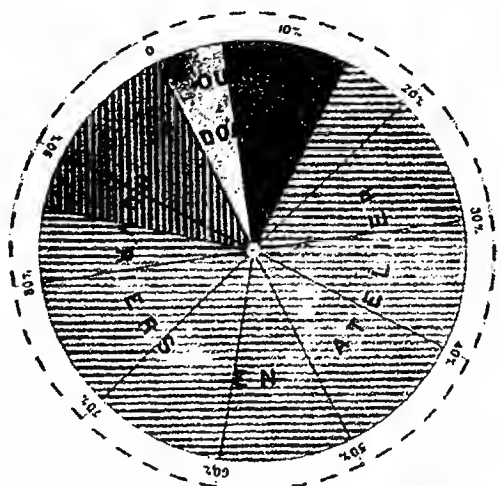
DIAGRAMMES DE L'OFFICE DU TRAVAIL

A

L'EXPOSITION DU TRAVAIL A DOMICILE

(2)

QUE REPRÉSENTENT LES OUVRIERS A DOMICILE, COMME IMPORTANCE, DANS L'ENSEMBLE DE LA POPULATION OUVRIÈRE ?

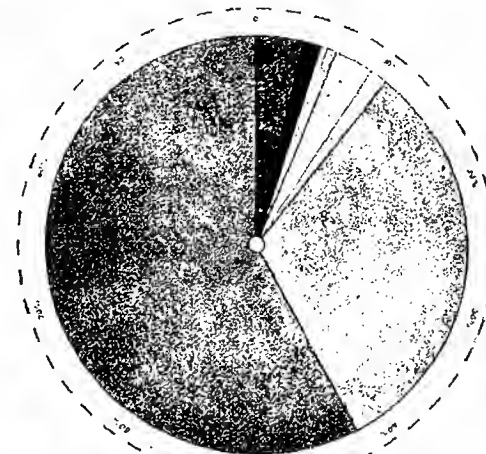


706 457 ouvriers en atelier
589 383 hommes et 117 074 femmes

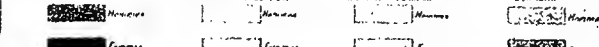
118 620 ouvriers à domicile
11 990 hommes et 106 630 femmes



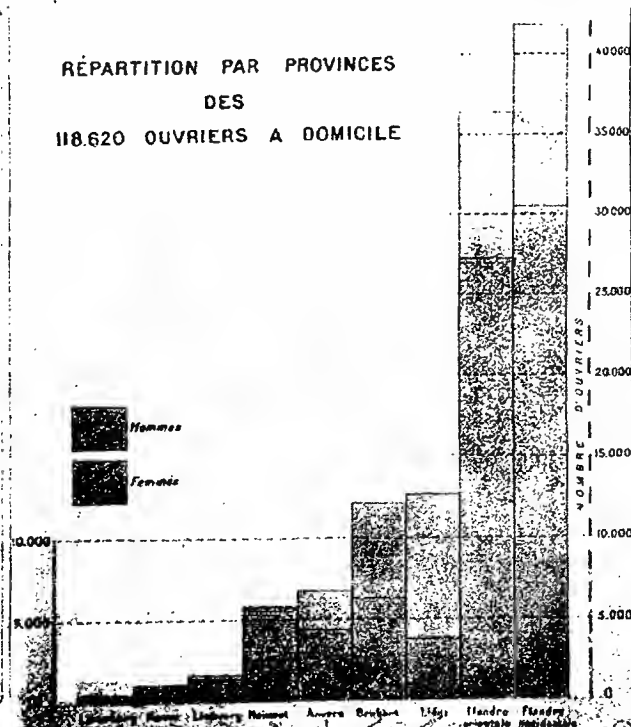
DANS LA POPULATION QUI TRAVAILLE OU FAIT TRAVAILLER A DOMICILE, COMBIEN Y A-T-IL DE PATRONS, D'INTERMÉDIAIRES, D'OUVRIERS ?



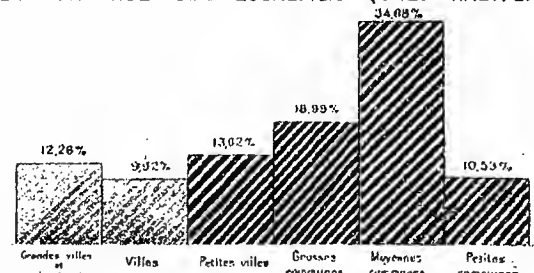
Patrons fabricant à domicile
Intermédiaires entre les fabricants et les ouvriers à domicile
Ouvriers en atelier chez les fabricants ou les intermédiaires
Travailleurs à domicile



RÉPARTITION PAR PROVINCES DES 118 620 OUVRIERS A DOMICILE



RÉPARTITION DES OUVRIERS A DOMICILE D'APRÈS L'IMPORTANCE DES LOCALITÉS QU'ILS HABITENT

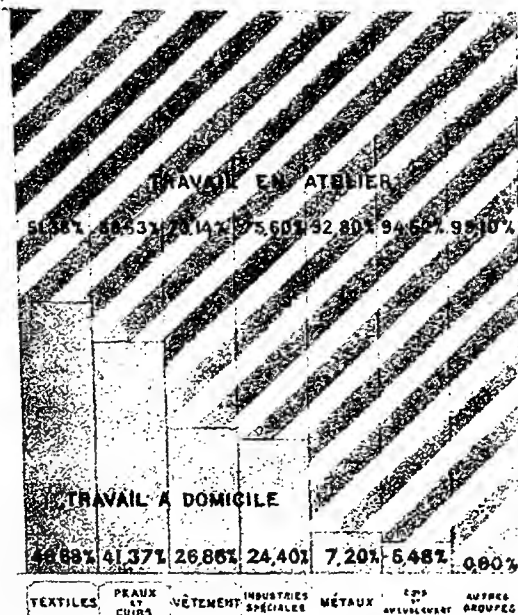


LA MAJORITÉ DES OUVRIERS A DOMICILE HABITENT LA CAMPAGNE, OU TOUT AU MOINS, VIVENT EN DEHORS DES GRANDES AGGLOMÉRATIONS URBAINES



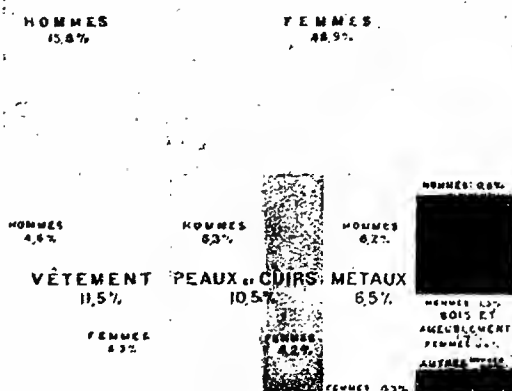
(4)

IMPORTANCE COMPARÉE,
DANS LES DIVERS GROUPES D'INDUSTRIES DU
TRAVAIL À DOMICILE ET DU TRAVAIL EN ATELIER

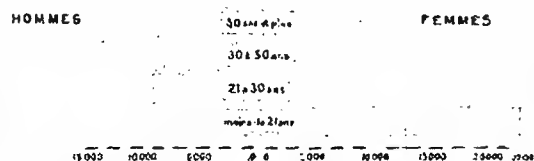


RÉPARTITION, PAR GROUPES D'INDUSTRIES,
DES 118.620 OUVRIERS A DOMICILE

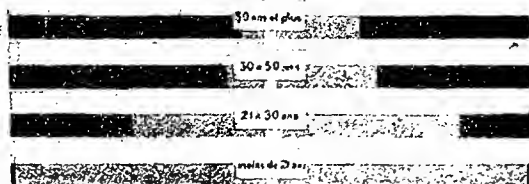
INDUSTRIES TEXTILES
647%



LE SEXE, L'AGE ET L'ÉTAT-CIVIL
DES OUVRIERS A DOMICILE



COMPARAISON AVEC LES
OUVRIERS TRAVAILANT EN ATELIER

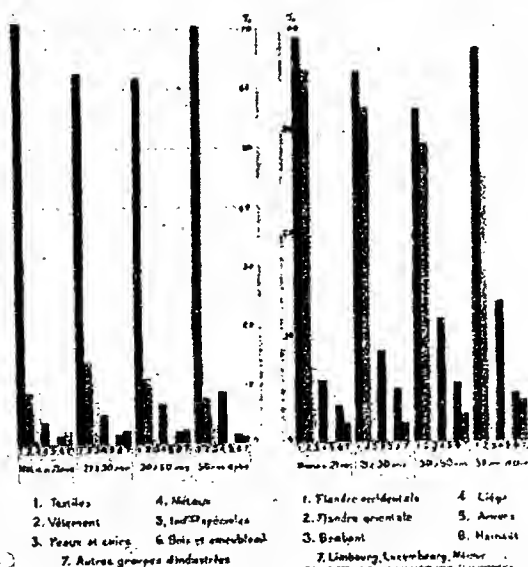


TOTAL GÉNÉRAL



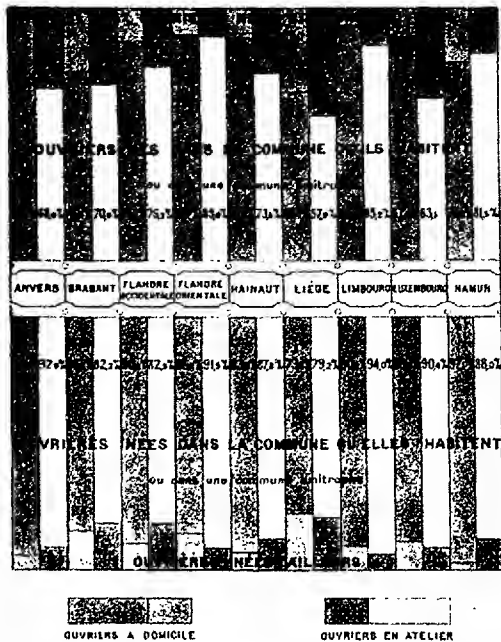
RÉPARTITION DES OUVRIERS A DOMICILE
D'APRÈS L'ÂGE

LES QUATRE GROUPE D'AGES DANS LES:
DIFFÉRENTS GROUPE D'INDUSTRIE NEUF PROVINCES

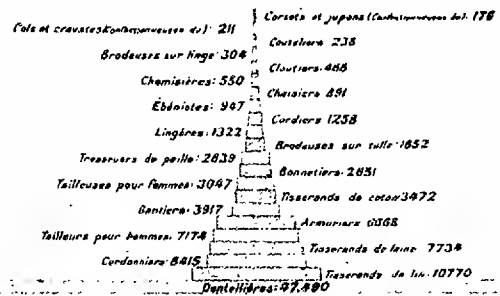


(6)

COMBIEN D'OUVRIERS A DOMICILE, COMBIEN D'OUVRIERS EN ATELIER HABITENT LEUR COMMUNE D'ORIGINE?



NOMBRE D'OUVRIERS A DOMICILE DANS LES PRINCIPALES INDUSTRIES



INDUSTRIES OCCUPANT AU MOINS 100 HOMMES OU 100 FEMMES



DANS 22 INDUSTRIES A DOMICILE ÉTUDIÉES AU POINT DE VUE DE LA COMPOSITION DES FAMILLES OUVRIÈRES 285306 PERSONNES COMPOSANT CES FAMILLES SE RÉPARTISSENT COMME SUIT:

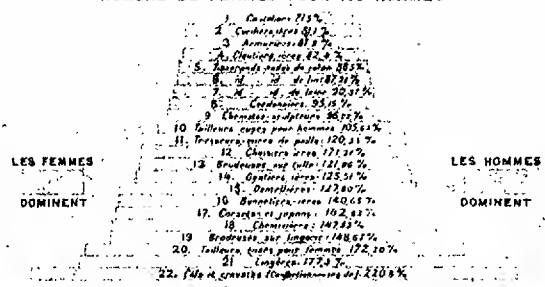


NOMBRE DE FAMILLES CONSIDÉRÉES

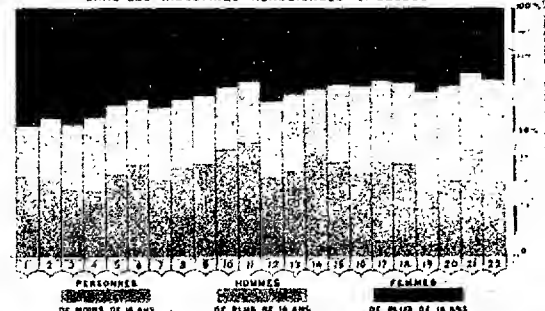
PERSONNES DONT SE COMPOSENT CES FAMILLES



COMPOSITION DES FAMILLES OUVRIÈRES DANS LES DIVERSES INDUSTRIES A DOMICILE NOMBRE DE FEMMES POUR 100 HOMMES



RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DES PERSONNES D'APRÈS LE SEXE ET L'ÂGE DANS LES INDUSTRIES RENSEIGNÉES CI-DESSUS



81

RAPPORT EXPRIMANT LE NOMBRE DE FEMMES POUR 100 HOMMES

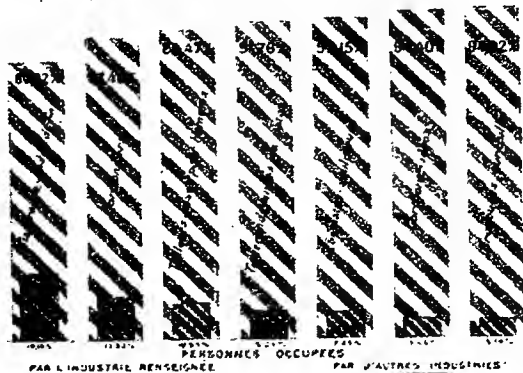
POUR LES OUVRIERS
A DOMICILE 173 femmes pour 100 hommes

POUR LES OUVRIERS
EN ATELIER 16 femmes pour 100 hommes

POUR L'ENSEMBLE DE LA
POPULATION OUVRIERE 25 femmes pour 100 hommes



PLUSIEURS INDUSTRIES A DOMICILE SONT EXERCÉES DANS LA MÊME FAMILLE
Car les plus marquées, au lieu 3% au moins de la famille exercent une autre industrie à domicile



RÉPARTITION PROPORTIONNELLE, PAR SEXE ET PAR AGE, DES PERSONNES EXERÇANT DES PROFESSIONS LUCRATIVES

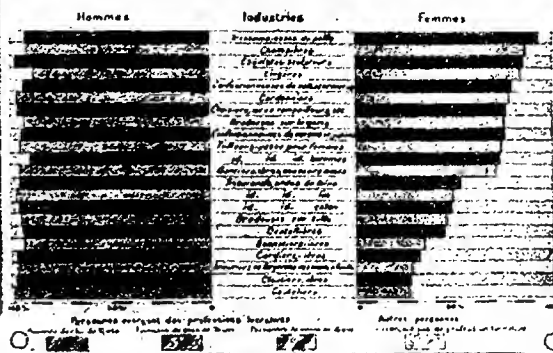
Par rapport à l'ensemble de la population ouvrière

Par rapport à l'ensemble des personnes exerçant des professions lucratives

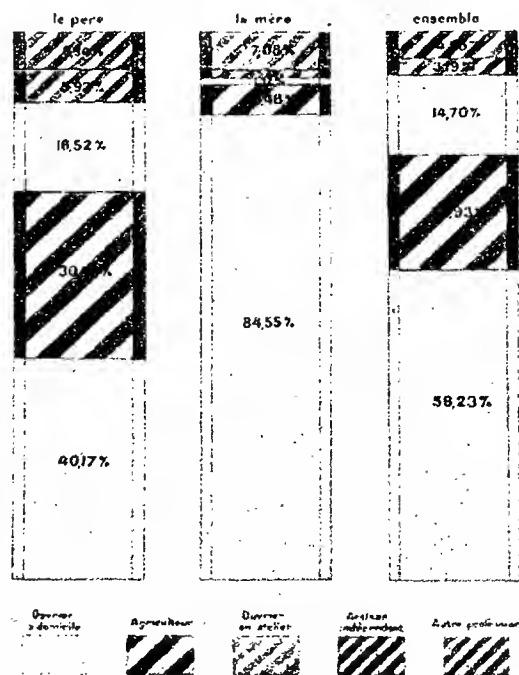


12 412 Personnes de moins de 16 ans 7,63%

PROPORTION POUR CENT DES PERSONNES EXERÇANT DES PROFESSIONS
LUCRATIVES DANS LES INDUSTRIES CONSIDÉRÉES



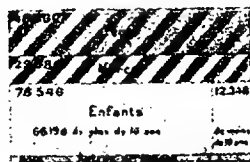
DANS LES FAMILLES D'OUVRIERS A DOMICILE QU'ELLE EST LA PROFESSION EXERCÉE PAR LE PÈRE, PAR LA MÈRE ET DANS L'ENSEMBLE ?



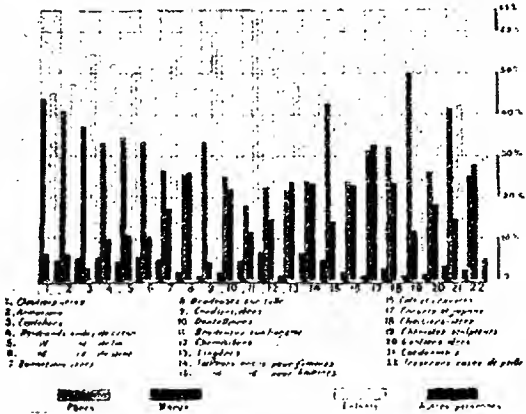
Dans les familles d'ouvriers à domicile
combien pour cent des pères, mères, enfants
et autres personnes exercent des
professions lucratives ?



Parus les 162 740 personnes exerçant des
professions lucratives, combien y a-t-il de
pères, mères, enfants et autres personnes ?



DANS QUELLE PROPORTION SE RÉPARTISSENT LES PÈRES, MÈRES, ENFANTS
ET AUTRES PERSONNES EXERÇANT DES PROFESSIONS LUCRATIVES ?



101

Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile.

CHAPITRE PREMIER.

Définitions. Étendue des effets de la loi.

ARTICLE PREMIER.

Le mot *union professionnelle* désigne l'union professionnelle, qu'elle soit locale, régionale, nationale, reconnue ou non.

Le mot *employeur* comprend non seulement l'entrepreneur et le sous-entrepreneur, mais également le courtier.

Les mots *ouvrier* et *travailleur* s'appliquent aux ouvriers et travailleurs des deux sexes.

Sont considérés comme *travailleurs à domicile*, les ouvriers qui, appartenant à l'industrie dispersée ou décentralisée, travaillent pour compte d'un employeur auquel ils sont liés par un contrat de louage d'ouvrage.

ART. 2.

Sont notamment soumis au régime de la présente loi, les travailleurs industriels suivants :

Dentellières.

Tisserands et tisserandes de lin.

Cordonniers.

Tisserands et tisserandes de laine.

Tailleurs et tailleuses pour hommes.

Armuriers et forgerons de canons de fusils.

Gantiers, gantières, couseurs et couseuses de gants.

Tisserands et tisserandes de coton.

Wetsvoorstel tot regeling van de huisnijverheid.

HOOFDSTUK 1.

Woordbepaling. Omvang van de werking der wet.

ARTIKEL 1.

Het woord *vakvereniging* duidt de vakvereniging aan, deze zij plaatselijk, gewestelijk, nationaal, erkend of niet erkend.

Het woord *werkgever* bedoelt niet alleen den aannemer en den onderaannemer, maar ook den makelaar.

De woorden *werkmán* en *arbeider* zijn van toepassing op de werklieden en arbeiders van beiderlei geslacht.

Als *huisarbeiders* worden beschouwd de werklieden die, alhoewel behorende tot de verspreide of gedecentraliseerde nijverheid, arbeiden voor rekening van een werkgever, aan wien ze zijn verbonden door eene overeenkomst van werkverhuring.

ART. 2.

Onder toepassing van deze wet vallen, met name, de volgende nijverheidswerklieden :

Kantwerksters.

Vlaswevers en vlasweefsters.

Schoenmakers.

Wolwevers en wolweefsters.

Heerenkleermakers en -maaksters.

Wapenmakers en geweerloopsmeden.

Handschoensnijders en -snijdsters, handschoennaaiers en -naaisters.

Katoenwevers en -weefsters.

Tailleurs et tailleuses pour femmes.	Dameskleermakers en -maaksters.
Bonnetiers et bonnetières.	Mutsenmakers en -maaksters.
Tresseurs et tresseuses de paille.	Stroovlechts en -vlechtsters.
Brodeuses sur tulle.	Tulleborduursters.
Lingères.	Linnennaaiers.
Cordiers, cordières.	Koordendraaiers en -draaiers.
Ébénistes-sculpteurs.	Schrijnwerkers-beeldhouwers.
Chaisiers, chaisières, rempailleurs et rempailleuses de chaises.	Stoelmakers, stoelmaaksters, stoel- vlechts en stoelvlechtsters.
Vanniers.	Mandenmakers.
Chemisières.	Hemdenmaaksters.
Polisseurs et polisseuses de marbre.	Marmerpolijsters.
Bobineurs, bobineuses, brodeurs, bro- deuses, épouleurs, épouleuses, tisse- rands, tisserandes de tissus d'ameu- blement.	Bobijners, bobijnsters, borduurders, borduursters, spoelers, spoelsters, wevers, weefsters van stoffeering- weefsels.
Cloutiers, cloutières.	Nagelmakers, nagelmaaksters.
Cigariers, cigarières et cigarettières.	Sigarenmakers, sigaren- en sigaretten- maaksters.
Couseuses de sacs en toile.	Linnenzakkennaaiers.
Planeurs, finisseurs et finisseuses de sabots.	Klompenplaneerders, klompenmakers en -maaksters.
Casquettiers, casquettières.	Pettenmakers, -maaksters.
Brodeuses sur lingerie.	Witgoedborduursters.
Brossiers, brossières.	Borstelmakers, -maaksters.
Nettoyeuses d'étoffes (débarreuses, no- peuses, rentrayeuses).	Stoffenreinigsters (ontwarsters, nop- sters, stopsters).
Tisserands et tisserandes de jute.	Jutewevers en -weefsters.
Couteliers.	Messenmakers.
Passementiers, passementières.	Passementmakers en -maaksters.
Confectionneuses de cols et cravates.	Halsboord- en dasmaaksters.
Chainetiers-Ferronniers.	Keten- en kleinijzermakers.
Fleuristes.	Bloemenmaaksters.
Confectionneuses de corsets et jupons.	Keurslijven- en rokkenmaaksters.
Modistes.	Modisten.
Tisserands et tisserandes de soie.	Zijdewevers en -weefsters.
Nattiers, nattières.	Mattenmakers en -maaksters.
Carcassiers, couturières en parapluies.	Geruimenmaaksters voor regenscherm- men, regenschermnaaiers.
Bijoutiers-joailliers, sertisseurs.	Juweelmakers, juweelzetters.
Trieuses, effilocheuses de laine.	Woluitpluisters en -pluksters.
Coupeurs, coupeuses de poils.	Haarsnijders en -snijdsters.
Frangaises de tissus de laine (châles).	Franjemaaksters voor wolweefsels (sjaals).
Colleurs, colluses de sacs en papier.	Papierenzakkenplakkers, -plaksters.
Cartonniers, cartonnières.	Kartonmakers, -maaksters.
Confectionneurs de balles à jouer.	Speelballenmakers.
Fileurs, fileuses de jute.	Jutespinners, -spinsters.
Brodeurs, brodeuses d'art.	Kunsthorduurders, kunstborduursters.

Chapeliers.	Hoedenmakers.
Tresseurs, tresseuses de jones (pour vannerie).	Biezenvlechters, -vlechtsters (voor manden).
Confectionneurs, confectionneuses de boîtes à allumettes.	Zwavelstokdoosjesmakers, -maaksters.
Confectionneurs d'articles en jais et d'ornements divers pour modes.	Gitten en andere modesieradenmakers en -maaksters.
Constructeurs de pièces détachées pour vélocipèdes.	Rijwielstukkenmakers.
Conseurs, conseuses, garnisseurs, garnisseuses de fourrures et pelleteries.	Pelsnaaiers, -naaisters, -stofferders, -stoffeersters.
Boulonniers.	Klinkboutmakers.
Confectionneurs, confectionneuses de de chapeaux de paille.	Stroohoedenmakers, -maaksters.
Selliers, bourreliers.	Zadelmakers, gareelmakers.
Couseuses de serviettes pour filtres-presses.	Zijgdoeknaaisters.
Crocheteuses.	Haakborduursters.
Sculpteurs, tourneurs en marbres pour pendules, bronzers, ciseleurs de garnitures de pendules.	Marmersnijders, -draaiers, bronsververs, drijvers van garneersels (voor staande uurwerken).
Boutonniers, bouttonnières.	Knoppenmakers, knoppenmaaksters.
Argenteurs de dragées, confectionneurs, confectionneuses de jouets, de cages, de carcasses d'abat jour, coupeuses de bouchons, de baleines, filocheuses, peigneuses, pipiers, tabletiers, tailleurs de cristaux.	Suikergoedverzilvers, speelgoedmakers (maaksters), kooimakers (maaksters), vallichtmakers (maaksters), stoppen-snijders, baleinensnijdsters, netweefsters, kamsters, pijpenmakers, inleggers, kristalsnijders.
Épouleurs, épouleuses, dévideurs, dévideuses de fils de soie.	Zijgendradenspoelers, -spoelsters, -haspelaars, -haspelaarsters.
Garnisseurs, garnisseuses, couturières en stores et articles divers d'ameublement.	Gordijnstofferders, -sters, naaisters van gordijnen en andere artikelen van stoffeering.
Boisseliers.	Schepelmakers.
Portefeuillelistes.	Brievenstaschmakers.
Bordeurs, bordeuses de papier de deuil.	Rouw papierborduurders, -borduursters.
Quincaillers.	IJzerkramers.
Confectionneurs d'articles en cuir pour équipements militaires.	Lederbewerkers voor militaire kleedij.
Malletiers.	Koffermakers.
Prépareurs, prépareuses de déchets de lin et coton.	Vlas- en katoenafvalgereedmakers, -maaksters.
Plumassières.	Vederbereidsters.
Couseuses de bretelles.	Bretelnaaisters.
Confectionneurs d'instruments de musique.	Speeltuigmakers.
Trimeuses de pipes en terre.	Aarden pijpenmaaksters.
Bobineurs, bobineuses, épouleurs, épouleuses de fils de chanvre et de jute.	Vlas- en jutebobijners, -bobijnsters, -spoelers, -spoelsters.
Bandagistes.	Breukbandmakers.

Confectionneurs de jeux de société.
 Raccommodeuses de tulle.
 Tisserands, tisserandes, bobineurs, bobineuses, frangeurs, frangeuses de tapis et carpettes.
 Confectionneurs d'articles de chapellerie militaire.
 Confectionneuses de sous-bras.
 Monteurs de manches de parapluies.
 Sculpteurs en ivoire.
 Plicuses de caramels.
 Orfèvres.
 Fileurs de poils.

La présente énumération n'a qu'une portée exemplative et elle n'exclut pas du bénéfice de la loi les ouvriers des industries connexes qui se trouveraient dans les mêmes conditions de travail que les ouvriers susmentionnés et qui pourront être ajoutés par arrêté royal à la liste du présent article.

CHAPITRE II.

Enregistrement des ouvriers.

ART. 3.

Il est interdit à tout employeur de donner de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances à tout ouvrier non enregistré.

ART. 4.

L'enregistrement comprend : 1° le certificat délivré par l'administration communale; 2° le registre tenu par l'employeur, ainsi que les copies envoyées à l'administration communale; 3° le livret individuel délivré par l'employeur.

ART. 5.

L'administration de la commune où l'ouvrier est domicilié délivrera à l'ouvrier un certificat établissant que son nom a été dûment inscrit dans un registre spécial. Ce registre sera dressé

Gezelschapsspelenmakers.
 Tulleverstelsters.
 Tapijt- en karpetwevers, -weefsters, -bobijners, -bobijnsters, -franjemakers en -maaksters.
 Militaire hoedenbewerkers.
 Okseldoekjesmaaksters.
 Regenscherm-steelinzetters.
 Ivoorbeeldhouwers.
 Caramel-plooisters.
 Goudsmeden.
 Haarspinner.

Deze opsomming dient enkel tot voorbeeld en sluit niet uit van het voordeel der wet de arbeiders der nijverheidsbedrijven daarmede verwant, die in dezelfde arbeidsomstandigheden zouden verkeereren als de bovengemelde arbeiders en die, bij koninklijk besluit, kunnen worden toegevoegd aan de lijst vervat in dit artikel.

HOOFDSTUK II.

Van de boeking der arbeiders.

ART. 3.

Het is elken werkgever verboden, aan elken niet geboekten arbeider werk te geven dat moet worden verricht buiten zijne inrichting of dezer toebehooren.

ART. 4.

De boeking bevat : 1° het door het gemeentebestuur afgegeven getuigschrift; 2° het register, door den werkgever gehouden, alsmede de aan het gemeentebestuur toegezonden afschriften; 3° het werkmansboekje op naam, door den werkgever afgeleverd.

ART. 5.

Het bestuur der gemeente, waar de arbeider zijne woonplaats heeft, geeft aan den arbeider een getuigschrift af, vaststellende dat zijn naam behoorlijk is ingeschreven in een afzonderlijk

par ordre alphabétique et contiendra l'adresse exacte, l'âge, la date de l'inscription et l'indication de la nature de l'occupation industrielle habituelle de l'ouvrier. L'administration communale sera tenue d'enregistrer le nom de l'ouvrier à la première réquisition de l'intéressé et, dans le mois suivant l'inscription ou le changement d'adresse de l'ouvrier, elle procédera à une enquête à l'effet de savoir si le local, où s'effectue le travail, répond aux conditions hygiéniques requises.

ART. 6.

Tout employeur donnant de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances devra tenir à jour un registre sur lequel sont inscrits les noms et adresse exacts des ouvriers employés par lui, la nature et la quantité de travail effectué par eux, la date de la remise de la matière à ouvrir et de la livraison de chaque objet, la description des locaux qu'ils occupent, ainsi que le salaire payé par lui par jour ou par pièce, selon la nature du contrat. Il y inscrira éventuellement les noms et adresse des courtiers ou tous autres intermédiaires, et il enverra tous les mois, au secrétariat de l'administration de la commune où sont domiciliés ses ouvriers et à celui de la commune où il est domicilié lui-même, une copie de ce registre avec mention des opérations du mois écoulé.

ART. 7.

Toutes les personnes travaillant dans les conditions spécifiées ci-dessus rece-

register. Dit register wordt gehouden naar volgorde der letters; het behelst het juiste adres, den ouderdom, den datum der inschrijving, en de aanduiding van den aard der gewone nijverheidsbezigheid van den arbeider. Het gemeentebestuur is gehouden den naam van den arbeider te boeken, op de eerste vordering van den belanghebbende; binnen ééne maand volgende op de inschrijving of de verandering van adres van den werkman, gaat het over tot een onderzoek ten einde te weten of het lokaal, waar de arbeid wordt verricht, voldoet aan de vereischte gezondheidsvoorwaarden.

ART. 6.

Elke werkgever, die werk doet verrichten buiten zijne inrichting of dezer toebehooren, moet een register bijhouden, waarin zijn geschreven de juiste namen en het juiste adres van de door hem gebruikte arbeiders, de aard en de hoeveelheid van het door hen verrichte werk, de datum der afgifte van de te bewerken stof en der levering van elk voorwerp, de beschrijving van de door hen gebezigde lokalen, alsmede het bedrag van het loon door hem betaald, per dag of per stuk, volgens den aard der overeenkomst. Bij voorkomend geval, schrijft hij daarin eveneens de namen en het adres van de makelaars of alle andere tussenpersonen. Iedere maand zendt hij aan de secretarie van het bestuur der gemeente, waar zijne werklieden hunne woonplaats hebben, en aan die der gemeente, waar hij zelf zijne woonplaats heeft, een afschrift van dit register, met vermelding van de verrichtingen in de afgelopen maand.

ART. 7.

Alle personen, werkende in de hierboven opgegeven omstandigheden, ont-

vront de l'employeur un livret individuel contenant une copie exacte et complète des conditions de travail, inscrite à leur nom au registre.

ART. 8.

Les inspecteurs ou inspectrices du travail auront le droit de se faire soumettre les documents sus-mentionnés et d'en contrôler la sincérité. Ils feront rapport à l'autorité compétente. Les registres déposés à la maison communale seront mis à la disposition des unions professionnelles pendant les heures du bureau ordinaires, et elles seront autorisées à en prendre copie.

CHAPITRE III.

Mesures d'hygiène.

ART. 9.

Chaque année, le Ministre du Travail, après avoir pris l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique, des commissions médicales provinciales et pris connaissance des rapports spéciaux des administrations communales, dressera une échelle de salubrité des diverses industries mentionnées à l'article 2. Il décidera, conformément à cette enquête, quelles sont les industries qui doivent être supprimées dans leur forme actuelle et quelles sont les industries qui doivent être réglementées au point de vue de l'hygiène et des locaux, et notamment celles qui devront être rangées parmi les industries dangereuses, insalubres et incommodes.

vangen van den werkgever, elk voor zich zelve, een boekje behelzende een juist en volledig afschrift van de arbeidsvoorwaarden, in het register onder hun naam ingeschreven.

ART. 8.

De arbeidsopzieners of -opziensters hebben het recht, zich de bovenvermelde bescheiden te doen voorleggen en na te gaan of deze de waarheid behelzen. Zij doen verslag aan de bevoegde overheid. De registers, ten gemeentehuize neergelegd, worden, gedurende de gewone kantooruren, gehouden ter beschikking van de vakvereenigingen; deze zijn gemachtigd daarvan afschrift te nemen.

HOOFDSTUK III.

Gezondheidsmaatregelen.

ART. 9.

Ieder jaar, nadat hij het advies heeft ingewonnen van den Hoogen Raad voor de openbare gezondheid, van de provinciale geneeskundige commissiën, alsmede nadat hij kennis heeft genomen van de bijzondere verslagen der gemeentebesturen, maakt de Minister van Arbeid eene schaal op van den gezondheids-toestand in de verschillende nijverheidsbedrijven, vermeld in artikel 2. Overeenkomstig dat onderzoek, beslist hij welke bedrijven in hun tegenwoordigen vorm behooren te verdwijnen en welke bedrijven dienen te worden geregeld met het oog op de gezondheid en op de lokalen, en, met name, die welke behooren te worden gerangschikt onder de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke nijverheidsbedrijven.

Il fera élaborer un règlement spécial fixant l'adoption d'une marque distinctive pour toute marchandise, fabriquée en tout ou en partie par les travailleurs à domicile, — prescrivant l'amélioration des locaux de travail qui auront un cube d'air d'au moins 10 mètres par personne occupée et seront considérés comme un prolongement de la fabrique et de l'usine, — interdisant le travail dans des locaux où se tiennent des personnes atteintes de maladies contagieuses ainsi que la livraison aux travailleurs à domicile des matières à ouvrer dont la manipulation présente un danger de contamination. Ce règlement ordonnera la désinfection et pourra même prescrire la destruction, aux frais de l'employeur, des marchandises confectionnées ou déposées dans des locaux contaminés. Il interdira également aux patrons de laisser emporter du travail à domicile par les ouvriers travaillant en atelier.

ART. 10.

Le travail à domicile est interdit dans l'industrie de l'alimentation, dans celle des peaux pour chapellerie, dans celle du tissage et du filage de jute.

CHAPITRE IV.

Les comités de salaire.

ART. 11.

Il est constitué, dans toute localité ou dans tout groupe de communes où l'utilité en est constatée, un ou des comités chargés d'établir des minima de salaire pour toutes les industries visées à l'article 2.

Hij doet opmaken eene bijzondere verordening, bepalende het aannemen van een onderscheidend merk voor elke koopwaar, geheel of gedeeltelijk vervaardigd door de huisarbeiders, — voorschrijvende het verbeteren van de arbeidslokalen, welke moeten bevatten ten minste 10 kubieke meter lucht per daarin werkzamen persoon en worden beschouwd als eene voortzetting van de fabriek en van de nijverheidsinrichting, — verbiedende het arbeiden in lokalen waar personen, aangetast door besmettelijke ziekten, zich ophouden alsmede het leveren aan huisarbeiders van te bewerken stoffen waarvan de behandeling gevaar voor besmetting doet ontstaan. Deze verordening beveelt het ontsmetten en kan zelfs voorschrijven het vernietigen, op kosten van den werkgever, van de in besmette lokalen vervaardigde of neergelegde waren. Zij verbiedt insgelijks aan de patroons toe te laten, dat de arbeiders, gebezigd in de werkplaats, werk naar huis meeneemen.

ART. 10.

Huisarbeid is verboden voor de voedingsbedrijven, voor de hoedenvellen-nijverheid, alsmede voor het weven en spinnen van jute.

HOOFDSTUK IV.

Looncomiteiten.

ART. 11.

In elke gemeente of in elke groep van gemeenten, waar het nuttig wordt bevonden, brengt men tot stand één of meer comiteiten belast met het vaststellen van het minimum-loon voor al de in artikel 2 bedoelde nijverheidsbedrijven.

ART. 12.

Les comités sont constitués par arrêté royal, soit d'office, soit à la demande d'un ou de plusieurs conseils communaux ou des intéressés, patrons, ouvriers, unions professionnelles.

L'institution d'un comité de salaire, pour une des professions spécifiées à l'article 2 et aux arrêtés royaux ultérieurs, est de droit lorsqu'elle est demandée par la moitié des patrons ou la moitié des ouvriers intéressés dont les noms sont enregistrés par l'administration communale ou les administrations communales concernées.

ART. 13.

L'arrêté d'institution détermine la ou les professions connexes soumises à la juridiction du comité, fixe l'étendue et les limites du ressort, ainsi que le nombre des membres du comité, qui ne peut excéder six, le président non compris.

ART. 14.

Un arrêté royal déterminera les opérations électorales pour la nomination des membres du comité de salaire, selon l'arrêté royal du 10 mars 1893, avec les amendements suivants :

a) Que les personnes majeures des deux sexes, figurant sur les listes ou registres mentionnés à l'article 3, sont électeurs et éligibles;

b) Qu'il suffit qu'elles aient exercé leur profession depuis un an, quel que soit le ressort auquel elles appartiennent ou aient appartenu;

c) Qu'au cas où l'une des parties se

ART. 12.

De comiteiten worden bij koninklijk besluit aangesteld, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag van één of meer gemeenteraden, hetzij op aanvraag van de belanghebbenden : patroons, werklieden, vakverenigingen.

Het instellen van een looncomiteit voor een van de in artikel 2 opgegeven bedrijven, alsmede voor die opgegeven in latere koninklijke besluiten, geschiedt van rechtswege wanneer dit wordt aangevraagd door de helft der patroons of door de helft der belanghebbende werklieden wier namen zijn geboekt door het of door de betrokken gemeentebesturen.

ART. 13.

Het besluit van instelling bepaalt het bedrijf of de bedrijven daarmede verwant, onderworpen aan de rechtsmacht van het comiteit; het bepaalt de uitgestrektheid en de grenzen van het gebied, alsmede 't getal leden van het comiteit; dit getal mag zes niet te boven gaan, de voorzitter niet inbegrepen.

ART. 14.

Een koninklijk besluit bepaalt de kiesverrichtingen voor het benoemen van de leden van het looncomiteit, overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 Maart 1893, met de volgende wijzigingen :

a) De meerderjarige personen van beiderlei geslacht, voorkomende op de lijsten of in de registers vermeld in artikel 3, zijn kiezer en verkiesbaar;

b) 't Is voldoende, dat zij hun bedrijf sedert één jaar hebben uitgeoefend, tot welk gebied ook zij behooren of hebben behoord;

c) Ingeval eene der partijen weigert

refuse à élire des représentants, ces représentants sont désignés par le Ministre du Travail.

ART. 15.

Dans les quinze jours qui suivront leur élection ou leur désignation, les membres des comités de salaire sont appelés à nommer un président.

Le président doit être élu à la majorité absolue des membres du comité. Si la majorité absolue ne peut être obtenue, le président est nommé par le Ministre du Travail, qui doit le choisir en dehors de toute profession industrielle ou commerciale.

ART. 16.

Le comité se réunit, par convocation du président, à la maison communale de la localité désignée pour le ressort par l'arrêté d'institution, aussi souvent qu'il est besoin, mais au moins une fois par an.

Le président est tenu de réunir le comité chaque fois qu'il en est requis par le tiers des membres.

ART. 17.

Toute décision d'un comité de salaire peut être prise par la majorité des membres présents, pourvu que la moitié du nombre total des membres du comité participe au vote.

ART. 18.

Le comité est chargé d'examiner toute demande d'établissement de salaires minima relative aux travaux de la profession pour laquelle il a été créé. Cette demande peut lui être faite par un de

vertegenwoordigers te verkiezen, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door den Minister van Arbeid.

ART. 15.

Binnen vijftien dagen volgende op hunne verkiezing of hunne aanwijzing, worden de leden der looncomiteiten geroepen een voorzitter te benoemen.

De voorzitter moet worden gekozen bij de volstreckte meerderheid der leden van het comiteit. Kan de volstreckte meerderheid niet worden verkregen, dan wordt de voorzitter benoemd door den Minister van Arbeid; deze moet hem kiezen buiten elk nijverheids- of handelsbedrijf.

ART. 16.

Zoo dikwijls als het noodig is, doch ten minste éénmaal 's jaars, vergadert het comiteit, daartoe opgeroepen door den voorzitter, ten gemeentehuize van de plaats welke door het besluit van instelling voor het gebied is aangewezen.

De voorzitter is gehouden het comiteit bijeen te roepen telkens als hij daartoe door een derde der leden wordt aangezocht.

ART. 17.

Elke beslissing van een looncomiteit kan worden genomen door de meerderheid der aanwezige leden, mits de helft van het geheele getal leden van het comiteit aan de stemming deelneemt.

ART. 18.

Het comiteit is belast met het onderzoek van elke aanvraag tot bepaling van minima-loonen, betreffende de werkzaamheden van het bedrijf waarvoor het comiteit werd ingesteld.

ses membres, par l'inspection du travail, par les unions professionnelles, par toutes les personnes intéressées.

ART. 19.

. Le comité détermine le salaire minimum que doit recevoir intégralement et par heure l'ouvrier de capacité moyenne et qui sera augmenté de la valeur des charges imposées à l'ouvrier. Ce salaire ne pourra être inférieur au salaire minimum moyen gagné à l'heure par un ouvrier de même capacité dans les fabriques ou les usines du ressort ou de la province, produisant le même article ou un article analogue. A cet effet, le comité pourra se faire communiquer toute feuille et tout registre de paie, tarif, bordereau, règlement de travail en usage dans le rayon où la profession est exercée et faire appel au concours d'experts techniques.

Le comité établira des séries de prix minima pour les diverses opérations de la profession.

Pour les opérations non visées aux séries de prix, l'employeur doit prouver que les conditions faites à l'ouvrier sont telles qu'elles permettent au travailleur, de capacité moyenne, d'obtenir le salaire minimum fixé à l'heure.

ART. 20.

Tout employeur aura le droit de soumettre à l'homologation du comité le tarif minimum adopté par lui pour le travail aux pièces.

Deze aanvraag kan hem worden gedaan door een zijner leden, door het arbeidstoezicht, door de vakverenigingen, door al de belanghebbende personen.

ART. 19.

Het comiteit bepaalt het minimum-loon dat de werkman van middelmatige bekwaamheid, geheel en per uur, moet ontvangen, verhoogd met de waarde van de lasten die den werkman zijn opgelegd. Dit loon mag niet gaan beneden het gemiddeld minimum-loon dat, per uur, door een werkman van dezelfde bekwaamheid wordt gewonnen in de fabrieken of nijverheidsinrichtingen van het gebied of van de provincie, die hetzelfde artikel of een gelijksoortig artikel voortbrengen. Te dien einde, kan het comiteit zich doen mededeelen elk blad en register van loonbetaling, elk tarief, borderel, elke arbeidsverordening in gebruik binnen 't gebied waar het bedrijf wordt uitgeoefend; het kan zich eveneens wenden tot technische deskundigen.

Het comiteit bepaalt reeksen van minima-prijzen voor de verschillende verrichtingen van het bedrijf.

Voor de niet in de prijs-reeksen bedoelde verrichtingen, moet de werkgever bewijzen dat de voorwaarden, aan den werkman gesteld, van aard zijn, dat ze den arbeider van middelmatige bekwaamheid toelaten te bekomen het minimum-loon, per uur bepaald.

ART. 20.

Elke werkgever heeft het recht, het minimum-tarief, door hem aangenomen voor het werk op stuk, aan de bekrachtiging van het comiteit te onderwerpen.

ART. 21.

Il est interdit de payer, dans le ressort concerné, un salaire inférieur au minimum fixé par le comité de salaire.

L'ouvrier lésé peut, malgré toute convention contraire, demander aux employeurs le complément de son salaire. Cette action se prescrit par trois ans, à compter, pour chaque paiement, du jour où il est effectué.

Les employeurs sont responsables de l'insuffisance des salaires payés par leurs intermédiaires (courtiers, facteurs, etc.)

ART. 22.

Tout ouvrier ou son délégué peut signaler au comité que le salaire qu'il touche est inférieur au salaire minimum fixé.

Le comité transmettra la plainte à toutes les autorités compétentes.

ART. 23.

Les décisions des comités de salaire ont force de loi dans le ressort concerné, à l'expiration des trente jours qui suivent la publication, à moins qu'un appel ne soit formé devant le comité central. Lorsqu'une décision d'un comité local ou régional ne comportera pas de clause fixant la durée d'application des salaires prévus, ces salaires seront applicables jusqu'au moment où la décision aura été révisée par une décision nouvelle, sans que la durée de validité puisse excéder trois années. La révision de toute décision est de droit, lorsqu'elle est demandée par la majorité des

ART. 21.

Het is verboden, binnen het betrokken gebied, een loon te betalen beneden het minimum bepaald door het looncomiteit.

De benadeelde werkman mag, ondanks elk strijdig beding, de aanvulling van zijn loon eischen van de werkgevers. Deze rechtsvordering verjaart door verloop van drie jaren, te rekenen, voor elke betaling, van den dag waarop deze is geschied.

De werkgevers zijn aansprakelijk voor het ontoereikende der loonen; betaald door voor hen optredende tussenpersonen (makelaars, facteurs, enz.).

ART. 22.

Elke werkman of zijn afgevaardigde mag aan het comiteit bekendmaken, dat het door hem genoten loon beneden het bepaalde minimum is.

Het comiteit doet de klacht geworden aan alle betrokken overheidspersonen.

ART. 23.

De beslissingen der looncomiteiten hebben, na afloop van de dertig dagen volgende op de bekendmaking, kracht van wet binnen het betrokken gebied, tenzij beroep is aangeteekend bij het middencomiteit. Wanneer eene beslissing van een plaatselijk of van een gewestelijk comiteit niet behelst een beding bepalende den duur van toepassing der voorziene loonen, zijn deze loonen toepasselijk tot op het oogenblik waarop de beslissing zal zijn gewijzigd door eene nieuwe beslissing, zonder dat de geldigheidsduur drie jaren mag te boven gaan. De herziening van elke beslissing

patrons ou la majorité des ouvriers, électeurs au comité.

ART. 24.

Dans tout établissement pour le compte duquel des travaux sont exécutés par des travailleurs en dehors de l'établissement, le chef responsable est tenu de faire afficher, en un lieu accessible aux regards, dans les locaux où s'effectuent la remise des matières à ouvrir aux ouvriers et la réception des marchandises rapportées par les ouvriers après l'exécution du travail, les tarifs des salaires pratiqués dans l'établissement.

Les tarifs de minima de salaires sont rédigés dans la langue comprise par les ouvriers et publiés par la voie du *Moniteur* et de la *Revue du Travail*.

ART. 25.

Des comités locaux créés pour une même profession et ayant à examiner des cas identiques pourront se fédérer et tenir des assemblées communes dans une localité des districts concernés, choisie de commun accord.

ART. 26.

Un comité central, composé, sur base paritaire, des délégués de comités de salaires locaux et représentant l'ensemble de la profession, pourra être chargé de reviser et de coordonner les tarifs établis par les divers comités de la profession intéressée.

geschiedt van rechtswege, wanneer zij is aangevraagd door de meerderheid der patroons of door de meerderheid der arbeiders, kiezers bij het comiteit.

ART. 24.

In elke inrichting, voor rekening van welke werken door arbeiders worden uitgevoerd buiten de inrichting, is het aansprakelijke hoofd gehouden de bij de inrichting aangenomen loontarieven te doen aanplakken, op eene plaats bereikbaar voor het oog, in de lokalen waar de te bewerken grondstoffen worden afgegeven aan de arbeiders en de waren, door de arbeiders teruggebracht na uitvoering van het werk, in ontvangst worden genomen.

De tarieven van minima-loonen worden opgesteld in de taal welke de arbeiders verstaan en bekendgemaakt door middel van het *Staatsblad* en van het *Arbeidsblad*.

ART. 25.

Plaatselijke comiteiten, voor een zelfde bedrijf ingesteld en moeiende gelijke gevallen onderzoeken, kunnen een bond vormen en gemeenschappelijke vergaderingen houden in eene gemeente der betrokken districten, gekozen in gemeen overleg.

ART. 26.

Een middencomiteit, naar gelijktalligen grondslag samengesteld uit afgevaardigden van plaatselijke looncomiteiten en vertegenwoordigende het bedrijf in zijn geheel, kan worden belast met het herzien en het in overeenstemming brengen van de tarieven vastgesteld door de verschillende comiteiten van het belanghebbend bedrijf.

CHAPITRE V.

Sanction.

ART. 27.

Toute violation d'une des dispositions de la présente loi constitue, pour chaque fait et vis-à-vis de chaque ouvrier, un *délit* et donnera lieu à une peine distincte.

Tout employeur qui commet une infraction aux prescriptions des articles de la présente loi sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et, en cas de récidive, d'une amende double pour chaque délit.

CHAPITRE VI.

Articles additionnels.

ART. 28.

En dehors des obligations résultant des articles précédents, les inspecteurs du travail et fonctionnaires judiciaires surveilleront spécialement le paiement des salaires et veilleront tout particulièrement à la répression du *truck-system*.

ART. 29.

Les lois sur le paiement des salaires, sur l'inspection du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur les accidents de travail, sur le repos dominical seront applicables aux travailleurs visés à l'article 2.

HOOFDSTUK V.

Strafbepaling.

ART. 27.

Elke overtreding van eene der bepalingen van deze wet maakt, voor elk feit en ten aanzien van elken werkman, een *wanbedrijf* uit en geeft aanleiding tot eene afzonderlijke straf.

Elke werkgever, die zich schuldig maakt aan overtreding van de voorschriften der artikelen van deze wet, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 300 frank en, ingeval van herhaling, met eene boete gebracht op het dubbel voor elk wanbedrijf.

HOOFDSTUK VI.

Bijkomende artikelen.

ART. 28.

Buiten de verplichtingen, voortspruitende uit de voorgaande artikelen, zullen de arbeidstoezieners en de rechterlijke ambtenaren inzonderheid het oog houden op de betaling der loonen en bovenal zorgen voor de beteugeling van het *truck-system*.

ART. 29.

De wetten op de betaling van het loon, op het arbeidstoezicht, op den arbeid der vrouwen en der kinderen, op de arbeidsongevallen en op de Zondagsrust zijn van toepassing op de in artikel 2 bedoelde werklieden.

CAMILLE HUYSMANS.

AUG. DEBUNNE.

E. ANSEELE.

J. DESTREE.

L. MEYSMANS.

ÉM. ROYER.

(xiv)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 DECEMBER 1910.

WETSVOORSTEL TOT REGELING VAN DE HUISNIJVERHEID.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I. — Feiten en cijfers.

Onder *huisarbeider* ⁽¹⁾ verstaan wij den werker of de werkster die koopwaren voortbrengen in de verspreide fabriek ⁽²⁾.

De *ambachtsman* is geen huisarbeider. Hij vervaardigt en *verkoopt* zijn waar.

De *huisvrouw*, die haar linnen verstelt en naaiwerk verricht, is geene huisarbeiderster. Zij werkt *voor eigen gebruik*. Hare werkkamer is geene huiselijke werkplaats.

Derhalve mogen kleinnijverheid of huiswerk niet worden verward met de huisnijverheidsvoortbrengst der gedecentraliseerde fabriek.

De verwarring der woorden is vooral te wijten aan het veelledige der verschijnselen. Zij spruit ook hieruit voort, dat de huisnijverheid, ondanks haren vorm van kapitalistische voortbrenging, al de kenmerken der kleinnijverheid in zich bevat. In de Nederlandsche taal staan de woorden *huisarbeid* en

(1) Zie dienaangaande : SCHOLLER, *Grundriss*, d. I, blz. 425. — PHILIPPOVICH, *Grundriss*, 7^e uitg., d. I, blz. 187. — MARX, *Das Kapital*, 5^e uitg., d. I, blz. 427, heet huisarbeid : de buitenafdeeling van de fabriek, van de werkplaats, van het magazijn. Daaraan voegt hij toe : Naast de fabriekswerkers, de manufactuur-arbeiders en de ambachtslieden, die het samenbracht in groote massa met het oog op de lokalen en die het rechtstreeks bestuurt, brengt het kapitaal met onzichtbare draden in beweging een ander leger van huisarbeiders, verspreid in de groote steden en over het platteland.

(2) Deze uitdrukking (in 't Fransch : *fabrique dispersée*) komt voor in de *Grande Encyclopédie de Diderot*. (Zie artikel MANUFACTURE.)

huisnijverheid duidelijk tegenover *huisvlijt*. In Duitschland hebben dezelfde woorden niet de beteekenis die men er aan hecht in Oostenrijk en Zwitserland. In Duitschland is de werker der *Hausindustrie* een ambachtsman en de werker, die *Heimarbeit* verricht, is een huisarbeider. In Oostenrijk is de beteekenis van deze woorden omgekeerd ⁽¹⁾.

De woorden « *huis* »-*arbeid* of *-nijverheid* zijn, ten minste gedeeltelijk, insgelijks onnauwkeurig. Trouwens, werk *ten huize* is geen onderscheidend teken van elke zoogenaamde huisnijverheid. Sommige werklieden van dat soort die, als de « *façonnières* » te Verviers, arbeiden in eene « openbare werkplaats » en een boekje huren op den zolder van eene fabriek, genieten daardoor eene electrische verbinding, die hun mechanisch getouw in beweging brengt. Hetzelfde geldt voor de versnijders te Luik, arbeidende in de werkplaats van een tussenpersoon, of, voor de herboorders in dezelfde stad, die zich in eene fabriek vestigen, of voor sommige stoelenmakers, te Mechelen, die een deel van den dag doorbrengen in de werkplaats van den ondernemer, of, eindelijk, voor sommige nagelmakers te Bohan, die, zuinigheidshalve, gebruik maken van de werkplaats van een anderen arbeider ⁽²⁾.

Zooals de heer Armand Julin, bestuurder in het Arbeidsambt, een onzer landgenooten die de zaak het best kent, het met zijne gewone duidelijkheid zegt ⁽³⁾ : *De kapitalistische aard van de leiding der onderneming, de economische ondergeschiktheid van den voortbrenger, de ontzetting der handelsmarkt, verwezenlijkt ten nadeele van de voortbrengingsorganen, de taakverdeeling, de verspreiding van de werkplaatsen doen zich onder dat stelsel voor met veel aanzienlijker belang dan de fabricatie ten huize.*

Wat den fabriekswerker onderscheidt van den huisarbeider, is dat laatstgemelde niet aan het patronaat is verbonden door een gerechtelijk bestendig contract. Zijn band is eene eenvoudige overeenkomst van werkverhuring. Hem staat het vrij, als bij voorbeeld de *stroovlechtster*, te werken voor verscheidene bazen te gelijk en zijn contract tienmaal per dag te vernieuwen.

De werkman in de gecentraliseerde fabriek is een schakel der keten van gezamenlijke voortbrenging, uit welke omstandigheid hij economische en sociale voordeelen haalt. Hij kan voordeel trekken uit de technische verbetering en hij komt gemakkelijker tot verstandhouding met zijne werkge-

(1) HECTOR LAMBRECHTS, *Le travail des couturières en chambre et sa réglementation*, 1893, blzz. 8 en 9. Schepens, Brussel. — Er zijn ook Zwitsersche sociologen die de benamingen omkeeren en de *huisnijverheid* (*Hausindustrie*) den ambachtsman, en den *huisarbeid* (*Heimarbeit*) onzen huisarbeider aanrekenen. (Zie JAC. LORENZ, *Die wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse in der Schweiz. Heimarbeit*, 1910, blz. 4, Zurich, Grütlibuchhandlung.)

(2) J. LEWINSKI, *L'évolution industrielle de la Belgique*, 1910, blzz. 261 en vlgg. Misch en Thron, Brussel.

(3) *Les industries à domicile en Belgique vis-à-vis de la concurrence étrangère*, 1908, blz. 7. Bénard, Luik.

zullen. De werkman der verspreide fabriek is ook een schakel in eene gezamenlijke voortbrenging, doch hem is het uiterst moeielijk voordeel te halen uit verbeterd gereedschap en uit het recht tot samenspanning. Het hedendaagsche werktuig onderstelt arbeid in 't gemeen, en om daarmede in mededinging te treden, moet de huisarbeider langer bezig zijn, zijn werk beterkoop afstaan, genoegen nemen met een doorgaans gering loon, zijn levensregel besnoeien, omdat hij strijd voert tegen eene hoogere economische inrichting en is gekluisterd hetzij aan werkwijzen van vakbedrevenheid, hetzij aan overleveringen van den ouden slenter ⁽¹⁾.

Het vraagstuk betreffende de exploitatie van huisarbeid is van internationalen aard. Nergens in Europa is het *Sweating system* verdwenen, ofschoon de huisnijverheid achteruitgaat ⁽²⁾. Ontwaart men overal dezelfde ellende, toch is het percent van 't getal huisarbeiders op de gezamenlijke werklieden zeer verschillend. In Zwitserland zijn er 17 t. h. huisarbeiders (Lorenz), in Duitschland 15 t. h. (Schmoller), in Oostenrijk 31 t. h. (Stephan Bauer), op het gansch getal nijverheidswerkers. Doch in alle landen zijn uit openbaar en privaat onderzoek misbruiken gebleken, waarvan de voornaamste waren en nog zijn : ontoereikend loon, te lang en te overdreven werk, ongezonde lokalen, toenemend zedenbederf en gevaar voor aanstekelijkheid.

Bij de jongste algemeene opneming van de nijverheidsbedrijven en ambachten (31 October 1896), hadden wij, in België, op een gezamenlijk getal van 824,877 arbeiders, 118,620 werklieden van beiderlei geslacht (41,690 mannen en 76,930 vrouwen) die ten huize werkten voor rekening van fabrikanten, met inbegrip van de leden van hun gezin, arbeidende met hen en hunne werklieden.

Daarenboven waren er 5,540 werklieden van beider kunne (4,033 mannen en 1,507 vrouwen) werkend bij fabrikanten en tusschenpersonen, welke werklieden eigenlijk behoorden tot de huisnijverheid, krachtens de hierboven gegeven omschrijving. Dus beliepen de gezamenlijke betroffen werklieden 124,160, waaronder 45,723 mannen en 78,437 vrouwen, tegen 6,648 patroons die ten huize lieten werken (5,300 + 1,345) en 1,399 tusschenpersonen (612 + 787), schier allen behoorend tot de kantnijverheid.

Ons wetsvoorstel beoogt dus in 't geheel 132,207 personen.

*
* * *

Onze eigenlijke huisnijverheid doet zich voor in 87,821 ondernemingen, behorende tot de volgende nijverheidsbedrijven :

⁽¹⁾ Zie LEWINSKI, *Op. cit.*, blz. 261 en volgende.

⁽²⁾ Zie de Monographies van het onderzoek der Regeering, *passim*. — In 1850 waren er 150,000 kantwerksters; 47,000 in 1896. — In 1840 waren er 74,700 linnenwevers, 10,000 in 1896. Dezelfde achteruitgang bij de wol- en katoenwevers, de wapenmakers, de nagelmakers, de messenmakers, de touwslagers, de stroovlechtsters, enz.

	Mannen.	Vrouwen.	Werkers.
a) De weefnijverheid bevat	18,720	+ 58,037	= 76,757
b) De kleedingnijverheid	3,409	+ 8,248	= 11,657
c) De nijverheid van huiden en leder.	7,494	+ 4,916	= 12,410
d) De metaalnijverheid	7,303	+ 372	= 7,675
e) De bijzondere nijverheidstakken	689	+ 3,720	= 4,409
f) De hout- en meubelnijverheid	1,529	+ 776	= 2,305
g) De steengroefnijverheid	155	+ 375	= 530
h) De tabaksnijverheid	181	+ 264	= 445
i) De kunst- en precisie-nijverheid	146	+ 61	= 207
j) De papiernijverheid	45	+ 120	= 165
k) De nijverheid der ceramiek, der schei- kunde en der voedingsstoffen	20	+ 41	= 61

Dus heeft de nijverheid der weefsels met die der kleeding en der huiden, de bovenhand. De verschillende klassen blijken nog beter uit onderstaande tabel :

1. Kantwerksters ⁽¹⁾	47,490
2. Vlaswevers en vlasweefsters ⁽²⁾	10,770
3. Schoenmakers ⁽³⁾	8,415
4. Wolwevers en wolweefsters ⁽⁴⁾	7,723
5. Heerenkleermakers en -maaksters ⁽⁵⁾	7,174
6. Wapenmakers en geweerloopsmeden ⁽⁶⁾	6,668

(1) VAN HOLSBECK, *L'industrie dentellière en Belgique* (1863, Bruxelles, Gerstmann).

G. DEGREEF, *L'industrie dentellière en Belgique* (1886, Bruxelles, Maheu).

A. CARLIER, *La Belgique dentellière* (1898, Société belge de Librairie, Bruxelles).

P. VERHAEGEN, *La dentelle et la broderie sur tulle*, deux volumes. (Office du Travail, 1902, vol. IV et V.)

A. CARLIER, *Les crises dentellières en Belgique*. (Musée social, 1901.)

A. CARLIER, *Les Valenciennes* (1902, Schepens, Bruxelles).

(2) E. DUBOIS, *L'industrie du tissage de lin dans les Flandres*. (Éd. Office du Travail, vol. II, 1899.)

(3) CH. GILLÉS DE PELICHY, *Le cordonnier d'Iseghem*. (Les ouvriers des deux mondes, 1899.)

IDEM, *L'industrie de la cordonnerie au pays flamand*. (Éd. Office du Travail, 1900, vol. II.)

CH. GÉNART, *La cordonnerie à Binche*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

M. DOUXCHAMPS, *L'industrie de la cordonnerie à Herve*. (Office du Travail, 1903, vol. VII.)

D^r MAURICE HÉGER, *Les maladies des cordonniers*. (Rapport au 1^{er} Congrès international du travail à domicile.)

(4) A. THONNAR, *L'industrie du tissage de la laine dans le pays de Verviers et dans le Brabant wallon*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

(5) CH. GÉNART, *Les industries de la confection de vêtements pour hommes*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

R. VERMAUT, *Les salaires dans l'industrie de la confection de vêtements pour hommes*. (Office du Travail, 1908, vol. IX.)

(6) A. JULIN, *L'industrie armurière liégeoise*. (La Réforme sociale, t. II, p. 399, 1893.)

M. ASCIAUX, *L'industrie armurière liégeoise*. (Éd. Office du Travail, 1899, vol. I.)

A. JULIN, *L'ouvrier garnisseur*. (Les ouvriers des deux mondes, 1899.)

7. Handschoensnijders en -snijsters, handschoennaaiers en -naai- sters ⁽¹⁾	3,917
8. Katoenwevers en -weefsters ⁽²⁾	3,472
9. Dameskleermakers en -maaksters ⁽³⁾	3,047
10. Mutsenmakers en -maaksters ⁽⁴⁾	2,651
11. Stroovlechtsers en -vlechtsters ⁽⁵⁾	2,639
12. Tulleborduursters ⁽⁶⁾	1,652
13. Linnennaaiers ⁽⁷⁾	1,322
14. Koordendraaiers en -draaiers ⁽⁸⁾	1,253
15. Schrijnwerkers-beeldhouwers ⁽⁹⁾	947
16. Stoelmakers en -maaksters, stoelvrechtsers en -vlechtsters ⁽¹⁰⁾	891
17. Mandenmakers	591
18. Hemdenmaaksters ⁽¹¹⁾	550
19. Marmerpolijsters ⁽¹²⁾	530
20. Bobijners, bobijnsters, borduurders, borduursters, spoelers, spoelsters, wevers, weefsters van stoffeeringweefsels	459
21. Nagelmakers, nagelmaaksters ⁽¹³⁾	448
22. Sigarenmakers, sigaren- en sigarettenmaaksters	445
23. Linnenzakkennaaiers	437
24. Klompenplanceerders, klompenmakers en -maaksters	429
25. Pettenmakers, -maaksters ⁽¹⁴⁾	366
26. Wilgoedborduursters ⁽¹⁵⁾	304
27. Borstelmakers, -maaksters	290
28. Stoffenreinigsters (ontwarsters, nopsters, stopsters)	267
29. Jutewevers en -weefsters	242
30. Messenmakers ⁽¹⁶⁾	238

(1) G. BEATSE, *L'industrie de la ganterie* (Brabant, Flandre orientale). (Office du Travail, 1900, vol. III.)

(2) G. BEATSE, *L'industrie du tissage de coton en Flandre et dans le Brabant*. (Office du Travail, 1904, vol. VI.)

(3) CH. GÉNART, *L'industrie du vêtement confectionné pour femmes, à Bruxelles*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(4) E. DUBOIS, *L'industrie de la bonneterie*. (Office du Travail, 1905, vol. VII.)

(5) M. ANCIAUX, *L'industrie du tressage de la paille dans la vallée du Geer*. (Éd. Office du Travail, vol. II.)

(6) Zie nota 1 op blz. 4.

(7) R. VERMAUT, *L'industrie de la lingerie*. (Office du Travail, 1908, vol. IX.)

(8) CH. DE ZUTTERE, *L'industrie de la corderie*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(9) G. BEATSE, *L'industrie du meuble à Malines*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(10) RENÉ PAILLON, *Le polissage du marbre à domicile*. (Publié par l'Exposition belge du travail à domicile, 3 p., 1910.)

(11) CH. GÉNART, *L'industrie cloutière au pays wallon*. (Office du Travail, 1900, vol. III.)

(12) M. HAMBURSIN, *L'industrie de la casquette*. (Publié par l'Exposition belge du travail à domicile, 1910, 4 p.)

(13) CH. GÉNART, *Le coutelier*. (Ouvriers des deux mondes, 2^e sér., t. III, 1892.)

CH. GÉNART, *L'industrie coutelière de Gembloux*. (Éd. Office du Travail, 1899, vol. I.)

31. Passementmakers en -maaksters	237
32. Halsboord- en dasmaaksters ⁽¹⁾	211
33. Keten- en kleinijzermakers ⁽²⁾	193
34. Bloemenmaaksters	179
35. Keurslijven- en rokkenmaaksters ⁽³⁾	176
36. Modisten	160
37. Zijdewevers en -weefsters	112
38. Mattenmakers en -maaksters	110
39. Geraantenmaaksters voor regenschermen, regenschermnaaisters.	109
40. Juweelmakers, juweelzetters	107
41. Woluitpluisters en -pluksters	99
42. Haarsnijders en -snijdsters ⁽⁴⁾	90
43. Franjemaaksters voor wolweefsels (sjaals)	84
44. Papierenzakkenplakkers, -plaksters ⁽⁵⁾	83
45. Kartonmakers, -maaksters ⁽⁶⁾	68
46. Speelballenmakers	60
47. Jutespinners, -spinsters	58
48. Kunstborduurs, kunstborduursters	58
49. Hoedenmakers	57
50. Biezenvlechts, -vlechtsters (voor manden).	49
51. Zwavelstokdoosjesmakers, -maaksters.	46
52. Gitten en andere modesieradenmakers en -maaksters	44
53. Rijwielstukkenmakers	36
54. Pelsnaaiers, -naaisters, -stoffeerders, stoffeersters ⁽⁷⁾	35
55. Klinkboutmakers.	34
56. Stroohoedenmakers, -maaksters	34
57. Zadelmakers, gareelmakers.	30
58. Zijgdoeknaaisters.	29
59. Haakborduursters	25
60. Marmersnijders, draaiers, bronsververs, drijvers van garneersels (voor staande uurwerken)	25
61. Knoppenmakers en -maaksters.	22

(1) Zie nota 7 op blz. 5.

(2) Zie nota 11 op blz. 5.

(3) R. VERMAUT, *La broderie sur linge et l'industrie du col, du corset, de la cravate et de la chemise*. (Office du Travail, 1907, vol. VIII.)

(4) A. DEWINNE, *L'industrie des matières premières pour chapellerie*. (Uitgave van de Belgische Tentoonstelling van huisarbeid, 3 blz.)

(5) O. DE SPOELBERCH, *Les colleurs et colleuses de sacs en papier dans l'agglomération bruxelloise*. (Uitgave van de Belgische Tentoonstelling van huisarbeid, 1 blz.)

(6) R. PAILLOT, *Le petit cartonnage à Bruxelles*. (Uitgave van de Belgische Tentoonstelling van huisarbeid, 1 blz.)

(7) Dr F. FRÈRE, *Les garnisseurs de fourrures*. (Uitgave van de Belgische Tentoonstelling van huisarbeid, 2 blz.)

62. Suikergoedverzilvers, speelgoedmakers (maaksters), kooimakers (maaksters), vallichtmakers (maaksters), stoppensnijders, baleinensnijdsters, netweefsters, kamsters, pijpenmakers, inleggers, kristalsnijders ⁽¹⁾	21
63. Zijdendradenspoelers, -spoelsters, -haspelaars, -haspelaarsters .	21
64. Gordijnstofseerders, -sters, naaisters van gordijnen en andere artikelen van stoffeering.	19
65. Schepelmakers	18
66. Brievenstaschmakers	17
67. Rouwpapierborduurs, -borduursters ⁽²⁾	16
68. IJzerkramers	16
69. Lederbewerkers voor militaire kleedij	16
70. Koffermakers	25
71. Vlas- en katoenafvalgereedmakers, -maaksters	13
72. Vederbereidsters	13
73. Bretelnaaisters	12
74. Speeltuigmakers	12
75. Aarden pijpenmaaksters	11
76. Vlas- en jutcbobijners, -bobijnsters, -spoelers, -spoelsters . .	11
77. Breukbandmakers	10
78. Gezelschapsspelenmakers	10
79. Tulleverstelsters	8
80. Tapijt- en karpelwevers, -weefsters, -bobijners, -bobijnsters, -franjemakers en -maaksters.	7
81. Militaire hoedenbewerkers	5
82. Okseldoekjesmaaksters	5
83. Regenscherm-steleninzetters	4
84. Ivoorbeeldhouwers	3
85. Caramel-plooisters ⁽¹⁾	2
86. Goudsmiden	2
87. Haarspinners	1

Deze cijfers zijn blijkbaar slechts nabijkomend. De technische secretarissen in de Tentoonstelling van huisarbeid hebben bevonden, dat sommige soorten van werklieden, zelfs op het oogenblik van het onderzoek, talrijker waren dan volgens de officieele opgave. Dergelijke vergissingen zijn onvermijdelijk bij een omvangrijk werk en verminderen geenszins de sociologische waarde der oorkonden.

Overigens is, sedert 1896, het getal werklieden aanzienlijk toegenomen in zekere nijverheidsbedrijven, met name in die der huiden voor de hoedenmakerij, waar de 500 arbeiders van vóór veertien jaar nagenoeg viermaal zoo talrijk zijn.

(1) Dr A. STIÉVENARD, *L'emballage et l'ornementation en confiserie*. (Uitgave van de Belgische Tentoonstelling van huisarbeid, 3 blz.)

(2) O. DE SPOELBERCH, *Les bordeurs et bordeuses de papier de deuil dans l'agglomération bruxelloise*. (Uitgave van de Belgische Tentoonstelling van huisarbeid, 1 blz.)

Evenals overal, geeft de huisnijverheid meerendeels werksters op. Ziehier de verdeeling over de verschillende nijverheidsbedrijven :

	Mannen.	Vrouwen.
Bijzondere	15 %	85 %
Weverij.	24 %	76 %
Papier	28 %	72 %
Groeven	29 %	71 %
Ceramiek	33 %	67 %
Kleeding	39 %	61 %
Tabak	40 %	60 %
Huiden	61 %	39 %
Hout	70 %	30 %
Kunst	69 %	29 %
Metalen.	95 %	5 %
	36 %	64 %

Twee derden van de huisarbeiders zijn vrouwen ⁽¹⁾.

Met het oog op de *localisatie* zijn de huisarbeiders verspreid in *stedelijke localiteiten* (grootte steden 12.26 t. h. en steden 9.92 t. h.) tot een bedrag van 22.18 t. h.; in de *gemengde localiteiten* (kleine steden en groote gemeenten 18.99 t. h.) tot een bedrag van 32.61 t. h.; in de *landelijke localiteiten* (gemiddelde 34.68 t. h. en kleine gemeenten 10.53 t. h.) tot een bedrag van 45.21 t. h.

Het meerendeel der huisarbeiders bewonen gemeenten die eigenlijk geene stedelijke gemeenten zijn, en er mag worden gezegd dat nagenoeg negen tienden van de huisarbeiders behooren tot de Vlaamsche arrondissementen (103,795 tegen 14,825, dus 87,50 t. h. tegen 12.50 t. h.).

Deze vaststelling blijkt uit de volgende tabel, opgevende de *Indeeling der arbeiders bij arrondissement en provincie* :

	Ondernemingen in werking.	Arbeiders.	Arbeidsters.	Te zamen.
Antwerpen	1,128	912	452	1,364
Mechelen	2,753	1,240	2,134	3,374
Turnhout	1,666	289	1,782	2,071
Brussel	7,872	4,281	5,684	9,965
Leuven	1,142	860	579	1,439
Nijvel	704	662	144	806

(1) Zie *Les industries à domicile*, d. X, bl. LXXI en volg.

	Ondernemingen in werking.	Arbeiders.	Arbeidsters.	Te zamen.
Brugge	5,219	583	6,495	7,080
Kortrijk	7,685	5,145	5,456	10,601
Diksmuide	2,170	17	3,260	3,277
Veurne	119	1	122	123
Oostende	270	34	293	327
Roeselare	6,523	3,218	5,508	8,726
Thielt	6,543	2,002	7,145	9,147
Ieperen	1,907	292	2,252	2,544
Aalst	8,755	1,488	11,889	13,377
Oudenaarde	4,224	2,914	3,213	6,127
Eekloo	537	296	397	693
Gent	3,547	1,303	3,429	4,732
Sint-Nikolaas	3,997	1,326	3,854	5,180
Dendermonde	4,404	1,802	4,516	6,318
Ath	882	488	642	1,130
Charleroi	486	490	98	588
Bergen	412	271	189	460
Zinik	69	30	55	85
Thuin	1,893	2,549	1,064	2,613
Doornik	733	400	461	861
Hoei	76	46	40	86
Luik	7,234	7,434	2,756	10,190
Verviers	2,107	1,448	946	2,394
Borchworm	4	4	0	4
Hasselt	111	12	117	129
Maaseik	7	8	2	10
Tongeren	940	171	1,283	1,454
Aarlen	31	26	13	39
Bastenaken	2	1	1	2
Neufchâteau	30	22	10	32
Marche	274	32	324	356
Virton	16	10	6	16
Dinant	112	123	12	135
Namen	361	398	87	485
Philippeville	240	60	220	280
TE ZAMEN.	87,185	41,690	76,930	118,620

Eindelijk, huisarbeid is eene bezigheid voor oude werklieden. Trouwens, in 1896 telde de nijverheid in de fabriek 12.74 t. h. mannen van meer dan 50 jaar. De verhouding voor de huisnijverheid was 22.88 t. h. De nijverheid in de fabriek telde 2.63 t. h. vrouwen van meer dan 50 jaar; de huisnijverheid 13.77 t. h. Vergeleken met de fabrieksnijverheid, telde dus

de eigenlijke huisnijverheid, naar verhouding, ongeveer tweemaal meer mannen en viermaal meer vrouwen van boven de 30 jaar ⁽¹⁾.

Kortom, huisnijverheid is vooral arbeid voor vrouwen, kinderen en ouderlingen, eene drievoudige klas van zwakke wezens, recht hebbende op wettelijke bescherming.

*
* * *

Deze weinig uiteenlopende opgaven schijnen ons noodzakelijk, niet om nieuwe denkbeelden te doen opdagen, maar om wenken te geven voor het beoordeelen van een wetsvoorstel betreffende de regeling van den huisarbeid in België.

Over de *misbruiken van de huisnijverheid* zijn we ook niet van plan hier uit te weiden. Met het oog op ontoereikend loon, heeft de onlangs gehouden Tentoonstelling het publiek en, denken wij, de Regeering, een overtuigend bewijs geleverd van eene noodzakelijke regeling. Het onderzoek, ingesteld door het Arbeidsambt, aangevuld door de monographiën, uitgegeven door de tentoonstelling van huisarbeid, hadden, overigens, den wetgever ten overvloede ingelicht, hij die ongelukkig nog geen tijd vond om ernstig te denken aan het lot der « nederigsten ».

Wij zelf hebben nagegaan de talrijke gevallen van kantwerksters die 5 centiemmen, zelfs minder per uur winnen; van stroovlechters winnende 4 centiemmen per uur; van linnennaaiers verdienende 3 centiemmen per uur; van suikergebakversiersters verdienende 2 centiemmen per uur. Nauwkeurige loonen werden opgegeven voor de honderden voorwerpen die men op de Tentoonstelling zag en wij hadden de berekening per uur doen maken. Het tafereel daarvan was hartscheurend.

De arbeidsduur is niet minder welsprekend. Er is gewezen op geregelde dagtaken van 13, 14, 15 uren en daarboven. In sommige ambachten wordt overdadig werk nog erger gemaakt door werkloosheid en dood seizoen.

Voegt bij deze reeds op zichzelf jammerlijke bevindingen de verplichting, voor sommige werklieden, een vaak duur materieel te bezitten; benoodigdheden aan veel te hooge prijzen te moeten betalen; een kostbaren tijd te verspelen bij 't afleveren van 't werk en het afhalen van de te bewerken stof ⁽²⁾; ondanks de wet, slachtoffers te blijven van het *truck system*; verplicht te zijn, om rond te komen, tot uitputtens toe in aanspraak te nemen al de werkkraft van hunne eigen kinderen ⁽³⁾.

(1) Zie LEWINSKI, *Op. cit.*, blz. 287.

(2) Zie het verslag daaromtrent gericht tot het Internationaal Congres te Brussel, door den heer Neuckens, die zelf een huisarbeider is.

(3) Rangschikt men de nijverheidsbedrijven naar de opklimmende orde van arbeidende personen beneden 16 jaar, zoo verkrijgt men de volgende indeeling: nagelmakers, 25.67; linnengoedborduursters, 25.91; dameskleermakers, 26.28; wapenmakers, 30.01; wijgoednaaiers, 30.08; mutsenmakers, 30.42; stroovlechters, 31.38; messenmakers, 31.52; heidsboordjes en dassen, 32.85; wolwevers, 32.90; hemdenmaaksters, 33.13; heerenkleermakers, 34.13; kantwerksters, 35.42; handschoensnijders, 36.45; keurslijven en rokken, 36.77; katoenwevers, 37.46; schoenmakers, 37.89; vlaswevers, 38.28; meubelmakers-beeldhouwers, 40.98; zeeldraaiers, 42.64; talleborduurders, 43.01; stoelenmakers, 45.69.

Het is ook de huisnijverheid die, elk jaar, het steeds aanzienlijk leger der ongeletterden versterkt ⁽¹⁾.

Wat geschiedt er verder?

Wanneer het werkmeisje gewaar wordt, dat ondeugd beter wordt betaald dan arbeid en men haar 60 centiemen daags betaalt, ofschoon zij 3 frank noodig heeft om te leven, dan ziet ze spoedig hoe zinledig het woord « zedelijke haard » is. Beter loon, gewonnen in de fabriek, ware honderdmaal zedelijker dan de ellende ten huize. Doch, daar haar werk niet uitgevoerd wordt in de gecentraliseerde voortbrenging, ofwel daar er plaats ontbreekt, glijdt de ongelukkige op de noodlottige helling en, van val tot val, rolt zij in de moddersloot ⁽²⁾.

Welzijn is een van de grondslagen der zedelijkheid.

Doch dit alles werd reeds gezegd en herzegd, bewezen en aangetoond. Derhalve zullen wij er ons bij bepalen te verwijzen naar de werken, vermeld in den catalogus der Algemeene beschrijving van de huisnijverheid ⁽³⁾.

Een minder bekend document, omdat het tot nog toe niet werd uitgegeven, is de studie, uitgaande van de leden van het technisch geneeskundig comiteit ⁽⁴⁾ der tentoonstelling van huisarbeid, over de beroepsziekten in een zeker getal bedrijven. Daarin vindt men nuttige wenken, die onze meening slaven, en het ligt ter beschikking van al wie belang stelt in de zaak. Wij laten het bij het overnemen van den korten inhoud dezer beschouwingen, korte inhoud die was aangeplakt op de eerste verdieping der hal in de Tentoonstelling en waarvan de wetenschappelijke waarde tot nog toe niet werd betwist :

De haarsnijders. — De grondstof, in deze nijverheid gebruikt, verwekt een zekere hoeveelheid organische stof en soms een verpestenden reuk.

De vellen, die met kwiknitraat bestreken werden, doen den arbeider het gevaar loopen vergiftigd te worden. En deze bewerking is des te gevaarlijker, daar de arbeid dikwijls in slaapkamer of keuken uitgeoefend wordt.

Het stof der vellen verwekt oog-, neus-, keel- en luchtpijpontstekingen. Wanneer kwikvergiftiging plaats grijpt, worden de tanden zwart en vallen uit. Soms wordt gansch het lijf met een zenuwbeving bevangen.

Men vindt aan den arbeid kinderen van 8 en 9 jaar. Zij rukken geweldig het haar der konijnenvellen uit of snijden den afval weg, met een zware schaar. Deze lange en moeilijke arbeid doet op de vingers kenschetsende verhardingen ontstaan. De uitbuiting der kinderen door de ouders moet waarschijnlijk worden toege-

⁽¹⁾ In 1900 waren er te Hamme 7,424, dus 54 % personen die konden lezen noch schrijven (Ch. DEZUTTERE, *La corderie à domicile*, blz. 1.)

⁽²⁾ L. BONNEVAY, *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile* (1896. Guillaumin, blz. 87).

⁽³⁾ *Bibliographie générale des industries à domicile*. (Bijlage van het werk *Les industries à domicile en Belgique*, uitg. van het Arbendsambt.)

⁽⁴⁾ Dit Comiteit had tot voorzitters Professor De Rechter en Dr Glibert; tot secretaris Dr Capart zoon.

schreven aan de ellende der talrijke huisgezinnen en aan het alcoholisme, dat heel bijzonder te Lokeren woekert.

De uitbreiding van de bewerking der konijnen- en hazenvellen in Vlaanderen en het misbruiken van te jonge kinderen in deze nijverheid vergen dus dat hier, in 't belang van de openbare gezondheid, onmiddellijke en krachtdadige maatregelen genomen worden.

D^r CAPART Zoon (Brussel).

De koordendraaiers. — Te Hamme ontmoet men veel te jonge kinderen aan den arbeid. Men heeft er den stiel zien beginnen — wat ongeloofbaar schijnt — die pas 4 of 5 jaar oud waren. De kleinen draaien 't rad, zonder ophouden, dat het regene of storme of vrieze, onvoldoende beschermd tegen het gure weder in hutten die gebouwd zijn uit slecht-saamgevoegde planken.

De mannen zijn te been van 's morgens tot 's avonds, en loopen in volle lucht op de banen. De arbeid met nat linnen is zeer zwaar in den winter. De wrijving van de koord verwekt welbekende vereeltingen op de handen.

De vrouwen kammen den kemp op een metalen puntig tuig, t' huis, in den hekelstal. Deze arbeid, die van 's morgens heel vroeg tot 's avonds heel laat duurt, brengt stof voort dat men enkel uit gewoonte verdragen kan. De oogen en de ademsliczen weerstaan niet licht aan deze lucht.

De kindersterfte, vooral die van 0 tot 1 jaar, is zeer hoog in de gemeente der koordendraaiers en vermeerderd elk jaar (in 1909, meer dan 33 %).

Te Hamme vindt men noch drinkbaar water noch riolen.

Maar hier tellen we achttien brouwerijen voor 15,000 inwoners.

D^r FRANSMAN (Hamme).

De wevers. — Meest alle weverskinderen oefenen den stiel van hun vader uit en zij strijden met koppigheid tegen de mededinging van het mechanisch getouw der fabriek.

De arbeider is vlug en zeer behendig; hij werkt ijverig om in zijne behoeften te voorzien.

De voorwaarden van huisvesting werden door de Gezondheidscommissie en het Beschermend Comité der arbeiderswoningen verbeterd.

Ook hebben alle nieuwe of veranderde huizen een verdieping. Een vierde der woningen zijn er nog van beroofd.

Het getouw bevindt zich in de plaats die op den tuin uitgaat, en ook tot keuken dient in den winter.

Het voedsel is betrekkelijk goed; meest alle arbeiders huren een akker en bezitten moestuin en hoenderen.

De wever kent bijna geen sterke dranken; hij verbruikt gewoonlijk inlandsch bier.

Bijna alle wateren zijn besmet en men kan ze slechts gekookt verbruiken.

Aangaande de eigenlijke beroepsziekten is er niets bijzonders aan te stippen.

De kindersterfte schijnt een weinig te willen verminderen.

D^r BURGHGRAEVE (Brussel).

De messenmakers. — De oogen der messenmakers verzwakken voorbarig uit oorzaak van de sijnheid van zekere behandelingen en worden dikwijls door vonkjes, metaalstofjes en andere vreemde lichamen bezeerd.

De bewerking der steelen, die gemaakt worden uit een bijzondere soort hout, scharlakenbeziehout genaamd, kan eene sterke oogontsteking veroorzaken.

Het oor wordt soms erg bij de messensmeden aangetast.

De steelzagers en de steelinzetters arbeiden in overvloedige stof die wasstoppen in het oor doet ontstaan.

De longtering, die men bij de messenmakers aantreft, schijnt eerder toegeschreven te moeten worden aan gewone oorzaken, zooals erfelijkheid, alcoholisme, onvoldoende voeding en overwerk, dan aan den stiel zelf.

Het stof van het slijprad, van het metaal en vooral van de steelen (hoorn, hout, ivoor en schelp) schijnt een klaarblijkelijke rol in het voortbrengen van aanborstigheid te spelen.

De staande houding begunstigt de ontwikkeling van beenaderspatten.

Het alcoholisme verwekt geen groote verwoesting bij de messenmakers. De waargenomen gevallen zijn te wijten aan oorzaken van maatschappelijken aard, die met de uitoefening van den stiel niets te maken hebben.

D^r LEFÈVRE (Gembloers).

De kantwerksters. — De arbeid van de kantwerkster op den buiten grijpt dikwijls in de open lucht plaats en wordt in het goede seizoen door landbouwwerken onderbroken.

Uit 't oogpunt van huizing en verlichting zijn de omstandigheden in de stad veel ongunstiger.

De duur van den arbeid, welke dikwijls twaalf en veertien uur bereikt, is overdreven. Ook is de reinheid der kantwerksters dikwijls heel betrekkelijk.

De gekromde houding, vooral wanneer het kussen niet hoog genoeg staat, bereidt afwijkingen van de ruggegraat voor : men vindt nog al hoehels onder de arbeidsters.

De ineengedrukte borst laat geene diepe ademhaling toe en borstziekten nemen een aanvang. De leer begint van zeer jong af en de kinderen worden dikwijls lange uren in vertrekken opgesloten, welke gansch onvoldoende zijn uit 't oogpunt van ruimte en verlichting. Tot rond 1890 werden alle kantwerken van Brussel met loodwit blank gemaakt en men stelde vergiftigingen door het lood vast. Tegenwoordig bestaat die gewoonte niet meer.

D^r CAPART (Brussel).

De schoenmakers. — De beroepshouding van den schoenmaker — het zitten en het vooroverbuigen van de borst — veroorzaakt de samendrukking der ingewanden, vertraagt den bloedsomloop in den buik en verwekt bloedstilstanden in de verteringsorganen, lastige spijsvertering, maagpijnen, verstopping.

De misvormde borstkas, de afplatting van den thorax en de ruggekromming zijn de gevolgen der drukking van de leest op het borstbeen.

Herhaalde krachtinspanning hindert den bloedsomloop, de werking van het hart en de normale ademhaling.

Het opsluiten, de bedorvene lucht, het nachtwerk en jammerlijke gezondheidstoestanden vermeerderen de slechte bloedwisselingen en veroorzaken algemeene bloedarmoede.

Armen en lenden lijden aan spiersmarten en krampen.

De wonden der vingers en hare ontstekingen zijn menigvuldig — witvingers, fijt. Duim en wijsvinger dragen eelt, verhardingen en kloven door het gebruik van gereedschap en draad. Evenzoo is het vel van het voorste binnendeel der dij dikwijls verhard.

D^r VANDERMERDEN.

De linnennaaiers. — De arbeid der verschillende soorten van linnennaaiers is in de meeste gevallen ongezond.

1° VOOR DE ARBEIDSTER ZELF.

a) Deze arbeid wordt volbracht in een ruimte die terzelfder tijd tot keuken, tot woonkamer en zelfs tot slaapkamer dient.

Daar nu dit lokaal steeds bewoond is, zoo wordt het niet verlucht en laat het dikwijls te wenschen over in 't opzicht van reinheid.

b) De zittende houding, met het bovenlijf gebogen over den arbeid, begunstigt geenszins de goede werking der organen van ademhaling en den bloedsomloop. Deze omstandigheid, gevoegd bij andere (d. w. z. bij de onvoldoende voeding, enz.) verklaart het groot aantal teringlijdsters die men in dit vak aantreft.

c) De gebrekkige voorwaarden van natuurlijke en kunstmatige verlichting geven aanleg tot zichtstoring en oogziekten.

2° VOOR DE VERBRUIKERS.

Zekere linnengoederen, die door huisarbeid worden vervaardigd, kunnen de besmettelijke ziekten verspreiden.

Zij komen in de handen der verbruikers zonder een voldoende ontsmetting te hebben ondergaan en brengen daarom een onmiskenbaar gevaar van besmetting bij.

D^r TERLINCK (Brussel).

De kleermakers. — De kleermakers zijn de meest typische vertegenwoordigers van den huisarbeider met klein loon, oneindige arbeidsdagen of soms lange tijdperken van werkloosheid.

Hier ontmoeten we de nadeelen van den zittenden arbeid en een onvoldoende spierinspanning.

De spieren zijn dan ook onontwikkeld en de gelaatskleur is bleek.

De ziekte breekt uit ten gevolge van het verblijven in enge, slecht verluchte kotten, waar de ruimte bedorven wordt door de uitgeademde lucht, door het gas

en de dampen van kachel of keuken, door het stof en de microben die met versleten kleeren meegaan.

Reeds bij twintigjarige kleermakers stelt men lichamelijke misvormingen en onvoldoende borstontwikkeling vast.

Breuken vindt men dikwerf in dat vak, maar in Engeland vermindert het aantal kleermakers die hieraan lijden, omdat zij verzaakt hebben aan de oude gebogene houding die heel nadeelig werkt op het gestel.

Deze houding, die volgens enkele kleermakers de voeten in den winter warm houdt, verslapt, onder andere nadeelen, de kniegewrichten.

Als beroepsziekten kan men nog den spierenkramp en de tetanie vermelden.

Soms vindt men pakjes kleederen op het bed van een kind, dat lijdt aan mazelen, purperkoorts of diphterie.

Ook schijnen ons de verplichte aangifte en het verplicht aanplakken van alle besmettelijke ziekten wenschelijk, om zodoende de gevaren voor de openbare gezondheid te verminderen.

D^r CAPART (Brussel).

De versierders in suikerbakkerij. — Het onderzoek betrof te Brussel een veertigtal arbeiders, verdeeld in enkele gezinswerkplaatsen. In 't algemeen werkt de moeder, werkplaatsoverste, met haar man en hare kinderen.

Een meisje van 4 jaar arbeidt sedert twee jaar; de oudste arbeider telt 69 jaar.

De werkplaatsen zijn dikwijls overvol en morsig, zij dienen tot keuken, eetplaats en familiekamer. Vier werkplaatsen dienden terzelfder tijd tot slaapkamer.

In drie werkplaatsen arbeidden werklieden die door uiterst besmettelijke ziekten waren aangetast.

De helft der werklieden gaven teekens van bloedarmoede welke het gevolg was van overwerk en slechte voeding.

Een vierde (waaronder een kind van 5 jaar) leed aan spierkrampen van den voorarm en van de hand, tegelijk met inwendige jeukte, gevoeligheidsstoringen, gewaarwording van doode vingers : zuivere beroepsziekte.

's Avonds, wanneer allen bezig zijn, is de verluchting in bijna alle werkplaatsen onvoldoende.

Het aantal arbeidsuren is verschillend : van 8 tot 16, wanneer de arbeider zich aan geen ander werk overlevert. Van 5 tot 8 uren na den schooltijd voor de kinderen en na den werkdag in de werkplaats voor de volwassenen.

D^r STIÉVENARD (Brussel).

De sigarenmakers. — De huisarbeiders en -arbeidsters, die sigaren vervaardigen, werken altijd per stuk. Deze aangelegenheid verklaart de koortsachtigheid waarmee de werklieden arbeiden.

Er valt op te merken dat de fabrieksarbeiders en -arbeidsters ook huiswerk verrichten. Zij zetten gewoonlijk het werk te hinnen voort, na de regelmatige fabrieksuren, wat voor gevolg heeft den arbeidsdag buitensporig te verlengen.

De gebogene houding, het stof (de tabak wordt nat bewerkt, maar de afval

valt in stof op den vloer) verklaren de veeltallige borstkwalen der arbeiders. Ook vindt men vele teringlijders onder hen.

Vermelden we nog de voorbarige verharding der slagaders en de bijzondere bloedarmoede van het huidvlies.

De bewerking van tabak heeft hier niet alleen schuld aan. Men moet ook in aanmerking nemen den verbonden invloed van stof, begrensde lucht en ongezonde houding bij den arbeid.

Dr VAN BOCKSTAELE (Geeraardsbergen).

De borstelmakers. — Het zijn vooral vrouwen die deze nijverheid uitoefenen, waarin men slechts 5 t. h. mannen telt.

Na den schooltijd helpen de kinderen aan het werk mede.

De eenige bij onze borstelmakers waargenomen beroepsziekte is de uitwendige kool of etterpuisten.

Gedurende de laatste vijf en twintig jaar werden 13 gevallen in de fabriek en 4 onder de huisarbeidsters waargenomen. Van deze laatsten waren er drie van 19, 20 en 22 jaar die aan den dood ontsnapt zijn. De vierde, 27 jaar oud, bezweek zeer snel, ondanks een krachtdadige heilkundige tussenkomst.

De koolziekte is te wijten aan de tegenwoordigheid, op de haren, van een bijzonder microbe, koolbacteridie genaamd, waarvan de kiemkorrels veel weerstandskracht hebben.

De ziekte wordt met zekerheid vermeden, wanneer men de haren met vochtige warmte ontsmet.

De ontsmetting wordt door een koninklijk besluit van 20 Augustus 1908 voorgeschreven, maar tot nu toe werd het ongelukkig niet toegepast. Deze maatregel is nochtans des te noodzakelijker daar de ziekte ook den verbruiker kan besmetten, bij voorbeeld door het gebruiken van een haarborstel. Ofschoon de kindersterfte bij de borstelmaaksters, die huisarbeidsters zijn, groot is, zijn hare kinderen nog talrijk. Het zoogen wordt meer en meer verwaarloosd door de moeders, die nochtans gedurende den ganschen dag geen voet buiten huis zetten.

Dr VANDEWALLE (Iseghem).

De bontwerksters. — De pelswerknaaisters en -garneersters, per stuk betaald zijnde, doen meest allen overwerk gedurende het grootste gedeelte van het jaar.

Koortsachtig en gejaagd arbeidend, altijd zittend, gebogen over hun werk, brengen zij talrijke uren door in nauwe vertrekken, die meestal dienst doen als werkplaats en keuken, waar de lucht bedorven is door den reuk en het stof der pelsen die aldaar opeengestapeld liggen.

Daar de tijd, aan het reinigen van het lichaam, aan het zuiveren van het vertrek en aan het gereedmaken van het eten besteed, door de arbeidster aangezien wordt als verloren voor de voortbrenging, zijn de voorwaarden, waarin de arbeid uitgeoefend wordt, uiterst slecht.

Het voortdurend stilzitten in eene beperkte en stoffige luchtruimte brengt vermindering van eetlust en gebruikte hoeveelheid voedsel mede : ook lijden de

pelswerknaaisters en garneersters veel aan ziekten der spijsvertering en der onvoldoende voeding.

Aangezien deze arbeidsters zich in slechte voorwaarden van weerstand tegen de bacillen van Koch bevinden, zoo worden zij dikwijls teringlijderessen.

Dr F. FRÈRE (Anderlecht).

De modemaaksters. — Het onderzoek betrof in de Brusselsche omschrijving 32 modemaaksters, arbeidende in 26 werkplaatsen : (1 van zeven, 2 van vier, 2 van drie, 10 van twee arbeidsters; 11 modemaaksters arbeidden alleen).

11 werkplaatsen op 26 waren te klein of onvoldoende verlucht of slecht verlicht; 26 arbeidsters werkten in die ongezonde lokalen.

4 arbeidsters werkten in een kelder, enkel door een keldergat verlucht en verlicht.

Bij slechts twee arbeidsters diende eene bijzondere plaats tot werkplaats.

16 werkplaatsen dienden terzelfder tijd tot keuken; 4 tot slaapkamer; 2 tot slaapkamer en keuken.

In drie werkplaatsen; met 9 modemaaksters, werkten arbeidsters, welke door hoogst besmettelijke ziekten waren aangetast.

5 modemaaksters waren, ten gevolge van overwerk, door bloedarmoede aangetast.

2 modemaaksters waren, ten gevolge van overwerk en ellende, door zwaar-moedigheid aangetast.

10 modemaaksters leden aan maagzeer, hetwelk zij toeschreven aan het feit dat zij het werk onmiddellijk na de eetmalen hernemen moesten.

6 modemaaksters leden aan maagstoringen en dientengevolge aan zenuwstoringen, voortkomende uit ellende en overwerk, zoowel als uit de noodwendigheid onmiddellijk na de maaltijden in schadelijke houding te moeten arbeiden.

Dr STIEVENARD (Brussel).

De handschoenmakers. — Uit het geneeskundig onderzoek over de handschoenmakers, die huisarbeiders zijn, kan men de volgende besluiten trekken :

1^o Er bestaat geen beroepsziekte eigen aan de handschoensnijders, aan de vingermaaksters of aan de handschoennaaiers;

2^o De ziekten der adempijpen, die de meest gewone ziekten zijn, schijnen, zooals voor vele andere beroepen, af te hangen van de algemeene gezondheidsvoorwaarden waarin de arbeiders verkeerden (huisvesting, verluchting, voedsel, enz.);

3^o Deze gezondheidsvoorwaarden worden dikwerf door de belangrijkheid van het loon geregeld. De handschoenmakers werken per stuk en hun loon hangt dus af van de hoeveelheid geleverd werk. Daar nu de oudere arbeiders van 55 en 60 jaar minder vaardig en snel werken, vermindert ook hun loon en zien zij zich verplicht in goedkoope, soms in heel ongezonde kamers te gaan wonen;

4^o Over 't algemeen nochtans heeft de handschoenmaker twee kamers (soms meer), groot genoeg, wel verlicht en verlucht, zeer rein. De stiel in zichzelf is

overigens zindelijk. Eene der kamers dient gewoonlijk tot werkplaats, keuken en familiekamer. De andere kamer dient tot slaapkamer;

5° De handschoenmakersstiel oefent geen slechten invloed uit op de sterfte onder de kinderen van arbeiders en arbeidsters;

6° Kronisch alcoholisme vindt men heel weinig in dit beroep.

Dr L. CUVELIER (Brussel).

II. — Resoluties betreffende de wetgeving op de huisnijverheid.

Wij geven hier weer den tekst van de resoluties gestemd door Belgische en vreemde instellingen — groepen, vereenigingen, bonden, congressen, vergaderingen — behoorende tot alle politieke schakeeringen. Wij hebben die ontleend aan de oorspronkelijke documenten ofwel gevonden in de uitgaven van het Internationaal Ambt van wetgeving voor arbeidsbescherming. De strekking dezer teksten zegt genoeg, dat bijna al die zeer verschillende groepen zich voorstanders verklaarden van de denkbeelden welke wij hebben getracht te vertolken in ons wetsvoorstel.

I. — Resolutie van het VI^e Scandinavisch Arbeiderscongres, te Kopenhagen gehouden van 22 tot 24 Augustus 1901 :

« Het Congres erkent dat het voor de werkliedenpartij een plicht is, op te treden in de wetgevende korpsen opdat voorloopig, iedere huisnijverheid, al of niet voor rekening van een ander uitgeoefend en welke ook hare belangrijkheid zij, worde onderworpen aan het toezicht der fabrieksopzieners. »

II. — Vertoogsschrift, door de arbeiders en arbeidsters der kleedingnijverheid van Berlijn in December 1901 tot den Reichstag gericht en waarbij wordt gevraagd dat het volgende minimum-programma zoo spoedig mogelijk worde verwezenlijkt langs den weg der wetgeving.

1° Verbod, werk naar huis mede te nemen bij het verlaten van de werkplaats;

2° Uitdeeling van het werk, door den werkgever rechtstreeks en niet door tussenpersonen, aan de arbeiders en arbeidsters der huisnijverheid ;

3° Scheiding der arbeidslokalen van de kamers tot woning bestemd; in de werkplaatsen alsook in de kamers gebezigd voor huisarbeid moet elk arbeidend persoon beschikken over 15 kubieke meter lucht;

4° Uitbreiding van de bepalingen der wet op het uitoefenen van de ambachten betreffende de Zondagsrust (§ 105b), tot het verbod van den kinderarbeid (§ 135), tot de beperking van den arbeidsduur der jonge werklieden (§ 136) en der vrouwen (§ 137 en 13a, 1^e al.), tot het toezicht op de ambachten (§ 139b), — hoofdzakelijk door de opziensters, — tot het uitvaardigen van werkreglementen (§ 134a-134g), uitbreiding, eindelijk, tot de huisnijverheid en tot den huisarbeid, van de beschrijving der werkinrichtingen (§ 14);

5° Uitbreiding tot de huisnijverheid van de wet op de arbeidersverzekering ;

6° De overheidspersonen van het Keizerrijk, van de Staten en van de gemeenten moeten geen kleermakerswerk in aanbesteding leggen tenzij op voorwaarde dat de kledingstukken enkel zullen worden gemaakt in de werkplaatsen, die zijn onderworpen aan de wet op het uitoefenen van de ambachten en aan het toezicht der ambachten, en dat het loontarief, in gemeen overleg vastgesteld door de vakbonden der patroons en der werklieden, de minste loonschaal uitmaakt.

III. — *Vertoogsschrift van het Verbond der christelijke kleermakers en dameskleermakers, in Februari 1902 tot den Reichstag gericht en vragende :*

1° Onderwerping van de huisnijverheid aan het arbeidstoezicht en onderwerping van de geschillen, tusschen huisarbeiders en hunne patroons opgerezen, aan de rechtsmacht der werkrechtshraden ;

2° Toepassing van de wet betreffende de arbeidersverzekering op de personen die huiswerk leveren ;

3° Verbod, huiswerk te maken op Zondag en wettelijke feestdagen alsook tusschen 8 uur 's avonds en 6 uur 's morgens ;

4° Verbod, de kinderen, die nog naar school moeten gaan, aan huisarbeid te doen medewerken ;

5° Uitvaardiging van strenge bepalingen tot regeling van de inrichting der gezinswerkplaatsen, alsmede van overgangsbepalingen met het oog op het afschaffen van deze werkplaatsen ;

6° Verbod af te dingen ; het werk moet door de werkgevers rechtstreeks aan de arbeiders ter hand gesteld worden ;

7° Verplichting, voor de werkgevers, eene lijst op te maken van de werklieden die buiten de fabriek werken, met aanduiding van hun adres. Deze lijst moet, op elk verzoek, worden gehouden ter beschikking van den toezichtsdienst der fabriek ;

8° Ingeval van ziekte in de woningen en werkplaatsen waar huisarbeid wordt verricht, zijn de geraadpleegde geneesheeren gehouden daarvan kennis te geven aan de politie, die het werken zal moeten verbieden zoolang de ziekte duurt. Daarenboven, moeten, op verslag der arbeidstoezichters, sociale voorschriften worden uitgevaardigd telkens als het werk zal geschieden onder omstandigheden strijdende met de gezondheid en de goede zeden.

IV. — *Resolutie van het IV^e Congres der Duitsche Vakverenigingen, te Stuttgart gehouden van 16 tot 21 Juni 1902 :*

IV. Overwegende, dat de huisnijverheid met haren onbeprekten arbeidsduur, hare lage loonen en hare ongezonde werkplaatsen, enkel goed is om het zedelijk en stoffelijk verval der werklieden, die er zich mee bezighouden, te verwekken ; dat zij aan de patroons toelaat af te zien van elken maatregel tot bescherming van den arbeid en dat zij, derhalve, een bestendig gevaar in zich besluit, met name de verlaging, tot den laagsten trap van den maatschappelijken toestand, der werkers en werksters in de fabrieken, de werkplaatsen, enz., verklaart het Congres dat alleen volstrekt verbod van huisnijverheid al de bezwaren ervan kan doen verdwijnen.

Als overgangsmaatregelen vraagt het Congres :

1^o Uitbreiding van de wetten op de bescherming en de verzekering der werklieden tot de gezamenlijke huisarbeiders ;

2^o Volstrekt en geheel verbod van den arbeid der kinderen ;

3^o Onderwerping van den huisarbeid in 't algemeen aan het toezicht der fabrieksopzieners ;

4^o Uitvaardiging van strenge bepalingen betreffende de inrichting van de werkplaatsen voor huisarbeid ;

5^o Verplichting, voor de patroons en de onderaannemers, een nauwkeurigen staat te houden van de door hen gebezigde personen, met aanduiding van hunne woning, en verplichting dien te allen tijde ter inzage mede te deelen aan de ambtenaren van den dienst van toezicht op de fabrieken ;

6^o Verbod van huisarbeid op Zondag en wettelijke feestdagen, alsook van nachtwerk ;

7^o Verbod van huisarbeid in de woningen en werkplaatsen waar eene besmettelijke ziekte is ontstaan ;

8^o Verwijzing naar de werkrechtshraden van alle geschillen opgerezen tusschen de huisarbeiders en hunne patroons of, volgens het geval, de onderaannemers, betreffende de arbeidsvoorwaarden ;

9^o Uitvaardiging van beschermende bepalingen en van bijzondere voorschriften, volgens den aard der verschillende takken van den huisarbeid ;

10^o Invoering van strenge straffen wegens overtreding van de wetsbepalingen, voor welker naleving patroons en onderaannemers in de eerste plaats aansprakelijk zijn.

Ten einde die vragen zooveel mogelijk te ondersteunen en de aandacht van de gansche arbeidersbevolking te vestigen op de gevaren der huisnijverheid, gelast het Congres de Algemeene Commissie gedurende den aanstaanden zittijd van den Reichstag te Berlijn een Congres bijeen te roepen voor de algemeene bescherming van de huisarbeiders en daartoe uit te noodigen de Keizerlijke Regeering en de verschillende partijen van den Reichstag.

V. — *Vertoogschrift, door den Bond der Duitsche vrouwenverenigingen tot den Reichstag gericht op 8 Februari 1902.*

De Bond der Duitsche vrouwenverenigingen, bevattende 139 verenigingen met meer dan 71,000 leden, is zoo vrij het volgende nederig verzoek te onderwerpen aan de Hooge Vergadering van den Reichstag ;

1^o Believe het aan de Hooge Vergadering, reeds in den loop van dezen zittijd, de wettelijke regeling van den arbeid der kinderen in de nijverheid, buiten de fabrieken, krachtdadig en op alle manieren tot stand te brengen.

VI. — *Resolutie van het IV^e Congres der Christelijke Vakverenigingen van Duitschlund, te München gehouden van 29 Juni tot 2 Juli 1902.*

De bepalingen van de *Gewerbeordnung* en al de wetten tot bescherming van de arbeiders dienen zooveel mogelijk te worden toegepast op den huisarbeid.

Daarenboven behoort te worden verboden aan de patroons, wanneer eenmaal de arbeidsdag is afgelopen, nog werk te geven aan de nijverheidsarbeidsters om het naar huis mede te nemen.

VII. — *Resolutie van de II^e Algemeene Vergadering der Duitsche katholieken, te Mannheim gehouden van 25 tot 28 Augustus 1902.*

Huisarbeid en nijverheidsarbeid der kinderen. — Iets dat zonder uitsel dient te worden opgenomen in de wetgeving tot bescherming van de arbeiders en waarvan de verwezenlijking nochtans achterwege blijft, bestaat in de uitbreiding van de gezamenlijke beschermingsmaatregelen tot de hiertoe niet beschermde groepen der huisnijverheid en der kinderen, bij nijverheidsverrichtingen buiten de fabrieken gebezigd.

Ook durft de II^e Vergadering der Duitsche katholieken hopen :

1^o Dat, gezien de erge bezwaren, welke voor de kinderen zelf en dus voor het volk in 't algemeen, in godsdienstig, zedelijk en lichamelijk opzicht, voortvloeien uit den nijverheidsarbeid der kinderen, deze arbeid door wetsbepalingen zal worden geregeld en beperkt; zij juicht met innig genoegen het wetsontwerp toe dat daarover bij den Reichstag werd ingediend door de Bondsregeeringen, als zijnde een stap voorwaarts naar de afschaffing van de meest verderfelijke toestanden op dat gebied.

2^o Zij hoopt, daarenboven, dat eene wet zoo spoedig mogelijk de bezwaren, opgeleverd door de huisnijverheid, zal verhelpen door middel van het uitbreiden, in gepaste mate, tot dien vorm van nijverheidsarbeid, van de wetten ter bescherming en verzekering der arbeiders.

Redenen tot staving van alinea 1. Volgens de eenstemmige zienswijze van de geestelijken, de onderwijzers en de geneesheeren, oefent de nijverheidsarbeid der kinderen een uiterst nadeeligen invloed uit op de ontwikkeling van hun lichaam, belemmert hunne godsdienstige en zedelijke opleiding in hun familiekring, alsmede het werk der school dat zich beijvert hun geest te vormen; hij onttrekt verder aan de kinderen de kleine genoegens der jeugd. De geringe loonen, die overigens meesttijds eene ontoereikende vergelding zijn van den geleverden arbeid, verwekken eene verderfelijke mededinging voor de andere werklieden.

De officieele enkwisten van 1898 hebben aangetoond dat, van de kinderen alleen die verplicht zijn naar school te gaan, buiten die welke worden gebezigd voor den landbouw en voor huiselijk werk, er 544,283 zijn die door de nijverheid worden gebruikt. Zoo moeten 6 t. h. van het geheel der kinderen, die tot schoolplicht gehouden zijn, een bezoldigden nijverheidsarbeid leveren buiten de schooluren, zonder te spreken van die gebezigd voor veldarbeid en huiselijk werk. De werkloonen der kinderen zijn heel ellendig; dikwijls werken dezen slechts voor kost en inwoning. De werktijd duurt overdreven lang. In Pruisen werken 41 t. h., dat is 110,682 kinderen, buiten de schooluren, meer dan drie uren per dag. Deze kinderarbeid, die meer en meer de overhand neemt, sluit onvermijdelijk in zich een groot gevaar voor het algemeen welzijn, vermits er, met die kinderen uitgeput door eene langdurige bezigheid, geen sprake meer

kan zijn van onderwijs, evenmin als van godsdienstige en zedelijke opleiding, op stelselmatige en geregelde wijze verstrekt.

Redenen tot staving van alinea 2. Reeds bij de afkondiging, in 1890, van de wetten tot bescherming der werklieden, had de memorie van toelichting het noodig erkend, die beschermingswetten uit te breiden tot den huisarbeid en die aanstaande verbetering doen te gemoet zien. Sedert werd, in den Reichstag, herhaalde malen de aandacht gevestigd op de erge bezwaren van de huisnijverheid. In 1897 kwam de koninklijke ordonnantie, waarbij de fijnlinnen-vervaardiging werd onderworpen aan de hoofdbepalingen der *Gewerbeordnung* en tevens beschermende maatregelen werden uitgevaardigd ten voordeele van de kinderen en vrouwen. Echter, voor al de overige takken van de huisnijverheid, is er geen normale en werkelijke verordening ingevoerd geworden, alhoewel de huisnijverheid, in menig vak, meer en meer blijkbaar gebrekkige zijden oplevert.

De verslagen der arbeidstoezichers, de enkwesten, de verzoekschriften der arbeidersinstellingen hebben zeer dikwijls de aandacht gevestigd op die gebreken en met aandrang gevraagd dat daarin worde voorzien. De ingewonnen inlichtingen hebben klaar bewezen hoe de huisarbeider, door, tegen een matig loon, al te lang te werken in materieel slecht ingerichte en ongezonde lokalen, een lastig en ellendig leven lijdt en tevens, door zijne goedkoope prijzen, de loonen verlaagt en de arbeidsvoorwaarden der fabriekswerkers nog slechter maakt. De uitzonderlijke plaats, die in de sociale wetgeving, in meer dan een opzicht, is beschoren aan de huisnijverheid, begunstigt de uitbreiding van dien volstrekt verouderden vorm der voortbrenging en belemmert den technischen vooruitgang der nijverheid. Daardoor wordt de volledige vervaardiging van de wetten tot bescherming van den arbeid, in haar geheel, niterst moeielijk gemaakt, in dezen zin, dat de patroons, om te ontsnappen aan de beperkingen en aan de lasten tot bescherming en verzekering der arbeiders, den fabrieksarbeid vervangen door huisarbeid of ten minste de voorkeur eraan geven. Indien, anderzijds, een volstrekt verbod van huisarbeid onmogelijk schijnt, toch moeten de bestaande misbruiken worden te keer gegaan door de arbeidersverzekering uit te breiden tot den huisarbeid, door dezen te onderwerpen aan den dienst van toezicht op de fabrieken, door het toepassen van bepalingen tot bescherming van den arbeid met het oog op de voorwaarden van gezonde inrichting der werkplaatsen, den duur van het werk, enz. Die maatregelen zijn des te noodzakelijker, daar de huisarbeid hoofdzakelijk wordt verricht door vrouwen en kinderen, die, uit hoofde van overdreven lang arbeiden in ongezonde lokalen, tegen een zeer klein loon, verkeerden in een bestendigen ziekelijken toestand en op den duur lijden aan tering. Vooral bij het vervaardigen van gemaakte kleeren is het noodig, den huisarbeid strenger te regelen overeenkomstig de wenschen, door werklieden van het vak uitgedrukt in verzoek- en verzoogschriften. Daarenboven moet de regeling van den kinderarbeid en van den huisarbeid in de sigarennijverheid, en waarvan de Statenbond reeds sedert jaren de verwezenlijking deed verhoppen, ten spoedigste worden verwezenlijkt, evenals het voorstel Bassermann, bij den Duitschen Reichstag ingediend en ondersteund door afgevaardigden van de verschillende partijen, voorstel waarbij het verboden zou zijn, aan de arbeiders en jonge arbeiders werk te geven om thuis te worden verricht na den gewonen werktijd ter fabriek.

VIII. — *Resoluties van het Congres der Duitsche socialistische partij, te Munchen gehouden van 14 tot 20 September 1902.*

De socialistische groep van den Reichstag wordt verzocht te trachten te bekomen, dat al de huisarbeiders, uitsluitend gebezigd tegen betaling van een loon, de voordeelen genieten verbonden aan de verbeterde *Gewerbeordnung*, met hetzelfde recht als de fabrieksarbeiders.

De socialistische groep van den Reichstag wordt gelast, tijdens de behandeling van de Begroting van het Zeewezen, de Keizerlijke Regeering om uitlegging te vragen over de beteekenis welke zij gaf aan artikel 616 van den B. G. B. op de scheepswerven van den Staat en de toepassing dierzelfde bepalingen van artikel 616 te eischen.

IX. — *Resolutie van het jaarlijksch Congres der Engelsche Vakvereeningen, gehouden te Londen van 1 tot 6 September 1902.*

Het Congres is van oordeel dat de huisarbeid, thans nog door de wet geduld, alsmede het « sweating system », in strijd zijn met den geest en de strekking der wetten op de arbeidsbescherming en een groot maatschappelijk gevaar in zich besluiten; inzonderheid wordt in druk bevolkte streken, door de verscheidene vormen waaronder de huisarbeid voorkomt, de doelmatige werking van al de maatregelen betreffende de volksgezondheid, evenals van de maatregelen uitgaande van de wetgeving en van het bestuur tegengewerkt; ook de oplossing van het vraagstuk der arbeiderswoningen wordt daardoor zeer moeilijk gemaakt. In beginsel vraagt het Congres de afschaffing van soortgelijke werkwijzen; het drukt echter den wensch uit, dat vooralsnu de huisarbeid nergens worde geduld, tenzij de woning werd bezocht door een arbeidsopziener of door een ambtenaar van den gezondheidsdienst en door een van beide ambtenaren een getuigschrift werd afgeleverd, waaruit blijkt dat de woning aan de vereischten eener werkplaats voldoet.

X. — *Resolutie van het VII^e Congres der kleermakers en kleermaaksters van Duitschland, gehouden te Munchen op 25 Augustus 1902.*

Het Congres verklaart dat het volstrekt spoedvereischend is, de verzekeringswetten in haar geheel uit te strekken tot de huisnijverheid. Als eerste stap daartoe, verwacht het Congres dat de Bondsraad ten bate van de huisnijverheid gebruik make van het recht, dat hem is verleend door § 2, alinea's 3 en 4, der wet op de ongevallenverzekering, alsmede door § 2 der wet op de invaliditeitsverzekering, en krachtens hetwelk hij de verplichte verzekering mag regelen, zoodat de personen, voor wie de arbeiders rechtstreeks of door bemiddeling van tusschenpersonen nijverheidsproducten vervaardigen, worden gedwongen, de toelagen, die ten hunnen laste vallen, in de ruimste mate uit te betalen.

Daarenboven drukt het Congres den wensch uit, dat, zoodra mogelijk, bij den Reichstag een ontwerp worde ingediend, waarbij al de gildevoorrechten op dit gebied worden afgeschaft en tevens naar het brengen van eenheid in de verschil-

lende verzekeringswetten wordt gestreefd; zóó zal men de verplichte verzekering kunnen uitstrekken ook tot de leden van het gezin der huisarbeiders. Het Congres is zoo vrij, deze resolutie alsmede de redenen, waarop het steunt, te onderwerpen aan het onderzoek van den Reichstag.

XI. — Resoluties aangenomen door den Bond der Duitsche Vrouwenvereeningingen op de algemeene vergadering, gehouden te Wiesbaden van 3 tot 7 October 1902.

Beslissing van de Vergadering opgeroepen door de Commissie tot bescherming van de arbeidsters :

1° Ten einde de blijkbare en algemeen gekende bezwaren, waaronder de werklieden in de confectiebedrijven lijden, uit den weg te ruimen, moet men er zich op toeleggen, de uitbreiding van de wetten op de arbeidsbescherming zoo spoedig mogelijk te bekomen. Er dient te worden gevraagd :

a) De toepassing van de beslissing, die op 31 Mei 1897 werd genomen door den Bondsraad, op al de werkplaatsen der kleedingnijverheid, waar personen, niet tot het gezin behorende, tegen dagloon arbeiden;

b) Het verbod om werk ten huize te geven aan de arbeidsters der werkplaatsen;

c) Het houden van de officieele lijsten der huisarbeiders, de verplichting voor den arbeider alsmede voor zijn rechtstreekschen werkgever om zich te doen inschrijven;

d) Het in concessie geven van de gezinswerkplaatsen en het gezondheids-toezicht op deze werkplaatsen;

e) De toepassing van de invaliditeits- en ongevallenverzekering op de huisarbeiders;

f) De uitbreiding van het arbeidstoezicht tot de huisarbeiders en tevens de verhooging van het aantal vrouwelijke ambtenaren, alsmede de aanstelling van toegevoegde ambtenaren gekozen onder de georganiseerde arbeiders en arbeidsters.

2° Zie hieronder.

3° De vereenigingen, die deel uitmaken van den Bond, en inzonderheid de leden der Commissie behoeven naar middelen uit te zien om met elkaar in betrekking te komen en zich te verstaan met al de vereenigingen en vakbonden die de wettelijke bescherming der arbeidsters in de confectiebedrijven beoogen en, met woord en schrift, deelnemen aan de propaganda tot bescherming der arbeidsters in de confectiebedrijven.

4° De Vergadering beslist, aan het comitee van den Bond voor te stellen zich door eenen afgevaardigde te doen vertegenwoordigen op het Congres tot bescherming der arbeidsters, dat door de Algemeene Commissie is belegd, en de bij den Bond aangesloten vereenigingen aan te sporen er zich eveneens door afgevaardigden te doen vertegenwoordigen.

In de plaats van een voorstel 2, door de Commissie ingediend en waarbij werd verklaard dat het noodig is, wettelijke minima-loonen te bepalen voor de

confectiebedrijven, — loonen die zouden moeten toegepast worden door daartoe aangestelde inrichtingen — werd het volgende voorstel, uitgaande van de Vergadering, aangenomen : de vakorganisatie dient te worden beschouwd als een machtig middel tot verhooging der dagloonen, die vaak onvoldoende zijn om te voorzien in het volstrekt onontbeerlijke van het leven; ook is de vakorganisatie het middel om de huisarbeiders in staat te stellen, zelf het oog te houden op de toepassing der wetten waardoor ze worden beschermd. De vakorganisatie dient te worden bevorderd door eene krachtdadige werking van de vereenigingen die deel uitmaken van den Bond.

XII. — *Bestissing, te Berlijn op 8 en 9 Februari 1903 genomen door de Vergadering van de kleermakers voor het leger en soortgelijke kleermakers bij wijze van aanbesteding van openbare leveringen.*

Zij, wie een aanbesteding van werken voor kleermakers is gegund, zijn gehouden het aangenomen werk te doen afmaken in hunne eigen werkplaatsen; deze moeten beantwoorden aan al de vereischten der moderne gezondheidsleer en onder het toezicht van nijverheidsinspectie staan.

XIII. — *Het vierde Congres der Oostenrijksche Vakbonden, vergaderd van 8 tot 10 Juni 1903.*

Overwegende, dat de huisarbeid, zooals hij thans geschiedt, de loonen vermindert tot groote schade van al de arbeiders in de werkplaatsen door den huisarbeider te dwingen knoeiwerk te maken ten einde te kunnen werken mits een uiterst gering loon; dat daardoor ook de mededinging met den vreemde uiterst bezwaarlijk wordt; overwegende daarenboven, dat de huisarbeiders gansch aan de willekeur van de patroons zijn overgeleverd en meestal geen enkel voordeel trekken uit de arbeidsbescherming, met name uit de ziekte- of ongevallenverzekering; overwegende, dat ten gevolge van de uiterst geringe loonen, van den onbeprekten arbeidsduur en van het volkomen gebrek aan bescherming, de huisarbeiders met hun gezin langzaam doch onvermijdelijk een volledig verval te gemoet gaan, vraagt het vierde Congres van Oostenrijksche Vakbonden dringend het volgende :

In afwachting dat de huisarbeid worde geregeld door de wet, zijn de verscheidene ministeriën verzocht, bij voorbaat in dien zien te handelen door middel van besluiten die, onder meer, de volgende punten zullen beoogen :

1^o Völle deelneming van de huisarbeiders in de voordeelen en lasten van al de wetten die de arbeiders beschermen, met name, de ziekteverzekering, enz.;

2^o Uitbreiding van de bevoegdheden der nijverheidsopzieners tot den huisarbeid en tevens aanstelling van opzieners door de werklieden gekozen;

3^o Verplichting, voor elken aannemer en elken onderaannemer, eene nauwkeurige lijst bij te houden, waarop zijn vermeld de door hen gebruikte arbeiders en tevens hunne woonplaats en die de arbeidsopzieners het recht hebben te allen tijde na te zien;

4^o Verbod op Zondag en 's nachts te arbeiden; toepassing van bijzondere

voorschriften volgens de bijzondere behoeften van de verschillende takken van huisarbeid ;

3^o Strengere straffen, desnoods gevangenisstraf, wegens de overtredingen der wetsbepalingen die de fabrikanten, de onderaannemers en ook de handelaars verplicht zijn na te leven.

Daarenboven spoort het Congres al de syndicale inrichtingen aan, een doortastende propagande onder de huisarbeiders in te richten en ze aan te zetten zich bij de Vakbonden aan te sluiten.

XIV. — *Resoluties van de Commissie van het Comité der Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming der arbeiders, 10 en 11 September 1903.*

Steunende op de beraadslagingen van het verbod van nachtwerk voor vrouwen, acht de Commissie het noodig dat in de verschillende landen worde ingesteld een onderzoek naar den huisarbeid, inzonderheid naar de uitkomsten van de bestaande wetten op de arbeidsbescherming.

Het Bureau wordt aangezocht, een voorstel in dien zin in te dienen bij de eerstkomende vergadering van het Comité der Vereeniging.

XV. — *Wensen uitgebracht door de Algemeene Vergadering van den Bond der Vooruitstrevende Vrouwenvereenigingen, gehouden te Hamburg van 27 tot 29 September 1903.*

1^o Ten einde de gezondheid der vrouw te beschermen tegen erge ongevallen, zooals die welke vaak voortspruiten uit gebrek aan rust en zorgen vóór en na de bevalling, alsmede ten einde het aanzienlijk getal sterfgevallen onder de zuigelingen te keer te gaan, is het volstrekt noodig, benevens de overige sociale hervormingen, bijzondere beschermingsmaatregelen te nemen ten bate van de zwangere vrouwen en van de kraamvrouwen. — 2^o De bepalingen van § 137 der *Gewerbeordnung* van het Rijk, betreffende de bescherming van de kraamvrouwen, dienden meer uitgebreid te worden : daarin zou moeten worden bepaald dat het aan de kraamvrouwen verboden is, te arbeiden gedurende minstens acht weken na de bevalling en zelfs, wat betreft den nijverheidsarbeid, die de lichaamsvrucht in gevaar brengt, gedurende zekeren tijd vóór de bevalling. Dit verbod zou, overigens, moeten gelden niet alleen voor de fabriekswerkster, maar ook voor de huisarbeidster.

XVI. — *Resolutie van het Oostenrijksche Vrouwencongres, gehouden te Weenen op 9 November 1903.*

Het Vrouwencongres, als bijzonder gewichtig aanziende den eisch voorkomend in het socialistische programma, die ten doel heeft, het nachtwerk voor vrouwen en jonge arbeiders volstrekt te doen verbieden, vraagt dat aan al de patroons, op straffe van gevangenis, het recht worde ontkend om aan arbeidsters, die den ganschen dag in fabriek of werkplaats werken, werk toe te vertrouwen, dat zij ten huize moeten afmaken.

XVII. — *Resolutie van het eerste Congres tot bescherming van den huisarbeid, gehouden te Berlijn van 7 tot 9 Maart 1903.*

In het huidige voortbrengingsstelsel is de huisarbeid een vorm van onderneming die, uit hoofde van de lage loonen en van den langen arbeidsduur, voor arbeiders en arbeidsters de ergste bezwaren meebrengt in economisch opzicht en in gezondheidsopzicht, en aan de patroons toelaat de wetten op de arbeidsbescherming en op de arbeidsverzekering te ontduiken. Uit hoofde van de ongezonde werkplaatsen is het eene bron van aanstekende ziekten zoo voor de voortbrengers als voor de verbruikers; het is bijgevolg een gevaar voor eenieders gezondheid. Met het oog op dit algemeen gevaar, heeft de wetgever tot plicht : den huisarbeid te verbieden in de bijzonder gevaarvolle bedrijven en daarenboven doeltreffende maatregelen te nemen om den economischen toestand der huisarbeiders en huisarbeidsters te verbeteren, dezen, met het publiek in 't algemeen, te beschermen tegen de gevaren die, wat de volksgezondheid betreft, uit dien bedrijfsvorm voortspruiten, en de beperking daarvan trapsgewijs te bevorderen totdat hij gansch is afgeschaft. Ook vraagt het Congres dringend eene beschermende wet voor de huisarbeiders, uitgaande van de volgende beginselen :

1° Op voorstel van de werklieden of van hunne vakvereenigingen, worden door den Werkrechtersraad, optredend als verzoeningsraad binnen zijn gebied, loonen vastgesteld, die gedurende een bepaald tijdsverloop gelden voor het nijverheidsbedrijf waarvoor men zich tot die instelling mocht gewend hebben. In plaatsen, waar geen Werkrechtersraad bestaat, kunnen met hetzelfde doel worden ingericht bijzondere commissies, samengesteld uit een gelijk getal vertegenwoordigers der werklieden en der patroons, met een afgevaardigde van het arbeidstoezicht als voorzitter. De aldus vastgestelde loonen zouden niet minder bedragen dan de loonen in de fabrieken en de werkplaatsen, en, zoodra zij worden bekendgemaakt, van kracht zijn voor beide partijen ;

2° Strenge voorschriften dienen te worden bepaald betreffende de inrichting en den toestand der werkplaatsen voor den huisarbeid ; zij zouden vooral ten doel hebben dat zij helder en droog zijn, dat men ze gemakkelijk kunne verwarmen en verluchten en dat de luchtruimte daarvan 15 kubieke meter bedrage per arbeidenden persoon. Daarenboven mogen de werkplaatsen niet te gelijker tijd dienen tot woonplaatsen, tot slaapkamers, noch tot keuken. Het zou verboden zijn, als werkplaats te gebruiken plaatsen vlak onder het dak gelegen of ondergrondse plaatsen ;

3° Elke nijveraar of huisarbeider, die plaatsen van gezegden aard wil gebruiken, zou daarvan kennis moeten geven aan de plaatselijke overheden en hun tevens de beschrijving van den staat dier plaatsen overmaken. Binnen drie dagen zullen de overheden, in dubbel en kosteloos, een stuk afleveren waarbij akte wordt gegeven van de verklaring en waaruit tevens blijkt dat de toestand der werkplaatsen beantwoordt aan de vereischen der wet. Dit bewijsschrift zal vermelden de ruimte van de te gebruiken plaats en het getal personen die er mogen arbeiden ;

4° Huisarbeid wordt verboden in plaatsen en vertrekken waar zich bevinden personen aangetast door besmettelijke ziekten ;

5° Worden ontsmet en, bij voorkomend geval, vernietigd, de materialen en goederen die, ondanks dit verbod, worden bewaard of verwerkt in vertrekken of werkplaatsen waar zich bevinden personen aangetast door besmettelijke ziekten; de kosten dezer verrichtingen ter wille van de gezondheid vallen ten laste van den patroon, voor wiens rekening materialen en goederen worden verwerkt;

6° De plaatsen, waar de huisarbeid wordt verricht, moeten onderworpen zijn aan de contrôle van het arbeidstoezicht, waarvan de bevoegdheden, in dit geval, worden opgedragen aan bijzondere beampten van om 't even welke kunne, hebbende volmacht en in een toereikend getal aangeworven onder de vereenigde arbeiders en arbeidsters;

7° Aannemers en onderaannemers zijn verplicht, eene nauwkeurige lijst te houden van de personen die voor hen arbeiden als werklieden of als huisarbeiders; die lijst moet hunne woonplaats vermelden, geregeld bijgehouden en te allen tijde aan de arbeidsopzieners medegedeeld worden;

8° Elke waar, al is zij slechts gedeeltelijk door de huisnijverheid vervaardigd, moet met een duidelijk, door elk te onderscheiden teeken worden gemerkt. Dit onderscheidingsteeken zal alleen dan mogen weggenomen worden, wanneer de koopwaar in de handen van den laatsten kooper is gesteld;

9° Moeten tot gansch de huisnijverheid worden uitgestrekt: de verzekeringswetten tegen ziekte, ouderdom, invaliditeit en ongevallen, alsmede de bepalingen der *Gewerbeordnung* betreffende den arbeidsduur, het nachtwerk, de Zondagsrust, de bescherming der kraamvrouwen, den arbeid der kinderen en de reglementen op de werkplaatsen;

10° De Werkrechtersraden zijn bevoegd om uitspraak te doen over de geschillen betreffende de arbeidsvoorwaarden, die oprijzen tusschen huisarbeiders of nijveraars die te hunnent werken, eenerzijds, en aannemers (of handelaars), anderzijds;

11° Rekeningregisters, vermeldende den aard en de hoeveelheid van den arbeid, alsmede de loonen die werden vastgesteld bij het geven van het te verrichten werk, moeten worden bijgehouden;

12° Het is verboden, aan arbeiders en arbeidsters van een werkhuis werk mede te geven om het ten huize uit te voeren;

De werken voor het Rijk, voor de verschillende Staten en voor de gemeenten, mogen worden aanbesteed alleen aan aannemers die ze doen uitvoeren binnen hunne eigene inrichting (met uitsluiting van elken onderaannemer), en, wat betreft het loon en den arbeid, voldoen aan de vereischten gesteld door de loontarieven, door de vakvereenigingen der arbeiders of door de bij n^o 1^o vermelde commissies. Aan de aannemers, die deze bepalingen overtreden, wordt het recht ontzegd om de werken voort te zetten;

13° Doeltreffende straffen worden bepaald wegens overtreding van de voorschriften der wet; in de eerste plaats zijn de aannemers en onderaannemers aansprakelijk voor het niet-naleven dier voorschriften.

Daar de huisarbeid een voor alle beschaafde landen even groot gevaar is, verzoekt het Congres dat de Deutsche Regeering het initiatief nemen zou om Internationale Conferentiën te houden.

Het eerste Algemeen Congres tot bescherming van den huisarbeid verzoekt

dringend den Bondsraad, onverwijld en in ruime mate gebruik te maken van zijne macht om de wetten tot arbeidsbescherming en verzekering uit te strekken tot al de takken der huisnijverheid.

Daarenboven verzoekt het Congres het Rijk, de Bondstaten en de gemeenten, bij aanbesteding van leveringen slechts de inschrijvingen in aanmerking te nemen, die nitgaan van aannemers welke doen arbeiden in eigen werkplaatsen, door hen onderhouden.

XVIII. — *Resoluties van de vijftiende corporatieve vergadering der Deutsche Werkliedenvereinigingen, gehouden te Hannover van 23 tot 30 Mei 1904.*

De huisarbeid staat de arbeiders en arbeidsters der fabrieken en werkplaatsen in den weg, wanneer zij er zich op toeleggen hunnen toestand te verbeteren; hij verhindert het invoeren van normale toestanden, wat loon en arbeid betreft, bij wijze van tariefovereenkomsten. Vele patroons begunstigen den huisarbeid enkel om zich te onttrekken aan de eischen der *Gewerbeordnung* en der wetten op de arbeidersverzekering; zij, die hunne sociale verplichtingen nakomen, kunnen, ter oorzaak van den huisarbeid, bezwaarlijker tegen hunne mededingers optreden op handels- en nijverheidsgebied. Ten einde den nadeeligen invloed van den huisarbeid op den arbeid in werkplaats en fabriek te verijdelen en zooveel mogelijk daartegen op te wegen, vraagt de corporatieve vergadering de volgende wettelijke maatregelen :

- a) Toepassing van de arbeidersverzekering en van de wetten tot bescherming der arbeiders, met inbegrip van de Werkrechtersraden, op gansch den huisarbeid;
- b) Contrôle van den huisarbeid door de nijverheidsopzieners;
- c) Invoeren van voorschriften betreffende den toestand en de inrichting der werkplaatsen; het noodige toezicht daarover wordt waargenomen door den dienst van toezicht op de woningen;
- d) Verbod, voor de werkgevers, aan de arbeiders van fabrieken of werkplaatsen huisarbeid toe te vertrouwen;
- e) Voor al de huisarbeiders houden patroon en werkbaas een register bij, waarin, ten behoeve van het arbeidstoezicht, is vermeld de woonplaats der arbeiders.

Daarenboven verzoekt de corporatieve vergadering de Staats- en gemeente-overheden, bij elke aanbesteding in het lastenkohier te bepalen dat de aannemers verplicht zijn hunne werklieden te betalen minstens volgens het algemeen loontarief, geldende in de Staats- en gemeentewerkplaatsen, en dat zij de werken niet ten huize mogen doen verrichten door tusschenkomst van onderaannemers.

XIX. — *Resolutie van de vergadering gehouden te Schmalkalden, op 24 Mei 1904, door de afgevaardigden van den Algemeenen Bond der Protestantische Werkliedenvereinigingen in Deutschland.*

De Algemeene Bond gelieve de noodige stappen te doen ten einde aan de huisarbeiders en aan de huisarbeidsters in de ruimst mogelijke mate te verschaffen :

- 1° De weldaden van de verzekeringswetten, vooral van de ziekteverzekering;

2^o De bescherming van de arbeidswetten ;

Verder ten einde, met hetzelfde doel, op gansch bijzondere wijze de bevoegde overheden aan te zetten tot de :

a) Toepassing, op den huisarbeid, van het nijverheidstoezicht en de benoeming van toegevoegde opziensters ;

b) Trapsgewijze invoering van loontarieven, waarbij de loonen worden verhoogd.

Ten slotte, achten de afgevaardigden dat de pogingen, in het werk gesteld om arbeiders en arbeidsters in vakbonden te vereenigen, door alle middelen moeten worden gesteund.

XX. — *Resoluties van het vijfde Congres der Christelijke Vakbonden in Duitschland, gehouden van 17 tot 19 Juli 1904.*

1. Het vijfde Congres van de Christelijke Vakbonden stelt vast dat de huisarbeid een tamelijk ergen toestand aanwijst, die zich geleidelijk heeft gevestigd en waartoe ongetwijfeld aanleiding werd gegeven, eensdeels, door de bijzondere wijze van het bedrijf en de daaraan verbonden daling der prijzen van het handwerk, doch ook en vooral door het feit, dat, in tegenstelling met den arbeid in de fabrieken en in de werkplaatsen, de huisarbeid bijna gansch verstoken is van de bescherming der wet, en dat de voordeelen van de sociale wetten slechts in de geringste mate ten goede komen aan de huisarbeiders. Om deze redenen, is het Congres van meening dat het een der dringendste en hoofdzakelijkste plichten is van den wetgever op sociaal gebied, den huisarbeid te regelen door de wet en huisarbeiders en huisarbeidsters voldoende te beschermen; het Congres vraagt :

1^o Dat de wetten op de arbeidersverzekering zoodra mogelijk worden uitgebreid tot al de huisarbeiders; dezen dienen te worden aangesloten bij de bestaande verzekeringsinrichtingen ;

2^o Dat beschermende maatregelen worden genomen ten bate van den huisarbeid en deze worde geplaatst onder de contrôle van het arbeidstoezicht ; bij voorkomend geval, zou men een bijzonder korps van opzieners en opziensters moeten tot stand brengen ten einde na te gaan in welken toestand de huisnijverheid verkeert, wat aangaat arbeid en huisvesting ;

3^o Dat de aannemers en onderaannemers verplicht worden, eene lijst te houden van de klein-huisnijveraars, die voor hen arbeiden, en gebruik te maken van loonboekjes voor al de takken der huisnijverheid, waardoor men kan nagaan den aard en den omvang van den arbeid, de hoegrootheid van het overeengekomen loon en de winst van den onderaannemer. Op verzoek van de plaatselijke overheid of van het arbeidstoezicht worden deze lijsten overgelegd door de aannemers en de onderaannemers, en de loonboekjes door de klein-huisnijveraars ;

4^o Dat de inrichting der woonvertrekken en der werkplaatsen van de huisarbeiders worde geregeld door de wet overeenkomstig de algemeene regelen, geldende voor de hygiëne der woningen, en in overleg met den dienst van toezicht op de woningen, behoudens het uitoefenen van een behoorlijke contrôle ;

5° Dat het verboden worde, aan arbeiders en arbeidsters, die in werkplaatsen of fabrieken geregeld en gedurende den normalen tijd arbeiden, werk toe te vertrouwen om het ten huize af te maken ;

6° Dat, ten einde het dalen van de loonen te keer te gaan, veroorzaakt, eenerzijds, door de aannemers en, anderzijds, door de concurrentie welke huisarbeiders en huisarbeidsters elkander aandoen, comiteiten worden ingesteld, die, indien het noodig is, kunnen verbonden worden aan de Werkrechtscorraden en waarin werkgevers en werklieden in gelijke verhouding zouden vertegenwoordigd zijn ; deze comiteiten zouden het minimum-loon en de overige arbeidsvoorwaarden regelen, en hunne beslissingen zouden gelden als wet voor sommige districten en sommige nijverheidstakken ;

7° Dat, overal waar de huisarbeid de gezondheid der voortbrengers of der verbruikers ernstig in gevaar brengt, hij naar de fabrieken en werkplaatsen worde overgebracht.

In afwachting dat de hierboven aangevraagde verbeteringen worden ingevoerd door de wet, vraagt het Congres :

1° Dat de Bondsraad zoodra mogelijk gebruik make van zijn recht om de gezamenlijke bepalingen tot bescherming der arbeiders en inzonderheid de verzekeringswetten uit te strekken tot den huisarbeid ;

2° Dat men, bij het sluiten van loonovereenkomsten tusschen de vakbonden en de patroons, er zich op toelegge beter dan vroeger de arbeidsvoorwaarden voor den huisarbeid te bepalen, zooals deze zich voordoet in den betrokken nijverheidstak ;

3° Het Congres verzoekt verder de christelijke werklieden, met gezamenlijke krachten te werken tot het vereenigen van de huisarbeiders en huisarbeidsters in christelijke vakbonden ; men mag immers de hoop koesteren dat, hoe krachtiger de huisarbeiders zelf daartoe zullen bijdragen, hoe spoediger en hoe redematiger de uitgedrukte wenschen zullen verwezenlijkt worden. Ook dienen al de instellingen, aan wier werking op dat gebied veel gelegen is, overal te worden gesteund in hunne propaganda evenals in hunne pogingen om aan de huisarbeiders de weldaden der sociale wetgeving, vooral der invaliditeits- en ziekteverzekering, te verschaffen in zooverre de huidige toestand dezer wetgeving dit toelaat.

XXI. — *Resolutie van de derde Vergadering der afgevaardigden van de Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming der arbeiders (Bazel, 25-28 September 1904).*

EERSTE ARTIKEL. — De nationale afdeelingen zullen door het bureel der Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming van de arbeiders worden verzoekt, op de door haar te bepalen wijze en volgens een door haar vast te stellen omstandig programma een onderzoek in te stellen naar de twee volgende punten :

1° In hoe verre hebben de wetten tot bescherming van den arbeid de uitbreiding van den huisarbeid beïnvloed, inzonderheid wat aangaat de vrouwen en de jonge werklieden ?

2° Welke zijn, wat betreft den arbeidsduur voor dit soort van arbeiders,

evenals de hygiëne en de veiligheid der werkplaatsen, de voornaamste misbruiken, voortspruitende hetzij uit de onvolledige regeling, hetzij uit het gebrek aan regeling van dit arbeidsstelsel?

ART. 2. — De afdeelingen zijn gehouden zooveel mogelijk het monographieën-stelsel toe te passen, met andere woorden, het onderzoek in te stellen niet naar den huisarbeid in 't algemeen, doch naar enkele door haar opzettelijk uitgekozen bedrijven.

ART. 3. — Het onderzoek strekt zich uit :

1^o Tot den eigenlijken huisarbeid, m. a. w. den arbeid door den werkman ten huize verricht met of zonder de medewerking van een of meer helpers voor rekening van eenen aannemer. In deze klasse dienen te worden opgenomen sommige arbeiders die slechts in schijn onafhankelijk zijn en werkelijk afhangen van fabrieken of groote magazijnen;

2^o Tot den arbeid verricht in werkplaatsen waarop de wettelijke regeling niet van toepassing is, hetzij omdat het gezinswerkplaatsen zijn, hetzij omdat er slechts een gering getal werklieden geregeld arbeiden, hetzij uit hoofde van den aard van het bedrijf of om elke andere reden.

XXII. — *Resolutie van het zeven en dertigste Congres der Engelsche Trades Unions (1904).*

Het Congres drukt den wensch uit dat de wetten op de fabrieken worden gewijzigd ten einde het *Sweating system* in de kleermakersnijverheid af te schaffen. Het vestigt de aandacht op het feit, dat het werk, ten huize afgemaakt, wordt verricht op alle uren van den dag en van den nacht, zelfs door kinderen, vóór of na de school.

XXIII. — *Resolutie van de tweede Algemeene Vergadering, gehouden van 21 tot 22 Maart 1905 door den Vakbond der huisarbeidsters in Duitschland.*

Het uitvaardigen van bijzondere voorschriften betreffende het gebruiken van woonvertrekken tot werkplaatsen, wordt door de tweede Algemeene Vergadering van den Vakbond der huisarbeidsters zeker niet beschouwd als een afdoende maatregel tegen de plaag van den huisarbeid, doch wel, in elk geval, als eene noodzakelijke en spoedvereischende tuschenkomst van den hygiënist in het belang van de gezinnen van huisarbeiders en van gansch de bevolking. Ook hoopt de vergadering niet alleen dat de wet op de woningen niet nalaten zal zich bezig te houden met den huisarbeid, maar dat zij zal bepalen aan welke minima-vereischten de woonvertrekken, tot werkplaatsen dienende, moeten voldoen, in verhouding tot de ongezonderheid van het bedrijf; op die wijze zal aan de werklieden, die thans nog gedwongen zijn huisarbeid te verrichten, hunne broodwinning worden behouden. Te gelijker tijd zal de Staat, in het belang van den arbeidersstand, in het algemeen, en van de huisarbeidsters, in het bijzonder, verklaren dat het openbaar nut eischt dat er kleine, goedkoope woningen, beantwoordende aan de vereischten der zedelijkheid en der hygiëne, worden opgericht; tevens zal hij het bouwen van soortgelijke woningen bevorderen.

XXIV. — *Resoluties van het Congres der Zwitsersche werklieden, gehouden te Olten, op 24 April 1905.*

... Overigens, men kan niet begrijpen waarom alleen de fabriekswerker moet beschermd worden, met uitsluiting van den arbeider die, in de ambachten of in de kleine bedrijven, in de huisnijverheid en in de hotels alsmede bij bijzonderen, hetzelfde of soortgelijk werk verricht.

Om die reden hebben de wetten in het buitenland en onze kantonale wetten de arbeidsbescherming reeds tot andere klassen van arbeiders uitgestrekt.

Het is dus volstrekt noodzakelijk, de Zwitsersche wet op de fabrieken nog in ruimere mate uit te breiden, zoodat zij al de arbeiders beschermt.

Eene wet op de huisnijverheid dient te worden ingevoerd. Intusschentijd moeten de aangestelden van den Werkliedenbond, door eene grondige en praktische studie, gegevens verzamelen betreffende de belangrijkheid, den omvang van den huisarbeid en de omstandigheden waaronder deze wordt verricht.

XXV. — *Resoluties van de twaalfde Algemeene Vergadering, gehouden te Leipzig van 4 tot 7 October 1905 door den Deutschen Bond der tabaksbewerkers.*

Overwegende, dat de huisarbeid in ons bedrijf aanzienlijke bezwaren meebrengt : niet-geschikte werkplaatsen, het dooreen verrichten — dat is onaannemelijk — van de huishoudelijke werken en van de bedrijfswerken, nadeelige invloed op het gezinsleven, afzondering der huisarbeiders, gebrek aan middelen om zich in het ambacht te volmaken, onregelmatigheid van den arbeidsduur, overspanning, daling der loonen; overwegende, daarenboven, dat de bepalingen van den Bondsraad volkomen vruchteloos blijven ter oorzake van den huisarbeid en tot nu toe geen ander gevolg hadden dan den afzonderlijken huisarbeid te doen toenemen; dat de wet op de ongevallenverzekering volstrekt een doode letter bleef voor meestal de huisarbeiders, bij wien, trouwens, de arbeid der kinderen niet wordt verboden; overwegende, ten slotte, dat al de nog te bekomen wetten in het dringend belang der arbeidsbescherming — met name, eene wet die een maximum-arbeidsduur vaststelt en het Zondagswerk verbiedt — nooit vruchten zullen afwerpen omdat een wettelijke contrôle onmogelijk is, is het Congres van meening :

1° Dat men slechts door den huisarbeid krachtens eene wet volkomen te verbieden, de bezwaren van dit arbeidsstelsel zal wegnemen;

2° Dat het dringend noodig is, zoo men wil dat de bepalingen van den Bondsraad werkelijke waarde en werkelijk nut hebben voor de tabaksbewerkers, die bepalingen te doen gelden ook voor de huisnijverheid, inzonderheid voor de afzonderlijke huisarbeiders alsmede voor de tabaksbewerkers en tabaksbewerksters arbeidende voor eigen rekening;

3° Dat de huisarbeid, evenals de geringste inrichtingen der tabaksnijverheid, onder het toezicht van de arbeidsopzieners moeten staan.

XXVI. — *Afvaardiging van den Raad der vrouwelijke bedrijven, te Londen, betreffende de loonen bij het aanbesteden van openbare werken, Maart 1906.*

De afgevaardigden der Commissie van onderzoek van den Raad der vrouwelijke bedrijven hebben aan den heer Minister van Oorlog medegedeeld de uitkomsten van hun onderzoek bij de leveranciers van borduurwerk voor het leger en bij hunne werklieden. Hieruit blijkt dat de bepaling, krachtens welke moet worden betaald een loon overeenstemmende met het gewone loon in de gemeente, niet wordt nageleefd en dat, overigens, niemand gelast is het nakomen daarvan te verzekeren. De bepaling, waarbij onderaannemers en huisarbeid zijn uitgesloten, wordt hoegenaamd niet in acht genomen. In talrijke bedrijven worden uiterst geringe loonen betaald; daar men er volle werklieden door leergasten vervangt, telkens als het mogelijk is, is het voor de goede werklieden onmogelijk hun brood te verdienen.

De Minister van Oorlog heeft aan de afgevaardigden de verzekering zijner volkomene bereidwilligheid gegeven en beloofde een ontwerp van wet betreffende het toezicht op de loonen, door de leveranciers van den Staat betaald, voor te bereiden.

XXVII. — *Resoluties van de vierde algemeene vergadering der Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming der arbeiders, gehouden te Genève van 27 tot 29 September 1906.*

De Vereeniging is van oordeel dat de misbruiken en de bezwaren, die men bij den huisarbeid reeds heeft kunnen waarnemen, het optreden van de openbare machten noodzakelijk maken.

Zij noodigt de afdeelingen in elk land uit :

A. a) Te eischen dat hunne respectieve Regeeringen wettelijke maatregelen zouden invoeren, waarbij de werkgevers en aannemers, wie zij ook zijn (aannemers en onderaannemers), zouden verplicht zijn :

1^o Een register bij te houden, waarin zijn vermeld de personen die voor hen, buiten hunne inrichting of dezer rechtstreeksche toebehooren, arbeiden aan de werken hunner nijverheid, en dit register ter beschikking te houden van de met het toezicht belaste overheden;

2^o Bij iedere bestelling aan elk dezer personen een bulletijn af te geven, nauwkeurig vermeldende zoowel het maakloon als den prijs der leveringen, en een algemeen tarief van de gewone maakloonen, die door de werkinrichting worden betaald, in de betaalkantoren aan te plakken;

b) Na te gaan op welke wijze men eene groote ruchtbaarheid zou geven aan de inlichtingen over de loonen die men heeft bekomen door middel van de in het vorig artikel aangeprezen wettelijke maatregelen.

B. Het arbeidstoezicht en de sociale verzekeringen te doen gelden voor de huisarbeiders.

C. In het belang zoowel van het publiek als van de arbeiders te eischen dat

men de wetten en algemeene gezondheidsverordeningen streng zou toepassen op de ongezonde lokalen waarin de huisarbeid verricht wordt, en soortgelijke voorschriften te doen invoeren, zoo er geene bestaan.

D. Ten einde het persoonlijk initiatief doelmatiger te maken, het oprichten en werken van vakvereenigingen, van sociale koopersbonden, enz., te bevorderen en, bij voorkomend geval, uit te lokken.

E. In overeenstemming met eene ondercommissie, is het Bureel gelast aan te wijzen :

a) De takken van de huisnijverheid in elk land, waarvan de voortbrengselen te gelijker tijd als die van de andere landen op de wereldmarkt worden gebracht; deze mededingende landen; de arbeids- en productievoorwaarden in deze mededingende landen;

b) Voor welke takken van huisnijverheid het niet-bestaan eener ziekteverzekering, de lange arbeidsduur, vooral van vrouwen en kinderen, de ontoereikende loonen, de op gezette tijden heerschende werkloosheid, op de meest dringende wijze maatregelen tot bescherming van de arbeiders noodzakelijk maken.

XXVIII. — *Resoluties aangenomen door het IX^e Congres der kleermakers, kleermaaksters en daarmede in verband staande arbeidsters, gehouden te Berlijn op 1 en 2 Maart 1907.*

Betrekkelijk den huidige toestand van de wettelijke bescherming der huisarbeiders drukte het Congres zich uit als volgt :

Met het oog op den ellendigen toestand die zich voordoet in de huisnijverheid, — toestand die werd bekendgemaakt, onder andere, tijdens de werkstaking van de confectiewerkers in 1896, door het Congres tot bescherming der huisarbeiders, gehouden van 7 tot 9 Maart 1904, en door de Tentoonstelling van den huisarbeid te Berlijn van Januari tot Februari 1906, — is het Congres van den Bond der kleermakers, kleermaaksters en arbeiders in de daarmede verwante bedrijven, van meening dat de bepalingen, die thans voorkomen in de *Gewerbeordnung*, in de wet op de kinderbescherming en in de bondsverordeningen welke haar aanvullen, volstrekt ontoereikend zijn; het vraagt dat de verschillende wetgevende lichamen van het Rijk onmiddellijk eene volledige wet zouden invoeren tot bescherming van de huisarbeiders en naar het ontwerp, bij den Reichstag ingediend door de sociaal-democratische afgevaardigden.

XXIX. — *Resoluties van de eerste Duitsche Conferentie tot uitbreiding van de belangen der arbeidsters, gehouden te Berlijn op 1 en 2 Maart 1907.*

Bescherming van de arbeidsters in den huisarbeid, met name : 1^o door het invoeren van minimum-loon; 2^o door de uitbreiding van het arbeidstoezicht tot de huisnijverheid en 3^o door de toepassing van de ziekte- en invaliditeitsverzekering op de huisarbeiders.

XXX. — *Resolutie aangenomen op het Congres van den huisarbeid, Amsterdam, 9-10 September 1909.*

Het Congres tot bescherming van den huisarbeid verklaart :

1° Dat de toestanden die zich voordoen in den huisarbeid in Nederland, inzonderheid wat betreft den arbeid van kinderen en jongelingen, den arbeidsduur, de werkplaatsen en de dagloonen, zoo schreeuwend slecht zijn dat zij behoeven zonder verwijl verbeterd te worden ;

2° Dat maatregelen moeten uitgaan zoowel van de huisarbeiders zelf als van de overige belanghebbende personen ;

3° Dat het nochtans noodzakelijk is dat de werkgever zich toelegge op :

a) De toepassing, de uitbreiding en de uitvoering van de wettelijke bepalingen op de bescherming der werklieden, de gezondheids- en veiligheidsmaatregelen in de plaatsen waar huisarbeid wordt verricht ;

b) Het regelen van de dagloonen en het nemen van wettelijke maatregelen na de patroonsverenigingen evenals de werkliedenverenigingen te hebben geraadpleegd.

XXXI. — *Resoluties van de zevende jaarlijksche Conferentie der Britsche Arbeiderspartij, gehouden te Belfast van 24 tot 26 Januari 1907.*

Uit hoofde van de toeneming van het *sweating system* in de confectiebedrijven, met name ten gevolge van den huisarbeid, en omdat die huisarbeid wordt verricht op elk uur van den dag en van den nacht, en, in vele gevallen, door kinderen vóór en na hunne schooluren, of door werklieden die reeds gedurende den dag arbeidden in overeenstemming met de wet op de fabrieken, is de Conferentie van gevoelen dat deze toestand een einde moet nemen en gelast zij de arbeidspartij in het Parlement, de noodige wijzigingen te brengen in de wetten op de fabrieken.

XXXII. — *Resoluties van de 54^e Algemeene Vergadering der Deutsche katholieken, September 1907.*

1° Overwegende, dat talrijke huisarbeiders en huisarbeidsters in een droevigen economischen en socialen toestand verkeerden, zooals blijkt uit de klachten die voortdurend toekomen uit de verschillende streken van Duitschland ; overwegende, daarenboven, dat de ten huize vervaardigde producten gevaren opleveren voor de gezondheid van ontelbare verbruikers, is de 54^e Algemeene Vergadering der Deutsche katholieken van gevoelen, dat het voor de huidige sociale politiek een van de meest dringende plichten is, de toestanden van den huisarbeid te wijzigen ;

2° De Algemeene Vergadering betreurt bijgevolg dat de wettelijke bescherming van de huisarbeiders, welke door de vertegenwoordigers van de Regeering reeds herhaaldelijk werd beloofd, tot nu toe bijna niet verzekerd werd ; zij drukt den wensch uit, dat eene aan deze noodzakelijkheid beantwoordende wet weldra worde aangenomen.

XXXIII. — *Resolutie van het II^e Duitsche Arbeiderscongres, gehouden te Berlijn van 20 tot 22 October 1907.*

II. Ten einde verbeteringen te brengen in de toestanden van den huisarbeid, noodigt het tweede Duitsche Arbeiderscongres den Reichstag en den Bondsraad uit :

- 1^o De huisarbeiders te onderwerpen aan de verzekeringswetten ;
- 2^o Den huisarbeid aan het toezicht te onderwerpen, het toezicht op de woningen in te richten en tevens het aantal toezichtsters te verhoogen ;
- 3^o In de eerste plaats, verzoenings- of loonraden in te stellen, om de loonen en de arbeidsvoorwaarden in de huisnijverheid te regelen ; deze raden zouden verplicht zijn, op te treden voor de twee soorten waarvan hier sprake is.

XXXIV. — *Resoluties van het V^e Oostenrijksch Congres der Vakbonden, gehouden te Weenen van 21 tot 25 October 1907.*

De huisarbeid is de ergste soort uitbuiting van den mensch door den mensch. Daardoor kan de werkgever al de lasten en een groot deel van de gevaren der onderneming doen dragen door den arbeider.

De alléén werkende arbeider kan hetzelfde loon niet bekomen als zijne gezellen, zelfs niet het gewone loon ; een oneerlijke werkgever kan de dagloonen en bijgevolg ook de levensvoorwaarden van de werklieden tot het minimum verminderen.

Daaruit volgt dat duizenden huisarbeiders tot de ellende zijn gebracht.

Het Congres der Vakbonden acht dat het voor Regeering en voor Parlement een strenge plicht is, de noodige wettelijke maatregelen te nemen, die geschikt zijn om den huisarbeid gansch te doen verdwijnen. Alleen door de volstrekte afschaffing van den huisarbeid zal het mogelijk zijn, de gevolgen, die het stelsel van eigen meebrengt, gansch weg te nemen.

Het Congres verklaart daarenboven dat het ontwerp der Regeering, houdende regeling van den huisarbeid in het kleermakersbedrijf, het linnen- en het schoenmakersbedrijf, dient grondig gewijzigd te worden om te beantwoorden aan de hierboven vermelde vereischten ; het rekent er op, dat Parlement en Regeering, ten aanzien van het belang dat deze zaak heeft voor de arbeidende klasse, gevolg zullen geven aan de klachten van de belanghebbenden.

XXXV. — *Resoluties van het Congres der Iersche Trades Unions, gehouden te Bath van 2 tot 7 September 1907.*

Overtuigd dat de lage loonen in de nijverheidsbedrijven, waar het *sweating system* heerscht, een bestendig gevaar uitmaken voor de georganiseerde ambachten, verzoekt het Congres de Regeering, het invoeren van een wettelijk minimum-loon in zekere nijverheidsbedrijven voor te stellen naar de beginselen, door den heer Arthur Henderson aangenomen in de *bill* welke hij in het Parlement indiende (*Sweated industries bill*).

XXXVI. — *Verzoekschrift uitgaande van het Comité der Zwitsersche Vereeniging tot uitbreiding van de internationale bescherming der arbeiders, in dato van den 25^e September 1907.*

Het Comité der Zwitsersche Vereeniging tot uitbreiding van de internationale bescherming der arbeiders heeft de eer, namens de algemeene vergadering van de Vereeniging, u een verzoekschrift te zenden, strekkende tot het instellen van een grondig onderzoek naar de toestanden van den huisarbeid in ons land, en u tevens aanzettende na te gaan hoe noodzakelijk het is, de boeking der arbeiders door eene wet verplicht te maken voor dien arbeid.

Een krachtige werking van de bondsoverheid tot bescherming van de huisarbeiders komt des te noodzakelijker voor, daar, volgens de berekeningen van wijlen den uitmuntenden toezieners der fabrieken Schuler, het aantal arbeiders van dit soort toen niet minder dan 130,000, dus 4 % van onze geheele bevolking bedroeg en, bijgevolg, meer dan eene helft hooger was dan het aantal arbeiders op welke de bondswet op de fabrieken toepasselijk is. Deze zaak komt nog gewichtiger voor, wanneer men in aanmerking neemt dat eene gansche reeks bedrijven van uitvoerartikelen, zooals het zijdenweven, het lintweven, het borduurwerk, het stoelenmatten en het maken van zakuurwerken, geheel of gedeeltelijk, ten huize worden uitgeoefend. Doch heden nog zijn deze 130,000 arbeiders, waaronder talrijke kinderen en jongelingen voorkomen, door niet eene bondswet beschermd, wanneer het door de uitkomsten van het onderzoek, waartoe bijzonderen in sommige streken van ons land zijn overgegaan, is bewezen dat bedoelde arbeiders zulke bescherming onbetwijfeld in ruime mate behoeven.

XXXVII. — *Vereeniging van den Bond tegen het Sweating System (Londen, 28 Januari 1909).*

De nationale vereeniging tot verzet vestigt de aandacht van de Regeering Zijner Majesteit op de schade die aan de arbeiders wordt veroorzaakt door de lage dagloonen, welke in sommige bedrijven worden betaald, en eischt, voor deze bedrijven, het inrichten van loonraden, naar het wetsvoorstel Henderson op de huisnijverheid.

XXXVIII. — *Openbare vergadering van de huisarbeidsters, belegd door de Vakvereeniging der huisarbeidsters, Gross-Berlijn, 13 Maart 1908.*

De huisarbeidsters beschouwen de ontwerpen van wet op het recht van vereeniging, op de kamers van arbeid en de *Gewerbeordnung* als zijnde een vooruitgang; in beginsel beantwoorden deze drie ontwerpen aan hare eischen en kennen, eindelijk, aan de vrouw het recht toe om zelve hare vakbelangen voor te staan in de vakbonden en vergaderingen, evenals in de kamers van arbeid die men voornemens is tot stand te brengen. Vooral verheugen zij zich er over, dat men er zich eindelijk op toelegt, den huisarbeid te regelen en althans daarop toe te passen, de bepalingen tot bescherming van de arbeiders. Zij weten nochtans dat deze

maatregel niet zal bijdragen tot de onmiddellijke verbetering van haar lot, doch haren economischen toestand nog moeilijker maken zal uit hoofde van wat men eischen zal van de gezinswerkplaatsen. De vereenigde arbeidsters hopen dus dat de Commissie voor huisarbeid, die thans vergadert, vooral in aanmerking nemen zal de reeds zoo lang uitgedrukte eischen, met name : 1° verplichte inschrijving (register) van al de huisarbeiders, dezer onderwerping aan het toezicht op den arbeid en aan het toezicht op de woningen, en noodzakelijkheid om een grooter aantal vrouwen te belasten met dit toezicht; 2° loonboekjes die tevens dienen tot afrekenboekje dat voor allen verplichtend is; 3° verbod om aan eene in werkplaatsen arbeidende vrouw werk mede te geven; 4° verplichte aanplakking van de loontarieven in de plaatsen waar het werk wordt afgeleverd; 5° instelling van bestendige verzoeningsraden of raden tot regeling van de loonen en van de arbeidsvoorwaarden in de huisnijverheid. Zij hopen stellig dat de ontworpen kamers van arbeid deze zending zullen vervullen en dat men, dank zij de overeenkomsten tusschen werkgevers en werknemers, enkel het stelsel zal aannemen, hetwelk geschikt is om den toestand der zwakken te verbeteren, met name het verplichte minimum van dagloon voor het stukwerk.

XXXIX. — *XI^e Congres van den Bond der katholieke arbeiderssyndicaten, gehouden te Berlijn op 9 en 10 Juni 1908.*

5° De bepalingen van het ontwerp dat, voor de eerste maal, tracht den huisarbeid aan eene wettelijke regeling te onderwerpen, zijn van het grootste belang.

6° Daarom dient men dit afwijkend gedeelte van wet met groote vreugde te onthalen.

7° De nieuwe bepalingen boezemen ons nochtans eene zekere vrees in.

8° Het volstrekt verbieden van den huisarbeid is strijdig zoowel met de belangen der huisarbeiders als met die der collectiviteit.

9° Er kan dus enkel sprake van zijn, de onheilen, veroorzaakt door den huisarbeid, zooveel mogelijk te beperken door middel van de wet, zonder hem nochtans geheel af te schaffen.

10° Wij erkennen dat men, bij het regelen van den huisarbeid, in het belang van het gezin met de grootste omzichtigheid dient te werk te gaan.

11° Gezien den weinig doortastenden aard van het ontwerp (art. 139 p tot 139 s), kan men echter de vraag stellen, of men vanwege het bestuur eene doelmatige medewerking verwachten mag tot bestrijding van het kwade en of men rekenen mag op de strenge toepassing van de aangenomen beschermingsmaatregelen.

12° Anderzijds is het te vreezen dat, om een krachtdadig en geregeld toezicht op den huisarbeid te verzekeren (b. v., arbeid van de kinderen, volstrekt verbod van nachtwerk en van zondagswerk, duur van den arbeid, toezicht op het werk dat de arbeidsters en de jonge arbeiders naar huis meenemen), het zal noodig zijn, een aanzienlijk en ongeëvenredigd aantal bedienden te doen optreden, die, overigens, het beoogde doel niet zullen bereiken, zoo zij niet redelijk ver den huiskring binnendringen.

13° Verscherpt men de ontworpen regeling, dan is het insgelijks te vreezen

dat de huisarbeid onmogelijk zal gemaakt worden voor hen die thans hun bestaan daarin vinden.

14° Om deze zaak, met kans van welgelukken, door de wet te regelen, moet men zich vooral toeleggen op het verbeteren van den economischen toestand der huisarbeiders.

15° De loonkwestie is dus, naar onze meening, de zwaarigheid van de zaak.

16° De loonboekjes en de loontabellen, voorzien bij de artikelen 114a en 139p van de afwijkende wet, kunnen er voorzeker toe bijdragen, meer regelmatigheid en vastheid in de loonen te brengen.

17° Men kan echter eene ernstige-verbetering van de loonen en van de arbeidsvoorwaarden in de huisnijverheid alleen dan verwachten, wanneer men er in slaagt, den economischen toestand duidelijk en zonder dubbelzinnigheid vast te stellen en gelijke minima-loonen te bepalen.

18° Dit alles veronderstelt de voorafgaandelijke economische organisatie van de huisarbeiders.

19° Daar de arbeiders zich niet uit eigen beweging zouden kunnen vereenigen, zou de wet de verplichting daartoe moeten voorschrijven.

20° Nu, zulke organisatie is alleen dan mogelijk wanneer de wet bepaalt dat er verplichting bestaat, al de huisarbeiders in een register te vermelden.

21° Het verplicht register is daarenboven onontbeerlijk, indien men gansch den huisarbeid aan het toezicht wil onderwerpen.

22° Door de wettelijke organisatie van den huisarbeid zou men tevens het kiescollege kunnen tot stand brengen, dat de vertegenwoordigers van de huisarbeiders bij de kamers van arbeid zou benoemen.

23° De zoo noodzakelijke uitbreiding van de verzekeringswetten tot de huisarbeiders dient te worden tot stand gebracht op de wijze die het best past bij den bijzonderen toestand van deze klasse van arbeiders.

ONTWERP VAN WET OP HET SIGARENMAKEN AAN HUIS. — Den 23^o April 1907 werd bij den Reichstag een wetsontwerp overgelegd, dat het sigarenmaken aan huis tot in de minste bijzonderheden regelt.

Het ontwerp maakt gewoonlijk een onderscheid tusschen de gezinswerkplaatsen (*Hausarbeiter*) en de huisarbeiders (*Heimarbeiter*), onderscheid bepaald bij artikel 1, dat luidt als volgt :

De bepalingen dezer wet zijn toepasselijk op de werkplaatsen waarin :

« 1° De werkgever uitsluitend leden van zijn gezin doet arbeiden, of

» Een of meer personen deze werken uitvoeren zonder dat zij arbeiden voor een werkgever die de werkplaats bestuurt... ».

Het behoort bijgevolg in de inleiding de woorden « persoon in eene gezinswerkplaats arbeidende » te vermelden naast het woord « huisarbeider ».

Ten einde elke dubbelzinnigheid over de beteekenis van artikel 1 onmogelijk te maken, dient dit artikel te luiden als volgt :

« De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de huiswerkplaatsen en op de gezinswerkplaatsen waar de verrichtingen, die tot het sigarenmakersbedrijf behoren, gedaan worden. »

Het tweede lid van artikel 3, waarbij op strenge wijze wordt voorgeschreven

dat de arbeidsplaatsen « minstens 2^m50 hoog moeten zijn », zal de huisarbeiders voortdurend tot verhuizen dwingen. Om deze reden dient het ingetrokken te worden.

Men dient zijne goedkeuring te hechten aan het door artikel 4 bepaald verbod om eenig werk, behoorende tot het sigarenmaken, in de slaapkamers te verrichten.

Aangezien tabak, vochtig zijnde, niet kan vermengd worden en aangezien, anderzijds, de vermenging van droge tabak gevaarlijk is voor den arbeider en voor de leden van zijn gezin, ter oorzaak van het overvloedig stof dat zij afwerpt, behoort het, artikel 3, dat de vermenging in vochtigen toestand voorschrijft, te wijzigen en te doen luiden als volgt :

« In de bewoonde kamers en in de keukenkamers, die tot werkplaats gebruikt worden, mag het vermengen en het drogen van tabak niet geschieden dan...enz.»

Krachtens het wetsontwerp hebben de huisarbeiders het recht om hunne eigen kinderen te doen arbeiden van den leeftijd van 12 jaar af. Deze bepaling moet insgelijks van toepassing zijn op de arbeiders die in gezinswerkplaatsen arbeiden. Ook de vreemde kinderen, deel uitmakende van het gezin, moeten kunnen arbeiden.

Moeten aansprakelijk zijn voor het nakomen der aangenomen bepalingen, niet alleen de persoon die het recht heeft om over de werkplaatsen te beschikken, maar ook de belanghebbende werkgever.

Men mag er zich niet op verwachten dat het kwade, door de tusschenpersonen gesticht, verdwijne, tenzij men in al de plaatsen bestemd tot de uitdeeling van het werk, benevens de lijst der gewone loonen in de fabriek betaald, ook de bij artikel 139^p der *Gewerbeordnungs*novelle voorziene loontabel aanplakke. Zóó zal men er toe komen, de tusschenpersonen te doen verdwijnen.

XL. — *Congres van de Deutsche Vakbonden (Hamburg, 22-27 Juni).*

Het Congres hoopt dat, bij de aanstaande behandeling van de *Gewerbeordnung*, de Reichstag en de Bundesrat, betrekkelijk de bescherming van den huisarbeid, eene verordening zullen aannemen, overeenstemmend met het ontwerp voorbereid door de sociaal-democratische partij, sprekende uit naam van het georganiseerde proletariaat.

XLI. — *Bond der bloemen- en bladerenmaaksters in Duitschland.* *Resoluties van de algemeene vergadering te Chemnitz.*

In de eerste plaats moeten de volgende beschermingsmaatregelen worden genomen : 1^o de zoogezegde voorbereidingswerken, zooals het bedrukken met figuren, het onder de pers leggen, enz., mogen niet worden verricht in kamers bestemd tot slaap- of woonvertrek, noch in de keukenkamers; 2^o de werkaanneemsters moeten de loonen betalen, die voor dezelfde artikelen in de fabriek worden betaald; 3^o de tijd, die met wachten wordt verloren, op de plaatsen waar het werk wordt geleverd, moet, wanneer hij een halfuur overschrijdt, worden begrepen in den arbeidsduur; 4^o al de gereedschappen en werktuigen moeten

door den fabrikant kosteloos worden geleverd; 3° een strenger toezicht moet worden gehouden op de toepassing der wettelijke bepalingen tot bescherming van kinderen en jongelingen.

XLII. — Eerste Internationale Conferentie van de Sociale Koopersbonden, Genève, 24-26 September 1908.

Wettelijke beperking van het nachtwerk en van de bijgevoegde werkuren. — Zitplaatsen voor de verkoopsters. — Invoeren van witte lijsten en sluitetiquetten voor de waren, in voor de werklieden goede voorwaarden vervaardigd. — Maatregelen te nemen ingeval van arbeidsgeschillen. — Uitbreiding van de syndicale groepeerings der huisarbeiders; onderzoek en tentoonstellingen betreffende den huisarbeid; wettelijke regeling van den huisarbeid.

XLIII. — Vijfde vergadering van de Internationale Vereeniging tot wettelijke bescherming der arbeiders. (Lucern, 20-30 September 1908).

1° De vergadering van de afgevaardigden brengt vooreerst in herinnering en bevestigt tevens de algemeene aanwijzingen, in 1906 te Genève uitgebracht. (Verplichte werkliedenlijsten, bekendmaking der loonen, uitbreiding van het toezicht, van de sociale verzekeringen en van de maatregelen tot bescherming der gezondheid, aanmoediging van de vakorganisaties, van de koopersbonden, enz.);

2° De vergadering van de afgevaardigden is van gevoelen dat men bij het toepassen van deze maatregelen, evenals van die welke hieronder zijn voorgesteld, den bijzonderen aard van de verschillende nijverheidsbedrijven in aanmerking nemen moet;

3° De vergadering van de afgevaardigden is van meening, dat de slechte toestand, waarin de huisarbeiders verkeerden, hoofdzakelijk is veroorzaakt door de ontoereikende loonen en dat men bijgevolg eerst naar de middelen moet uitzien om ze te verhoogen.

Te dien einde :

a) De vergadering van de afgevaardigden beveelt dringend aan : de corporatieve organisatie van de bedrijven die aan huis uitgeoefend worden, het invoeren van collectieve arbeidsovereenkomsten en hunne erkenning door de wet in de landen waar deze erkenning niet voortspuit uit de bestaande wetgeving ;

b) De vergadering der afgevaardigden verzoekt de afdeelingen, te onderzoeken in welke doelmatige en praktische mate eene burgerlijke wet en eene strafwet in hunne respectieve landen de rechters machtigen om de overeenkomsten, die ontoereikende en woekerachtige dagloonen bepalen, te vernietigen en te beteugelen ;

c) De vergadering van de afgevaardigden verzoekt de afdeelingen :

1) Het tot stand brengen van looncomiteeten te bestudeeren ;

2) Telkens als de werking van het beroep krachteloos bleek te zijn en de omstandigheden het toelaten, hunne regeeringen uit te noodigen om, naar het voorbeeld van de Britsche wetsvoorstellen, de proef te nemen van de toepassing

van een minimum-loon, bepaald in den vorm van reeksen prijzen door gemengde comiteiten. Tot deze proefnemingen zou moeten overgegaan worden vooreerst in de nijverheidsbedrijven, waar de toepassingen het gemakkelijkst schijnen en waar de beoogde arbeid als voornaamste bestaanmiddel geldt voor meest al de arbeiders;

7) Aan de vereeniging de bekomen uitslagen kenbaar te maken. In 't bijzonder, wordt de Britsche Afdeeling verzocht, de Vereeniging op de hoogte te houden van de proefnemingen die, bij voorkomend geval, in Groot-Brittannië op dat gebied mochten gedaan worden;

4. De vergadering van de afgevaardigden, oordeelende dat het vraagstuk van den huisarbeid te omvangrijk is om al de andere voorgestelde hulpmiddelen, inzonderheid de uitbreiding van de arbeidsregeling tot de huisarbeiders, te bestudeeren, verwijst het onderzoek van deze punten naar een volgenden zittijd;

5° De vergadering van de afgevaardigden noodigt de nationale afdeelingen uit om, op grond van de bestaande of ontworpen wetten en van de practische behoeften, na te gaan in welke mate het gewenscht en mogelijk schijnt, de huisarbeiders te onderwerpen aan de wettelijke regeling die geldt voor de fabrieken (wettelijken arbeidsduur, gezondheid en veiligheid der arbeidslokalen).

XIV. — *Verzoekschrift, door de Maatschappij tot sociale hervorming gericht tot den Bundesrat en den Reichstag (9 Januari 1909).*

De Ondercommissie van de Maatschappij tot sociale hervorming, zoogezegd van den huisarbeid, waarvan deel uitmaken leden van den Reichstag behorende tot onderscheiden denkwijzen, werkaannemers en mannen van studie, heeft, na zich werkgevers, arbeiders en tusschenpersonen uit de huisnijverheid te hebben toegevoegd, uitspraak gedaan over de verschillende ontwerpen betreffende de zaak en beveelt aan de Algemeene Commissie der Maatschappij de volgende resolutie aan :

De Commissie voor den huisarbeid, aangesteld door de Maatschappij tot sociale hervorming, stelt met een groot genoegen vast dat een wetsontwerp tot wijziging van de *Gewerbeordnung* (b. VII a) eindelijk het vraagstuk van den huisarbeid aanvat en dat weldra gewichtige bepalingen bescherming zullen verstreken aan die klasse van arbeiders, evenals aan de leden van het gezin.

1. Het voor allen verplicht register — waarin, dank zij de medewerking van werkgevers en werknemers, de plaatselijke politie al de huisarbeiders zal vermelden ten einde de lijst daarvan over te maken aan het bestuur (dienst van toezicht op de fabrieken) — beschouwt zij als het eerste vereischte tot eene degelijke bescherming en de latere toepassing van de ziekte-, invaliditeits- en de ongevallenverzekering op al de arbeiders van die klasse. Bijgevolg eischt zij niet alleen dat het register verplicht zij voor allen, maar ook dat al de huisarbeiders onderworpen worden aan het arbeidstoezicht, hetwelk daartoe moet versterkt worden door het toevoegen van bijzondere bedienden en van vrouwen.

2. Moet men, in beginsel, de verschillende deelen van den huisarbeid in gansch het Rijk regelen door wetten of verordeningen van den Bondsraad, dan

schijnt het billijk dat het wetsontwerp, wanneer het de bestuursoverheden machtigt tot het nemen van de noodige schikkingen, rekening houde met de verschillende toestanden van den huisarbeid, naar gelang van de streken. Doch, wijl voortaan de regeling van den huisarbeid hoofdzakelijk afhangt van het toezicht en van den goeden wil van het bestuur, dienen de verplichtingen van het bestuur nauwkeuriger te worden omschreven dan in het ontwerp wordt gedaan (§§ 139q-139s); de strenge uitvoering van de aangenomen beschermingsmaatregelen dient eveneens met nadruk te worden geëischt.

De wet zou duidelijker moeten zijn, wat aangaat de afschaffing van de bestaande misbruiken. Zij zou, onder andere, moeten streven naar de vermindering van den arbeidsduur voor de jonge arbeiders, de kinderen (in zooverre deze arbeidsduur nog niet geregeld is door de wet op de kinderbescherming) en de vrouwen; zij zou volstrekt het nacht- en Zondagswerk moeten verbieden. Het gebrek, in het aanhangig wetsontwerp, aan elke regeling van den arbeidsduur dient des te meer afgekeurd te worden, daar het wetsontwerp op het sigarenmaken aan huis, in zijne artikelen 6 en 7, eene soortgelijke regeling bevat. Eindelijk, zou men er moeten voor zorgen, dat de vrouwen en jonge werklieden, die in de werkplaatsen van den patroon arbeiden, geen werk naar huis zouden mogen meenemen.

3. Volgens het ontwerp, moet de loonkwestie — de zwaarigheid van het vraagstuk van den huisarbeid — worden opgelost :

a) Door het vervangen van de afrekeningboekjes door loonboekjes, dat de Bondsraad in verschillende nijverheidsbedrijven kan voorschrijven (§ 114 a);

b) Door het aanplakken van de loontabellen, dat ook door den Bondsraad in verscheidene nijverheidsbedrijven kan worden voorgeschreven.

Deze twee bepalingen zijn van aard om eenig licht te werpen op de loonen, die in de huisnijverheid worden betaald en — wij hopen het — om onrechtstreeks bij te dragen tot de verhooging dier loonen. Het nieuwe afrekeningboekje, dat den aard en de belangrijkheid van het toevertrouwde werk, alsmede het aangenomen tarief vermeldt en tevens den datum der afgifte en dien der levering van het werk, het betaalde loon en de gedane afkondigingen zal moeten vermelden, zal het loon en den duur van den arbeid der arbeiders in 't bijzonder nauwkeuriger doen kennen en bijgevolg een zeker toezicht op den duur van den arbeidslag mogelijk maken. Door de loontabellen zal men daarenboven eenheid in het loon der huisarbeiders kunnen brengen en het handhaven, althans in eene zelfde streek.

4. Weliswaar achten wij deze twee maatregelen niet geschikt om het loonvraagstuk in den huisarbeid behoorlijk op te lossen, zelfs wanneer zij, hetgeen wenschelijk is, door den Bondsraad in een groot getal nijverheidsbedrijven worden toegepast. Wij zijn veeleer van gevoelen, dat de kamers van arbeid, die de Regeering van plan is tot stand te brengen, een belangrijke rol op dat gebied zullen te vervullen hebben. Zonder, van nu af, uitspraak te willen doen over het bij den Bondsraad aanhangige wetsontwerp, vragen wij in de allereerste plaats dat in de toekomstige kamers van arbeid — welke hunne inrichting en hun vorm weze — al de huisarbeiders steeds zouden vertegenwoordigd zijn in de bijzondere afdelingen en dat werkgevers en werknemers van beider kunne, bij geheime

stemming en volgens het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging, rechtstreeks afgevaardigden zouden kunnen benoemen. Brengt men eene bijzondere afdeling tot stand voor eene bepaalde nijverheid, waarin te gelijker tijd in de fabriek en aan huis wordt gearbeid, dan zal men er moeten voor zorgen, dat de huisarbeid daarin vertegenwoordigd zij volgens zijne belangrijkheid.

Deze bestendige vertegenwoordigers van den huisarbeid in de kamers van arbeid moeten, door hunne adviezen, het bestuur er toe drijven, krachtadig gebruik te maken van de macht waarover zij beschikken wat betreft den huisarbeid. Daar zij, anderzijds, bepalingen en maatregelen zullen kunnen voorstellen, geschikt om den economischen toestand te verbeteren en het welzijn der arbeiders te bevorderen, zullen zij in de eerste plaats — zooals de Memorie van Toelichting van het ontwerp zegt, — de arbeidsvoorwaarden grondig moeten regelen, aanzetten tot het sluiten van tariefovereenkomsten of, zoo dit onmogelijk mocht zijn bij gebrek aan eene behoorlijke organisatie, althans trachten bevredigende tarieven te bekomen.

Eindelijk hoopt de Commissie dat de thans voorgestelde wijziging van de *Gewerbeordnung* de aanvang zijn zal van eene vollediger hervorming der toestanden waarin de huisarbeid verkeert; zij wenscht dat men zich niet bepale — zooals het thans gebeurt — bij het verdedigen van het leven en de gezondheid van den verbruiker, doch dat men, in de mogelijke mate, eene behoorlijke bescherming verzekere aan al de huisarbeiders.

XLV. — *Katholiek Congres te Parijs, 1 tot 3 Maart 1909.*

Bescherming van de huisarbeiders door middel van koopersbonden, vakbonden en de oprichting, door eene wet, van scheidsraden en looncomiteiten.

XLVI. — *Negende jaarlijksche Conferentie van de Engelsche Arbeiderspartij (Portsmouth, 27-29 Januari 1909).*

Looncomiteiten. — Instelling van looncomiteiten, gelast de minima-loonen vast te stellen voor de huisarbeiders en de arbeiders in werkplaatsen van bepaalde nijverheidsbedrijven; spoedige afkondiging der wet op de nijverheidsbedrijven die het *sweating system* gebruiken.

XLVII. — *Zesde jaarlijksche vergadering der « Centrales nationales corporatives ». Parijs 30 Augustus-1 September 1909.*

Verplichte identiteitskaarten voor de arbeiders, in Pruissen. — Verkorting van den arbeidsdag. — *Wettelijke regeling van den huisarbeid.*

XLVIII. — *Algemeene vergadering van de Zwitsersche Vereeniging tot uitbreiding van de internationale bescherming der arbeiders (Zurich, 18 Juni 1909).*

De vergadering gelast het Middencomiteit :

1° Den Bondsraad te verzoeken, door de wet of de nijverheidswetgeving eene doelmatige bescherming van de jonge arbeiders en kinderen te verzekeren tegen afbeuling en zich tevens bezig te houden met den huisarbeid.

II. — *Resolutie van het eerste Algemeen Congres tot bescherming van den huisarbeid, Zurich, 1909.*

Alhoewel de arbeider zich zelf beschermt, moet hij toch nog beschermd worden door de federale en kantonale wetten. De wetgever moet inzonderheid trachten :

- a) Verzoeningsraden in te stellen om het verplichte minimum-loon voor de huisnijverheid te bepalen ;
- b) Het *trucksystem* te verbieden, voor te schrijven de bekendmaking der loonen vóór de aanneming der bestellingen, de afhoudingen te regelen en te beperken ;
- c) Den arbeid van kinderen van minder dan 12 jaar en den nachtarbeid van vrouwen en kinderen te verbieden ; een rusttijd op te leggen voor kraamvrouwen ; het Zondagswerk te verbieden ;
- d) De werkwijzen en bewerkingen, schadelijk voor de gezondheid der werklieden, in de huisnijverheid te verbieden ;
- e) De noodige maatregelen te nemen om de verspreiding van besmettelijke ziekten te keer te gaan ;
- f) De noodige maatregelen te nemen tegen werkloosheid ;
- g) De aangifte der aan huis vervaardigde goederen voor te schrijven ;
- h) De woningen te verbeteren en het toezicht op de woningen tot stand te brengen ; werkplaatsen voor exploitatie op te richten ;
- i) De bondsverzekering tegen ziekte en ongevallen, alsook de kantonale verzekering tegen ouderdom uit te strekken tot de huisarbeiders ;
- j) De noodige maatregelen te nemen om de uitvoering van de beschermingswetten te verzekeren, namelijk : door de verplichting om een register te houden ; door het bondstoezicht op de fabrieken en het kantonnaal toezicht aan te vullen door het toevoegen van opzieners en opziensters over den huisarbeid en van technische hulpbedienden bevoegd in de sociale wetenschap ; door de schooloverheden, de meesters en meesteressen aan te zetten mede te werken aan de toepassing der wetsbepalingen tot kinderbescherming ;
- k) Door een vlugge en goedkoope rechtsbedeeling in te voeren, om de geschillen tusschen de huisarbeiders en hunne werkgevers te beslechten.

IV.

De besturen van den Staat en gemeenten moeten de geschikte maatregelen nemen om de wetsbepalingen op arbeidersbescherming aan te vullen. Zij moeten namelijk :

- a) Rechtstreeks aan de huisarbeiders de bestelling doen van de kleedij voor het leger, de spoorwegen, de posterijen en telegraphen, den toldienst, de tramwegen, de politie en andere diensten, zonder eene overeenkomst te sluiten met de werkgevers of althans door te vermijden zich tot diegenen te wenden, welke niet volgens het tarief betalen ;
- b) Loonen betalen naar verhouding van de huurprijzen en de levensduurte ; namelijk, het bondstarief voor het kleeden der troepen doen toepassen door de kantons ;

c) De geschikte maatregelen nemen om den slechten toestand der woningen te doen verdwijnen, namelijk door het invoeren van eene krachtige gemeentepolitiek betreffende de woningen; bijdragen tot het aanbrengen der electrische drijfkracht in de werkplaatsen aan huis, ten einde den arbeidsduur te verkorten en de loonen te doen stijgen;

d) Aan de « crisisfondsen », door de vakbonden beheerd, hulp gelden verleen; de vereenigingen tot levering van den stroom steunen;

e) Met de vereenigingen van openbaar nut medewerken om nieuwe arbeidsmiddelen te verzekeren aan de bevolking die, tengevolge van de verdwijning van sommige huisnijverheidsbedrijven, zich thans in de onmogelijkheid bevindt haar brood te verdienen, namelijk door haar te helpen bij de intensieve en wetenschappelijke bewerking van den grond.

1. — De huisarbeid. — Dagorde aangenomen op het Belgisch Congres der Syndicale Commissie, 25-26 December 1909.

Overwegende, dat huisarbeid aan elk toezicht ontsnapt en bijgevolg de uitbuiting der arbeiders in de hand werkt;

Overwegende, dat menig officieel onderzoek schandelijke toestanden aan het licht heeft gebracht, waaraan een einde dient gemaakt te worden;

Overwegende, dat huisarbeid door drie vlekken gekenmerkt wordt, — hongerlooën en misbruik van vrouw en kind;

Overwegende, dat, bij gebrek aan regeling van den huisarbeid, de wet dien verachtenden arbeidsvorm bevordert, terwijl zij den arbeid in de fabriek, den hedendaagschen vorm van voortbrenging, zou moeten bevorderen;

Besluit het Congres :

Van de Wetgeving het indienen en het aannemen van een wetsontwerp te eischen, waarbij wordt bepaald :

1^o Dat de patroons, die huisarbeid doen verrichten, en de werklieden, die huisarbeid verrichten, gehouden zijn, aan het gemeentebestuur machtiging te vragen om huisarbeid te mogen verrichten of te mogen doen verrichten;

2^o Dat de vertrekken, voor huisarbeid bestemd, eene door de wet bepaalde ruimte moeten hebben en dat zij aan het arbeidstoezicht onderworpen zouden zijn;

3^o Dat comiteiten, bestaande voor de helft uit werklieden en voor de helft uit patroons, gekozen door de belanghebbenden, gelast zouden worden, in overleg met de arbeidersvereenigingen, een minimum-loon te bepalen voor elken huisarbeid.

Het Congres gelast de Volksvertegenwoordigers, in den loop van dit zittingsjaar een wetsvoorstel daartoe in te dienen.

LI. — Besluiten genomen door het Internationaal Congres van den huisarbeid, 15 en 16 September 1910.

Het Congres, overwegende dat de tussechenkomst van den wetgever zich

opdringt om de vastgestelde schreeuwend misbruiken te keer te gaan en ongeminderd eene zoo ruim mogelijke uitbreiding der wetten die de huisarbeiders beschermen, treedt tot de volgende voorstellen toe :

1^o De werkgevers (aannemers, onderaannemers) zijn gehouden tot de boeking (naam en woonplaats) hunner werklieden en tot het bijhouden der boeken die de inlichtingen behelzen betreffende de loonen en de beschrijving van het werk. Elke arbeider ontvangt een zakboekje met dezelfde inlichtingen. Arbeidsopzieners en -opziensters zullen nagaan of deze bescheiden de waarheid bevatten;

2^o Gemengde verplichte comiteiten zullen voor een beperkten tijd het minimum-loon bepalen, op elken gewonen arbeider toepasselijk. De beslissingen van deze comiteiten zullen door straffen bekrachtigd worden, en daarvan kan men in beroep komen bij eenen hoogen raad;

3^o De openbare machten, na eene schaal van het ziektegevaar in de verschillende nijverheidsbedrijven te hebben opgemaakt, zullen onderzoeken welke huisnijverheidsbedrijven dienen wettelijk geregeld te worden met het oog op de gezondheid en de lokalen, en welke behooren volstrekt te verdwijnen.

III. — Wetgeving.

De behandeling van het beginsel : moet er geregeld worden? laten wij ter zijde. Wij beschouwen dit debat als gesloten. Men moet de hel van Hamme bezocht hebben om zich rekenschap te geven van de redeneering steunende op de vrijheid van den huisvader. Doch, zoo de regeling is veroorloofd, waarom houdt de wet, die den arbeid beschermt, vóór den drempel van den huisarbeider op, van kracht te zijn? Waarom treedt de arbeidstorzichter op ten bate van 51.38 % wevers arbeidende in de fabrieken, en waarom is het hem verboden, iets te doen voor 48.62 % huisarbeiders? Waarom ontzegt de wet hulp en onderstand aan 41.37 % van de vellen- en lederbewerkers, aan 26.86 % van de kleermakers, aan 24.40 % van de arbeiders in bijzondere nijverheidsbedrijven, aan 7.20 % van de metaalbewerkers, aan 5.48 % van de houtbewerkers, aan 4.37 % van de tabaksbewerkers, aan 3.09 % van de makers van juistheidswerktuigen, aan 1.93 % van de papierbewerkers, aan 1.49 % van de arbeiders in de steengroeven, aan 0.80 % van de ceramiekbewerkers, in het geheel aan 21.87 % van het totaal aantal arbeiders werkende aan huis en in de fabriek? Zijn die 21.87 % minder ongelukkig dan de overige 78.13 %? Neen, integendeel. Heeft de werkmán anderdeels het recht, onder voorwendsel van onschendbaarheid zijner woning, eene gansche bevolking te besmetten?

Andere landen dan het onze zijn stoutmoedig de baan der regeling opgegaan. De heer Pieter Verhaegen, wiens schoon werk over de kantnijverheid bekend is, heeft een uitnemend overzicht van die nieuwe wetgeving gemaakt, en ik verwijs naar zijn verslag uitgebracht bij het Interna-

tionaal Congres van huisarbeid ⁽¹⁾. Het kan beknopt samengevat worden als volgt :

Vereenigde Staten.

1891. — Wet aangenomen in den Staat *Massachusetts*, waarbij het toezicht van het departement van volksgezondheid wordt uitgebreid tot de werkplaatsen der huisarbeiders.

1892. — Wet van denzelfden Staat, bepalende dat de goederen, door de huisarbeiders vervaardigd, eene *bijzondere étiquette* zullen dragen : « Voortbrengsel van den huisarbeid », met vermelding van het adres van den werkman, en dat zij zullen vernietigd worden ingeval zij in een besmet lokaal vervaardigd werden.

1892-1910. — Aanneming van eene zelfde wetgeving door de Staten *New-York*, 1892; *New-Jersey*, 1893; *Illinois*, 1893; *Pennsylvania*, 1894-1895; *Ohio*, 1895; *Maryland*, 1896; *Indiana*, 1897; *Missouri*, 1899; *Connecticut*, 1899; *Michigan*, 1904; *Wisconsin*, 1904.

1907. — Wet gewijzigd door den Staat *New-York*, bepalende dat voortaan de namen van al de huisarbeiders moeten geboekt staan, dat het toezicht van het departement van volksgezondheid zal versterkt worden en dat men, om toelating te verkrijgen aan huis te werken voor rekening van een patroon, vooraf een getuigschrift van de bevoegde overheid moet hebben verkregen.

Duitschland.

Talrijke ordonnantiën (1888, 1893, 1905, 1907) betreffende de kinderen en tabaksbewerders. De eene verbieden of regelen den arbeid van kinderen bij zekere huisbedrijven; de andere bepalen de minimum-ruimte der kamer waar de tabaksbewerker arbeidt.

Australië.

1894-1895-1896. — Wetten van *Nieuw Zeeland*, *Victoria* en *Australië*, betreffende het instellen van comiteiten, gelast een *minimum-loon* voor de huisarbeiders te bepalen.

Groot-Brittanje.

1891. — Wet, die de patroons verplicht eene lijst hunner huisarbeiders te houden.

1903. — Wet houdende verbod van den kinderarbeid tusschen 9 uren 's avonds en 6 uren 's morgens.

(1) Zie ook ÉMILE BRU, *Essai sur la réglementation du travail à domicile et spécialement la législation étrangère* (1903, Larose, Parijs).

MISS S. SANGER, *Note in the British Trade Boards Act*. (Verslag op het Internationaal Congres van den huisarbeid.)

DR AUG. PIEPER, *Die Regelung der Hausarbeit in Deutschland*. (Verslag op het Internationaal Congres van den huisarbeid.)

Voor de teksten, zie men het *Annuaire de Législation*, *passim*.

1909. — Wet houdende instelling van comiteiten, gelast een *minimum-loon* te bepalen. De wet is van toepassing op de arbeiders van de kleermakerij en kartonneering, op de kettingmakers en kantwerksters die met de machine werken, daaronder begrepen alle gelijkaardige nijverheidsbedrijven.

De Regeering kan de wet tot andere nijverheidstakken uitbreiden.

In de andere landen bestaat er geene desbetreffende afzonderlijke wetgeving. In Frankrijk ⁽¹⁾ en in Zweden wordt thans het vraagstuk onderzocht.

Bij het opstellen van ons voorstel hebben wij vooreerst gewerkt in den geest van het beginsel der Engelsche ⁽²⁾ en Australische wet. Wij hebben echter bijna geheel getrouw sommige artikelen overgenomen uit het in Frankrijk door den heer de Mun overgelegd uitnemend voorstel, dat naar het voorbeeld van het Engelsch-Saksische stelsel werd opgemaakt en veel beter is dan de formule van den heer Honoré en het voorontwerp van de Fransche regeering waaraan wij nochtans ook een en ander hebben ontleend. Doch wij verwerpen het Amerikaansche, Duitsche en Zweedsche stelsel, het voorontwerp van de Fransche Regeering, alsook den tekst van den heer Honoré, al of niet gewijzigd, om al de redenen aangevoerd niet alleen door onze vrienden, maar ook door strijdende katholieken zooals den heer Karel Poisson, leeraar aan de Vrije Rechtsfaculteit van Angers ⁽³⁾. Men zal ons dus niet van woelmakerij beschuldigen.

Het voornaamste gedeelte van ons voorstel is natuurlijk de *bepaling van een minimum-loon*. Onze vriend Adolf Smith, die sedert zoovele jaren met meesterhand *The Lancet* opstelt, heeft eens op een korte en bondige wijze dit begrip gerechtvaardigd in eene studie over het *sweating system*. Hij schreef terecht: « *De arbeiders vragen eerst brood, en slechts daarna riolen of afzonderlijke gemakken.* »

Uit de ondervinding van Engeland en van de Vereenigde Staten is trouwens gebleken, dat bekendmaking en boeking onmachtig zijn om de misbruiken te keer te gaan ⁽⁴⁾. Doch onze tekst wijkt van onze voorbeelden af op een punt dat wij als hoofdzakelijk beschouwen. Daar waar het mogelijk is, dat wil zeggen, daar waar gelijkaardige nijverheidsbedrijven in de fabriek of aan huis bestaan, nemen wij het gemiddeld minimum-loon, in de fabriek verdiend, tot grondslag van het minimum-

⁽¹⁾ Voor de Fransche voorstellen, zie ROGER PICARD, *La question du travail à domicile ; son état actuel en France*. (Verslag op het eerste Internationaal Congres van den huisarbeid.)

⁽²⁾ Voor de geschiedenis van het beginsel en zijne toepassing in de Engelsch-Saksische landen zie *Bulletin de l'Office international du Travail*, n^o 3 en 4, blz. xxvii en volg. — Zie den tekst der Engelsche wet in n^o 1, blz. 25 en volg., van denzelfden jaargang. Zie eveneens eene flinke uiteenzetting van de wet in het tijdschrift *Vakbeweging*, Amsterdam, 1910, n^o 22 en 23.

⁽³⁾ Zie zijn verslag op het Internationaal Congres van den huisarbeid, *La fixation des salaires dans l'industrie à domicile ; les projets français*, bl. 8, 9 en 10.

⁽⁴⁾ Zie daarover *De Vakbeweging*, 1910, n^o 23.

loon. Wij beschouwen dit als den echten loonstandaard ⁽¹⁾. Is het inderdaad niet ongehoord, dat de wet den verouderden vorm van voortbrenging beschermt, ten nadeele van den nieuweren, vooruitstrevenden vorm? De verspreide productie behoeft geene fabriek te bouwen, zij heeft geene kosten van verlichting, verwarming, uitrusting, toezicht, verzekering; zij heeft dus bijna geene kapitalen te wagen. Zij wint alles en verliest niets, want de werkmán is, op den koop toe, nog aansprakelijk voor slecht werk en werkloosheid. Zij exploiteert vaak schaamteloos onder voorwendsel van mededinging of onwetendheid, zij wendt onverantwoordelijkheid voor, doch haalt voordeel uit den toestand, en toch wordt zij stilzwijgend begunstigd door den wetgever.

Zij breidt zich bovendien telkens uit; wanneer de wetgeving den fabrieksarbeid treft. De heer P. Verhaegen stelt het vast met ons :

« Elke versterking van de wetten, die den arbeid beschermen, heeft voor eerste gevolg, dat de patroons een grooter getal arbeiders naar den huisarbeid jagen. Men heeft het, onder andere, in Frankrijk vastgesteld bij de toepassing der Millerand-Colliard wet. »

De wetgever heeft het recht niet, op onrechtstreeksche wijze een nadeelig stelsel te steunen ⁽²⁾. Zijn plicht is, voor het minst, de weegschaal in evenwicht te houden.

De Engelsche tekst bepaalt dat in de nijverheidsbedrijven, waar de fabrieksarbeid naast den huisarbeid bestaat, de wet op deze twee klassen van arbeiders toepasselijk zal zijn. Zoover gaan wij niet. Wij nemen tot grondslag van het loon der eenen, het loon der anderen, omdat deze zich gemakkelijker kunnen vereenigen en een waardig bestaan met het syndicale zwaard veroveren. De pogingen van de arbeiders in de gecentraliseerde fabriek zullen niet meer vernietigd worden door den aard zelve van den verspreiden huisarbeid; zij zullen het overgroot zedelijk voordeel hebben, voor de geheele arbeidersklasse en zelfs voor de achterblijvers te strijden.

*
* *

ARTIKEL 4.

In ons eerste artikel trachten wij de beteekenis der woorden *vak-vereeniging*, *werkgever*, *werkmán* of *huisarbeider* duidelijk te omschrijven. Wij handelden naar het stelsel der Engelsche, Amerikaansche en

(1) Mevr. Pégard drukte dezelfde gedachte uit in haar verslag op het eerste Internationaal Congres van den huisarbeid, *Travail à domicile et minimum de salaire*. Ongelukkiglijk vermindert zij met een vijfde het loon van den huisarbeider tegenover dit van den fabriekswerker. Het is echter het tegenovergestelde dat zou moeten gebeuren.

(2) De opwerping van de *bijverdiensite* heeft, naar onze meening, niet de minste waarde. Integendeel, het zijn juist die bijverdiensiten, welke bijdragen tot het verminderen van het loon der arbeiders, die uitsluitend van hunnen huisarbeid kunnen leven.

Australische wetten die, om verschillende verklaringen te vermijden, beginnen met nauwkeurig te zeggen wat men verstaat door de in den wetstekst voorkomende uitdrukkingen.

ART. 2.

Wij hebben hierboven uiteengezet hoe moeilijk het is, al de arbeiders te rangschikken onder de zoogenaamde *huisarbeiders*. Wij hebben dus, om alle vergetelheid te voorkomen, bij artikel 2 opgesomd de verschillende ambachten die onder de toepassing der wet vallen. Wij hebben, tot meer overeenstemming, de officieele vakwoorden overgenomen en wij hebben er een lid bijgevoegd dat, in de veronderstelling dat nieuwe ambachten zouden ontstaan, de Regeering machtigt om, bij voorkomend geval, aan deze arbeiders de voordeelen der wet te verleenen.

ART. 3.

Dit artikel is de uitdrukking van het algemeen beginsel : *het is verboden werk te geven aan elken niet geboekten arbeider*. Waarom? Wij straffen den arbeider niet : zijn loon is reeds te laag. Wij straffen den werkgever die aansprakelijk is voor het bestuur van zijn bedrijf. Een der groote gebreken van den huisarbeid is, dat men hem niet kent. Men weet niet waar zich de arbeiders bevinden. Het eerste wat dient gedaan te worden, is te trachten dit te weten.

Om daartoe te geraken dient te worden gezegd wat men door boeking verstaat, en hoe de arbeider dient te worden geboekt.

ART. 4.

De arbeider zal zich eerst naar het gemeentehuis moeten begeven en een getuigschrift van boeking eischen. Door de boeking van den arbeider kan men eene eerste lijst van huisarbeiders opmaken. Doch deze lijst moet worden nagezien, zij moet kloppen. Daarom moet de werkgever een register houden, waarvan hij een afschrift naar het gemeentebestuur moet zenden. Zoo de werkgever woont in de gemeente waar al zijne arbeiders gehuisvest zijn, zal het hem volstaan een enkele lijst te zenden. Zoo de werkgever arbeiders bezigt uit twee of meer gemeenten, dan moet hij afschrift van zijn register aan het bestuur van al de betrokken gemeenten zenden. Ten slotte, zal voor alle verzekering — dit ontleenen wij, onder andere, aan het voorstel van den heer De Mun — de werkgever aan elk zijner arbeiders een werkmansboekje op naam geven, houdende afschrift van alle inlichtingen betreffende het loon en andere, die het register van den patroon behelst.

ART. 5.

Dit artikel verklaart artikel 4. Het legt daarbij aan het gemeentebestuur de verplichting op, over te gaan tot een onderzoek naar den toestand, in gezondheidsopzicht, van het lokaal waar de arbeider zijn werk verricht. Meer vragen wij niet aan de gemeente, en wel om eene reden steunende op de practijk. Zekere gemeentebesturen durven niet handelend optreden tegen de eigenaars van huizen die de heele buurt met besmetting bedreigen. Het is dus voorzichtig niets meer te eischen dan het overmaken van een onderzoek aan het hoofdbestuur, dat beter gewapend is om op te treden of om zeker optreden te *bevelen*. De gemeente zal ook den *leeftijd* der arbeiders vermelden — wij ontleenen dit aan het Zweedsche ontwerp — met het doel de uithuiling der kinderen te doen ophouden.

ART. 6 en 7.

De omstandige tekst betreffende de inschrijving geeft genoegzaam de reden van elken opgelegden maatregel aan. Zoo de werkgever den arbeider geen gezond lokaal opleggen kan, dan moet hij ten minste weten in welke voorwaarden men voor hem werkt. Hij dient ook te weten en bekend te maken welke tusschenpersonen voor hem arbeiden.

ART. 8.

De tekst van dit artikel werd gedeeltelijk ontleend aan een met algemeene stemmen aangenomen besluit van het Internationaal Congres van den huisarbeid. Hij bedoelt het nazicht van voornoemde bescheiden door het arbeidstoezicht alsook door de vakvereenigingen. Het toezicht van de arbeiders is noodig. Daar de huisarbeiders organisch wars zijn van elke organisatie, moet men de overige vakvereenigingen, die er rechtstreeksch belang bij hebben de *geheele* arbeidersklasse een behoorlijken *standard of life* en *fair wages* te zien genieten, de bescheiden kunnen onderzoeken om handelend te kunnen optreden. En door vakvereenigingen moeten wij niet alleen de erkende vereenigingen verstaan, maar ook zij die niet erkend zijn. Deze worden bij de werkloozenkassen toegelaten. Het ware noch voorzichtig noch billijk, ze uit te sluiten van een werk dat de arbeidersklasse aanbelangt. En wij verstaan door *vakvereenigingen* zoowel de plaatselijke, zooals te Verviers, als de vakverbonden, zooals in Engeland en Duitschland.

ART. 9.

Dit artikel is zeer gewichtig. Het drukt een wensch uit van het Internationaal Congres, uitgebracht op aanvraag van al de aanwezige genceesheeren en met algemeene stemmen aangenomen. Het beantwoordt eveneens aan den wensch van het laatste Nationaal Fransch Congres van gezondmaking

en gezondheid der woningen, gehouden te Parijs in November 1909 ⁽¹⁾. Het bedoelt de gezondheidsmaatregelen die genomen kunnen worden, zooals naar het voorbeeld van de Amerikaansche wetten, en het werd ingegeven door zekere resoluties van het Congres, waarvan de tekst hierboven is opgenomen. Deze tusschenkomst werd noodig geacht, vooral voor de kleermakersbedrijven, waar werd vastgesteld, dat de kooper, het niet wetende, met de waar ook de ziekte koopt, waaraan de kleermaker of de leden van zijn gezin lijden ⁽²⁾. De verplichting van de *label* werd aangevraagd door de Belgische kantfabrikanten om de met de hand gemaakte kant te onderscheiden van die met de machine vervaardigd, en zij werd eveneens, in het belang van den verbruiker, door de arbeidersverenigingen aangevraagd ⁽³⁾.

ART. 10.

Dit artikel behelst het verbod van drie nijverheidsbedrijven : de bereiding van eetwaren, de hoedenvellennijverheid (haarsnijderij, enz.), het weven en spinnen van jute. De redenen, die dit artikel wettigen, zijn in al de bijzondere bescheiden te vinden. Het waarnemen van voedingsbedrijven aan huis kan zonder groot bezwaar verboden worden, eerst en vooral wegens het gering getal daarin arbeidende werklieden. Bovendien wordt de maatregel voldoende gerechtvaardigd door redenen van hygiëne. Het volstaat hier te herhalen dat onze geneesheeren hebben bevonden dat kinderen, die aan lupus leden, en uitterende vrouwen suikergoed bewerkten. Over het bewerken van vellen en jute was het Internationaal Congres van gevoelen dat de eenige nuttige maatregel, die kon worden genomen, was de doodeenvoudige afschaffing van dit bedrijf aan huis, te meer daar dit bedrijf in de fabriek, onder andere te Lokeren, uitstekende uitslagen bij vergelijking opleverde ⁽⁴⁾.

ART. 11 en 12.

Artikel 11 stelt het beginsel vast van het tot stand brengen van looncomiteiten. De tekst ervan werd letterlijk overgenomen, alsook die van het eerste lid van artikel 12, uit de wet op de nijverheids- en arbeidsraden, en wel om de wijzen van arbeidersverkiezingen niet bovenmate te verwickelen.

⁽¹⁾ Zie F. MARIE-DAVY, *Le travail à domicile et l'hygiène*. (Verslag bij het eerste Internationaal Congres van den huisarbeid, blz. 6.)

⁽²⁾ Zie het verslag van de Brusselsche Kleermakersvereniging bij het Internationaal Congres, alsook het werk van Dr ADLER, *Sur l'hygiène dans l'industrie des tailleurs*.

⁽³⁾ Verslag van den heer KEEFER op de Internationale Conferentie der koopersbonden te Genève, 1908. De *label* werd onlangs in Engeland voorgeschreven door de wet van 20 October 1909 voor de artikelen, door lersche handwevers vervaardigd.

⁽⁴⁾ Zie het uitnemend verslag van den heer AUG. DEWINNE, *L'industrie des matières premières pour chapellerie*. (Uitgave van de Tentoonstelling van den huisarbeid.)

ART. 13.

Het getal leden van het comiteit wordt vastgesteld op ten hoogste zes. Dit getal komt ons toereikend voor, en, zooals blijkt uit het volgend artikel, is het comiteit op gelijktalligen grondslag ingericht.

ART. 14.

Wij bepaalden uitdrukkelijk dat de vrouw kiesrecht bezit en verkiesbaar is, want de twee derden der huisarbeiders zijn vrouwen. Het ware gevaarlijk en onrechtvaardig geweest, meer dan een jaar beroepsuitoefening te eischen, en ten slotte hebben wij, evenals de heer De Mun, willen vermijden dat werkgevers of arbeiders het voorstel krachteloos maken door stelselmatige onthouding.

ART. 15 tot 18.

Deze artikelen betreffen enkel de proceduur, doch zijn niettemin van groot belang. Men moet, namelijk, de gevallen voorzien, waarbij men zou trachten de gevolgen der wet te ontduiken door niet-oproeping van de comiteiten.

ART. 19.

Dit artikel behelst een denkbeeld dat ons practisch voorkomt met het oog op de bepaling van het minimum. De heer Honoré zou tot grondslag van het minimum-loon willen nemen het loon van de arbeiders zonder stiel, van de « unskilled ». Dit bedrag schijnt ons onbillijk. Het loon van den fabrieksarbeider, die dezelfde waar voortbrengt, moet het loon zijn dat tot grondslag moet dienen van het minimum. De eerste verrichting zal dus zijn, het bedrag der minimum-loonen te bepalen, volgens dien grondslag en per uur, voor de werklieden van middelmatige bekwaamheid. Doch daartegen zal men onmiddellijk aanvoeren den toestand van den werkman die de middelmatige bekwaamheid niet meer bezit. Dit bezwaar zal licht uit den weg worden geruimd. Daar de meeste huisarbeiders stúkwerkers zijn, zal men noodzakelijkerwijs den tijd moeten berekenen, die noodig is om elk stuk te vervaardigen, en naar den grondslag van het minimum per uur, prijzenreeksen vaststellen voor elke verrichting. Dit denkbeeld is ontleend aan de Engelsche wetgeving.

Doch laten wij onderstellen dat een werkgever een arbeider bezigt voor eene in de prijzenreeks niet bepaalde verrichting. De werkman, die beweert dat zijn loon niet strookt met het door het comiteit vastgestelde minimum, zal zijn patroon voor den rechter dagvaarden. Hij wordt geacht gelijk te hebben. Zooals de heer Poisson terecht zegt in zijne verklaring van het stelsel de Mun, legt ons voorstel, door eene exceptie aan het gemeene recht, het bewijs ten laste van den verweerder.

Bovendien verstaan wij door « den werkman opgelegde lasten » de leveringen van allen aard, grondstoffen, gereedschap, bijzondere verwarming, karweien, enz.

ART. 20 tot 23.

Deze artikelen zijn ingegeven vooral door de Engelsche en Fransche wetsvoorstellen. Artikel 20 heeft ten doel, eene lijst van patroons te kunnen opmaken, die de wet zonder tegenzin aannemen (witte lijst), patroons die bij voorkomend geval zullen kunnen worden beoordeeld door de openbare besturen welke aanbestedingen houden. Dit denkbeeld, van Engelschen oorsprong, wordt vooral aanbevolen door de koopersbonden.

ART. 24.

Ontleend aan het ontwerp van de Fransche Regeering.

ART. 25 en 26.

Deze artikelen bedoelen de gewestelijke bonden van comiteiten, alsook het tot stand brengen van een hoofdcomiteit. Het stelsel van de Engelsche Regeering was veel strenger.

ART. 27 en 28.

Men kan stellig rekenen op de werkgevers die wenschen de wet te doen naleven om de oneerlijke mededinging te beletten. Doch de wet zal alleen dan waarlijk vruchten afwerpen, wanneer hare toepassing nagegaan wordt door het arbeidstoezicht en de bepaalde straf streng genoeg is om de verzoeking tot bedrog in deze ingewikkelde zaken te beletten.

ART. 29.

Het kwam ons voor dat de uitsluiting der huisarbeiders van de voordeelen der wetten tot bescherming van den arbeid, nooit werd gerechtvaardigd, en daarom voeren wij ten hunnen behoeve het gemeene recht opnieuw in. Wij weten wel dat de wet op het betalen der loonen reeds van toepassing is op de huisarbeiders, doch daar de rechtspraak heeft beslist dat de stroovlechtsters moesten worden gerangschikt onder de klasse der ambachtslieden, zijn wij verplicht deze wet in het onderhavig artikel te vermelden.

CAM. HUYSMANS.

(1)

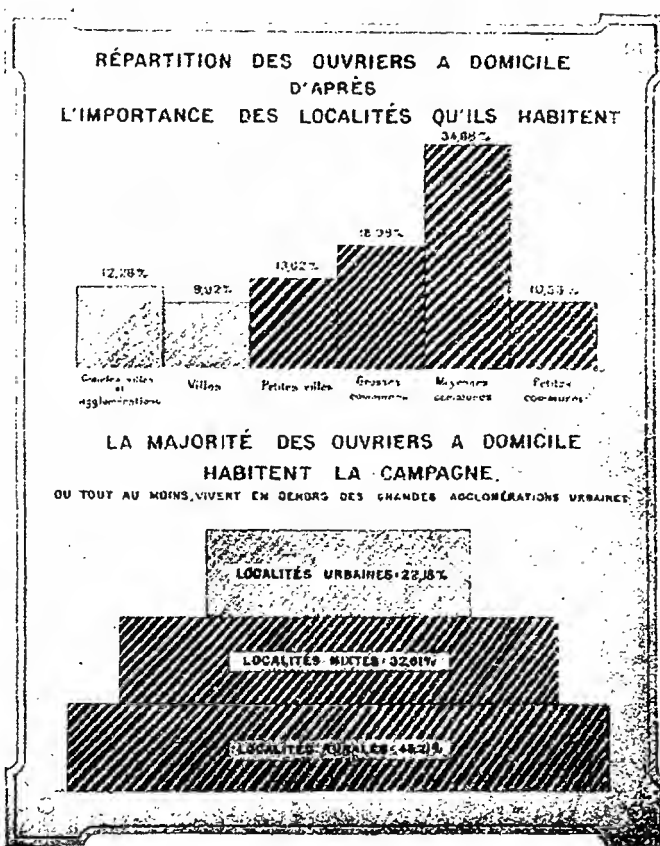
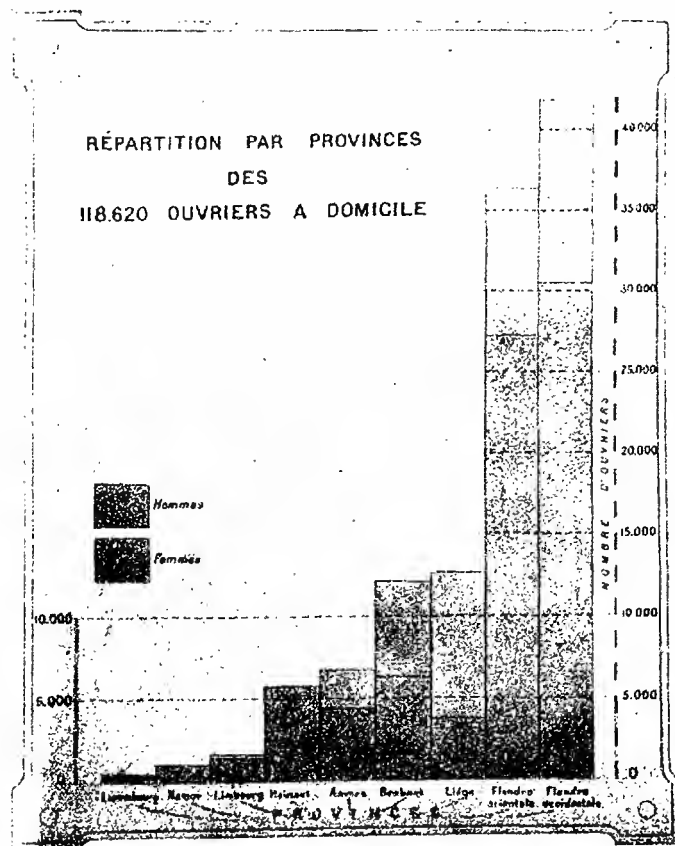
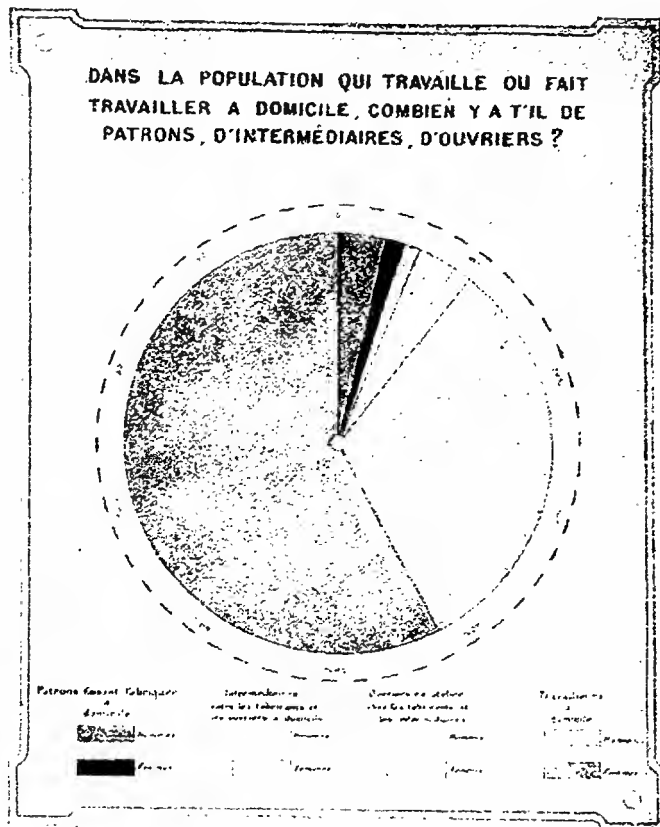
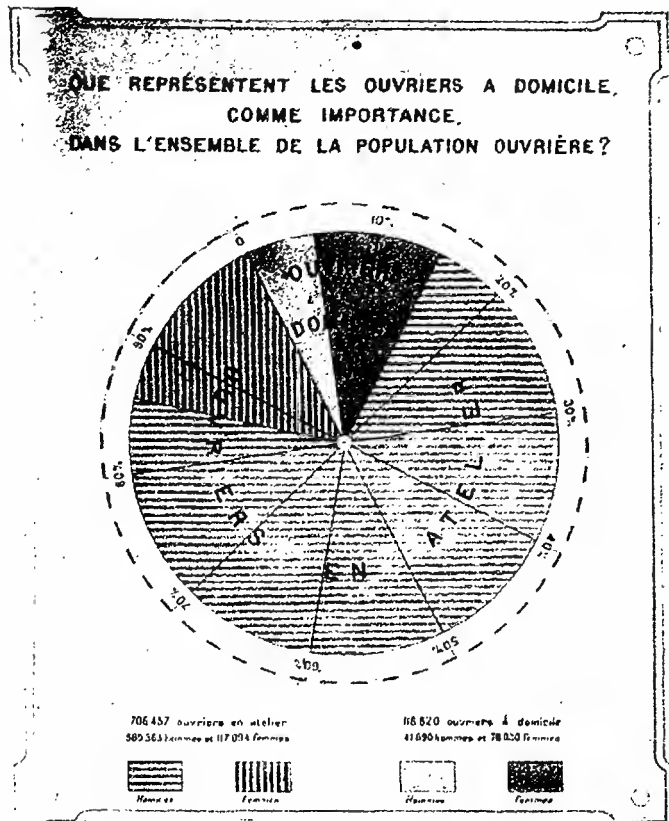
DIAGRAMMEN VAN HET ARBEIDSAMBT

OP DE

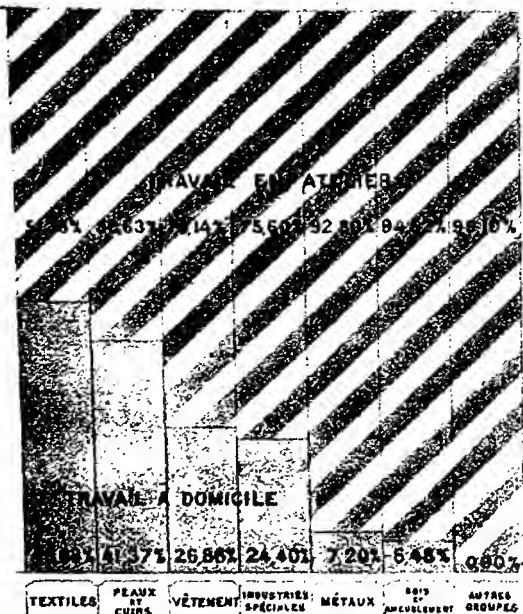
TENTOONSTELLING VAN DEN HUISARBEID

68

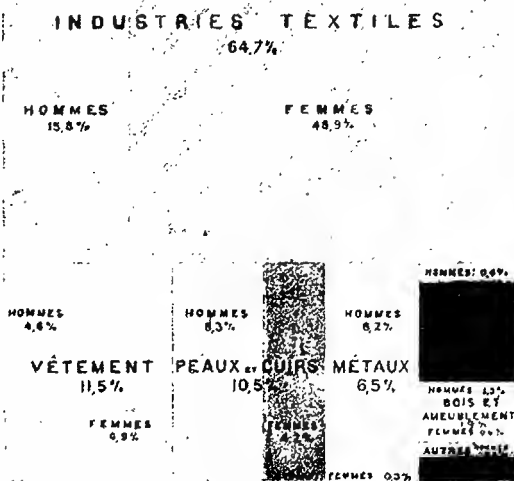
(3)



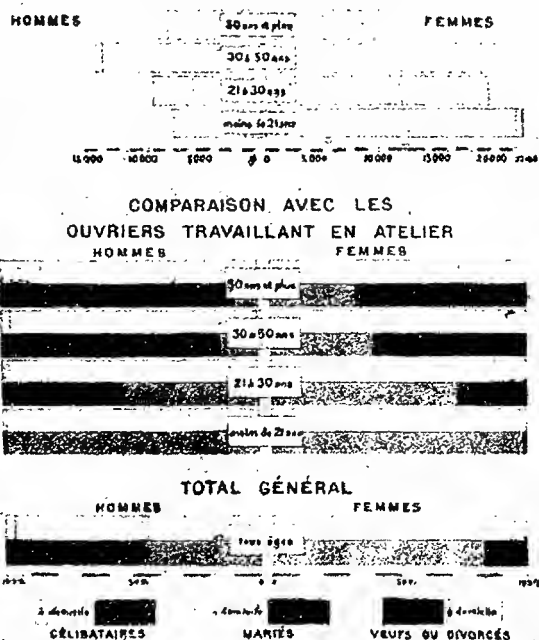
(4)



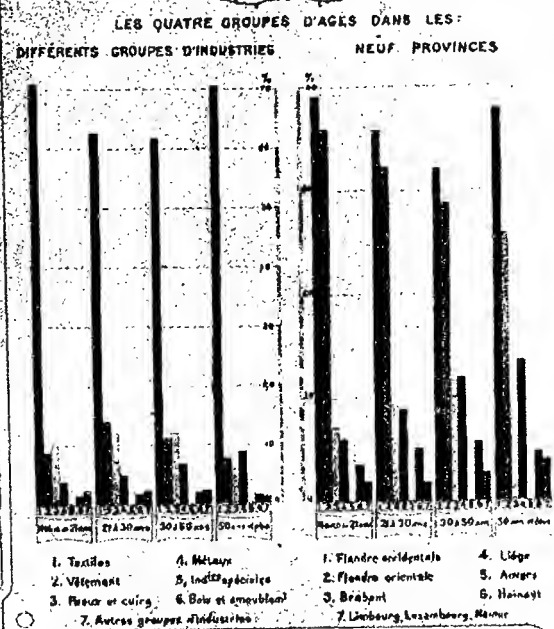
RÉPARTITION, PAR GROUPES D'INDUSTRIES,
DES 118.620 OUVRIERS A DOMICILE



LE SEXE, L'ÂGE ET L'ÉTAT-CIVIL
DES OUVRIERS A DOMICILE

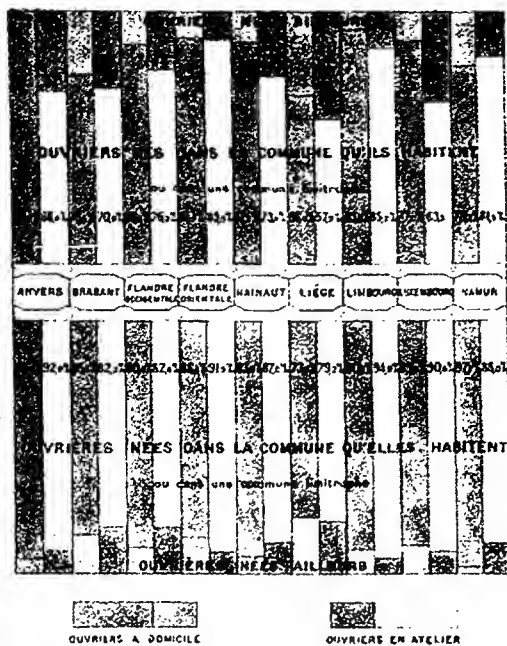


REPARTITION DES OUVRIERS A DOMICILE
D'APRES L'AGE



(6)

COMBIEN D'OUVRIERS A DOMICILE, COMBIEN D'OUVRIERS EN ATELIER HABITENT LEUR COMMUNE D'ORIGINE?



NOMBRE D'OUVRIERS A DOMICILE DANS LES PRINCIPALES INDUSTRIES

Cals et cravates (industrie de la soie) 211	Couture et jupon (industrie de la soie) 178
Broderie sur linge 334	Couture 238
Chaussures 550	Couture 458
Ébénistes 507	Couture 491
Lingerie 1322	Couture 1258
Traçage de paille 2639	Broderie sur tulle 1052
Traçage pour femmes 3067	Broderie 2651
Couture 3317	Traçage de coton 3472
Traçage pour hommes 7178	Broderie 5188
Couture 8015	Traçage de laine 7738
	Traçage de lin 10770
	Total 107,480

INDUSTRIES OCCUPANT AU MOINS 100 HOMMES OU 100 FEMMES



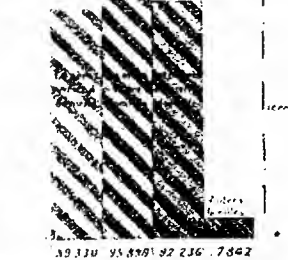
DANS 22 INDUSTRIES A DOMICILE ÉTUDIÉES AU POINT DE VUE DE LA COMPOSITION DES FAMILLES OUVRIÈRES, 285,306 PERSONNES COMPOSANT CES FAMILLES SE RÉPARTISSENT COMME SUIT:



NOMBRE DE FAMILLES CONSIDÉRÉES



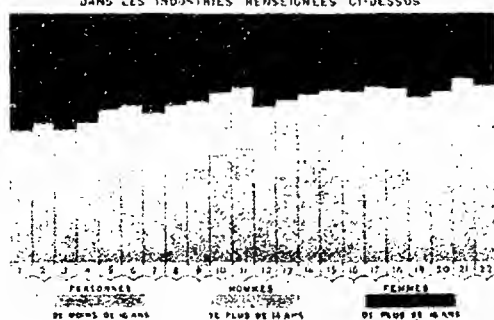
PERSONNES DONT SE COMPOSENT CES FAMILLES



COMPOSITION DES FAMILLES OUVRIÈRES DANS LES DIVERSES INDUSTRIES A DOMICILE NOMBRE DE FEMMES POUR 100 HOMMES

1. Couture 115%	17. Couture et jupon 162.81%
2. Couture 201%	18. Couture 162.81%
3. Couture 41.4%	19. Couture 162.81%
4. Couture 82.4%	20. Couture 162.81%
5. Couture 38.4%	21. Couture 162.81%
6. Couture 38.4%	22. Couture 162.81%
7. Couture 38.4%	
8. Couture 38.4%	
9. Couture 38.4%	
10. Couture 38.4%	
11. Couture 38.4%	
12. Couture 38.4%	
13. Couture 38.4%	
14. Couture 38.4%	
15. Couture 38.4%	
16. Couture 38.4%	

RÉPARTITION PROPORTIONNELLE DES PERSONNES D'APRÈS LE SEXE ET L'ÂGE DANS LES INDUSTRIES RENSEIGNÉES CI-DESSUS



(2)

(10)

Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile.

CHAPITRE PREMIER.

Définitions. Étendue des effets de la loi.

ARTICLE PREMIER.

Le mot *union professionnelle* désigne l'union professionnelle, qu'elle soit locale, régionale, nationale, reconnue ou non.

Le mot *employeur* comprend non seulement l'entrepreneur et le sous-entrepreneur, mais également le courtier.

Les mots *ouvrier* et *travailleur* s'appliquent aux ouvriers et travailleurs des deux sexes.

Sont considérés comme *travailleurs à domicile*, les ouvriers qui, appartenant à l'industrie dispersée ou décentralisée, travaillent pour compte d'un employeur auquel ils sont liés par un contrat de louage d'ouvrage.

ART. 2.

Sont notamment soumis au régime de la présente loi, les travailleurs industriels suivants :

Dentellières.

Tisserands et tisserandes de lin.

Cordonniers.

Tisserands et tisserandes de laine.

Tailleurs et tailleuses pour hommes.

Armuriers et forgerons de canons de fusils.

Gantiers, gantières, couseurs et couseuses de gants.

Tisserands et tisserandes de coton.

Wetsvoorstel tot regeling van de huisnijverheid.

HOOFDSTUK I.

Woordbepaling. Omvang van de werking der wet.

ARTIKEL 1.

Het woord *vakvereniging* duidt de vakvereniging aan, deze zij plaatselijk, gewestelijk, nationaal, erkend of niet erkend.

Het woord *werkgever* bedoelt niet alleen den aannemer en den onderaannemer, maar ook den makelaar.

De woorden *werkmán* en *arbeider* zijn van toepassing op de werklieden en arbeiders van beiderlei geslacht.

Als *huisarbeiders* worden beschouwd de werklieden die, alhoewel behorende tot de verspreide of gedecentraliseerde nijverheid, arbeiden voor rekening van een werkgever, aan wien ze zijn verbonden door eene overeenkomst van werkverhuring.

ART. 2.

Onder toepassing van deze wet vallen, met name, de volgende nijverheidswerklieden :

Kantwerksters.

Vlaswevers en vlasweefsters.

Schoenmakers.

Wolwevers en wolweefsters.

Heerenkleermakers en -maaksters.

Wapenmakers en geweerloopsmeden.

Handschoensnijders en -snijdsters, handschoennaaiers en -naaisters.

Katoenwevers en -weefsters.

Tailleurs et tailleuses pour femmes.	Dameskleermakers en -maaksters.
Bonnetiers et bonnetières.	Mutsenmakers en -maaksters.
Tresseurs et tresseuses de paille.	Stroovlechters en -vlechtsters.
Brodeuses sur tulle.	Tulleborduursters.
Lingères.	Linnennaaiers.
Cordiers, cordières.	Koordendraaiers en -draaiers.
Ébénistes-sculpteurs.	Schrijnwerkers-beeldhouwers.
Chaisiers, chaisières, rempailleurs et rempailleuses de chaises.	Stoelmakers, stoelmaaksters, stoelvlechters en stoelvlechtsters.
Vanniers.	Mandenmakers.
Chemisières.	Hemdenmaaksters.
Polisseurs et polisseuses de marbre.	Marmerpolijsters.
Bobineurs, bobineuses, brodeurs, brodeuses, épouleurs, épouleuses, tisserands, tisserandes de tissus d'ameublement.	Bobijners, bobijnsters, borduurders, borduursters, spoelers, spoelsters, wevers, weefsters van stoffeering-weefsels.
Cloutiers, cloutières.	Nagelmakers, nagelmaaksters.
Cigariers, cigarières et cigarettières.	Sigarenmakers, sigaren- en sigarettenmaaksters.
Couseuses de sacs en toile.	Linnenzakkennaaiers.
Planeurs, finisseurs et finisseuses de sabots.	Klompenplaneerders, klompenmakers en -maaksters.
Casquettiers, casquettières.	Pettenmakers, -maaksters.
Brodeuses sur lingerie.	Witgoedborduursters.
Brossiers, brossières.	Borstelmakers, -maaksters.
Nettoyeuses d'étoffes (débarreuses, noppes, rentrayeuses).	Stoffenreinigsters (ontwarsters, nopsters, stopsters).
Tisserands et tisserandes de jute.	Jutewevers en -weefsters.
Couteliers.	Messenmakers.
Passementiers, passementières.	Passementmakers en -maaksters.
Confectionneuses de cols et cravates.	Halsboord- en dasmaaksters.
Chânetiers-Feronniers.	Keten- en kleinijzermakers.
Fleuristes.	Bloemenmaaksters.
Confectionneuses de corsets et jupons.	Keurslijven- en rokkenmaaksters.
Modistes.	Modisten.
Tisserands et tisserandes de soie.	Zijdewevers en -weefsters.
Nattiers, nattières.	Mattenmakers en -maaksters.
Carcassiers, couturières en parapluies.	Geraamtenmaaksters voor regenschermen, regenschermnaaiers.
Bijoutiers-joailliers, sertisseurs.	Juweelmakers, juweelzetters.
Trieuses, effilocheuses de laine.	Woluitpluisters en -pluksters.
Coupeurs, coupeuses de poils.	Haarsnijders en -snijdsters.
Frangeuses de tissus de laine (châles).	Franjemaaksters voor wolweefsels (sjaals).
Colleurs, colleuses de sacs en papier.	Papierenzakkenplakkers, -plaksters.
Cartonniers, cartonnières.	Kartonmakers, -maaksters.
Confectionneurs de balles à jouer.	Speelballenmakers.
Fileurs, fileuses de jute.	Jutespinners, -spinsters.
Brodeurs, brodeuses d'art.	Kunstborduurders, kunstborduursters.

Chapeliers.	Hoedenmakers.
Tresseurs, tresseuses de jones (pour vannerie).	Biezenvlechters, -vlechtsters (voor manden).
Confectionneurs, confectionneuses de boîtes à allumettes.	Zwavelstokdoosjesmakers, -maaksters.
Confectionneurs d'articles en jais et d'ornements divers pour modes.	Gitten en andere modesieradenmakers en -maaksters.
Constructeurs de pièces détachées pour vélocipèdes.	Rijwielstukkenmakers.
Couseurs, couseuses, garnisseurs, garnisseuses de fourrures et pelleteries.	Pelsnaaiers, -naaisters, -stofferders, -stoffeersters.
Boulonniers.	Klinkboutmakers.
Confectionneurs, confectionneuses de de chapeaux de paille.	Stroohoedenmakers, -maaksters.
Selliers, bourrelliers.	Zadelmakers, gareelmakers.
Couseuses de serviettes pour filtres-presses.	Zijgdoeknaaisters.
Crocheteuses.	Haakborduursters.
Sculpteurs, tourneurs en marbres pour pendules, bronzers, ciseleurs de garnitures de pendules.	Marmersnijders, -draaiers, bronsververs, drijvers van garneersels (voor staande uurwerken).
Boutonniers, boutonnieres.	Knoppenmakers, knoppenmaaksters.
Argenteurs de dragées, confectionneurs, confectionneuses de jouets, de cages, de carcasses d'abat-jour, coupeuses de bouchons, de baleines, filocheuses, peigneuses, pipiers, tabletiers, tailleurs de cristaux.	Suikergoedverzilver, speelgoedmakers (maaksters), kooimakers (maaksters), vallichtmakers (maaksters), stoppen-snijders, baleinensnijdsters, netweefsters, kamsters, pijpenmakers, inleggers, kristalsnijders.
Épouleurs, épouleuses, dévideurs, dévideuses de fils de soie.	Zijdendradenspoelers, -spoolsters, -haspelaars, -haspelaarsters.
Garnisseurs, garnisseuses, couturières en stores et articles divers d'ameublement.	Gordijnstoffeerders, -sters, naaisters van gordijnen en andere artikelen van stoffeering.
Boisseliers.	Schepelmakers.
Portefeuillelistes.	Brieventaschmakers.
Bordeurs, bordeuses de papier de deuil.	Rouwpapierborduurders, -borduursters.
Quincaillers.	IJzerkramers.
Confectionneurs d'articles en cuir pour équipements militaires.	Lederbewerkers voor militaire kledij.
Malletiers.	Koffermakers.
Prépareurs, prépareuses de déchets de lin et coton.	Vlas-en katoenafvalgereedmakers.-maaksters.
Plumassières.	Vederbereidsters.
Couseuses de bretelles.	Bretelnaaisters.
Confectionneurs d'instruments de musique.	Speeltuigmakers.
Trimeuses de pipes en terre.	Aarden pijpenmaaksters.
Bobineurs, bobineuses, épouleurs, épouleuses de fils de chanvre et de jute.	Vlas- en jutebobijners, -bobijnsters, -spoelers, -spoolsters.
Bandagistes.	Breukbandmakers.

Confectionneurs de jeux de société.

Raccommodeuses de tulle.

Tisserands, tisserandes, bobineurs, bobineuses, frangeurs, frangeuses de tapis et carpettes.

Confectionneurs d'articles de chapellerie militaire.

Confectionneuses de sous-bras.

Monteurs de manches de parapluies.

Sculpteurs en ivoire.

Plieuses de caramels.

Orfèvres.

Fileurs de poils.

La présente énumération n'a qu'une portée exemplative et elle n'exclut pas du bénéfice de la loi les ouvriers des industries connexes qui se trouveraient dans les mêmes conditions de travail que les ouvriers susmentionnés et qui pourront être ajoutés par arrêté royal à la liste du présent article.

CHAPITRE II.

Enregistrement des ouvriers.

ART. 3.

Il est interdit à tout employeur de donner de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances à tout ouvrier non enregistré.

ART. 4.

L'enregistrement comprend : 1^o le certificat délivré par l'administration communale; 2^o le registre tenu par l'employeur, ainsi que les copies envoyées à l'administration communale; 3^o le livret individuel délivré par l'employeur.

ART. 5.

L'administration de la commune où l'ouvrier est domicilié délivrera à l'ouvrier un certificat établissant que son nom a été dûment inscrit dans un registre spécial. Ce registre sera dressé

Gezelschapsspelenmakers.

Tulleverstelsters.

Tapijt- en karpetwevers, -weefsters, -bobijners, -bobijnsters, -franjemakers en -maaksters.

Militaire hoedenbewerkers.

Okseldoekjesmaaksters.

Regenscherm-steelinzetters.

Ivoorbeeldhouders.

Caramel-plooisters.

Goudsmeden.

Haarspinners.

Deze opsomming dient enkel tot voorbeeld en sluit niet uit van het voordeel der wet de arbeiders der nijverheidsbedrijven daarmede verwant, die in dezelfde arbeidsomstandigheden zouden verkeeren als de bovengemelde arbeiders en die, bij koninklijk besluit, kunnen worden toegevoegd aan de lijst vervat in dit artikel.

HOOFDSTUK II.

Van de boeking der arbeiders.

ART. 3.

Het is elken werkgever verboden, aan elken niet geboekten arbeider werk te geven dat moet worden verricht buiten zijne inrichting of dezer toebehooren.

ART. 4.

De boeking bevat : 1^o het door het gemeentebestuur afgegeven getuigschrift; 2^o het register, door den werkgever gehouden, alsmede de aan het gemeentebestuur toegezonden afschriften; 3^o het werkmansboekje op naam, door den werkgever afgeleverd.

ART. 5.

Het bestuur der gemeente, waar de arbeider zijne woonplaats heeft, geeft aan den arbeider een getuigschrift af, vaststellende dat zijn naam behoorlijk is ingeschreven in een afzonderlijk

par ordre alphabétique et contiendra l'adresse exacte, l'âge, la date de l'inscription et l'indication de la nature de l'occupation industrielle habituelle de l'ouvrier. L'administration communale sera tenue d'enregistrer le nom de l'ouvrier à la première réquisition de l'intéressé et, dans le mois suivant l'inscription ou le changement d'adresse de l'ouvrier, elle procédera à une enquête à l'effet de savoir si le local, où s'effectue le travail, répond aux conditions hygiéniques requises.

ART. 6.

Tout employeur donnant de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances devra tenir à jour un registre sur lequel sont inscrits les noms et adresse exacts des ouvriers employés par lui, la nature et la quantité de travail effectué par eux, la date de la remise de la matière à ouvrir et de la livraison de chaque objet, la description des locaux qu'ils occupent, ainsi que le salaire payé par lui par jour ou par pièce, selon la nature du contrat. Il y inscrira éventuellement les noms et adresse des courtiers ou tous autres intermédiaires, et il enverra tous les mois, au secrétariat de l'administration de la commune où sont domiciliés ses ouvriers et à celui de la commune où il est domicilié lui-même, une copie de ce registre avec mention des opérations du mois écoulé.

ART. 7.

Toutes les personnes travaillant dans les conditions spécifiées ci-dessus rece-

register. Dit register wordt gehouden naar volgorde der letters; het behelst het juiste adres, den ouderdom, den datum der inschrijving, en de aanduiding van den aard der gewone nijverheidsbezigheid van den arbeider. Het gemeentebestuur is gehouden den naam van den arbeider te boeken, op de eerste vordering van den belanghebbende; binnen ééne maand volgende op de inschrijving of de verandering van adres van den werkmán, gaat het over tot een onderzoek ten einde te weten of het lokaal, waar de arbeid wordt verricht, voldoet aan de vereischte gezondheidsvoorwaarden.

ART. 6.

Elke werkgever, die werk doet verrichten buiten zijne inrichting of dezer toebehooren, moet een register bijhouden, waarin zijn geschreven de juiste namen en het juiste adres van de door hem gebruikte arbeiders, de aard en de hoeveelheid van het door hen verrichte werk, de datum der afgifte van de te bewerken stof en der levering van elk voorwerp, de beschrijving van de door hen gebezigde lokalen, alsmede het bedrag van het loon door hem betaald, per dag of per stuk, volgens den aard der overeenkomst. Bij voorkomend geval, schrijft hij daarin eveneens de namen en het adres van de makelaars of alle andere tusschenpersonen. Iedere maand zendt hij aan de secretarie van het bestuur der gemeente, waar zijne werklieden hunne woonplaats hebben, en aan die der gemeente, waar hij zelf zijne woonplaats heeft, een afschrift van dit register, met vermelding van de verrichtingen in de afgelopen maand.

ART. 7.

Alle personen, werkende in de hierboven opgegeven omstandigheden, ont-

vront de l'employeur un livret individuel contenant une copie exacte et complète des conditions de travail, inscrite à leur nom au registre.

ART. 8.

Les inspecteurs ou inspectrices du travail auront le droit de se faire soumettre les documents sus-mentionnés et d'en contrôler la sincérité. Ils feront rapport à l'autorité compétente. Les registres déposés à la maison communale seront mis à la disposition des unions professionnelles pendant les heures du bureau ordinaires, et elles seront autorisées à en prendre copie.

CHAPITRE III.

Mesures d'hygiène.

ART. 9.

Chaque année, le Ministre du Travail, après avoir pris l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique, des commissions médicales provinciales et pris connaissance des rapports spéciaux des administrations communales, dressera une échelle de salubrité des diverses industries mentionnées à l'article 2. Il décidera, conformément à cette enquête, quelles sont les industries qui doivent être supprimées dans leur forme actuelle et quelles sont les industries qui doivent être réglementées au point de vue de l'hygiène et des locaux, et notamment celles qui devront être rangées parmi les industries dangereuses, insalubres et incommodes.

vangen van den werkgever, elk voor zich zelve, een boekje behelzende een juist en volledig afschrift van de arbeidsvoorwaarden, in het register onder hun naam ingeschreven.

ART. 8.

De arbeidsopzieners of -opziensters hebben het recht, zich de bovenvermelde bescheiden te doen voorleggen en na te gaan of deze de waarheid behelzen. Zij doen verslag aan de bevoegde overheid. De registers, ten gemeentehuize neergelegd, worden, gedurende de gewone kantooruren, gehouden ter beschikking van de vakvereenigingen; deze zijn gemachtigd daarvan afschrift te nemen.

HOOFDSTUK III.

Gezondheidsmaatregelen.

ART. 9.

Ieder jaar, nadat hij het advies heeft ingewonnen van den Hoogen Raad voor de openbare gezondheid, van de provinciale geneeskundige commissiën, alsmede nadat hij kennis heeft genomen van de bijzondere verslagen der gemeentebesturen, maakt de Minister van Arbeid eene schaal op van den gezondheids-toestand in de verschillende nijverheidsbedrijven, vermeld in artikel 2. Overeenkomstig dat onderzoek, beslist hij welke bedrijven in hun tegenwoordigen vorm behooren te verdwijnen en welke bedrijven dienen te worden geregeld met het oog op de gezondheid en op de lokalen, en, met name, die welke behooren te worden gerangschikt onder de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke nijverheidsbedrijven.

Il fera élaborer un règlement spécial fixant l'adoption d'une marque distinctive pour toute marchandise, fabriquée en tout ou en partie par les travailleurs à domicile, — prescrivant l'amélioration des locaux de travail qui auront un cube d'air d'au moins 10 mètres par personne occupée et seront considérés comme un prolongement de la fabrique et de l'usine, — interdisant le travail dans des locaux où se tiennent des personnes atteintes de maladies contagieuses ainsi que la livraison aux travailleurs à domicile des matières à ouvrer dont la manipulation présente un danger de contamination. Ce règlement ordonnera la désinfection et pourra même prescrire la destruction, aux frais de l'employeur, des marchandises confectionnées ou déposées dans des locaux contaminés. Il interdira également aux patrons de laisser emporter du travail à domicile par les ouvriers travaillant en atelier.

ART. 10.

Le travail à domicile est interdit dans l'industrie de l'alimentation, dans celle des peaux pour chapellerie, dans celle du tissage et du filage de jute.

CHAPITRE IV.

Les comités de salaire.

ART. 11.

Il est constitué, dans toute localité ou dans tout groupe de communes où l'utilité en est constatée, un ou des comités chargés d'établir des minima de salaire pour toutes les industries visées à l'article 2.

Hij doet opmaken eene bijzondere verordening, bepalende het aannemen van een onderscheidend merk voor elke koopwaar, geheel of gedeeltelijk vervaardigd door de huisarbeiders, — voorschrijvende het verbeteren van de arbeidslokalen, welke moeten bevatten ten minste 10 kubieke meter lucht per daarin werkzamen persoon en worden beschouwd als eene voortzetting van de fabriek en van de nijverheidsinrichting, — verbiedende het arbeiden in lokalen waar personen, aangetast door besmettelijke ziekten, zich ophouden alsmede het leveren aan huisarbeiders van te bewerken stoffen waarvan de behandeling gevaar voor besmetting doet ontstaan. Deze verordening beveelt het ontsmetten en kan zelfs voorschrijven het vernietigen, op kosten van den werkgever, van de in besmette lokalen vervaardigde of neergelegde waren. Zij verbiedt insgelijks aan de patroons toe te laten, dat de arbeiders, gebezigd in de werkplaats, werk naar huis meeneemen.

ART. 10.

Huisarbeid is verboden voor de voedingsbedrijven, voor de hoedenvellen-nijverheid, alsmede voor het weven en spinnen van jute.

HOOFDSTUK IV.

Looncomiteiten.

ART. 11.

In elke gemeente of in elke groep van gemeenten, waar het nuttig wordt bevonden, brengt men tot stand één of meer comiteiten belast met het vaststellen van het minimum-loon voor al de in artikel 2 bedoelde nijverheidsbedrijven.

ART. 12.

Les comités sont constitués par arrêté royal, soit d'office, soit à la demande d'un ou de plusieurs conseils communaux ou des intéressés, patrons, ouvriers, unions professionnelles.

L'institution d'un comité de salaire, pour une des professions spécifiées à l'article 2 et aux arrêtés royaux ultérieurs, est de droit lorsqu'elle est demandée par la moitié des patrons ou la moitié des ouvriers intéressés dont les noms sont enregistrés par l'administration communale ou les administrations communales concernées.

ART. 13.

L'arrêté d'institution détermine la ou les professions connexes soumises à la juridiction du comité, fixe l'étendue et les limites du ressort, ainsi que le nombre des membres du comité, qui ne peut excéder six, le président non compris.

ART. 14.

Un arrêté royal déterminera les opérations électorales pour la nomination des membres du comité de salaire, selon l'arrêté royal du 10 mars 1893, avec les amendements suivants :

a) Que les personnes majeures des deux sexes, figurant sur les listes ou registres mentionnés à l'article 3, sont électeurs et éligibles;

b) Qu'il suffit qu'elles aient exercé leur profession depuis un an, quel que soit le ressort auquel elles appartiennent ou aient appartenu;

c) Qu'au cas où l'une des parties se

ART. 12.

De comiteiten worden bij koninklijk besluit aangesteld, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag van één of meer gemeenteraden, hetzij op aanvraag van de belanghebbenden : patroons, werklieden, vakvereenigingen.

Het instellen van een looncomiteit voor een van de in artikel 2 opgegeven bedrijven, alsmede voor die opgegeven in latere koninklijke besluiten, geschiedt van rechtswege wanneer dit wordt aangevraagd door de helft der patroons of door de helft der belanghebbende werklieden wier namen zijn geboekt door het of door de betrokken gemeentebesturen.

ART. 13.

Het besluit van instelling bepaalt het bedrijf of de bedrijven daarmede verwant, onderworpen aan de rechtsmacht van het comiteit; het bepaalt de uitgestrektheid en de grenzen van het gebied, alsmede 't getal leden van het comiteit; dit getal mag zes niet te boven gaan, de voorzitter niet inbegrepen.

ART. 14.

Een koninklijk besluit bepaalt de kiesverrichtingen voor het benoemen van de leden van het looncomiteit, overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 Maart 1893, met de volgende wijzigingen :

a) De meerderjarige personen van beiderlei geslacht, voorkomende op de lijsten of in de registers vermeld in artikel 3, zijn kiezer en verkiesbaar;

b) 't Is voldoende, dat zij hun bedrijf sedert één jaar hebben uitgeoefend, tot welk gebied ook zij behooren of hebben behoord;

c) Ingeval eene der partijen weigert

refuse à élire des représentants, ces représentants sont désignés par le Ministre du Travail.

ART. 15.

Dans les quinze jours qui suivront leur élection ou leur désignation, les membres des comités de salaire sont appelés à nommer un président.

Le président doit être élu à la majorité absolue des membres du comité. Si la majorité absolue ne peut être obtenue, le président est nommé par le Ministre du Travail, qui doit le choisir en dehors de toute profession industrielle ou commerciale.

ART. 16.

Le comité se réunit, par convocation du président, à la maison communale de la localité désignée pour le ressort par l'arrêté d'institution, aussi souvent qu'il est besoin, mais au moins une fois par an.

Le président est tenu de réunir le comité chaque fois qu'il en est requis par le tiers des membres.

ART. 17.

Toute décision d'un comité de salaire peut être prise par la majorité des membres présents, pourvu que la moitié du nombre total des membres du comité participe au vote.

ART. 18.

Le comité est chargé d'examiner toute demande d'établissement de salaires minima relative aux travaux de la profession pour laquelle il a été créé. Cette demande peut lui être faite par un de

vertegenwoordigers te verkiezen, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door den Minister van Arbeid.

ART. 15.

Binnen vijftien dagen volgende op hunne verkiezing of hunne aanwijzing, worden de leden der looncomiteiten geroepen een voorzitter te benoemen.

De voorzitter moet worden gekozen bij de volstreckte meerderheid der leden van het comiteit. Kan de volstreckte meerderheid niet worden verkregen, dan wordt de voorzitter benoemd door den Minister van Arbeid; deze moet hem kiezen buiten elk nijverheids- of handelsbedrijf.

ART. 16.

Zoo dikwijls als het noodig is, doch ten minste éénmaal 's jaars, vergadert het comiteit, daartoe opgeroepen door den voorzitter, ten gemeentehuize van de plaats welke door het besluit van instelling voor het gebied is aangewezen.

De voorzitter is gehouden het comiteit bijeen te roepen telkens als hij daartoe door een derde der leden wordt aangezocht.

ART. 17.

Elke beslissing van een looncomiteit kan worden genomen door de meerderheid der aanwezige leden, mits de helft van het geheele getal leden van het comiteit aan de stemming deelneemt.

ART. 18.

Het comiteit is belast met het onderzoek van elke aanvraag tot bepaling van minima-loonen, betreffende de werkzaamheden van het bedrijf waarvoor het comiteit werd ingesteld.

ses membres, par l'inspection du travail, par les unions professionnelles, par toutes les personnes intéressées.

ART. 19.

Le comité détermine le salaire minimum que doit recevoir intégralement et par heure l'ouvrier de capacité moyenne et qui sera augmenté de la valeur des charges imposées à l'ouvrier. Ce salaire ne pourra être inférieur au salaire minimum moyen gagné à l'heure par un ouvrier de même capacité dans les fabriques ou les usines du ressort ou de la province, produisant le même article ou un article analogue. A cet effet, le comité pourra se faire communiquer toute feuille et tout registre de paie, tarif, bordereau, règlement de travail en usage dans le rayon où la profession est exercée et faire appel au concours d'experts techniques.

Le comité établira des séries de prix minima pour les diverses opérations de la profession.

Pour les opérations non visées aux séries de prix, l'employeur doit prouver que les conditions faites à l'ouvrier sont telles qu'elles permettent au travailleur, de capacité moyenne, d'obtenir le salaire minimum fixé à l'heure.

ART. 20.

Tout employeur aura le droit de soumettre à l'homologation du comité le tarif minimum adopté par lui pour le travail aux pièces.

Deze aanvraag kan hem worden gedaan door een zijner leden, door het arbeidstoezicht, door de vakverenigingen, door al de belanghebbende personen.

ART. 19.

Het comiteit bepaalt het minimum-loon dat de werkman van middelmatige bekwaamheid, geheel en per uur, moet ontvangen, verhoogd met de waarde van de lasten die den werkman zijn opgelegd. Dit loon mag niet gaan beneden het gemiddeld minimum-loon dat, per uur, door een werkman van dezelfde bekwaamheid wordt gewonnen in de fabrieken of nijverheidsinrichtingen van het gebied of van de provincie, die hetzelfde artikel of een gelijksoortig artikel voortbrengen. Te dien einde, kan het comiteit zich doen mededeelen elk blad en register van loonbetaling, elk tarief, borderel, elke arbeidsverordening in gebruike binnen 't gebied waar het bedrijf wordt uitgeoefend; het kan zich eveneens wenden tot technische deskundigen.

Het comiteit bepaalt reeksen van minima-prijzen voor de verschillende verrichtingen van het bedrijf.

Voor de niet in de prijs-reeksen bedoelde verrichtingen, moet de werkgever bewijzen dat de voorwaarden, aan den werkman gesteld, van aard zijn, dat ze den arbeider van middelmatige bekwaamheid toelaten te bekomen het minimum-loon, per uur bepaald.

ART. 20.

Elke werkgever heeft het recht, het minimum-tarief, door hem aangenomen voor het werk op stuk, aan de bekrachtiging van het comiteit te onderwerpen.

ART. 21.

Il est interdit de payer, dans le ressort concerné, un salaire inférieur au minimum fixé par le comité de salaire.

L'ouvrier lésé peut, malgré toute convention contraire, demander aux employeurs le complément de son salaire. Cette action se prescrit par trois ans, à compter, pour chaque paiement, du jour où il est effectué.

Les employeurs sont responsables de l'insuffisance des salaires payés par leurs intermédiaires (courtiers, facteurs, etc.)

ART. 22.

Tout ouvrier ou son délégué peut signaler au comité que le salaire qu'il touche est inférieur au salaire minimum fixé.

Le comité transmettra la plainte à toutes les autorités compétentes.

ART. 23.

Les décisions des comités de salaire ont force de loi dans le ressort concerné, à l'expiration des trente jours qui suivent la publication, à moins qu'un appel ne soit formé devant le comité central. Lorsqu'une décision d'un comité local ou régional ne comportera pas de clause fixant la durée d'application des salaires prévus, ces salaires seront applicables jusqu'au moment où la décision aura été révisée par une décision nouvelle, sans que la durée de validité puisse excéder trois années. La révision de toute décision est de droit, lorsqu'elle est demandée par la majorité des

ART. 21.

Het is verboden, binnen het betrokken gebied, een loon te betalen beneden het minimum bepaald door het looncomiteit.

De benadeelde werkman mag, ondanks elk strijdig beding, de aanvulling van zijn loon eischen van de werkgevers. Deze rechtsvordering verjaart door verloop van drie jaren, te rekenen, voor elke betaling, van den dag waarop deze is geschied.

De werkgevers zijn aansprakelijk voor het ontoereikende der loonen, betaald door voor hen optredende tussenpersonen (makelaars, facteurs, enz.).

ART. 22.

Elke werkman of zijn afgevaardigde mag aan het comiteit bekendmaken, dat het door hem genoten loon beneden het bepaalde minimum is.

Het comiteit doet de klacht geworden aan alle betrokken overheidspersonen.

ART. 23.

De beslissingen der looncomiteiten hebben, na afloop van de dertig dagen volgende op de bekendmaking, kracht van wet binnen het betrokken gebied, tenzij beroep is aangeteekend bij het middencomiteit. Wanneer eene beslissing van een plaatselijk of van een gewestelijk comiteit niet behelst een beding bepalende den duur van toepassing der voorziene loonen, zijn deze loonen toepasselijk tot op het oogenblik waarop de beslissing zal zijn gewijzigd door eene nieuwe beslissing, zonder dat de geldigheidsduur drie jaren mag te boven gaan. De herziening van elke beslissing

patrons ou la majorité des ouvriers, électeurs au comité.

ART. 24.

Dans tout établissement pour le compte duquel des travaux sont exécutés par des travailleurs en dehors de l'établissement, le chef responsable est tenu de faire afficher, en un lieu accessible aux regards, dans les locaux où s'effectuent la remise des matières à ouvrir aux ouvriers et la réception des marchandises rapportées par les ouvriers après l'exécution du travail, les tarifs des salaires pratiqués dans l'établissement.

Les tarifs de minima de salaires sont rédigés dans la langue comprise par les ouvriers et publiés par la voie du *Moniteur* et de la *Revue du Travail*.

ART. 25.

Des comités locaux créés pour une même profession et ayant à examiner des cas identiques pourront se fédérer et tenir des assemblées communes dans une localité des districts concernés, choisie de commun accord.

ART. 26.

Un comité central, composé, sur base paritaire, des délégués de comités de salaires locaux et représentant l'ensemble de la profession, pourra être chargé de reviser et de coordonner les tarifs établis par les divers comités de la profession intéressée.

geschiedt van rechtswege, wanneer zij is aangevraagd door de meerderheid der patroons of door de meerderheid der arbeiders, kiezers bij het comiteit.

ART. 24.

In elke inrichting, voor rekening van welke werken door arbeiders worden uitgevoerd buiten de inrichting, is het aansprakelijke hoofd gehouden de bij de inrichting aangenomen loontarieven te doen aanplakken, op eene plaats bereikbaar voor het oog, in de lokalen waar de te bewerken grondstoffen worden afgegeven aan de arbeiders en de waren, door de arbeiders teruggebracht na uitvoering van het werk, in ontvangst worden genomen.

De tarieven van minima-loonen worden opgesteld in de taal welke de arbeiders verstaan en bekendgemaakt door middel van het *Staatsblad* en van het *Arbeidsblad*.

ART. 25.

Plaatselijke comiteiten, voor een zelfde bedrijf ingesteld en moeiende gelijke gevallen onderzoeken, kunnen een bond vormen en gemeenschappelijke vergaderingen houden in eene gemeente der betrokken districten, gekozen in gemeen overleg.

ART. 26.

Een middencomiteit, naar gelijktalligen grondslag samengesteld uit afgevaardigden van plaatselijke looncomiteiten en vertegenwoordigende het bedrijf in zijn geheel, kan worden belast met het herzien en het in overeenstemming brengen van de tarieven vastgesteld door de verschillende comiteiten van het belanghebbend bedrijf.

CHAPITRE V.

Sanction.

ART. 27.

Toute violation d'une des dispositions de la présente loi constitue, pour chaque fait et vis-à-vis de chaque ouvrier, un *délit* et donnera lieu à une peine distincte.

Tout employeur qui commet une infraction aux prescriptions des articles de la présente loi sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et, en cas de récidive, d'une amende double pour chaque délit.

CHAPITRE VI.

Articles additionnels.

ART. 28.

En dehors des obligations résultant des articles précédents, les inspecteurs du travail et fonctionnaires judiciaires surveilleront spécialement le paiement des salaires et veilleront tout particulièrement à la répression du *truck-system*.

ART. 29.

Les lois sur le paiement des salaires, sur l'inspection du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur les accidents de travail, sur le repos dominical seront applicables aux travailleurs visés à l'article 2.

HOOFDSTUK V.

Strafbepaling.

ART. 27.

Elke overtreding van eene der bepalingen van deze wet maakt, voor elk feit en ten aanzien van elken werkman, een *wanbedrijf* uit en geeft aanleiding tot eene afzonderlijke straf.

Elke werkgever, die zich schuldig maakt aan overtreding van de voorschriften der artikelen van deze wet, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 300 frank en, ingeval van herhaling, met eene boete gebracht op het dubbel voor elk wanbedrijf.

HOOFDSTUK VI.

Bijkomende artikelen.

ART. 28.

Buiten de verplichtingen, voortvloeiende uit de voorgaande artikelen, zullen de arbeidstoëzieners en de rechterlijke ambtenaren inzonderheid het oog houden op de betaling der loonen en bovenal zorgen voor de beteugeling van het *truck-system*.

ART. 29.

De wetten op de betaling van het loon, op het arbeidstoezicht, op den arbeid der vrouwen en der kinderen, op de arbeidsongevallen en op de Zondagsrust zijn van toepassing op de in artikel 2 bedoelde werklieden.

CAMILLE HUYSMANS.

AUG. DEBUNNE.

E. ANSEELE.

J. DESTREE.

L. MEYSMANS.

ÉM. ROYER.